

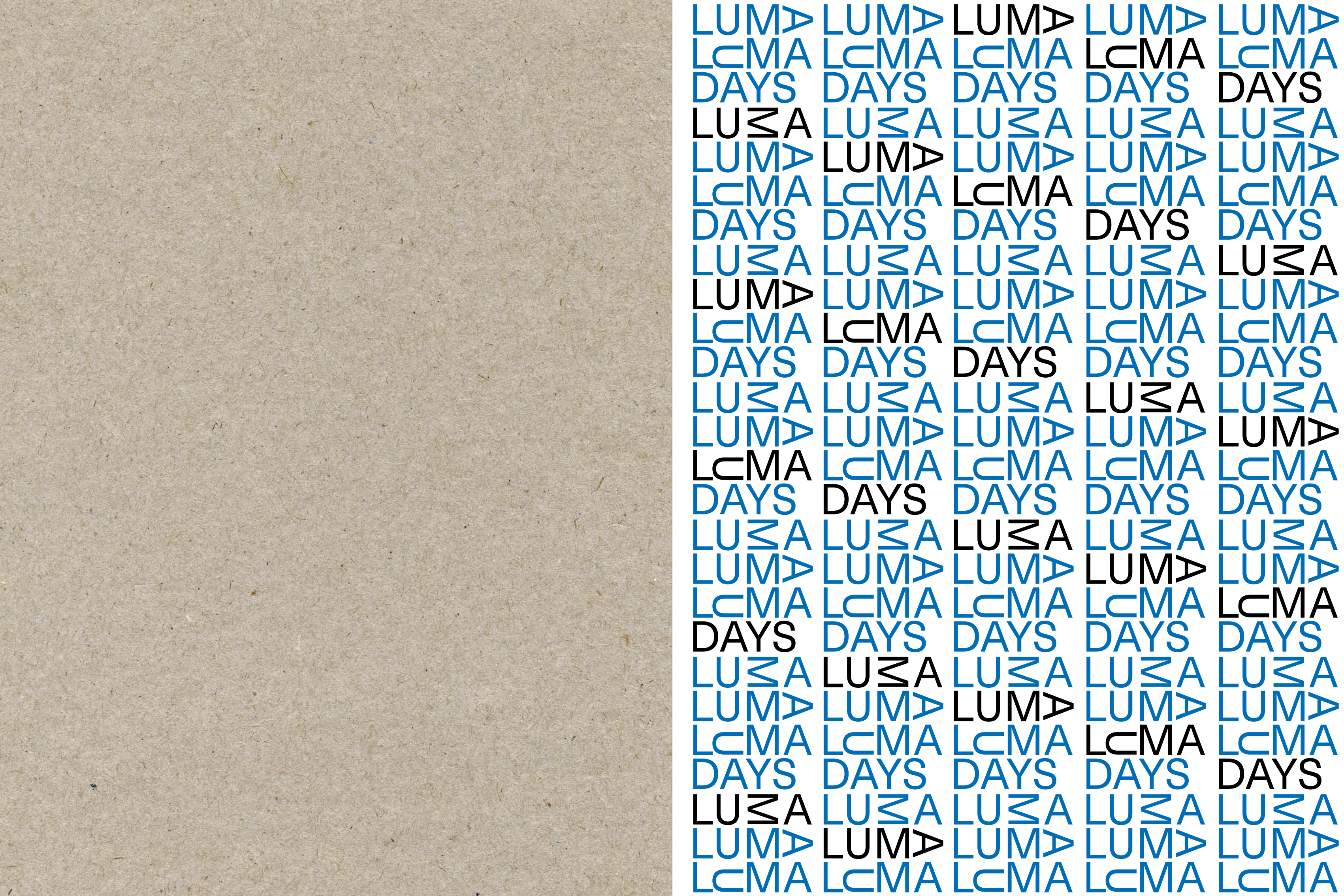
LUZA DAYS

#1

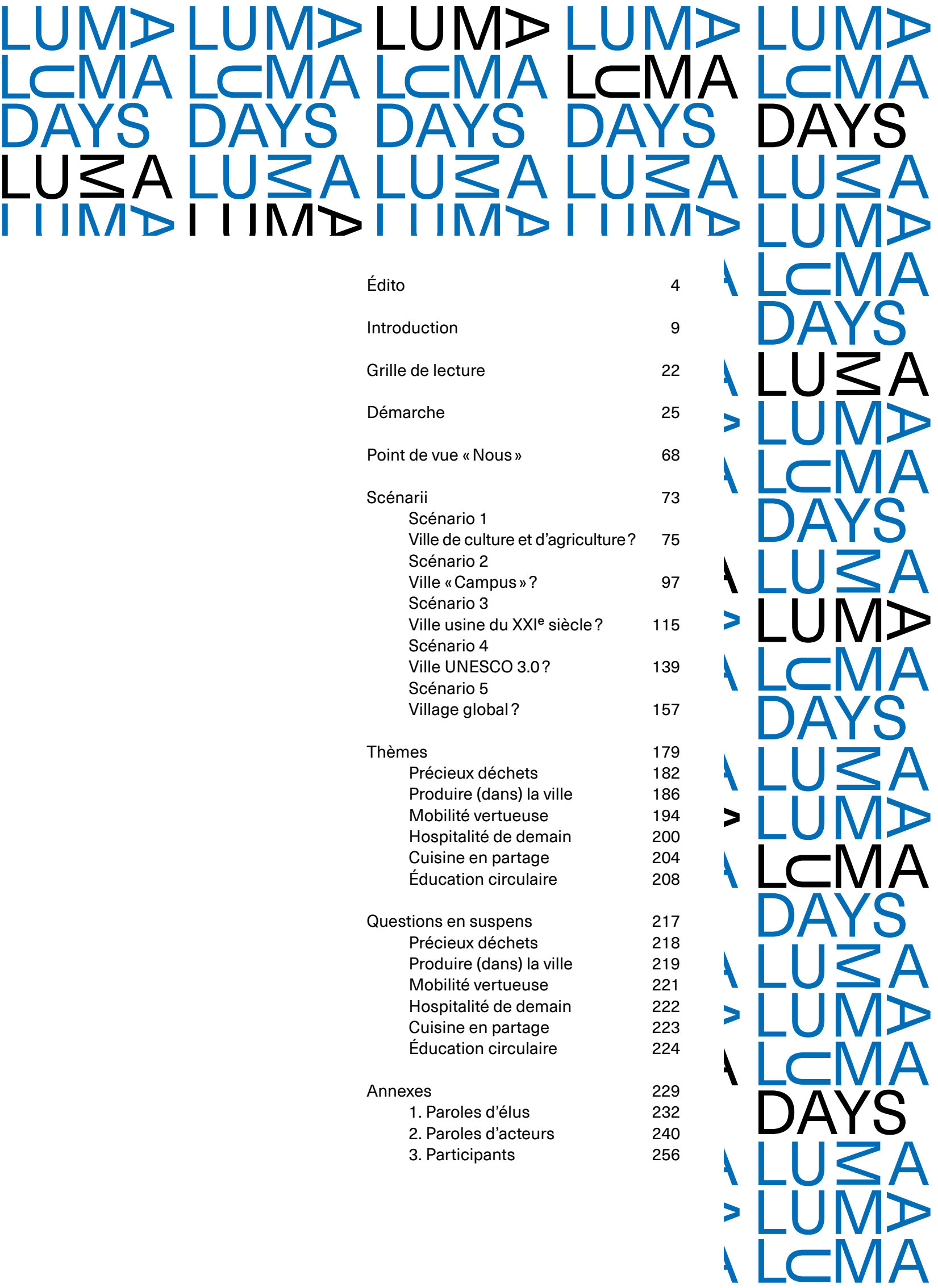
Imaginer des futurs
pour une ville
et une Biorégion

mai 2017

REVUE



LUM▷ LUM▷ LUM▷ LUM▷ LUM▷
LCMA LCMA LCMA LCMA LCMA
DAYS DAYS DAYS DAYS DAYS
LUN▷ LUN▷ LUN▷ LUN▷ LUN▷
LUM▷ LUM▷ LUM▷ LUM▷ LUM▷
LCMA LCMA LCMA LCMA LCMA
DAYS DAYS DAYS DAYS DAYS
LUN▷ LUN▷ LUN▷ LUN▷ LUN▷
LUM▷ LUM▷ LUM▷ LUM▷ LUM▷
LCMA LCMA LCMA LCMA LCMA
DAYS DAYS DAYS DAYS DAYS
LUN▷ LUN▷ LUN▷ LUN▷ LUN▷
LUM▷ LUM▷ LUM▷ LUM▷ LUM▷
LCMA LCMA LCMA LCMA LCMA
DAYS DAYS DAYS DAYS DAYS
LUN▷ LUN▷ LUN▷ LUN▷ LUN▷
LUM▷ LUM▷ LUM▷ LUM▷ LUM▷
LCMA LCMA LCMA LCMA LCMA



MAJA HOFFMANN
Fondatrice et Présidente
de la Fondation LUMA
et créatrice de LUMA Arles

Je suis particulièrement heureuse de vous annoncer le lancement de la première édition des LUMA days intitulée « Imaginer des futurs pour une ville et une Biorégion » en prenant appui sur Arles et sa région. Nous espérons que ces moments d'intelligence collective, rassemblant des experts locaux et internationaux, puissent faire émerger des idées, qui une fois associées, produiraient de nouvelles façons de penser et faire le monde à travers des expériences novatrices et complémentaires.

À LUMA nous pensons qu'aujourd'hui, alors que la mondialisation bat son plein, des relations et interactions plus fortes devraient se nouer entre l'art et la culture, les droits de l'homme, l'environnement, l'éducation et la recherche. Ces principes directeurs orienteront le travail de notre fondation au cours des prochaines années, de même que l'établissement de son nouveau centre de gravité à Arles.

Les LUMA days incarnent ces valeurs. Situés à la croisée de l'art, du design, de la technologie, de l'engagement social et de l'écologie, les LUMA days font le lien entre le local et le global et favorisent la mise en œuvre de stratégies et de projets au travers de processus créatifs collaboratifs, afin de définir des scénarii crédibles et durables.

L'édition 2017 a étudié des scénarii possibles pour la Ville d'Arles et son contexte rural. En rassemblant des experts locaux, internationaux et des personnalités influentes, les ateliers qui ont eu lieu tout au long de la semaine du 22 au 27 mai 2017 ont analysé cinq scénarii pour le futur de la ville : Ville de culture et d'agriculture, Ville « campus », Ville usine du XXI^e siècle, Ville UNESCO 3.0 et Village global.

Cet environnement visait à stimuler le développement de projets conçus autour de thématiques liées à la mobilité vertueuse, aux précieux déchets, à l'hospitalité de demain, à la cuisine en partage, à la production (dans) la ville, et à l'éducation circulaire, mais aussi à l'environnement, au développement durable, au futur du travail et aux partenariats public-privé.

Pour cette première édition des LUMA days, j'ai eu également le plaisir d'accueillir plusieurs invités qui ont su enrichir nos réflexions. L'initiative du New Museum, IdeasCity et ses 50 *fellows* tout d'abord qui sont venus en résidence à Arles pour

une semaine d'immersion totale. Le Salon international des professionnels des patrimoines à Arles (SIPPA) qui a représenté, quant à lui, les différents aspects de la préservation du patrimoine, un domaine fondamental pour une ville comme Arles qui bénéficie de la protection de l'UNESCO. Et, enfin, Scénario 100, un exercice de prospective rassemblant acteurs locaux et internationaux afin de se préparer aujourd'hui pour les enjeux de demain.

D'autres événements ont rythmé la semaine avec la restitution de notre programme pédagogique, l'ouverture de la Librairie du Parc des Ateliers, pilotée par Offprint, notre plateforme soutenant l'édition indépendante, le vernissage de notre exposition estivale *Annie Leibovitz — Les premières années : 1970-1983. Archive Project #1* ou la présence sur site de trois des architectures de Jean Prouvé annonçant l'exposition plus complète que nous hébergerons à l'automne 2017.

J'ai été très heureuse et émue d'accueillir, lors de cette première édition des LUMA days, un grand nombre de participants qui, par leur enthousiasme et leur engagement, permettent la co-création de cette phase importante de la construction de notre projet. La valeur de la contribution de chacun a été inestimable lors de cette semaine. Je voudrais ici tous les remercier chaleureusement. Les critiques, bien sûr, sont toujours les bienvenues, de préférence les critiques constructives, celles qui nous permettront de proposer une seconde édition au plus près des préoccupations de tous ceux qui comme moi sont attachés à Arles et sa région. Sans vouloir conclure, laissant le débat ouvert, nous vous donnons d'ores et déjà rendez-vous en 2018 autour du thème de l'hospitalité si cher à nous tous. Ma dernière pensée va à mon père Luc Hoffmann à qui je dois la chance d'être à Arles parmi vous.

VELO 25 MAI 2017

RENCONTRE AVEC
PATRICK GARNIER

13H30
13H45

DECOUVRIEZ
ENSEMBLE LES
SCENARIOS

ENSEMBLE NOS
AMIS GASTON
DES SCENARIOS POUR
ALLER DANS LA
NATION

ALLEZ A PRESENT
DANS LES ESPACES
DES SCENARIOS

RAPHAËLE

JOSYNE
JAN

LUMA DAYS
LA MATRICE

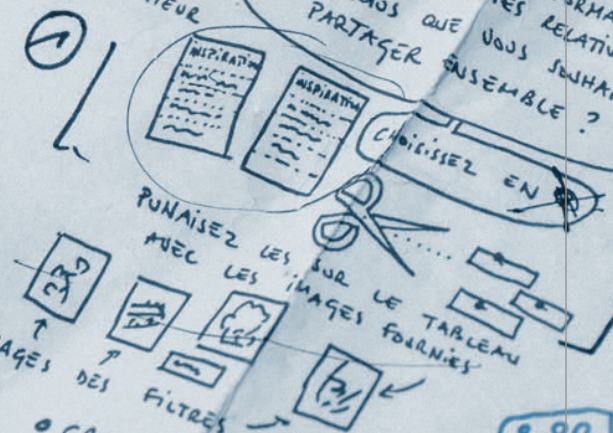
IdeasCityArles

14H00
14H45

LECTURE DES SCENARIOS
QUESTIONS/REPONSE
INSTRUCTIONS
INSPIRATIONS

QUELES SONT LES
PLUS INSPIRANTES
SCENARIOS QUE
VOUS SOUHAITERIEZ
PARTAGER ENSEMBLE?

FACILITATEUR



CREATION DU TABLEAU
D'INSPIRATION

PRESENTATION DES FILTRES
PAR TABLE, ECHANGE RAPIDE
A PROPOS DES 10 FILTRES

• MOBILITE • START-UP • CULTURE-CREA • DECHETS
• ECONOMIE • PRODUCTION • FOOD • EDUCATION • HOSPITALITE
• OTIPLA'S

13H45
14H00

200 PAX

- 1. CULTURE & AGRICULTURE
- 2. VILLE CAMPUS
- 3. VILLE VINE DU XXI^e SIECLE
- 4. UNESCO 2.0
- 5. VILLAGE GLOBAL

BRÛLE GLACE : PICASSO DANS LE SAC!



CONFERENCE MINUTE PAR
ZONE DE SCENARIO



REMISABOURAUD / CODESIGN-IT!

14H45
15H00

15H00
16H00

EN SOUS GROUPES

40' + 20' COMMENT FAIRE POUR??

CHAQUE GROUPE DOIT ECRIRE DES
"COMMENT FAIRE POUR?" (INSPIRES
PAR LES CARTES) POUR CHAQUE FILTRE.

ATTENTION, ON "COMMENT FAIRE POUR" N'EST PAS
ENCORE UNE SOLUTION...

ENSUITE LE GROUPE ENTIER CONVERGE SUR
CHAQUE "COMMENT FAIRE POUR" / FILTRE

C.F.P.

ECRIREZ DANS LA MATRICE
CHAQUE "C.F.P." CONVERGE

16H00
16H30

4 + 30'

FILTRES	Comment faire pour?	Solut°1	Solut°2	Solut°3	META Solut°
MOBILITE	ADK!				
EMPLOIS	ADK!				
CULTURE	ADK!				
PRODUCTION					
SCEN'VILLE					

UNE IDEE PAR PART. IT
LIBREMENT ECRITE

PRESENTATION DE
LA 10 REGION ET
DES 5 ELEMENTS

NOUVEAU
REGARD

SUR LA
SCENARIE 1+2+3

16H30
17H00

Scanned by CamScanner

INTRODUCTION



Les LUMA days #1 ont accueilli des intervenants de renommée internationale. Leur expérience et leur vision ont permis, durant la semaine du 22 au 27 mai 2017, de mettre en perspective l'exercice de prospective Scénario 100. Cent cinquante leaders d'opinions locaux et nationaux ainsi que les cinquante *fellows* invités dans le cadre du programme de résidence se sont réunis lors de cette première édition. Au total, ce sont près de quatre cents experts qui ont assisté aux LUMA days 2017.

Cet ouvrage reprend ce travail d'intelligence collective.

LISA PHILLIPS
Toby Devan Lewis Director
du New Museum de New York

Cette édition à Arles est la 9^e édition d'IdeasCity.

IdeasCity est une plateforme collaborative, créative et citoyenne qui part du postulat selon lequel l'art et la culture sont des éléments essentiels à la vitalité future des villes. Cette initiative internationale constitue un forum pour les designers, artistes, technologues et pouvoirs publics pour échanger des idées, identifier les défis à venir, proposer des solutions et mobiliser la participation du public.

À l'origine, c'est un programme développé par le New Museum de New York qui a débuté en 2010, au moment de l'une des pires récessions de l'histoire des États-Unis. Nous l'avons établi pour réfléchir à ce que nous pourrions accomplir en travaillant de manière collaborative pour faire face à cette crise, convaincus que la culture a un rôle essentiel à jouer dans la vitalité et la santé économique de nos villes. Nous avons construit un nouveau bâtiment pour le musée dans le quartier Bowery et nous avons pu constater à quel point ce dernier s'est rapidement transformé en raison de notre présence. Cet exemple nous a conforté dans l'intuition que nous avions au départ de cette aventure. En effet, nous pensions, et nous le pensons toujours, que les institutions culturelles changent les communautés et que nous avons une responsabilité en tant qu'institution culturelle, celle d'être des acteurs de changements positifs. À l'époque où nous avons débuté notre réflexion, nous ne savions pas comment procéder car ce n'était en aucun cas un programme type au sein d'un musée. Mais nous nous sommes lancés. Ce fut une expérience enrichissante et importante. Elle nous a permis de tester la capacité des musées à servir de plateformes et de lieux de rassemblement en construisant une communauté pour permettre une discussion plus large et à se positionner comme catalyseurs du changement culturel.

Quand nous avons commencé, nous avons rassemblé 150 institutions civiques, culturelles et éducatives pour travailler ensemble. La plupart d'entre elles n'avaient jamais collaboré alors que certaines étaient à proximité

géographiquement l'une de l'autre. Des liens se sont noués et beaucoup de ces institutions continuent à travailler ensemble jusqu'à aujourd'hui.

Dès le début, nous étions également convaincus que les professionnels et les artistes devaient avoir une place à la même table que les décideurs politiques. À l'époque, le maire de New York Michael Bloomberg et ses adjoints ont très vite été persuadés de l'intérêt de notre démarche et ont accepté l'idée de travailler avec nous en tant que partenaires. IdeasCity est rapidement devenu un programme international quand nous avons réalisé notre influence en tant qu'organisateur et constructeur de réseaux. Nous avons alors travaillé avec des maires du monde entier et nous avons été saisis par le fait que beaucoup d'entre eux ont un réel pouvoir pour impulser et accompagner un vrai changement, un pouvoir bien plus important que des présidents d'États actuels.

IdeasCity est depuis conçu en cycles de deux ans. Le cycle actuel a commencé à Détroit, s'est poursuivi à Athènes puis à Arles et se termine à New York à l'automne 2017 avec pour thème « Une centaine d'idées pour la ville du futur ».

La collaboration expérimentale entre pairs que nous menons et l'expérience interdisciplinaire d'IdeasCity ont été véritablement transformatrices pour le New Museum de New York et nous ont incités à tracer de nouvelles perspectives de développement. Nous avons ainsi fondé, il y a trois ans, un autre programme que nous avons intitulé, New Inc. Il s'agit du premier incubateur de musées au monde, un centre d'innovation créative qui a connu un essor incroyable en seulement trois ans, précisément parce qu'il est connecté à un musée.

Maja Hoffmann, administratrice de longue date du New Museum de New York, a reconnu le pouvoir et le potentiel d'IdeasCity en tant que nouveau modèle d'engagement et d'action civiques. Et je la remercie vivement d'avoir invité le New Museum ainsi qu'IdeasCity dans cette ville extraordinaire qu'est Arles, et dans ce nouveau complexe culturel qui aura, j'en suis sûre, un impact indéniable à la fois localement et globalement.

HANS ULRICH OBRIST
Conseiller artistique et membre
du Core Group LUMA Arles
Directeur artistique
de la Serpentine Gallery

En 2010, Maja Hoffmann a réuni un noyau de conseillers, dont Tom Eccles, Liam Gillick, Philippe Parreno, Beatrix Ruf et moi-même pour réfléchir sur le futur centre des arts d'Arles qui est devenu LUMA Arles.

Pour tenter de préfigurer le futur Parc des Ateliers, nous avons procédé à des performances et expositions telles que celle de juillet 2012 intitulée *Vers la lune en passant par la plage* au cours de laquelle 21 artistes de réputation internationale ont été invités à venir à Arles pour travailler sur l'amphithéâtre romain donnant lieu à une exposition en transformation constante. Au fil de l'exposition, le terrain a subi une lente transformation, passant d'une plage à un paysage lunaire grâce à une équipe de sculpteurs sur sable de renommée mondiale, menée par Wilfrid Stijger. Le projet préfigurait le développement du campus LUMA à travers la réutilisation du sable apporté à Arles pour créer ce paysage en mouvement. Tout a été recyclé et l'exposition fait désormais partie du nouveau chantier.

À cette réflexion ont été associés également Lisa Philips, Karen Wong, directrice adjointe du New Museum, Joseph Grima, Maria Finders et bien d'autres encore qui ont contribué et contribuent encore à cette belle initiative.

Je voudrais surtout me souvenir aujourd'hui de deux visionnaires sans lesquels nous ne serions pas ici aujourd'hui et dont le travail résonne avec tant de sujets évoqués dans le cadre de cette première édition des LUMA days. Je pense tout particulièrement au grand Luc Hoffmann. Il est né à Bâle en 1923 où il a étudié la zoologie. Mais il a rapidement choisi une autre voie et il est devenu un expert en ornithologie, ce qui allait changer le cours de sa vie. Comme il me l'a dit lors d'une conversation, il a fait, après la guerre, un voyage de recherche et a découvert la Camargue. Il a été si captivé qu'il a créé la Tour du Valat en 1954, qui est désormais une des institutions les plus importantes au monde. Dès 1961, il a été à l'origine de ce qui allait être plus tard le World Wide Fund, WWF, puis — je pense que cela est très important pour ce dont nous

discutons aujourd'hui — il a établi, en 1971, la Convention Ramsar, du nom de la ville iranienne où l'accord a été signé pour la première fois. Cette convention a permis une protection transfrontalière exemplaire des zones humides dans le monde entier.

Gustav Metzger, artiste et activiste politique décédé en début d'année, était également un véritable visionnaire, partageant de nombreuses préoccupations de Luc Hoffmann. Il a toujours dit que nous ne devrions pas parler de changement climatique mais d'extinction, sinon rien ne serait entrepris, mis en mouvement. Gustav a également développé, dès les années 50, le concept de l'art auto-destructeur. Son principe ? *« L'art rejoue l'obsession pour la destruction, la volée de coups à laquelle l'individu et les masses sont sujets. Il démontre la puissance de l'homme à accélérer le processus de désintégration de la nature et à le mettre en œuvre »*, écrivait-il en 1959 dans son manifeste. Mais tout, dans l'œuvre de Gustav, invite le visiteur à réveiller sa conscience. Et à la toute fin de sa vie, il a fondé un mouvement appelé « Remember Nature » afin d'encourager des étudiants du monde entier à lutter contre l'extinction. Pour citer Gustav Metzger, *« les mondes de l'art, de l'architecture et du design doivent prendre position contre l'effacement en cours des espèces. Même s'il y a peu de chance de succès ultime, c'est notre privilège et notre devoir d'être à l'avant-garde de la lutte. Il n'y a pas d'autre choix que de suivre le chemin de l'éthique dans l'esthétique. Nous vivons dans des sociétés étouffantes, dans le gaspillage ; Notre tâche est de rappeler aux gens la richesse et la complexité de la nature, de protéger la nature autant que possible et, ce faisant, l'art entrera dans de nouveaux territoires intrinsèquement créatifs »*.

JOSEPH GRIMA
Directeur artistique d'IdeasCity
au New Museum de New York

L'objectif d'IdeasCity est de choisir chaque année une ville différente présentant un « paysage culturel » unique, qui se situe généralement à un carrefour entre différentes personnes et différents endroits, et d'accueillir des organisations et des personnalités locales de secteurs variés afin qu'ils présentent et guident les autres *fellows* dans la ville en question.

Après Détroit et Athènes, le programme IdeasCity a ainsi élu résidence pour une semaine à Arles, avec la volonté de tisser un lien avec ces deux autres villes.

À Détroit, nous avons étudié l'hypothèse du déclin post-industriel comme pourvoyeur d'opportunités nouvelles. À Athènes, nous étions face à une ville confrontée à une fuite des capitaux et à des flux migratoires. Puis, nous avons décidé de venir à Arles car c'est une ville empreinte d'un esprit de liberté et de résistance et riche d'une population très diverse mais où toutes les voix ne se font pas entendre ou ne sont pas entendues. C'est aussi une ville caractéristique d'une catégorie de petites villes dans lesquelles vivent la plupart des citoyens européens. Des petites villes de province dont on parle d'ailleurs relativement peu dans les médias. Arles offre donc une excellente occasion de réfléchir aussi bien à des enjeux importants qu'à des problématiques moins visibles que dans les grandes métropoles du monde et représente à cet égard un véritable laboratoire pour la ville du futur.

Le New Museum et LUMA Arles se sont concertés pour donner vie à IdeasCity à Arles. IdeasCity collabore généralement avec une fondation locale ou une institution gouvernementale. Dans le cas présent, LUMA Arles a invité un groupe de gens talentueux, originaires de la région ou d'ailleurs, à poursuivre la discussion sur l'avenir de la ville. Nous sommes persuadés que ces personnes dans leur pluralité sont des vecteurs importants auprès des décideurs, qu'ils ont une influence sur l'avenir de la ville à travers le savoir qu'elles détiennent en incitant à la transformation des idées en actions concrètes. Et LUMA Arles est très attachée à une discussion la plus transparente et ouverte possible sur l'avenir d'Arles. Tels sont les objectifs affichés par les LUMA days et l'exercice de prospective Scénario 100 qui vise à se préparer aujourd'hui pour les enjeux de demain. Il ne s'agit pas de prédire l'avenir mais d'élaborer des scénarii à la fois concrets et créatifs en partant des données disponibles.

Au cours de la semaine de résidence, nous avons collaboré avec les participants associés et les différents maîtres à penser et professionnels. Le processus s'est surtout articulé autour de conversations. En effet, la

partie la plus importante du projet IdeasCity n'est pas tant le temps de travail théorique que l'aspect informel des échanges.

À travers la collaboration mise en place à LUMA Arles, nous espérons que les stratégies développées au cours de cette première édition des LUMA days pourront contribuer à forger un bel avenir pour la Ville d'Arles et sa région et à renforcer dans le même temps les liens déjà perceptibles entre Arles, Athènes et Détroit.

MARIA FINDERS
Directrice de la stratégie à LUMA Arles

Ce que tente de faire LUMA, c'est trouver les moyens de mettre en commun le meilleur de nous tous — personnalités extraordinaires d'Arles comme du monde entier.

JAN BOELEN
Directeur artistique d'atelier LUMA

Avec toute l'équipe de LUMA Arles, nous sommes très heureux d'annoncer l'ouverture officielle d'atelier LUMA qui est une nouvelle initiative sur le long terme de la Fondation LUMA. Pendant qu'IdeasCity développe des idées pour le futur de la ville et la région, atelier LUMA construit, en effet, des relations entre les ressources matérielles, immatérielles et humaines — des designers internationaux jusqu'aux artisans locaux, des experts de la Tour du Valat aux saliniers de Camargue, des jeunes du lycée Pasquet aux talents présents dans le quartier de Griffeuille —, en se positionnant comme un cercle de réflexion, une structure de production, un réseau d'apprentissage, une bibliothèque des savoirs et des outils de LUMA Arles. Basé à Arles, en Camargue, son objectif est de co-développer des usages innovants des ressources et des façons de dynamiser l'activité de sa Biorégion en veillant à prendre soin de son environnement exceptionnel et en utilisant le design comme outil pour la transition. Nos thèmes de recherches sont, comme cela a été dit par Maja Hoffmann, déchets, production, mobilité, hospitalité, nourriture et éducation. Notre volonté est de construire ensemble. De repenser la relation entre la population et la nature et de créer de nouvelles économies tout en construisant avec l'ensemble des parties prenantes une

écologie innovante et dynamique sur ce territoire.

Nous savons pouvoir compter sur les connaissances de tous pour inventer le futur d'atelier LUMA et pour créer l'esprit par le biais duquel des idées globales pourront satisfaire des besoins locaux. Notre ambition est de contribuer à bâtir un modèle pour d'autres villes dans le monde. Je remercie chaleureusement chacun pour leurs précieuses contributions.

HERVÉ SCHIAVETTI
Maire d'Arles

Je voudrais remercier chacun des participants pour son implication lors des LUMA days, les remercier d'avoir contribué à co-construire la dimension politique de notre ville et de notre région. Leurs prises de parole tracent ainsi une perspective, une explication, une abstraction même parfois de ce territoire et de ses développements possibles. Si cela a pu se réaliser, c'est bien sûr, et je voudrais la remercier tout particulièrement, grâce à Maja Hoffmann qui préside la Fondation LUMA. Elle nous a donné l'occasion, avec le projet qu'elle mène, d'appréhender dans une nouvelle perspective le rôle des citoyens, organisés en association ou pas, dans la construction de leur avenir. Cela a permis aussi aux Arlésiennes et Arlésiens de participer à une réflexion collective aux côtés de villes comme New York, Détroit et Athènes.

Si Arles est avec ses 55 000 habitants et 350 000 agglomérés la commune la plus étendue de France, ce n'est ni New York, ni Athènes. Etre pris comme exemple est donc un honneur et je suis heureux que nous ayons pu être projetés dans cet univers qui est celui des nouveaux villages. Je dirais très objectivement que si nous n'avions pas eu la culture, qu'il s'agisse de la photographie, de la peinture de Picasso, de la sculpture de Zadkine ou de toutes les expressions artistiques de ceux qui sont venus à un moment à Arles, nous n'aurions pas connu de nouvelles formes de développement. Tous ces artistes ont fait œuvre en se donnant la possibilité de rester. Et je dis toujours qu'il est possible à Arles qu'il se cristallise quelque chose parce qu'ici, il faut se donner parfois le temps d'une modélisation plus complexe que le simple

calcul d'un ordinateur; et même si les ordinateurs sont utiles, il faut aussi se donner la possibilité de s'approprier cet espace.

JEAN JALBERT
Directeur général de la Tour du Valat

Ce qui m'a frappé dans les groupes de travail, c'est que trois, voire quatre groupes parallèles ont eu des approches tout à fait différentes mais ont chacun apporté à l'image globale.

J'ai à ce propos retenu deux mouvements à développer et à accompagner.

Le premier mouvement est de savoir comment faire en sorte que la culture irrigue le tissu rural. Notre région, cette région de la Camargue, de la Provence est une région qui a une culture très forte, une identité marquée, très ancrée dans le tissu rural. Et, on a l'extraordinaire chance d'avoir une explosion culturelle sur Arles qui est cependant plutôt d'origine urbaine, internationale et mondialisée. Or, comment faire en sorte que cette culture internationale pilotée plus par le pôle urbain irrigue de façon forte et de manière appropriée le tissu rural en évitant antagonisme ou décrochage entre une culture disons identitaire et une culture mondiale qui risque de ne pas parvenir à créer des connexions. Je pense qu'il y a un vrai enjeu à ce que cette culture arrive à se brasser, à se nourrir ou à cohabiter en tout cas de façon forte et harmonieuse. Et là, il faut vraiment que le tissu rural avec ses différents hameaux et villages puissent être des vecteurs. Cela a d'ailleurs été dit, à travers l'idée que le tissu rural a tout intérêt à se structurer de manière à porter une culture nouvelle qui soit un peu un brassage de ce qui fait l'identité de ce territoire et de ce qui reflète une ouverture sur le monde.

Le deuxième mouvement consiste à savoir comment l'agriculture va nourrir la Ville d'Arles et sa Biorégion. On est sur un territoire qui, jusqu'à la fin du XIX^e siècle, était un territoire d'agriculture vivrière; et puis au fil du XX^e siècle, cette notion d'agriculture vivrière n'a pas disparu mais s'est beaucoup réduite. On est aujourd'hui sur une agriculture mondialisée dans laquelle les agriculteurs ont de moins en moins le choix de leur destinée, en tout cas de leur culture puisque l'agriculture



est dirigée par le cour mondial des denrées alimentaires, par la politique agricole commune. On a donc perdu cette connexion entre le consommateur local et le producteur. Certes, cela se recrée doucement ; il y a une demande sociale, notamment urbaine qui est forte, mais il va falloir accompagner et retisser ce lien entre l'agriculteur et le consommateur à travers une agriculture qui soit moins riche en intrants et plus riche en biodiversité et plus diversifiée grâce à une culture différente. Or, créer ce lien ne se déclame pas, ne se décrète pas. Cela suppose un vrai travail car cela nécessite d'avoir des filières reconstituées qui, dans une agriculture complexe, fonctionnent avec tous les opérateurs sur le territoire. C'est un vrai enjeu mais ça nous semble un enjeu absolument fondamental pour reconnecter justement ces différentes strates du territoire entre l'urbain, le périphérique et le rural.

DAMIEN MONTEUX
Fondateur de Taco&Co

J'ai monté une société de pousse-pousse qui s'appelle Taco&Co. C'est une entreprise «verte» basée à Arles, dédiée au transport de produits ou de personnes en ville et qui, entre autres, assure dans les restaurants la collecte du verre et du carton destiné au recyclage. Je participe aussi, depuis quelques semaines déjà, à un projet avec Eric van Hove pour atelier LUMA. Nous faisons de la recherche et essayons de retravailler le modèle existant de mobilité dans la Ville d'Arles. Peut-être qu'un jour on pourra utiliser ce que nous sommes en train de développer.

Dans le cadre de Scénario 100, j'ai travaillé sur un scénario qui s'appelle «Ville usine du XXI^e siècle». Nous avons eu des discussions passionnantes avec toutes sortes de gens mais j'ai été également assis avec des gens que je vois tous les jours. Nous avons évoqué les questions de mobilité, d'emploi, d'écologie et d'autres sujets et nous avons essayé de voir de quelle manière ils pouvaient s'articuler avec les caractéristiques particulières de la Ville d'Arles et de sa région.

Je suis très curieux de voir les résultats. Il y a tant de gens ici qui vont probablement nous soumettre plein d'idées fantastiques. Évidemment, il va falloir attendre pour voir ce qui est possible et ce qui ne l'est pas, ce

qui est faisable et ce qui ne l'est pas. Mais je suis vraiment content. De mon point de vue, ce sont des questions auxquelles j'avais déjà beaucoup réfléchi auparavant en essayant de développer des solutions spécifiques pour Arles et maintenant, voilà qu'il y a plus d'une centaine de personnes aux LUMA days, qui sont là précisément pour réfléchir à cela. C'est très motivant.

MICHEL BAUWENS
Fondateur de la Fondation
Peer-to-peer Alternatives

Tout d'abord, je voudrais remercier la Fondation et les personnes qui m'ont invité parce que cela a été une expérience vraiment très riche. J'ai été très impressionné par le site des Ateliers de LUMA Arles et par les scénarii.

Cela fait dix ans que je travaille sur la question du commun et du pair-à-pair et je réalise qu'à Arles, ce qui est mené part déjà de là. C'est extraordinaire. Je dois avouer que je n'ai pas souvent rencontré une telle forme de pensée qui intègre déjà cette nouvelle valeur du commun et du pair-à-pair comme une évidence. Certes, c'est encore au niveau de l'expérimentation, du prototypage, du contributif, dans un espace, disons, presque sans pouvoir, où chacun peut laisser libre cours à son imaginaire. Mais une fois que l'on entre dans la sphère de la politique, des intérêts existent et ce n'est pas évident.

Ce sera donc le thème de ma présentation. Est-ce qu'on peut, à partir de ces formes germinales qui ont été évoquées au courant de cette dernière journée des LUMA days, aller vers une économie vraiment différente, qui soit une économie LDS ? Autrement dit, «L» pour Libre : ce qui suppose de partager la connaissance pour le bien de l'humanité. «D» pour Durable : sans détruire l'écosystème planétaire qui nous soutient. Et «S» pour Solidaire : sans trop d'exploitation extrême des gens qui co-crèent de la valeur. Pour être plus clair, je vais prendre l'exemple de la ville de Gand, au nord de la Flandre, où j'ai eu la chance de travailler trois mois, en lien avec le maire et la société civile.

Grand Flandre : un pan de transition vers la ville des communs

À savoir que Gand est une ville avec une grande histoire. Elle a été plus grande que

Venise au XII^e siècle. Seule Paris la surpassait à cette période-là. Elle a été également une république calviniste pendant très peu de temps mais elle est restée autonome. Des chartes civiques ont perduré pendant très longtemps ainsi que des démocraties et des guildes. Puis, au XIX^e siècle, le mouvement ouvrier est né avec l'industrie textile et toute une tradition liée à cette culture.

La ville de Gand m'a ainsi demandé de faire quelque chose que je trouve assez extraordinaire, à savoir un plan de transition vers la ville des communs basé sur un dialogue avec les forces vives du territoire. À mon avis, cela n'a jamais été fait et j'ai donc pu réfléchir pour la première fois de façon approfondie à un processus de transition et à la manière dont une ville peut jouer un rôle.

À propos du rôle de la ville aujourd'hui, il y a deux choses à bien prendre en compte. Premièrement, il est important de réaliser que les villes de nos jours ne sont plus les villes d'antan. À l'heure actuelle, il n'y a plus de «local». Par exemple, s'il existe un système de permaculture à l'est et à l'ouest d'Arles, peut-être ne vont-ils jamais être reliés entre eux mais ils vont être tous les deux connectés à des réseaux e local aujourd'hui, ce n'est donc plus ce que c'était il y a vingt ou trente ans. Quand on modifie quelque chose et qu'on fait partie d'un réseau, c'est partout dans le monde que l'on change en même temps de logique. C'est très important.

Le deuxième aspect, c'est que l'État-nation est en crise. Le capitalisme, c'est dès lors trois choses à mon sens : capital, États-nations, villes. Mais le capital est devenu transnational et l'État-nation n'est pratiquement plus capable de rééquilibrer le système mondial. Du coup, les villes peuvent se coaliser. Considérons Uber par exemple aujourd'hui. Un modèle très extractif de la soi-disant économie du partage et collaborative sauf qu'il n'y a ni collaboration, ni partage chez Uber. Or, il y a 40 villes qui travaillent ensemble pour réglementer, pour réfléchir sur une réglementation au sujet d'Uber. Donc la ville, ce n'est pas uniquement quelque chose de local, c'est potentiellement un nouveau mode de gouvernance transnationale. Il y a eu le livre de Benjamin Barber, politologue et écrivain américain à ce sujet intitulé *Et si les maires gouvernaient le monde ? Décadence des États, grandeur des villes*, paru en France en 2015 aux éditions

Rue de l'Échiquier. Un autre exemple plus explicite. Si toutes les villes commencent à créer des logiciels alternatifs à Uber ou des logiciels pour commander de la nourriture biologique comme les AMAP, cela ne sert à rien. Rien qu'en Italie, dans l'économie solidaire, il y a 13 logiciels différents qui ont été développés par les communautés des AMAP pour commander de la nourriture biologique. C'est absurde. La ville, c'est donc aussi un lieu qui peut mutualiser les infrastructures du commun. C'est très important.

Revenons à Gand. C'est une ville de plus ou moins 300 000 habitants, dont 80 000 étudiants, qui a été gérée par une coalition progressiste depuis une quinzaine d'années. Il y a d'ailleurs des similitudes avec Arles. En fait, c'est rose, vert et bleu, rose pour le PS flamand, vert pour les écologistes et bleu pour un parti libéral entrepreneurial mais qui est plutôt social libéral. Ce qui est aussi très important, c'est que je n'ai jamais vu tout au long de ma vie un engagement des fonctionnaires aussi fort pour le bien commun. Il est vrai qu'il y a déjà toute une histoire de soutien aux initiatives civiques. C'est quelque chose que je n'ai donc pas inventé, je suis arrivé dans un lieu qui était déjà quelque part un peu préparé. Mais parlons de l'économie des communs avant d'aborder l'expérience de Gand.

L'économie des communs ou LDS

Techniquement, un commun, c'est une ressource partagée qui est maintenue ou défendue ou produite par une communauté et qui est régie selon les règles et les normes de cette communauté. Ce n'est donc ni l'État ni le marché. Ça peut être en relation avec le marché et l'État, il y a des formes hybrides mais il s'agit essentiellement d'une forme de gouvernance de propriétés différentes. Est-ce qu'il y en a à Arles ? Je ne sais pas mais, par exemple, en Suisse et en Autriche, les flancs des montagnes sont des communs. Les rivières peuvent être des communs. Or, il y a beaucoup de rivières en France. La terre peut aussi être un commun. Il y a d'ailleurs une association des sections communales qui compte 100 000 membres entre autres dans les Pyrénées dans laquelle est répertorié un grand nombre de communs. Un tiers de la terre en Galicie est encore considéré comme un commun. Ces communs sont les vieux communs qui existent depuis très longtemps et qui sont assez menacés.



Deuxième sorte de commun, ce sont les communs numériques. C'est très important aujourd'hui. On a des grands projets très complexes comme Linux, une alternative aux logiciels de Windows et Apple, comme Arduino qui fait voler les drones. On a vu la voiture qui a été faite par atelier LUMA et qui va être mise en open source l'année prochaine mais il existe déjà 32 designs de voitures en open source, donc des communs numériques.

En effet, la première chose que j'ai pu constater à Gand, c'est que la structure des communs numériques et celle des communs urbains sont très similaires. Pour comprendre cela rapidement, il s'agit premièrement de communautés productives : des gens qui contribuent ensemble à créer un commun.

Deuxièmement, ce sont des organisations infrastructurelles qui soutiennent ces communautés. Par exemple Linux : Linux Foundation. Wikipédia : Wikimedia Foundation, etc.

Troisièmement, il y a une économie autour des communs que les gens créent pour survivre. Aujourd'hui, cela représente un sixième du produit national brut américain avec 17 millions de travailleurs. Cette économie peut être une économie extractive ou une économie générative.

Que veut dire générative ? Une économie générative est une économie qui se base sur notre engagement commun pour construire ensemble un objet et qui soutient cet effort. Or, en ville, on voit exactement la même chose et c'est sûrement le cas aussi en France, malgré sa tradition assez centralisatrice. On peut dire qu'aujourd'hui, et c'est prouvé scientifiquement (trois études ont été réalisées sur ce sujet), qu'il y a une croissance exponentielle des initiatives civiques orientées commun. En Hollande depuis 2005, en Flandre depuis 2009. Je suis certain que c'est la même chose en France. Cela signifie que là où il y a un manque d'État pour effectuer la transition vers ce dont nous avons besoin ou un manque de marché, les citoyens s'organisent aujourd'hui pour créer des solutions.

Si vous n'aimez pas la nourriture toxique aujourd'hui, il y a les circuits-courts, les AMAP et il y a d'ailleurs 10 % des paysans en France qui créent une agriculture générative. Pensons à L'atelier paysan que j'affectionne par-

ticulièrement : ce sont des communautés de paysans qui autoproduisent leurs propres machines en commun avec des designs partagés ou dans le cadre de workshops.

À Gand, j'ai trouvé presque 500 projets de la société pour l'économie des communs. On voit également que derrière ces projets, il y a des organisations infrastructurelles. Si vous prenez l'économie de circuits-courts alimentaires à Gand, vous découvrirez que ces projets sont soutenus par des ONG. La grande différence avec le vieux modèle, c'est que ces ONG ne sont pas des structures qui disent : «vous devez faire cela et voici le budget, on vous engage, etc.» Non. Ce sont des organisations facilitatrices, donc qui protègent et organisent l'infrastructure coopérative, c'est ça qui est important. C'est aussi un modèle social.

On a donc trois choses : un citoyen contributif, une économie générative et un partenaire, la ville. Premièrement, les citoyens sont productifs. Les citoyens contribuent à des communs, ils créent de la valeur. Deuxièmement, l'économie devient éthique si elle est générative. Elle tient compte de la survie des ressources humaines et naturelles avec lesquelles elle crée et distribue de la valeur. Et, troisièmement, c'est une vision de l'État parce que ces organisations infrastructurelles, c'est l'État des communs. C'est pour ainsi dire une nouvelle vision de l'État qui est un État facilitateur soutenant l'autonomie des individus et des groupes pour permettre la transition vers cette nouvelle économie.

Ce que l'on trouve à Gand par exemple, c'est déjà le début d'une institutionnalisation de l'économie du commun. Il y a un projet municipal qui s'appelle «Gand en garde» avec l'idée de développer une alimentation locale et biologique en circuits-courts avec des objectifs de justice sociale. Cette organisation est nourrie par un conseil alimentaire représentatif des forces vives de la ville. C'est cela qui est difficile mais qui est aussi très important car ce sont tous les gens qui sont en train de changer l'économie alimentaire à Gand. On est dans une politique représentative aujourd'hui.

En Flandre, il y a la Boerenbond qui est une association paysanne représentative du modèle industriel et qui est en train de détruire le sol. Cette association ne souhaite pas parler sur un même pied d'égalité avec les paysans pratiquant l'agriculture



biologique car ils ne sont pas représentatifs à leurs yeux. À côté de cela, de nombreuses personnes se réunissent et créent des propositions alternatives. L'enjeu d'aujourd'hui est donc de créer une démocratie «plus», c'est-à-dire une démocratie représentative et enrichie par des mécanismes délibératifs, participatifs et contributifs. Et ça, c'est une grande difficulté et on n'a pas encore la réponse ; donc on est encore dans l'expérimentation avec des tensions qui persistent. Je voudrais également aborder un autre aspect qui est très intéressant car c'est aussi une réponse à la crise industrielle européenne.

Gand a un système d'éducation publique municipale. Un million de repas est servi chaque année dans les structures publiques de la ville. Aujourd'hui, ces repas sont commandés à des multinationales qui produisent de la nourriture pas très saine pour les enfants. Mais imaginons que la ville décide de commander cette nourriture à des paysans Bio en préférant les circuits-courts, en associant les habitants de Gand à la préparation des repas, en privilégiant le transport en cargo-vélos. Je dois dire qu'à Gand c'est facile, c'est plat, c'est le plat pays.

Comme dans une centaine de villes allemandes, néerlandaises et flamandes, il y a aujourd'hui une infrastructure de transport en commun que l'on appelle les cargo-vélos ; ce sont des vélos partagés et l'avantage, c'est qu'ils produisent zéro carbone. C'est une infrastructure ni créée, ni gérée par l'État, ni par le marché. Elle est soutenue par des communautés dans l'ensemble de ces villes, ce qui laisse présager la création sur le plan local de milliers d'emplois. Tout cela pour dire qu'il y a un moyen de réfléchir à cette économie générative dans une ville comme Arles. Pour cela, il faut pouvoir s'appuyer sur ce que l'on appelle en anglais des «anchor» institutions, c'est-à-dire les hôpitaux, les universités, etc.

En effet, dans chaque ville, et même dans les quartiers pauvres, nous pouvons mobiliser un pouvoir d'achat. Il suffit de repenser la commande publique en posant de nouveaux critères éthiques qui tiennent compte de tous les publics concernés et en subdivisant ensuite cette commande en plus petites tranches. Les grandes firmes ne seront plus intéressées et les entrepreneurs locaux se saisiront de ces nouvelles opportunités.

Autre démarche qui peut permettre la transition, connue en France mais qui existe aussi en Flandre : Terre de liens achète des terres pour les sortir du marché, ces terres sont ensuite louées à des paysans Bio à un prix en-deçà du marché. Le projet actuel de Terre de liens est de développer le pourcentage de cette production biologique sur un département de manière à diminuer drastiquement les frais de dépollution de l'eau, étant donné que l'eau distribuée sera plus propre. C'est le même principe que celui qui avait été adopté il y a quinze ans par IBM lorsqu'il y a eu le passage à Linux et à l'open source parce que ça leur permettait de diminuer de 90 % leurs frais infrastructurels internes en investissant chaque année 10 % de leurs gains dans le système Linux. C'est une forme, disons, de financement circulaire. En évitant des frais parce que l'on est dans le génératif, on ne détruit pas la planète, on diminue les coûts publics et, du coup, on peut financer la transition.

Aujourd'hui, on est dans un système extractif c'est-à-dire qu'on crée de la valeur par le marché et qu'on est compétitif en écartant le plus possible les externalités négatives. C'est l'État et les citoyens qui, par leurs taxes, nettoient les dégâts des entreprises. C'est un problème parce que ceux qui veulent intégrer ces externalités négatives dans leur mode de production sont obligés de payer eux-mêmes ces frais. Une réponse potentielle serait d'identifier les coûts des externalités négatives et de les utiliser comme un moyen de financement pour la transition.

La transition vers un nouveau système de valeur

J'aimerais aborder aussi un peu plus le positionnement de ces entreprises génératives, et la manière dont se fait le changement d'un système de valeurs à un autre. Il y a un livre, *The First European Revolution* qui parle de cette région d'Arles. Il décrit la première révolution sociale en Europe qui a créé le contrat social de la féodalité avec les chartes de la paix de Dieu. À la fin du V^e siècle, c'est la chute de l'Empire romain. Puis, au VIII^e siècle, Charlemagne essaie de recréer l'Empire romain, sans succès, ses trois fils n'y parviennent pas non plus et vers le IX^e siècle, il y a une période très difficile que l'on appelle la castellisation car tous les petits barons possèdent leur propre château. Des pillages se multiplient (l'or de l'église est

volé), les femmes sont violées, etc. Et en 975, les moines de Cluny avec l'appui du peuple confrontent les seigneurs à leurs péchés. Après une mobilisation qui a duré environ soixante dix ans, les chartes de la paix de Dieu sont signées. La première règle est de faire l'amour pas la guerre. Les seigneurs promettent donc de marier leurs enfants plutôt que de combattre tout le temps. La deuxième règle est la primogéniture : le fils le plus âgé hérite de tout, évitant ainsi les conflits de famille. En d'autres termes, plusieurs règles vont être instaurées pour pacifier la société, permettant ainsi un triplement de la population en Europe de l'Ouest.

C'est par là-même une transition de régime de valeur. D'un régime où il fallait conquérir à un régime où la terre et le surplus de la terre, donc la vraie féodalité, créent la richesse du pays. C'est ce qui a permis le développement des villes notamment. Et, aujourd'hui, nous sommes en train de vivre une transition de régime de valeur. Pour mieux me faire comprendre, je vais illustrer cette transition par un exemple. Nous avons trois infirmières : la première est volontaire chez mère Theresa. Elle n'est pas comptabilisée dans le produit national brut. Elle ne crée pas de valeur dans notre système, pas de valeur reconnue. La deuxième travaille pour un hôpital public, elle est comptabilisée mais comme un coût car s'il y a une crise économique, les pouvoirs publics fermeront l'hôpital. En effet, dans notre régime, on croit encore que c'est le marché qui crée la valeur. Il n'y a qu'une de ces trois infirmières qui crée de la valeur dans notre système et c'est l'infirmière qui travaille dans un hôpital privé, puisqu'elle crée de la plus-value pour des actionnaires. Donc on a trois personnes qui font le même travail mais qui sont jugées différemment. C'est ça un régime de valeur. Et aujourd'hui, le régime de valeur est basé sur le travail marchandise sur lequel nous calculons des taxes et dont nous redistribuons la plus-value. C'est un système qui épuise la planète. Et ce n'est qu'après coup qu'on essaye de régler, de réguler compte tenu de l'urgence du changement climatique.

On est donc en droit de se demander si on ne devrait pas changer de régime en préférant un régime pré-distributif, c'est-à-dire un mode de production LDS qui intègre déjà les coûts négatifs. Mais là se trouve la difficulté. Alors que peut-on dire sur ce nouveau

régime de valeur qui est en train d'émerger aujourd'hui ? C'est un régime de contribution qui crée du commun. Ce n'est plus le travail marchandise qui crée des commodités, c'est un régime de valeur qui, grâce à des contributions, créent du commun. Je vais donner des exemples qui viennent du numérique.

On a fait une étude sur trois cents communautés pair-à-pair producteurs de commun pendant trois ans et voilà le résultat de nos recherches. Ce qui est à mon avis assez intéressant. Première chose : 78 % de ces communautés pratiquent de nouvelles formes de comptabilité. Ce qu'on appelle des comptabilités contributives. Ce qui n'est pas banal. Pourquoi ? Les grands changements de société sont des changements de comptabilité.

Les premiers écrits sont liés à la comptabilité des temples en Mésopotamie. Les temples avaient besoin de gérer la production de riz. Puis, au XV^e siècle, on invente la comptabilité à double entrée qui introduit un autre système, inspirant le système capitaliste actuel. Aussi, si aujourd'hui, 78 % de ces communautés créent des comptabilités contributives, c'est à mon sens très significatif quant à la volonté affichée de changer de paradigme.

Le développement d'une conscience trans-nationale

Deuxième chose dont je voudrais parler, c'est l'esprit de ces communautés contributives. Nous avons constaté qu'elles ont une profonde conscience transnationale. Et je trouve cela très important aussi. Il faut savoir qu'avec la création de l'État-nation et du système capitaliste que nous avons encore aujourd'hui, c'est aussi la naissance d'un imaginaire social autour de la nation. Les individus ne se voyaient plus comme faisant partie d'un village, d'une ville, d'une région ; on devenait solidaire d'une nation, notre identité était liée à la nation. Or, aujourd'hui justement, l'État-nation est en crise.

Karl Polanyi, un économiste hongrois spécialiste d'histoire et d'anthropologie économiques, explique dans *La grande transformation* le double mouvement du capitalisme qui s'illustre par des cycles de trente ans. Tous les trente ans, le marché tente d'échapper au contrôle par des déréglementations, des dérégulations pour être plus libre ; cela crée des déséquilibres, des crises sociales et cela génère des réactions.

La nation se mobilise et force l'État à réguler à nouveau le marché. Karl Polanyi appelle ça le double mouvement. En effet, avant les déséquilibres du marché en 1973/1980, on était dans une tout autre période, celle des trente glorieuses qui était une période de réglementation. Mais aujourd'hui, ce mécanisme ne marche plus. La question qui se pose donc, c'est comment changer la société quand on ne peut plus mobiliser l'État pour recréer les équilibres. Il faut dans ce cas des communautés productives transnationales, des communautés économiques transnationales et des formes étatiques transnationales. Pas internationales, transnationales.

Les communautés productives transnationales existent déjà. Linux, Arduino sont des communautés avec des dizaines de milliers de personnes qui travaillent déjà ensemble, qui créent de la valeur collectivement. Les guildes économiques transnationales commencent à exister. Moi, je travaille avec une dizaine d'entre eux. Ce sont des gens qui, autour d'un commun, créent des entreprises et des coalitions d'entreprises. Quelqu'un parlait de guildes dans le scénario 4, je crois, elles sont effectivement en train de renaître.

Je voudrais faire une remarque sur le choix de l'arène comme illustration mais qui ne me semble pas approprié. Je m'explique. Évidemment, ici à Arles, c'est important mais l'imaginaire de la Renaissance, c'était quoi ? C'était Rome car on sortait d'une période de fragmentation, de décentralisation et le rêve, c'était de retourner à la paix romaine. Le rêve de la Renaissance, c'était de recréer une forme de centralisation. Mais aujourd'hui, on en sort. Quel peut-être dès lors le rêve aujourd'hui ?

Le rêve ce n'est pas de centraliser mais de distribuer. Or, la dernière période au cours de laquelle cela s'est produit c'est au Moyen-Âge. Ce n'est donc pas par nostalgie que les gens se tournent vers le Moyen-Âge aujourd'hui. C'est parce que c'est un exemple réel d'une société qui fonctionnait avec une souveraineté fragmentée. Sous l'époque romaine, on regardait les gens mourir dans l'arène. Mais au Moyen-Âge, les gens y vivaient, c'était leur maison. Revenir au Moyen-Âge, c'est donc vouloir étudier ce modèle comme système pouvant nous inspirer aujourd'hui. Et si nous revenons au tryptique que j'évoquais, il nous manque, en plus

des communautés productives et des nouvelles guildes transnationales qui sont en train de naître, un état transnational. Alors où est-ce qu'il se trouve ? Est-ce que ce sont les Nations Unies qui vont le créer ? À mon avis non. Ce sont les villes qui peuvent le faire.

Les villes sont potentiellement la structure de gouvernance transnationale de l'économie du commun. Pourquoi ? Parce que les villes peuvent se coaliser pour mutualiser les infrastructures de l'économie de la société du commun. En effet, ce serait absurde que chaque ville fasse la même chose partout dans le monde.

Pour finir, je voudrais évoquer un dernier point : comment penser une transition pour passer à un mode génératif ? Pour cela, je vais donner l'exemple des moines. Que font les moines à la fin de l'Empire romain ? En fait, ils décident que doit cesser la loi salique et que seules les règles de Saint-Benoît doivent être observées. Ce qu'ils font, c'est déclarer la souveraineté de la valeur à travers le principe et la pratique d'une communauté et d'une propriété collective au sein du monastère, en dépit d'un environnement extérieur dominant et conflictuel.

Si nous déclarons aujourd'hui la souveraineté de la valeur, c'est dire que nous, concernés par un champ de transition écologique et sociale, allons faire ça différemment, de l'intérieur. Même si on a encore besoin de vivre avec l'État et avec un marché dominant, on peut déjà changer la logique de valeur à l'intérieur de notre communauté. C'est pour cela qu'on développe aujourd'hui des comptabilités contributives.

Pour éviter la captation interne et externe de la co-création qui se fait dans un groupe. Ce qui est aussi possible de faire, c'est de faire en sorte que les objets physiques communiquent avec le digital, même si on craint que cette connaissance soit captée. Aujourd'hui, on n'a que deux choix : soit le choix du copyright, donc une stratégie propriétaire qui va privatiser la connaissance et refuser le partage, soit le « copyleft » qui permet de partager la connaissance avec tout le monde.

C'est un choix entre le capitalisme et le communisme et il nous faut impérativement choisir entre les deux. Moi, je propose une troisième voie : des licences « socialistes »,

c'est-à-dire des licences qui permettent de partager selon la contribution de chacun. J'appelle ça le « copyfair ». C'est une association d'entrepreneurs ou plutôt de ce que j'appelle « entredonneurs » parce que le mot « entrepreneurs » veut dire « prendre entre » ; on devrait donc changer de langage et parler « d'entredonneurs », mot qui renvoie à tous ceux qui veulent créer une économie autour des communs, sans prendre mais en donnant, en créant une sur-valeur pour ces communautés et pour la nature.

On peut donc partager la connaissance mais sa commercialisation est déterminée par la réciprocité entre les communautés du commun et l'économie du commun.

REM KOOLHASS,
Architecte – OMA/AMO

« C'est un cliché de dire que plus de la moitié de l'humanité vit maintenant dans les villes ; en effet, seulement 2 % du monde sont couverts par les villes, mais elles consomment 75 % de l'énergie et produisent 80 % de la pollution. Le reste est essentiellement rural, à 89 %, consommant 25 % de l'énergie et ne générant qu'un 1/5^e de la pollution. La campagne n'est bien sûr pas innocente ; elle fait partie d'une série de connexions physiques, théoriques, électroniques et virtuelles de plus en plus en réseau. Et la campagne est, bien sûr plus que les villes, soumise aux changements imminents que le changement climatique nous imposera à tous et peut en témoigner. Autre élément ici, notre recherche sur la campagne coïncide à bien des égards avec la façon dont nous envisageons la préservation. Nous avons découvert que plus de 12 % de la superficie mondiale est concernée par un régime de préservation — en fait vous pouvez essentiellement multiplier par trois avec les zones protégées. Donc, cela signifie que, si vous considérez que seulement un tiers de la surface terrestre est réellement terrestre, un quart de la Terre est censé être maintenu comme il est. Cette situation crée en elle-même toutes sortes de changements car elle nous rappelle que ce n'est pas une condition naturelle. Ainsi, alors qu'une partie de la Terre avance incroyablement rapidement ou qu'elle est appelée à le faire, une autre partie revient en arrière, et une troisième partie est censée rester gelée dans sa situation actuelle. »

MUSTAPHA BOUHAYATI
CEO du Fonds de dotation LUMA Arles

C'est la conclusion d'une semaine pour nous, semaine où nous avons vu beaucoup de choses se passer. On a littéralement animé la totalité du site du Parc des Ateliers avec un certain nombre de programmes qui sont en train de se développer. Toute l'activité qui s'est menée ici dans le bâtiment de la Mécanique mais aussi, à côté, dans la Grande Halle avec des expositions, dont celles notamment d'Annie Leibovitz. Cette semaine, nous avons organisé beaucoup d'événements. Nous avons accueilli nos amis d'IdeasCity avec les *fellows* qui sont venus s'installer et passer toute une semaine en immersion pour travailler ensemble, sortir dans la ville, rencontrer les gens. On a également travaillé avec la plupart des acteurs locaux qui sont soit des porteurs d'initiatives privées soit des élus ; beaucoup se sont investis, ont donné de leur temps, de leur énergie, de leur expérience également. Et ça a été pour nous une façon de voir comment ce site va pouvoir vivre dans quelques mois, dans quelques années, comment il peut opérer avec cette superposition d'activités. Tout cela a l'air très neuf mais en réalité ces idées puisent leurs origines dans des réunions, des discussions qui ont été initiées en 2007 ; elles se sont poursuivies, ont été développées, ont évolué et ont été transformées aussi par la réalité de l'époque actuelle. 2007, ça fait maintenant dix ans, donc la manière dont nous avons progressé et fait évoluer ces idées a également été marquée par tout ce temps. Cette transformation et cette évolution ont abouti à la plateforme que nous vivons et expérimentons encore aujourd'hui, aux bâtiments qui sont tous d'une flexibilité et d'une capacité d'équipement différentes et qui permettent d'être animés ou d'accueillir des événements très variés : expositions, conférences, etc. Et je pense que cette flexibilité est vraiment l'une des caractéristiques du projet. Il est également très marqué par la production ; et atelier LUMA qui se développe juste à côté, que nous invitons chacun à aller découvrir, a initié un certain nombre de projets qui ont été développés au courant de l'année qui vient de s'écouler et qui donnent déjà des résultats tangibles à partir de ressources identifiées grâce au travail extraordinaire qu'a mené Jan Boelen et ses équipes en très peu de temps.

Tout cela me fait penser bien sûr à toutes ces réunions que nous avons pu organiser il y a quelques années. Nous avons commencé modestement, au moyen de réunions que nous avons initiées avec l'association des commerçants de la ville, des hôteliers restaurateurs, etc., l'objectif étant d'identifier un certain nombre de sujets qui ont servi véritablement de base de travail à la recherche qu'ont pu mener les étudiants, les chercheurs qu'atelier LUMA a fait venir pour pouvoir cartographier le territoire, identifier toutes ses ressources, tous ces talents qui nous ont rejoints pour nous accompagner dans cette réflexion ; encore une fois, nous avons dépassé très vite le stade de la réflexion pour arriver à des résultats tangibles. On parlait effectivement du futur, beaucoup d'énergie, beaucoup d'idées ont été exprimées ces derniers jours, ces derniers mois mais plus intensément encore ces dernières semaines au cours desquelles beaucoup d'informations et d'idées ont été produites. Nous allons collecter tout cela pour pouvoir le traiter et vous le proposer en partage afin de poursuivre cette recherche. À ce titre, nous allons mettre en place à atelier LUMA, dans un espace que nous aurons défini, une table ouverte qui va permettre à tous de consulter toutes cette documentation, toutes ces réflexions, toutes ces recherches, de venir travailler, de continuer à rencontrer des gens, à porter des idées et à échanger pour poursuivre le travail qui a été initié ; nous pourrions justement nous retrouver l'année prochaine autour des LUMA days dont c'est la première édition cette année. En 2018, nous organiserons un autre type d'événement. LUMA days est vraiment une façon pour nous de nous retrouver, de créer un moment d'étape, un moment de rassemblement pour permettre à chacun de s'exprimer et d'échanger ses idées pour ensuite pouvoir retourner au travail, explorer et creuser davantage toutes ces idées.

Pour permettre une appropriation plus aisée de cette publication et offrir la possibilité à chacun d'y entrer selon son mode de lecture, nous proposons trois niveaux de lecture :

1. Scénarii

Un premier niveau de lecture qui correspond à la synthèse par scénario, tous thèmes confondus : Précieux déchets, Produire (dans) la ville, Mobilité vertueuse, Hospitalité de demain, Cuisine en partage, Éducation circulaire.

À l'intérieur de chaque scénario :

- L'ensemble des idées phares émises par les participants : récit et propositions 1
- La totalité des autres idées formulées par ces derniers : récit et propositions 2

Des mots et des expressions spontanément écrits par les participants en résonnance avec chaque scénario donnent une touche poétique à l'ensemble de chaque récit.

2. Thèmes

Un deuxième niveau de lecture qui correspond à la synthèse des idées proposées par ces mêmes personnes selon les thèmes retenus, tous scénarii confondus.

3. Questions

Un troisième niveau de lecture, par thème, des questions restées en suspens, classées selon le scénario concerné. Il s'agit des questions proposées aux participants pour nourrir leur réflexion et dont ils ne se sont pas saisies au moment des LUMA days. Elles témoignent néanmoins des problématiques qui restent à explorer en commun dans le cadre d'un dialogue le plus ouvert possible pour imaginer un futur désirable par tous.

DÉMARCHE





« Plus que jamais, il y a des relations directes entre l'art et la culture, la justice sociale, la protection de l'environnement, l'éducation et la recherche. »

Maja Hoffmann, Fondatrice et Présidente
de la Fondation LUMA, créatrice de LUMA Arles

LUMA Arles est une plateforme culturelle pluridisciplinaire de plus de dix hectares qui prend corps à Arles. Elle est constituée d'un bâtiment imaginé par Frank Gehry (dont l'inauguration est prévue en 2019), d'anciens ateliers de la SNCF rénovés par Selldorf Architects et d'un parc paysager imaginé par Bas Smets. L'ensemble s'inscrit au sein d'une ville classée au patrimoine mondial de l'humanité, aux portes de la Camargue, réserve naturelle protégée.

À la fois acteur et centre de réflexion et de transformation, LUMA Arles développe depuis 2010 des activités de recherche, de production, d'exposition, de présentation et d'archives autour de quatre axes que sont l'art, l'environnement, l'éducation et les droits de l'homme en privilégiant l'expérimentation, l'innovation et la collaboration. atelier LUMA* est une des activités de LUMA Arles qui participe de ce projet global sur le site du Parc des Ateliers.

Les LUMA days sont une manifestation annuelle créée et conçue par LUMA Arles pour partager le fruit du travail de production et de recherche mené par atelier LUMA avec pour objectif de placer Arles sur la carte des plateformes de réflexion et d'innovation.

Situés au carrefour entre l'art, le design, la technologie, l'engagement et l'écologie, les LUMA days servent de médiateur entre le local et le global grâce à des processus créatifs collectifs qui réunissent des experts, chercheurs et créateurs locaux et internationaux.

L'édition inaugurale des LUMA days 2017 qui s'est déroulée du 22 au 27 mai 2017 à Arles, a été créée en collaboration avec IdeasCity* et le New Museum de New York pour explorer divers scénarii pour la Ville d'Arles et la Camargue.

Le thème de cette première édition est « Imaginer des futurs pour une ville et une Biorégion » en réponse au souhait de Maja Hoffmann de contribuer, à travers le projet en cours de construction au Parc des Ateliers, au développement d'Arles et de la Camargue.

La première édition des LUMA days comprend :

- IdeasCity Arles en collaboration avec le New Museum de New York (22-27 mai)
- Restitution des ateliers pédagogiques* menés par LUMA Arles (23 mai)
- Résidence de start-up (24 mai)*
- SIPPA* – Salon International des Professionnels des Patrimoines à Arles, 3^e édition (22-24 mai)
- Scénario 100 – Exercice de prospective (25-26 mai)
- Portes ouvertes d'atelier LUMA (27 mai)

Les LUMA days s'inscrivent dans une démarche de concertation avec les actrices/acteurs locaux. Dès le mois de janvier 2017, des rencontres avec la société civile, élus, techniciens de la Ville d'Arles et de la Communauté d'agglomération

WHAT

DÉMARCHE

atelier LUMA is embedded
close and wider surrounding
Camargue region, the
and the Parc des Ateliers
building up relationships
level it informs and is informed
context: atelier LUMA in
gue region & the Camargue
inside atelier LUMA.

LUMA DAYS #1

27

AT IS atelier LUMA?

CAMARGUE

Arles-Crau-Camargue-Montagnette ont été organisées. En effet, du 25 au 28 avril 2017, atelier LUMA a invité des acteurs locaux en groupes de travail pour discuter des enjeux du territoire autour de quatre notions : Précieux déchets, Produire (dans) la ville, Mobilité vertueuse, Hospitalité de demain.

Ces ateliers préparatoires qui mettent en résonance des enjeux urbanistiques, économiques et sociologiques ont eu pour vocation de favoriser l'émergence de projets réalisables à court, moyen et long termes, et de créer une collaboration active des parties prenantes.

Chaque notion évoquée précédemment a été traitée sur une journée complète selon deux temps forts : en matinée avec une conférence inspirante, avec l'invitation de deux experts dont les métiers et les expériences ont apporté des points de vue extérieurs qui ont pu être source de créativité pour les participants. Puis, l'après-midi, des ateliers en sous-groupes ont été organisés pour un échange plus intimiste, selon des modalités adaptées à l'animation de groupes de réflexion, de manière à ébaucher ensemble, des Scénarii.

atelier LUMA

Créé en 2016 par LUMA Arles, atelier LUMA est un incubateur expérimental, un espace de transmission et un laboratoire de recherche en design établi dans le Parc des Ateliers à Arles. Puisant dans les ressources, matériaux, savoir-faire et talents de la ville et de sa région, atelier LUMA se développe autour de trois axes : un programme de recherche en résidence, un atelier de production et de fabrication et un programme de résidence de start-up.

UN PROGRAMME DE RECHERCHE EN RÉSIDENCE

Installé au sein du bâtiment de la Mécanique, au Parc des Ateliers, atelier LUMA accueille des designers en résidence pour la création de projets en relation avec les problématiques du territoire et les ressources locales.

UN ATELIER DE PRODUCTION ET DE FABRICATION

Ce centre pour le design social est un lieu de production qui possède un équipement de pointe.

Cette structure crée des passerelles entre l'écosystème local, l'environnement, la ville, la région et le Parc des Ateliers, suivant les principes d'une économie circulaire et solidaire.

Ce « laboratoire » repose sur des résidences maître-élève, avec une nette composante pédagogique, et vise à susciter des partenariats innovants et des collaborations créatives pour ses productions et sa programmation. Les projets retenus doivent être exemplaires, et ce dans tous les domaines. À terme, les prototypes et propositions auront vocation à être exportés et reproduits à une plus grande échelle.

UN PROGRAMME DE RÉSIDENCE DE START-UP

Avec le soutien de ses partenaires et en collaboration avec une sélection d'incubateurs et accélérateurs mondiaux, atelier LUMA a accueilli un programme de résidence de start-up au Parc des Ateliers. Les projets ont été sélectionnés pour leur impact sur l'intérêt général. Ils ont été accompagnés d'un collègue de 50 « mentors », hautement reconnus

pour la qualité de leur expérience et de leur engagement. Les résidents ont bénéficié des compétences de design, d'ingénierie et de production d'atelier LUMA et d'un

environnement territorial privilégié pour leur permettre d'expérimenter en conditions réelles, dans le Parc des Ateliers et dans la ville, leurs produits ou services et de démontrer leur utilité sociale.

atelier LUMA en 18 mois

Développés par des équipes pluridisciplinaires, les projets liés aux six thèmes stratégiques **Précieux déchets**, **Produire (dans) la ville**, **Mobilité vertueuse**, **Hospitalité de demain**, **Cuisine en partage**, **Éducation circulaire** combinent des savoirs et pratiques existants ou inédits, locaux ou internationaux, et influent sur le territoire en utilisant les ressources culturelles et naturelles d'Arles et de ses environs. Ensemble, les équipes découvrent, étudient, archivent, partagent et exploitent ces ressources pour produire des initiatives durables. Les projets d'atelier LUMA proposent des solutions locales à des problèmes globaux et cherchent à repenser une région entière.

1. PRÉCIEUX DÉCHETS

Utiliser le potentiel de différents déchets agricoles et électroniques pour produire un impact écologique, social et économique.

Papier électronique

Objectif : Explorer des alternatives à la mentalité du jetable qui génère chaque année plus de cinquante millions de tonnes de déchets électroniques en modifiant la façon dont nous fabriquons les objets électroniques et en anticipant les problématiques liées à leur fin de vie. **Résultat** : Production d'éclairages translucides à partir de nouvelles techniques de production de circuits électroniques associées au savoir-faire d'artisans-papetiers : le papier washi, fait-main localement, apporte un aspect qualitatif et structurel au circuit électronique qui devient en effet modulable.

Textile roseaux

Objectif : Élargir les possibilités d'utilisation du roseau sauvage tout en respectant ses cycles naturels et les coutumes qui se sont développées autour de l'artisanat

local afin de renforcer une pratique durable.

Résultat : Mise au point de tout un éventail de produits fonctionnels temporaires qui seront utilisés par atelier LUMA, dans ses locaux comme à l'extérieur.

Sunflower entreprise

Objectif : En utilisant uniquement des déchets issus de la culture du tournesol, explorer le potentiel de la matière organique de la plante pour créer de nouvelles applications et prototypes intégrés à des systèmes de production soutenables et innovants et permettre une source de revenus alternative.

Résultat : Production de biomatériaux innovants dans le domaine des bioplastiques à partir des déchets agricoles du tournesol (du minuscule boulon à un vaste panneau d'isolation, d'un matériau absorbant au boîtier d'un iPhone).

Canne de Camargue

Objectif : Étudier la façon dont la canne de Provence, un grand roseau à croissance rapide que l'on trouve en abondance dans le sud de la France, peut être transformée en un nouveau matériau de haute qualité afin que cette espèce invasive devienne le moteur d'une nouvelle économie pour la région.

Résultat : Production de papier, de panneaux stratifiés de grande taille et de textiles biologiques

Fabrique de fibres intelligentes

Objectif : En s'intéressant notamment aux déchets agricoles produits par la culture du riz, largement pratiquée dans les marais camarguais, soit 15 000 tonnes/an en Camargue, transformer certaines de ces matières premières en bio-stratifiés afin qu'elles deviennent les catalyseurs de nouveaux types de production.

Résultat : Mise en place d'une installation

pilote pour la collecte, le tri et la transformation de différentes fibres naturelles provenant de sources naturelles, agricoles et domestiques locales et création de bio-stratifiés innovants à partir des fibres de riz.

2. PRODUIRE (DANS) LA VILLE

Une expérience directe d'Arles et de la Camargue prenant en compte le potentiel de ses biomatériaux et de ses artisans et industriels.

Atelier du sel

Objectif : En se penchant sur l'un des atouts les plus précieux de la Camargue — le sel et les salins — étudier les nouvelles utilisations possibles de cette abondante matière première afin de générer de nouveaux matériaux et de nouvelles économies.

Résultat : Développement de techniques visant à intégrer des éléments salins à des projets de design et d'architecture, exploration des propriétés physiques du sel à travers des techniques telles que l'impression 3D, le pressage et la cristallisation.

Labo Algues

Objectif : Explorer la possibilité de faire pousser localement des micro-algues et évaluer le potentiel de cette culture afin de valoriser les biomatériaux des zones humides locales.

Résultat : Transformation de ces biomatériaux en biopolymères qui pourraient remplacer les plastiques non biodégradables produits à partir de pétrole. À l'heure actuelle, le bio-laboratoire travaille sur une série d'objets liés à l'histoire et à la culture de la région en s'inspirant des collections du musée départemental de l'Arles antique.

Les bonnes pierres

Objectif : À travers une collaboration innovante entre robots high-tech et tailleurs de pierre locaux, utiliser un matériau multiséculaire pour créer de nouveaux récits sur l'histoire et la conservation d'un lieu et de ses artéfacts. **Résultat :** Grâce au scanner 3D et à la robotique, en collaboration avec des tailleurs de pierre, des archéologues et des historiens, adaptation des 561 pierres

de construction de taille et de forme variées, pesant chacune de 200 à 600 kg, retrouvées sur le site des Ateliers dans le cadre de la réhabilitation du parc afin qu'elles deviennent des éléments de micro-architecture tels que du mobilier urbain, une fontaine ou un abri contre le soleil parfois écrasant du Midi...

3. MOBILITÉ VERTUEUSE

Étudier, moderniser et renforcer la mobilité afin d'optimiser les flux de transport à Arles et dans la région.

Prototype Mahjouba Arles

Objectif : Explorer des systèmes de transport alternatifs adaptés aux conditions locales et pouvant avoir un impact fort sur les modes de déplacement en combinant les talents locaux et le savoir-faire arlésien afin de créer une production automobile locale. **Résultat :** Production d'un prototype adapté au contexte arlésien et inspiré de l'initiative Mahjouba que l'artiste Eric van Hove développe au Maroc (production de véhicules électriques conçus par des artisans et impression en 3D à destination du marché marocain). Le prototype Mahjouba Arles est développé à partir du châssis de la Renault Twizy. La Twizy est non seulement un véhicule électrique français robuste et bien connu, mais il est devenu récemment un véhicule open source POM (Platform Open Mind) disponible pour tous, ce qui autorise la co-crédation de nouveaux véhicules électriques entièrement personnalisables.

4. HOSPITALITÉ DE DEMAIN

Dégager des façons plus discrètes et moins intrusives de développer un tourisme plus en phase avec son environnement.

Géographie de la couleur

Objectif : Véritable vecteur d'identité et d'appartenance, la couleur n'est autre que l'incarnation des forces culturelles, économiques et politiques des villes et des campagnes. En exploitant la riche palette subtile qu'offrent Arles et la Camargue, redéfinir les limites, les usages et la signification de la palette locale en

explorant le potentiel sous-utilisé d'un élément intrinsèque du paysage qui, par bien des façons, définit l'aspect même de notre environnement afin de se reconnecter, grâce à la couleur, avec le territoire et son paysage.

Résultat : Recensement de nouvelles couleurs et examen de leur impact sur les perceptions actuelles et futures du territoire.

5. CUISINE EN PARTAGE

Stimuler le changement social et l'innovation au travers du design, créer des systèmes alimentaires mieux connectés.

Made in Griffeuille

Objectif : Stimuler le développement de la communauté sur le plan éducatif et l'initier aux économies circulaires, en utilisant la nourriture et la culture culinaire pour ouvrir un dialogue et en se basant sur les talents issus du quartier de Griffeuille.

Résultat : Partage des connaissances culinaires locales à l'occasion de réunions informelles ; mise en place d'un atelier de cuisine sur les plantes sauvages dites « spontanées » de la région ; participation à la fête du quartier et organisation d'un « dîner sauvage » au Parc des Ateliers pendant les LUMA days.

6. ÉDUCATION CIRCULAIRE

Avec le savoir partagé pour principe fondamental, une approche de la nature collective des motivations environnementales.

Table des matières

Objectif : Au travers de la conception d'une table d'archives mise en réseau, connecter directement des collections numériques de recherche avec des indices matériels ou artéfacts physiques tels que les livres, les échantillons de matériaux et les expérimentations en design, permettant ainsi aux utilisatrices/utilisateurs d'aborder le savoir de multiples façons, de façon plus intuitive dans le cas présent. **Résultat :** Réalisation d'un « plateau en bois numérique », c'est-à-dire intégrant la technologie qui permet tôt l'objet posé dessus de le reconnaître et de renvoyer

à des contenus numériques qui lui correspondent automatiquement, ces dernières informations étant extraites d'une base d'archives et ainsi mises à disposition des utilisateurs. Cette table permet aux visiteurs d'aller plus loin dans l'exploration des expériences développées à partir des matériaux régionaux au sein d'atelier LUMA.



WHY ARE
WE HERE,
LUMA?

DEFEND
FOR
WHAT?

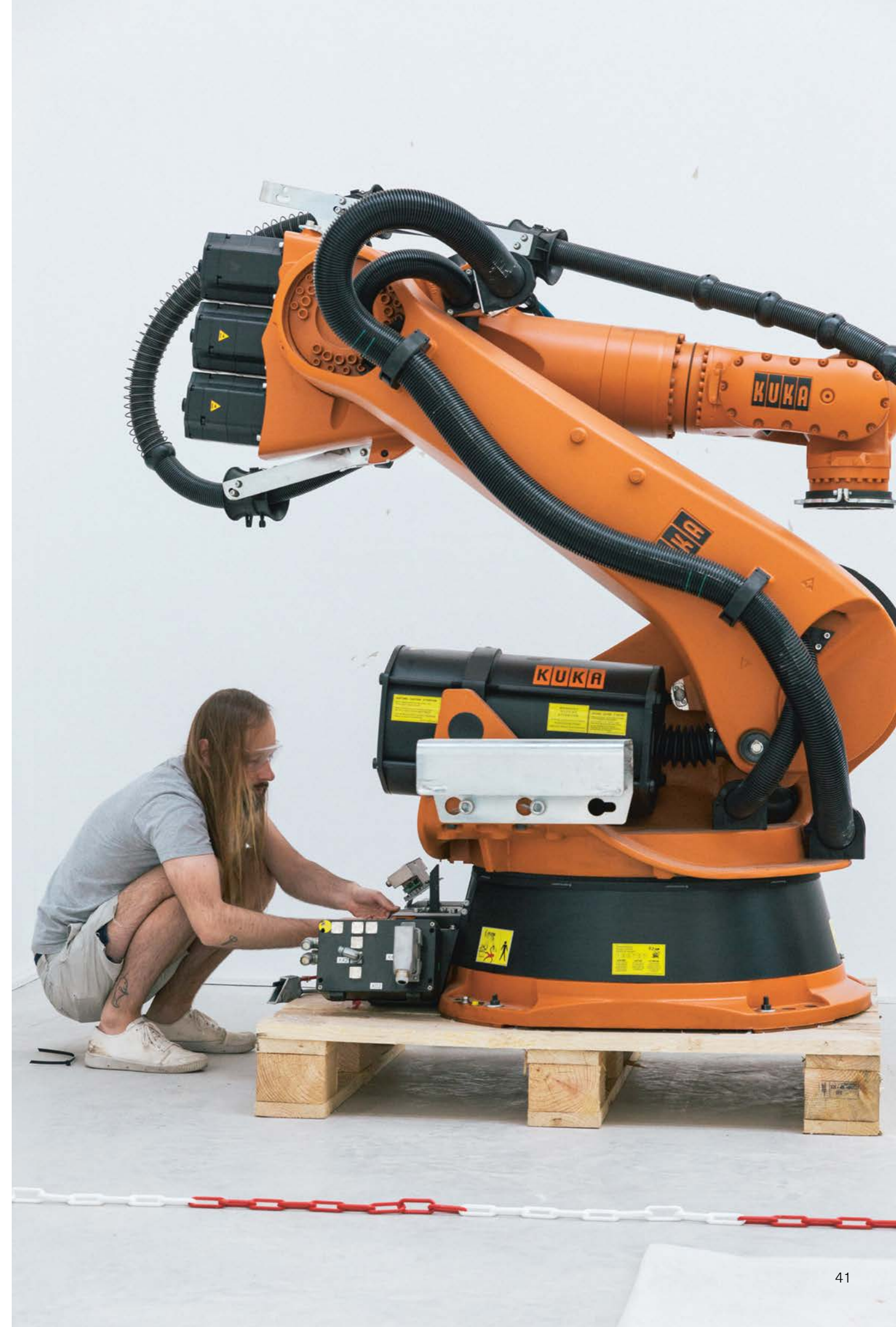
NO EXCUSE

THE FOUNDATION













Intervenants

IdeasCity Arles

IdeasCity est une plateforme collaborative, créative et citoyenne qui part du postulat selon lequel l'art et la culture sont des éléments essentiels à la vitalité future des villes. Cette initiative internationale fournit un forum pour les designers, artistes, technologues et pouvoirs publics pour échanger des idées, identifier

les défis à venir, proposer des solutions et mobiliser la participation du public.

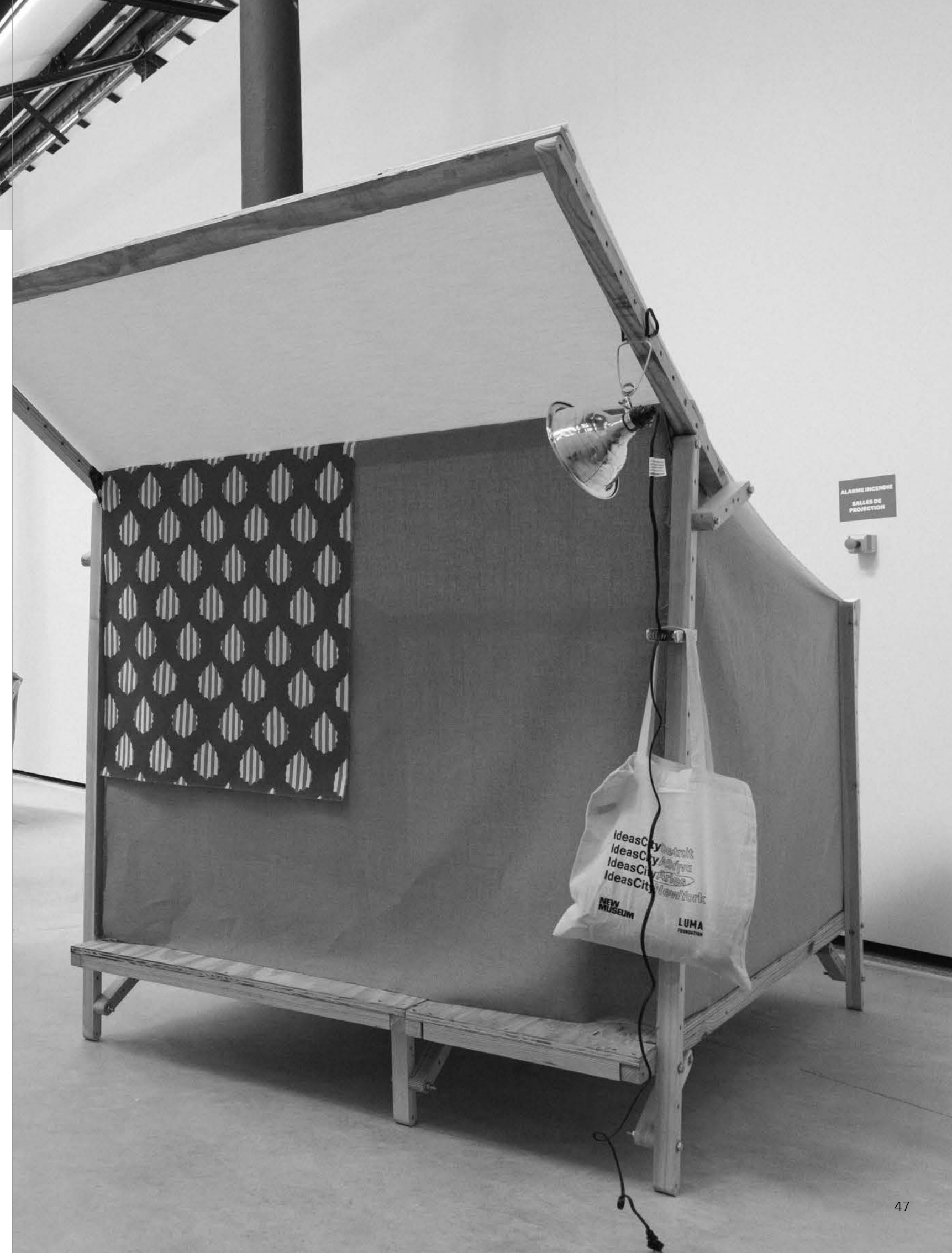
Porté par le New Museum de New York, IdeasCity est née en 2011 et a organisé des conférences et des événements sur la ville dans le monde entier, notamment à Détroit, Athènes et New York.

Programme pédagogique LUMA Arles

Le 23 mai, à 16 h 30, dans la Cour des Forges, au Parc des Ateliers, l'ensemble des élèves, leurs parents et le corps enseignant qui ont participé aux projets pédagogiques de l'année scolaire 2016-2017 ont été invités à partager une restitution des créations des élèves et un goûter, au cœur du site et au pied du nouveau bâtiment conçu par Frank Gehry.

Depuis deux ans, LUMA Arles développe un projet pédagogique dans des écoles d'Arles qui se déroule durant l'année scolaire et permet aux élèves de classes

de la maternelle au lycée de découvrir et d'appréhender les transformations en cours sur le Parc des Ateliers. Cette année, neuf classes, soit un peu plus de 200 élèves, ont pris part à ce programme qui permet aux enseignants de travailler avec leurs élèves sur les notions d'architecture et de paysage : une présentation sur le thème de l'architecture contemporaine est effectuée par un médiateur de l'équipe LUMA Arles suivie d'une visite du Parc des Ateliers ainsi que vingt heures d'atelier de création avec un intervenant-artiste dans les classes.







Résidence de start-up

La journée du 24 mai 2017 a réuni une sélection d'acteurs nationaux et internationaux de l'innovation (universités, incubateurs, accélérateurs, labs, réseaux d'entrepreneurs, investisseurs, etc.) pour deux sessions de travail.

La session du matin a permis d'explorer ce que pourrait être un lieu idéal pour des start-up au sein de LUMA et du site qui se construit à Arles. Comment créer une résidence centrée autour des notions

d'intérêt général, d'économie sociale et solidaire et d'impact social sur le territoire ?

La session de l'après-midi s'est associée à une initiative nationale d'Ashoka, premier réseau mondial d'entrepreneurs sociaux, qui a réuni également le 24 mai à Lyon 70 acteurs emblématiques de l'innovation tech, sociale et culturelle, pour construire la « French Tech de l'innovation sociale ».

SIPPA, Salon international des professionnels des patrimoines à Arles

Le SIPPA, Salon international des professionnels des patrimoines à Arles, est un événement unique organisé par le Pôle Culture & Patrimoines. Le SIPPA a pour vocation de toucher l'ensemble des professionnels de tous les patrimoines, du bâti et mobilier, aux patrimoines naturel, culturel et immatériel. Pour cette nouvelle édition, le SIPPA a choisi d'accueillir un pays invité : l'Algérie. Construit autour de stands exposants, le salon offre l'opportunité aux professionnels des patrimoines de présenter leurs expertises et leurs savoir-faire à l'ensemble des donneurs d'ordres

et des prescripteurs, et permet de découvrir de nouvelles expériences ainsi que des outils innovants au service de la préservation, de la valorisation et de la diffusion des patrimoines. Des animations et des démonstrations par les exposants ont été proposées durant le salon.

Le SIPPA a rejoint les LUMA days pour représenter les branches de la préservation et du patrimoine, si fondamentales dans la représentation de la Ville d'Arles, protégée par l'UNESCO.



Afin d'explorer le thème de cette première édition, LUMA Arles a créé Scénario 100, véritable exercice de prospective qui vise à se préparer aujourd'hui pour les enjeux de demain. Il ne s'agit pas de prédire l'avenir mais d'élaborer des scénarii à la fois concrets et créatifs en partant de données disponibles et de l'observation du terrain.

Dès le 25 mai dernier, cent cinquante invités ont ainsi été répartis en groupes de travail de dix personnes, animés par un modérateur, pendant trois demi-journées consacrées à des présentations, des ateliers et des échanges. Chaque groupe a été chargé d'imaginer des projets, d'inventer des solutions ou d'anticiper des évolutions sur les cinq scénarii retenus, à savoir :

Scénario 1 : Arles, ville de culture et d'agriculture ?

Scénario 2 : Arles, ville « campus » ?

Scénario 3 : Arles, ville usine du XXI^e siècle ?

Scénario 4 : Arles, ville UNESCO 3.0 ?

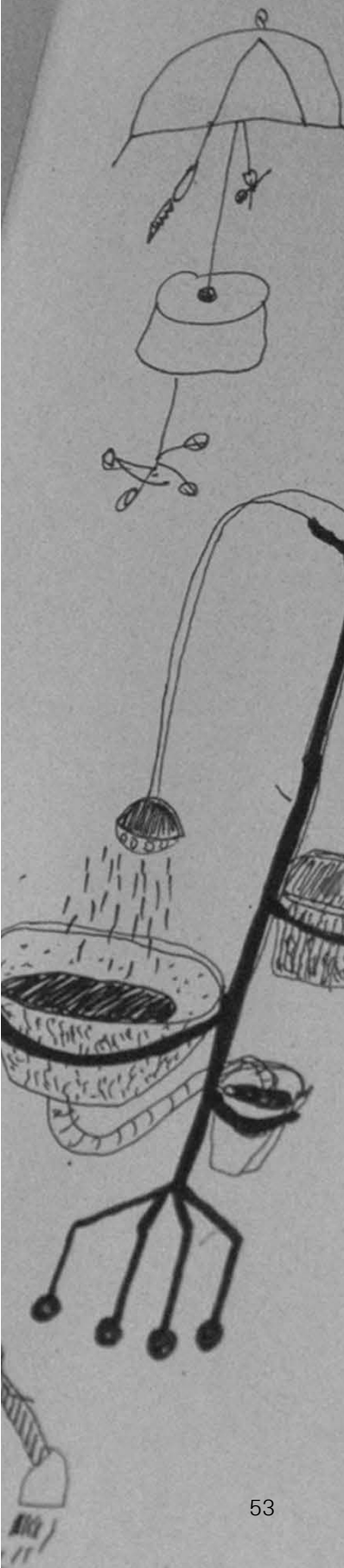
Scénario 5 : Arles, village global

Pour chaque scénario, des lieux d'activation ont été choisis et six thèmes stratégiques ont été proposés en reprenant les quatre déjà évoqués dans le cadre des ateliers préparatoires du 25 au 28 avril 2017 : Précieux déchets, Produire (dans) la ville, Mobilité vertueuse, Hospitalité de demain, Cuisine en partage et Éducation circulaire.

La méthode prospective des scénarii permet de confronter et de mettre en commun compétences, expériences ou intuitions et de s'aventurer aux limites de la certitude en se mettant en mode « lab », c'est-à-dire en étant créatif, expérimental et ouvert. Par ailleurs, cette stratégie en écosystème faisant converger plusieurs programmes et déclinée en cinq scénarii est plus organique et agile qu'une vision systémique. Elle exprime la volonté de s'appropriier plus fortement encore cette culture horizontale, en réseau et en partage, en somme collaborative qui seule permet d'engager les territoires, considérés comme des biens communs, sur la voie de la résilience et de la transition écologique, numérique, sociétale et démocratique. Elle est le reflet de la volonté d'inventer un modèle partenarial public-privé, d'élaborer des processus d'innovation collaborative et de résilience territoriale.

Sous la direction d'atelier LUMA, c'est ainsi que cent cinquante leaders d'opinion, locaux et nationaux, se sont joints aux cinquante participants d'IdeasCity pour apporter leur expérience et leur vision à l'exercice de planification, le tout enrichi de discours et de présentations. Plus de trois cents personnes sont également venues assister à la présentation publique, le 27 mai, des projections d'IdeasCity.

L'espace d'une semaine, du 22 au 27 mai 2017, le Parc des Ateliers a ainsi vibré au rythme des échanges passionnés des acteurs réunis pour la première



édition des LUMA days et des productions en cours de développement au sein d'atelier LUMA.

Cet exercice de prospective Scénario 100 a pris appui sur deux notions essentielles pour élaborer son cadre de réflexion, celle des villes invisibles en s'inspirant du roman exploratoire d'Italo Calvino, *Le città invisibili*, publié en 1972 chez Einaudi, et celle de Biorégion reprise par John Thackara, écrivain et conférencier, auteur notamment de *How to thrive in the next Economy: Designing Tomorrow's World Today* publié chez Thames&Hudson, mais également *In The Bubble: Designing in a Complex World* publié chez MIT Press en 2005.

Ce roman poétique et utopique portant sur des villes imaginées par Italo Calvino fait voyager littéralement le lecteur dans d'autres mondes.

Les villes sont regroupées en différents thèmes :

- les villes et la mémoire
- les villes et le désir
- les villes effilées
- les villes et le nom
- les villes cachées
- les villes et le ciel
- les villes et les morts
- les villes continues
- les villes et le regard
- les villes et les échanges
- les villes et les signes

Chacune des villes est personnifiée par une femme, à l'aide d'un prénom féminin, et les chapitres sont entrecoupés de dialogues imaginés entre Marco Polo et Kubilai Khan, des dialogues mystérieux aux allures philosophiques.

S'appuyant sur ce dispositif littéraire, Scénario 100 entend aborder les notions de visibilité et d'invisibilité, de et dans la ville, à travers les cinq scénarii de ville proposés en questionnant les angles d'approche suivants : Comment le visible et l'invisible s'articulent-ils dans l'imaginaire, dans la mémoire, dans les représentations, dans le mythe, dans la cité elle-même ? Comment le sujet moderne construit-il son identité en relation avec l'espace, visible et invisible, qu'il habite et qui l'habite ? Quelles sont les stratégies du sujet, notamment les stratégies d'écriture, qui lui permettent d'habiter l'espace urbain ? Comment rendre visible l'invisible par l'écriture, quel que soit le support (textuel, pictural, architectural, numérique, etc.) ? Peut-on parler d'une nouvelle géographie de l'identité dans ce contexte ? Si oui, quelles en sont les caractéristiques ?

Selon John Thackara, « *la Biorégion** est un terme inventé à la fin des années 70 par Peter Berg et Raymond Dasmann, revisité entre autre par Robert Thayer, qui définit le territoire par ses frontières naturelles plutôt que par ses frontières

politiques et économiques. Ses caractéristiques géographiques, climatiques, hydrologiques et écologiques — son métabolisme — peuvent être à la base d'une réflexion sur son identité, car elles sont uniques. La croissance, dans une Biorégion, est redéfinie comme une amélioration de la santé du territoire et la résilience des communautés. Ses valeurs fondamentales résident dans l'économat et non dans le prélèvement. La Biorégion dessine la future économie, pas celle que nous avons aujourd'hui et qui est moribonde ».

Aujourd'hui, une Biorégion, ou « lieu de vie », nous incite à appréhender un territoire sous l'angle de ses interrelations. Situer Arles dans le cadre réflexif d'une Biorégion pour les LUMA days a ainsi permis de s'interroger sur ses dynamiques sociales et écologiques, de questionner ses relations avec la Camargue. En posant le filtre intellectuel de la Biorégion, nous avons pu révéler la richesse des opportunités pouvant être expérimentées pour revitaliser l'activité économique de ce territoire culturel et naturel d'exception.

Arles peut, en effet, se prévaloir d'une combinaison d'éléments environnementaux remarquables : mistral, marécages et toutes les composantes de la réserve naturelle de la Camargue. C'est aussi une ville au patrimoine exceptionnel, berceau de l'humanité depuis des siècles, nourrie de la richesse d'une population aux origines diverses, porteuses de valeurs à entrelacer dans une forme de résilience unique. C'est par ailleurs une ville intégrée à une région possédant ses propres traditions ainsi qu'une culture millénaire dense et raffinée qu'il convient de préserver et de valoriser, et à un écosystème méditerranéen détenteur de caractéristiques spécifiques. C'est, de fait, un terrain idéal pour étudier et développer un scénario global d'un modèle soutenable de ville innovante et apprenante.

Un cadre pertinent pour défendre une conviction profonde : nous sommes, en effet, persuadés que ce sont les villes de cette dimension, telles qu'Arles, situées loin des grands cœurs économiques, qui seront les nouveaux centres du XXI^e siècle.

Aussi, pendant l'été 2016, un programme de recherche a été initié par LUMA Arles sur la région révélant toutes les difficultés auxquelles le territoire a fait face depuis un siècle jusqu'à la fermeture récente du Parc des Ateliers en 1984 et des potentialités et opportunités nombreuses de ce territoire permettant de construire un environnement innovant d'un point de vue économique, social et culturel. Une quarantaine de designers du monde entier est venue, à cet effet, en résidence pour effectuer cette cartographie des potentialités. Depuis, atelier LUMA a noué des collaborations variées et a tissé un réseau de partenaires dans différents secteurs, disciplines et organisations à travers la Camargue, jetant ainsi les bases de nouvelles relations économiques et permettant la transition vers une économie circulaire. Dans le même temps, il a prototypé de nouveaux projets afin d'engager le changement.

À travers atelier LUMA, LUMA Arles entend également interroger le rôle du design au XXI^e siècle.



Le design est, en effet, aujourd’hui redéfini dans sa fonction — d’un outil pivot de la révolution industrielle du XX^e siècle à un outil de médiation essentiel entre les champs de la connaissance — permettant de proposer de nouvelles structures, possibilités, alternatives et solutions. Le design doit, effectivement, être un outil d’agitation et d’impertinence qui questionne et transforme les idées préétablies, reconsidère les notions de propriété et met en lien des personnes d’horizons divers afin de produire des résultats inattendus et peu communs grâce à des « frictions » positives.

Le design est une question éminemment politique. Les produits et les systèmes que nous concevons exercent une influence sur la manière dont nous produisons, dont nous organisons notre société et même dont nous pensons et nous nous sentons. C’est en s’appuyant sur le design comme outil de transformation que pourra être développé un territoire expérimental et collaboratif d’un genre nouveau, un territoire qui pourrait être pionnier à bien des égards. Construire un patrimoine de savoir-faire et de confiance, défendre un éco-système distribué soutenable, suppose ainsi de créer des interrelations et interconnexions entre des entités diverses dans des processus collaboratifs, tout en faisant vivre l’interculturalité à Arles et sa Transrégion.

Il s’agit, à travers un dialogue interculturel, de faire émerger les raisons des relations à l’altérité, de les expliciter, de positiver les différences, de cultiver les interactions afin de construire, dans un processus permanent et une dynamique vertueuse, une société consciente de ses richesses. La vraie richesse étant humaine. Contre toute « culture de l’enrichissement » dénoncée par Luc Boltanski ou « culture-produit », il importe de tendre vers une « culture-process » telle que l’affirme le philosophe Jacques Demorgon de manière à construire une transculturalité.

Nous partageons cette seconde conviction, celle que seul un processus de transformation nous permettra d’accéder à une plus-value interculturelle dans un esprit de co-responsabilité sociétale face aux défis du XXI^e siècle.

Nous sommes, en effet, tous responsables de notre siècle, à tous les niveaux, et il importe que nous soyons acteurs du changement qui s’impose à nous en nous fondant sur notre « capital » humain et sur des valeurs communes qui transcendent nos différences.

Pendant une semaine, le Parc des Ateliers est ainsi devenu un espace de production d’idées, d’expositions, de médiation et d’échanges, à l’image de ce que LUMA Arles souhaite progressivement mettre en œuvre sur ce site.

Les LUMA days ont l’ambition de devenir un rendez-vous annuel, dans un élan commun avec atelier LUMA, afin d’explorer plus avant ce concept de Transrégion que nous proposons au terme de cette restitution.

Biorégion

DÉFINITION

Une Biorégion correspond à un territoire dont les limites ne sont pas définies par des frontières politiques mais par des limites géographiques et culturelles qui prennent en compte tant les communautés humaines que les écosystèmes.

HISTORIQUE

Le terme de Biorégion a été défini pour la première fois dans l’article « Reinhabiting California » publié en 1977 dans la revue *The Ecologist* par Peter Berg, directeur et fondateur de *Planet Drum Foundation*, une fondation qui œuvre dans le Biorégionalisme et Raymond Dasmann, écologiste et biogéographe américain.

Souvent considérée comme une branche de l’écologie profonde et de l’environnementalisme radical, lui-même issu des courants de pensée localiste et régionaliste, le Biorégionalisme est, en fait, à la fois une philosophie et un engagement social qui met l’accent sur de petites échelles. Comme l’avance Peter Berg dans une présentation à l’Université de Californie du Nord, le concept de Biorégion est un concept plus culturel que scientifique.

UN CONCEPT CULTUREL

D’après Peter Berg : « Une Biorégion est un espace géographique formant un ensemble naturel homogène, que ce soit pour le sol, l’hydrographie, le climat, la faune ou la flore. La population fait également partie de la Biorégion, mais dans la mesure où elle vit en harmonie avec ces données naturelles et où elle en tire sa subsistance à long terme ». C’est pourquoi, la notion de communauté est très importante.

En effet, la Biorégion désigne à la fois un terrain géographique mais également un territoire marqué par les différentes manières d’investir et d’habiter ce lieu. Les frontières d’une Biorégion sont ainsi

mieux décrites par les individus qui y ont longtemps vécu car, contrairement aux frontières administratives, elles ne sont pas des limites strictes mais des limites douces définies graduellement. D’où l’importance de donner priorité aux « natifs » ou de privilégier « le vivre en place » ou « ré-habitation » (*reinhabitation*), c’est-à-dire la prise de conscience des relations écologiques particulières *de* et *entre* chaque lieu, pour mettre en place un système socialement et écologiquement durable, qui passe par le développement d’une identité Biorégionale.

L’IMPORTANCE DES PETITES ÉCHELLES

Par ailleurs, plus la Biorégion est circonscrite localement, plus il sera aisé d’agir de façon pertinente.

À l’intérieur des Biorégions, les auteurs distinguent d’ailleurs les bassins versants, qui permettent une gestion rationnelle des ressources en eau, à l’échelle d’un territoire. Les partisans du Biorégionalisme revendiquent même une gestion par Biorégion et une grande autonomie, voire la suprématie de ces entités à l’image d’État indépendant. Être un État distinct, selon les termes de Berg et Dasmann, donnerait l’opportunité aux Biorégionalistes de pouvoir déclarer un espace dans lequel chacun serait abordé comme membre d’une espèce, partageant la planète avec les autres espèces.

UN CONCEPT INTERPELLANT L’ESPRIT DE RESPONSABILITÉ

Au-delà de ces revendications, ce mouvement est avant tout un appel à l’action, à un activisme en faveur d’un renouvellement de la responsabilité civique et de l’intendance écologique dans le respect des communautés en place.

L’intégration des villes dans les Biorégions

Peter Berg, dans sa carrière, a conçu et participé à des programmes spécifiques

pour de grandes métropoles comme San Francisco ou Cleveland et soutenu la construction d'une « cité verte » à Bahia de Caraquez, en Équateur.

Selon lui, « *Le développement durable des villes est l'un des problèmes cruciaux de notre temps, du fait du désastre écologique qu'entraîne une croissance urbaine aux proportions alarmantes. La seule façon d'y remédier est d'adapter les villes à leur environnement Biorégional* ». Le Biorégionalisme peut alors être appliqué par le biais de politiques urbaines préservant les ressources de base comme l'alimentation, l'eau, l'énergie, etc. Ce qui implique une attitude nouvelle dans le mode de vie urbain, chacun devant se sentir responsable du maintien du patrimoine écologique commun, notamment en s'impliquant personnellement dans le recyclage et dans la lutte contre le gaspillage. Autrement dit, il faut promouvoir dans les villes une mentalité de « pionnier écologique ».

LA BIORÉGION ET L'EUROPE

Le concept de Biorégion a ensuite été repris par nombre de penseurs et théoriciens s'installant en Europe parmi les groupements écologistes les plus radicaux, comme, par exemple, chez les « objecteurs de croissance » (partisans de la Décroissance) tels que Serge Latouche. Leur conception diffère de celle de Peter Berg. Ils ne considèrent, en effet, que les aspects identitaires et démocratiques des Biorégions et délaissent, du moins partiellement, les aspects plus scientifiques émis par Berg et Dasmann.

UNE APPROCHE POUR PENSER LES MUTATIONS DU XXI^e SIÈCLE : LE MOUVEMENT DES TERRITORIALISTES

La construction des communs territoriaux

Pour l'urbaniste et architecte italien Alberto Magnaghi, fondateur du mouvement des territorialistes, il faut créer des « Biorégions urbaines », c'est-à-dire des agglomérations autonomes, autogérées et interconnectées, développant des

économies et des cultures locales en accord avec l'environnement.

En effet, il est devenu banal de critiquer l'aspect chaotique, artificiel et inégalitaire des grandes mégapoles contemporaines. Alberto Magnaghi en fait le constat. En 2050, l'ONU prévoit que la Terre comptera 9 milliards d'habitants, dont au moins 6 milliards d'urbains. Or, selon l'organisation, au cours des dernières décennies, le développement des villes s'est fait de façon incontrôlée et bien souvent catastrophique, dans un contexte de crise économique et écologique généralisée. D'un côté, nous assistons à l'augmentation des catastrophes écologiques dans de nombreuses régions de la planète — changement climatique, fonte de l'Arctique, désertification, inondations violentes. D'un autre côté, les villes historiques ont été remplacées par des mégavilles et des corridors urbains traversés de réseaux de communication.

Aussi Alberto Magnaghi défend un urbanisme alternatif porteur d'un développement local, auto-soutenable, qui donne une valeur primordiale à la diversité, aux particularités identitaires et aux savoir-faire locaux. Le territoire devient l'acteur central de la production de la richesse (durable) et de l'économie (solidaire), en mettant en relation culture et nature, à travers une autogestion responsable des communautés locales. Le territoire est considéré comme un bien commun.

La Biorégion s'insère dans le cadre d'une planification qui renouvelle totalement le dialogue entre l'homme et son environnement. En développant une économie créatrice d'emplois non délocalisables et en orientant les principes d'aménagement vers la reproductibilité autonome et globale de l'écosystème, autour du triptyque de la qualité environnementale et paysagère des espaces habités, de l'ancrage de leur aménagement dans les traditions culturelles et la participation des habitants et des acteurs locaux à l'élaboration de leur « projet de territoire ».

Définition de la Biorégion selon Alberto Magnaghi : « *Ensemble de systèmes territoriaux locaux fortement transformés*





par l'homme, caractérisés par la présence d'une pluralité de centres urbains et ruraux organisés en systèmes de villes réticulaires et non hiérarchisés. Ces systèmes sont reliés entre eux par des rapports environnementaux qui tendent à réaliser un bouclage des cycles de l'eau, des déchets, de l'alimentation et de l'énergie. Ils sont caractéristiques des équilibres éco-systémiques d'un bassin hydrographique, d'un nœud orographique, d'un système de vallée ou d'un système collinaire ou côtier, y compris de son arrière-pays ».

Ce concept est fortement adapté aux sites à l'urbanisation diffuse (la *Città Difusa*), rurale, et non dominés par une ville centre, mais plusieurs éléments peuvent être retenus si on veut l'adapter à d'autres régions très urbanisées. La relation de dominance / écrasement serait remplacée par une relation de coopération donnant-donnant.

Ce concept rejoint celui de ville résiliente

La résilience désigne à l'origine la capacité d'adaptation et de récupération d'une personne à la suite de difficultés. Depuis les années 2000, ce mot s'est peu à peu appliqué à d'autres entités, à tout ce qui est capable de surmonter des épreuves ou des crises pour atteindre de nouveaux équilibres.

Il permet de faire face à l'incertitude des systèmes complexes. Or, la ville est en quelque sorte le summum de la complexité, tout comme l'être vivant. Le concept de résilience urbaine découle directement du concept de résilience écologique, défini par l'écologue canadien Holling. Il considère la résilience comme la quantité des désordres qu'un écosystème peut absorber tout en

conservant ses fonctions. Dans sa théorie, les systèmes complexes sont soumis aux changements perpétuels de leurs milieux, hautement imprévisibles, et s'auto-organisent selon des réactions situées à plusieurs échelles d'espace et de temps.

Principalement resté dans le domaine de la catastrophe, le concept de résilience urbaine s'élargit à d'autres facteurs, à d'autres types de crises, moins brutales, mais plus profondes, telle que la crise découlant du pic pétrolier, abordé par les initiatives de transition. La résilience urbaine est un processus qui amène à l'homme de renouer avec son milieu, sans opposer ville et nature.

« Contrairement à la ville stable, sécurisée, hiérarchisée, optimisée et normée, chère au développement durable, la ville résiliente est flexible et transformable. Elle fonctionne en hétérarchie, limite les dépendances et multiplie interconnexions et redondances entre les différentes échelles de fonctionnement. Le risque fait partie de ses fondements, tout comme les ressources qui peuvent s'en dégager... La crise est révélatrice d'opportunités... », selon Marco Stathopoulos, dans « Qu'est que la résilience urbaine ? », revue Urbanisme n° 381.

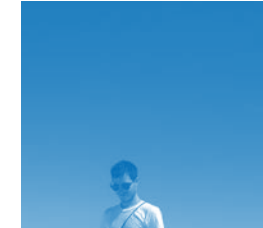
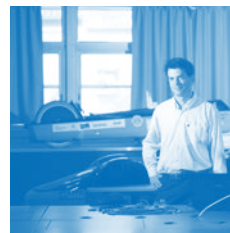
La ville résiliente est donc une ville :

- à la fois souple et résistante;
- ouverte au changement, aux influences positives;
- diverse, complexe mais constitutive d'un écosystème commun, intégré;
- ouverte aux autres et sur l'extérieur, tout en étant solidement ancrée dans son territoire;
- peu dépendante, elle fait l'objet d'un cycle permanent où les déchets deviennent ressources.









POINT DE VUE : Nous

Nous souhaitons attirer votre attention sur le point de vue retenu de cette restitution après avoir explicité en préambule la démarche de concertation engagée par LUMA Arles avec les acteurs locaux depuis janvier 2017.

Le « Nous », adopté dans l'écriture de ce document, est celui des acteurs locaux qui, dans le cadre d'un échantillon de cent cinquante personnes accueillies au printemps dernier, ont émis un certain nombre d'idées, déjà inscrites dans des actions concrètes sur le territoire ou seulement proposées comme projets à réaliser, ou encore évoquées comme idéal à atteindre.

Le « Nous » est donc l'expression sensible et réfléchie à un instant précis d'une communauté dans le cadre d'une discussion constructive, permise par l'exercice de prospective Scénario 100.

L'objectif de ce document est pour LUMA Arles de livrer une restitution la plus fidèle possible de nos échanges. Notre approche collective du territoire, riche et complexe à la fois, sera enrichie et approfondie au cours de nos prochaines rencontres que nous souhaitons aussi passionnantes que celles déjà réalisées avec « Vous ».

Synthèse
de la démarche
par scénario,
tous thèmes
confondus



Ville de culture et d'agriculture ?



RIZ
CANNE
SEL
ALGUE

Cadre de réflexion

Comment l'économie verte peut-elle devenir le moteur du développement économique d'Arles ? Arles, qui conjugue production agricole et culturelle, peut-elle devenir une ville nourricière produisant ses propres ressources ?

Arles peut-elle répondre de façon autosuffisante et autonome aux besoins et aux attentes concrètes de ses habitants et de ses visiteurs : travailler, se nourrir, se loger, se déplacer, se cultiver, etc. avec une empreinte écologique minimale ? Comment renforcer les liens entre le centre-ville et les espaces moins denses du territoire ? Arles peut-elle devenir un exemple destiné à être répliqué ?

Le périmètre urbain étudié concerne la ligne de chemin de fer désaffectée qui relie la gare d'Arles à Mas-Thibert (au Sud) et aux Marais du Vigueirat au cœur de la Camargue ainsi qu'à ses ressources. Ce lieu symbolique pourrait voir le développement de projets autour de l'art et la nature en devenant la « coulée verte » de mise en valeur du patrimoine « agro-culturel » de la Transrégion.



Mise en perspective

Autant de questions auxquelles les participants ont répondu en imaginant avec beaucoup d'enthousiasme et d'empathie, des solutions diverses, empreintes de leur connaissance intime, personnelle et professionnelle d'Arles et de sa Transrégion et/ou de leur attachement affectif et intellectuel à ce dernier, témoignant de leur désir sincère d'ouvrir la voie à des projets qui participent d'un mieux-vivre collectif dans le respect des richesses de ce territoire assez exceptionnel à bien des égards. Territoire vécu dès lors comme un terrain d'expérimentation, intégrant tout un chacun, quel que soit son univers professionnel et son environnement personnel dans un processus collaboratif de co-création. Un territoire dont les potentialités sont sources d'espoir. En effet, la visite d'atelier LUMA par les participants des LUMA days a été pour beaucoup une belle découverte.

Atelier LUMA a été ressenti comme une fenêtre ouverte sur des utopies concrètes à travers la réalisation de produits innovants, utiles et sensibles, révélateurs de la densité historique propre à ce territoire et emplis d'une esthétique toute poétique, suscitant l'envie de s'engager pour participer au changement de notre monde de manière éthique et responsable en menant des projets de territoire multi-partenariaux.

Le futur est déjà là. Bien plus qu'une fenêtre, atelier LUMA construit en effet sur le long terme des relations entre les ressources matérielles, immatérielles et humaines — des designers internationaux jusqu'aux artisans locaux, des experts de la Tour du Valat aux saliniers de Camargue, des jeunes du lycée Pasquet aux talents présents dans le quartier de Griffeuille — en se positionnant comme un cercle de réflexion, une structure de production, un réseau d'apprentissage, une bibliothèque des savoirs et des outils de LUMA Arles. Basé à Arles, en Camargue, son objectif est de co-développer des usages innovants, des ressources et des façons de dynamiser l'activité de sa Transrégion en veillant à prendre soin de son environnement exceptionnel et en utilisant le design comme outil pour la transition économique, énergétique, sociale et démocratique. Sa volonté est de repenser la relation entre la population et la nature et de créer de nouvelles économies tout en construisant avec l'ensemble des parties prenantes une écologie innovante et dynamique sur ce territoire.

Ce premier scénario entend ainsi aborder les enjeux de l'économie verte au sens très large, c'est-à-dire depuis la production et l'optimisation « circulaire » de la matière première agricole jusqu'à l'expérience culturelle et sensible du repas partagé où se tisse le lien social, en passant par les circuits-courts (mode de commercialisation des produits agricoles s'exerçant soit par la vente directe du producteur au consommateur, soit par la vente indirecte, à condition qu'il n'y ait qu'un seul intermédiaire), la permaculture (mode d'aménagement du territoire visant à concevoir des systèmes stables et autosuffisants utilisant des principes d'écologie et le savoir des sociétés traditionnelles pour reproduire la

diversité, la stabilité et la résilience des écosystèmes naturels), et toutes les solutions respectueuses de l'environnement qu'elles soient écologiques ou biologiques (*green* et « bio »).

Rappelons que l'économie verte est un modèle économique basé sur l'amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale tout en réduisant de manière significative les risques environnementaux et la pénurie de ressources par un maintien de l'équilibre du capital naturel. Au sein de l'économie verte, les éco-activités s'attachent donc directement à la restauration ou à la protection de l'environnement et la préservation des ressources naturelles et humaines, surtout quand elles ne sont pas, peu, difficilement, lentement ou coûteusement renouvelables. Elles cherchent à réduire l'empreinte écologique des produits ou services qu'elles proposent. Cela peut par exemple concerner les secteurs de la gestion des déchets et de l'eau, de la qualité de l'air, de l'efficacité énergétique, de la réduction des émissions de gaz à effet de serre ou des énergies renouvelables. Ce modèle économique obéit aux règles, aux principes et aux critères du développement durable. Les autres modèles économiques peuvent parfois être qualifiés de gris ou noirs, conduisant aux pollutions, au gaspillage et/ou à l'épuisement des ressources non renouvelables, et à la destruction de l'environnement, ou rouges dans le cas où l'on tire profit de la vente de produits interdits.

Tous les domaines évoqués font l'objet de nombreuses innovations créatives, sont porteurs économiquement en promouvant le modèle de l'économie circulaire. En effet, le principe de l'économie circulaire est de créer des boucles de valeurs positives à chaque utilisation ou réutilisation de la matière ou du produit avant sa destruction finale en mettant notamment l'accent sur de nouveaux modes de conception, de production et de consommation, en encourageant le prolongement de la durée d'usage des produits, en promouvant l'usage plutôt que la possession de biens ainsi que la réutilisation et le recyclage des composants.

Tous ces domaines favorisent également une consommation « consciente » des enjeux environnementaux. L'ensemble préfigure un nouveau mode de vie respectueux de notre planète (*green lifestyle*), sobre et vertueux.

Ce scénario envisage d'aborder dans le même temps le développement de nouveaux usages tous azimuts, inspirés ou non de pratiques plus anciennes : recyclage ; agriculture urbaine ; design culinaire (*food design*) — design appliqué à l'objet alimentaire ; culture *fooding* — expression issue de la contraction des termes *food* et *feeling* qui désigne un concept marketing de restauration « branchée », à domicile ou au restaurant, combinant une gastronomie fine, toujours à la recherche de diversité et un cadre (mobilier, décoration, ambiance musicale et olfactive...) raffiné ou tout au moins soigné faisant appel à tous les sens ; bio-design — courant conceptuel du design industriel datant des années 60 qui vise à s'inspirer des solutions techniques qu'offre la nature pour répondre à des problèmes de conception d'objets industriels ; bio-mimétisme — processus d'innovation et ingénierie qui s'inspire des formes, matières, propriétés, processus

et fonctions du vivant afin de trouver des solutions soutenables produites par la nature, sélectionnées par de nombreuses espèces, éprouvées par l'évolution au sein de la biosphère.

Ce scénario prend aussi en compte les préoccupations actuelles vis-à-vis du monde animal.

Il intègre par ailleurs des questions liées à l'éducation et à la sensibilisation à l'agriculture et à l'environnement.

D'autres aspects sont, en outre, à considérer comme analyser les modalités de transport et de circulation des personnes, des marchandises et des savoirs, ou encore mesurer le rôle d'une politique d'écologie urbaine et mieux appréhender la question du métabolisme urbain.

L'agriculture occupe une place majeure dans la Transrégion : 40 % de la surface du territoire et 22 % des emplois. La Camargue est caractérisée par la dominance des rizières (plus de la moitié des surfaces agricoles). Les autres surfaces occupées par l'agriculture sont des terres arables (occupées majoritairement par des céréales). La Crau est, pour sa part, marquée par la forte proportion de prairies (33 %) et l'importance des coussouls (classés en pelouses et pâturages naturels). Les oliveraies occupent près de 20 % des surfaces dans les Alpilles et les vignes près de 10 %. Céréales, légumes et prairies sont également présentes.

La Transrégion est basée elle aussi sur un modèle d'agriculture intensive. Or, ce modèle agricole, qui correspond plus largement au modèle agricole français, est un modèle fragile, qui montre ses limites économiques et écologiques — le coût de la pollution agricole (environ 60 milliards d'euros) équivaut plus ou moins à la valeur de la production agricole française, selon Hélène le Teno, directrice d'Auxilia et pilote du plaidoyer Fermes d'Avenir.

À Arles et sa Transrégion, cette agriculture doit par ailleurs faire face à deux défis : celui du changement climatique (+ 2,2 degrés d'ici à 2050) et de ses impacts sur l'agriculture (inondations, salinisation...) et celui de la transmission des savoirs (42 % des exploitations étaient sans successeur en 2010).

Pour autant, des signes de changement sont perceptibles. En France, la croissance actuelle du bio se fait à la fois en valeur et en volume. Biocoop a déjà ouvert 140 magasins et prévoit d'en ouvrir 40 autres en 2018 avec un chiffre d'affaires en hausse de 25 % tout en sachant que la consommation en bio dépend davantage du niveau d'instruction et de la culture alimentaire que du revenu. L'agriculture à Arles et sa Transrégion se trouve également à un tournant. En effet, depuis quatre ans, un agriculteur sur deux s'installe en bio et des acteurs engagés valorisent déjà une agriculture raisonnée : AMAP (associations pour le maintien d'une agriculture paysanne, véritables partenariats de proxi-

mité entre un groupe de consommateurs et une exploitation locale, généralement une ferme, pour un partage régulier de la récolte, composée des produits de la ferme) de Fourques, de Fontvieille et du Rouinet, mais aussi Solid'Arles, les jardins familiaux de Barriol, etc.

De fait, l'appétence des consommateurs pour le bio et le local augmente, ce qui laisse penser qu'un autre modèle est tout à fait possible.

Avec sa Transrégion si fertile et son art de vivre, Arles possède plus largement de nombreux atouts pour être une « ville nourricière » de nouvelle génération tout en dynamisant ses relations et échanges avec sa périphérie afin de créer une porosité entre deux univers différents et pourtant si complémentaires. De nombreux projets artistiques pourraient être menés non seulement pour valoriser le patrimoine et le paysage agro-culturel mais également pour contribuer au renforcement d'une économie verte et circulaire grâce au développement des démarches d'éco-conception et de recyclage ainsi qu'à l'usage renforcé de nouveaux matériaux. Certains mouvements tels que le « bio-art » (évolution récente de l'art contemporain prenant pour médium les ressources plastiques offertes par les biotechnologies) ou l'art environnemental dit *green art* (processus artistique ou œuvre d'art à travers lequel l'artiste est en dialogue direct avec l'environnement pris au sens strict de nature ou en référence au contexte politique, historique et social) sont également des filtres intéressants pour questionner cette jonction entre culture et nature.

Au-delà du folklore, la culture équestre pourrait également être valorisée à travers de nouveaux usages. La permaculture serait de son côté susceptible d'attirer de nombreux urbains créatifs, créativité pouvant aussi être mise au service des arts de la table en s'appropriant les nouveaux usages que nous venons d'évoquer autour de l'expérience culinaire.

En effet, le potentiel local est déjà important en la matière en termes :

- de ressources et de pratiques (culture du riz et de l'olive);
- de traditions (tradition équestre très vivante);
- de manifestations (Féria du Riz, Féria du Cheval, etc.)
- d'acteurs investis sur ces questions :
 - EcoFabric, spécialiste de l'aménagement intérieur et extérieur sur-mesure pour tous types d'espaces, proposant des services de fabrication et de restauration selon des procédés respectueux de l'environnement tels que l'aérogommage (procédé de traitement de surface dérivé de la technique de sablage consistant en la projection d'un abrasif naturel à l'aide d'air comprimé à basse pression en vue du décapage ou du nettoyage de surface) ainsi que de la vente en ligne et de la location de mobiliers durables, recyclés et recyclables;
 - « À Table » (restauration scolaire de la Ville d'Arles).
- de projets déjà engagés comme celui des résidences de designers à atelier LUMA Arles ou celui à mener tel que le recyclage des expositions de LUMA Arles.

Récit et propositions 1

Et si pour construire cette ville de culture et d'agriculture, *Nous* proposons comme solution, afin d'inciter notamment les agriculteurs à réduire leur consommation d'énergie et à agir pour une plus grande valorisation du potentiel des déchets, de conditionner l'octroi des financements à l'application d'une charte de bonnes pratiques environnementales et l'utilisation des biens recyclés et biosourcés ? Une telle perspective est une des voies possibles qui apparaît comme prioritaire tout en appliquant à la Transrégion les principes de l'écologie industrielle territoriale — approche pragmatique qui considère qu'à une échelle géographique donnée (zone industrielle, agglomération, département...), et quel que soit son secteur d'activité, chacun peut réduire son impact environnemental en essayant d'optimiser et/ou de valoriser les flux (matières, énergies, personnes...) qu'il emploie et qu'il génère sachant que notre modèle de production et de consommation montre ses limites (en 2016, toutes les ressources de la Terre avaient été consommées dès le 8 août pour l'année écoulée selon le *Global Footprint Network*).

L'écologie industrielle et territoriale (EIT) s'appuie donc sur l'étude de la nature, de la provenance et de la destination des flux pour identifier et développer des synergies industrielles, initier de la mutualisation de moyens et de services, du partage d'infrastructures. Elle peut même contribuer à l'émergence d'activités intermédiaires entre émetteurs et consommateurs. Concrètement, c'est ainsi que les déchets de chacun et co-produits peuvent devenir une matière première dans une autre activité, ou que l'énergie de l'un peut provenir de la chaleur fatale d'un site voisin. Les bénéfices économiques, sociaux et environnementaux de l'écologie industrielle et territoriale constituent ainsi des enjeux forts, tant pour les entreprises (compétitivité) que pour les collectivités (attractivité territoriale).

On estime qu'elle permet de créer pour 100 000 tonnes de déchets, 250 emplois en recyclage, 30 emplois en incinération, 10 emplois en stockage.

Nous pourrions également prendre pour modèle la démarche initiée par Béa Johnson en 2006 à travers l'association Zéro Waste afin de bâtir un territoire durable et résilient. La démarche Zéro Waste est une philosophie, une stratégie et un ensemble d'outils pratiques qui visent non pas à gérer le déchet mais à l'éviter selon quatre axes : repenser (modularité et éco-conception); réduire (vente en vrac); réutiliser (système de consignes) et recycler (tri et collecte séparés) et composter même en milieu urbain.

"ZERO WASTE DAY"

Villes ZERO WASTE

Objectif : Zéro déchet, zéro gaspillage
Maîtrise des flux entrant et sortant

Inclusion

Vision positive

Plan d'actions concrètes — Passage à l'acte rapide

En effet, chaque année en France, un habitant produit 354 kg d'ordures ménagères résiduelles d'après le Centre national d'information indépendant sur les déchets. Or, il est selon Flore Berlingen, co-fondatrice de OuiShare — ONG dédiée à l'émergence de la société collaborative — relativement facile de descendre en dessous de 100 kg.

Dans la Transrégion, ce sont près de 126 000 tonnes de déchets qui sont produits chaque année, 60 % d'entre eux sont mis en décharge, 30 % sont valorisés ou recyclés et 12 % sont compostés.

Pays d'Arles en transition — mouvement de résilience et transition énergétique en Pays d'Arles — a ainsi lancé un Challenge des familles (presque) zéro déchet de janvier à mai 2017 en impliquant 15 familles, avec l'objectif de réduire les déchets résiduels de 10 % considérant que, pour nombre d'habitants, le tri sélectif est difficilement pratiqué, essentiellement par manque d'information et de pédagogie. À savoir que l'association Petit à Petit travaille également à l'installation de composteurs dans le quartier de la Roquette. Il reste qu'un tel challenge doit aussi bénéficier aux populations précaires.

La réussite d'une démarche « zéro déchet, zéro gaspillage » sur un territoire dépend de trois facteurs principaux : inclusion de tous les acteurs, portage politique d'une vision positive (et non culpabilisante ou « décliniste »), établissement d'un plan d'actions concrètes avec passage à l'acte rapide (pour ne pas faire retomber la mobilisation).

Une démarche « zéro déchet, zéro gaspillage » pourrait être engagée dans la restauration collective tout en privilégiant les acteurs locaux dans la commande publique. Sur la Transrégion, il s'agirait de viser un objectif de 100% bio et/ou en circuits-courts dans les cantines scolaires.

Il importe également de sensibiliser les habitants dès le plus jeune âge au cycle de l'alimentation (bienfaits de l'alimentation biologique et locale, prise de conscience de l'impact sur la santé, importance du recyclage et de la valorisation des déchets).

Nous pourrions développer des activités pédagogiques autour de l'alimentation dans les écoles avec la mise en place de jardins partagés, la transformation de produits bruts, la visite de fermes pédagogiques et l'organisation de cours de cuisine.

Villes EN TRANSITION

Objectif : Résilience face aux crises
énergétique et climatique

En développant l'agro-écologie et en la rendant accessible aux enfants et aux adultes, nous pourrions, par ailleurs, permettre à chacun d'agir sur sa propre alimentation depuis la production, en passant par la consommation jusqu'à la distribution.

La transformation d'une plus grande partie des productions agricoles au niveau local permettrait de son côté à Arles et à sa Transrégion d'être plus autonomes. Cette transformation pourrait s'accompagner de nombreuses actions.

Nous pourrions lancer un défi, sur Arles et sa Transrégion, des familles locavores (c'est-à-dire des consommateurs de produits locaux), défi qui pourrait être accompagné d'une médiatisation innovante (websérie à imaginer en lien avec l'École d'enseignement supérieur spécialisée dans le film d'animation et l'image de synthèse, MOPA (Motion Picture in Arles)).

Nous pourrions établir un diagnostic de l'approvisionnement alimentaire d'une famille type tout en permettant aux familles de faire de l'auto-production. À savoir que l'AMAP du Rouinet produit par exemple des paniers à légumes à partir de matières recyclées.

Pour valoriser les circuits-courts, les producteurs locaux pourraient disposer de « vitrines » commerciales ou d'espaces alloués sur des zones très passantes en centre-ville en proposant une alimentation de qualité et accessible tout en sachant qu'il s'agit de définir « un juste prix ».

En effet, si on monte le prix des paniers de 5 à 10 % par exemple, nous risquons d'exclure une partie des consommateurs locaux. Pour cela, il faudrait pouvoir diversifier les débouchés, mutualiser la commercialisation en circuits-courts avec d'autres producteurs du territoire.

Nous pourrions tester des « boutiques à essai », hybrider les commerces et créer un label de commerces durables et équitables tout en réinvestissant le boulevard Victor Hugo. Nous pourrions disposer également d'une léguerie et de relais qui permettent de stocker les légumes pendant un jour pour les agriculteurs de proximité et organiser des rendez-vous paysans en ville.

Fédérer l'ensemble des acteurs compétents à la mise en œuvre d'une pépinière d'initiatives rurales et développer les métiers verts et verdissants à l'échelle de la Transrégion permettraient également de créer des passerelles d'emploi entre les deux cultures et d'inventer les futurs emplois liés à la ville nourricière et à la Transrégion. On pourrait ainsi définir les métiers verdissants comme étant des métiers dont l'une des finalités est d'avoir un impact positif sur l'environnement. Beaucoup de ces métiers ont trait bien évidemment à l'agriculture et à l'alimentation mais ils peuvent aussi concerner le bâtiment, l'industrie...

CHEVALIB' EN CAMARGUE

Pour cela, la question de la mobilité est essentielle comme levier de l'accès à l'emploi, en particulier vers les zones agricoles (Châteaurenard) et le bassin logistique (Saint-Martin-de-Crau) sachant que la Transrégion compte un taux de chômage au-dessus de la moyenne nationale, un taux de pauvreté élevé avec seulement 48 % de ménages imposés. L'agriculture représente pourtant 40 % de la surface du territoire de la Transrégion avec environ 2 500 exploitations qui représentent seulement 8 % des emplois du territoire. Près de la moitié d'entre elles est sans successeur à l'heure actuelle. Assurer la relève est un enjeu important. La mobilité est dès lors cruciale et doit être considérée comme un droit qui conditionne les autres droits.

Il importe de savoir que les bassins d'emplois sont situés en dehors de l'Établissement public de coopération intercommunale (EPCI) du Pays d'Arles, ce qui multiplie les ruptures en raison d'un manque de coordination de la politique de mobilité, notamment en termes tarifaires. Or, les solutions apportées localement sont limitées, surtout depuis que le crédit mobilité a été supprimé.

Plusieurs pistes pourraient être explorées pour répondre aux enjeux de mobilité, notamment en zones peu denses.

Nous pourrions renforcer les liaisons en transport public, notamment vers la Camargue.

Nous pourrions également prévoir dans le même temps un dispositif d'Autolib — service public d'autopartage de voitures électriques en libre-service.

En dehors de la mobilité dans le cadre professionnel, différentes voies pourraient être explorées pour garantir une circulation des hommes, des marchandises et des savoirs.

Au-delà de la création d'une coulée verte le long de la voie ferrée en y proposant un jardin public nourricier, nous pourrions développer le transport fluvial comme mode de déplacement et de découverte de la ruralité aussi bien pour le transport des habitants et des touristes tout en prévoyant une intermodalité (bus, vélo, cheval...) que pour le transport de marchandises.

Nous pourrions proposer une offre de Vélib en augmentant le nombre de pistes cyclables, voire de « Chevalib » (location de chevaux) en créant des sentiers de randonnées à cheval partant du centre-ville vers la campagne. Avec une culture équestre si forte dans la Transrégion, comment, en effet, ne pas imaginer des services innovants autour du cheval pour inventer une mobilité attrayante qui ajoute à l'expérience des territoires ?

La majorité des déplacements quotidiens sur ce territoire se fait en voiture tout comme en France de façon générale où l'automobile représente toujours un poids important dans les pratiques de mobilité (92 % des ménages en possèdent au

moins une et 60 % des individus l'utilisent quotidiennement). En même temps, l'appétence pour l'autopartage, le covoiturage, le vélo et la marche se développe.

Aussi, la diversification des modes de déplacement et le recours à des modes doux participent d'une meilleure prise en compte des besoins des acteurs locaux tout en valorisant les « services écosystémiques » rendus par les agriculteurs.

En effet, en plus de produire une alimentation saine, les agriculteurs créent des externalités positives, maintiennent de nombreux « services » dont bénéficie la société :

- services d'approvisionnement : légumes mais aussi eau ou encore espèces sauvages et biomasse ;
- services de régulation : épuration de l'eau, maintien du climat, protection contre les catastrophes naturelles, etc ;
- services culturels : éducation, tourisme, espèces emblématiques, culture, arts, etc ;
- services sociaux : santé, emploi, lien social.

Or ces services pourraient être rémunérés (par l'acteur public, par les entreprises, par des dons/du financement participatif).

Le désenclavement des villages et des quartiers prioritaires est également un enjeu important tout comme l'amélioration de la liaison entre le centre-ville d'Arles et sa périphérie. La demande a d'ailleurs été faite à la SNCF ces derniers mois pour entreprendre la rétrocession des anciennes lignes de chemin de fer : ligne de Camargue et pont de Lunel de manière à ce que les habitants et le public se réapproprient les espaces de la Transrégion.

La mobilité rejoint la question de l'hospitalité.

Nous pourrions dans ce champ-là créer des coopératives d'habitants proposant des séjours en chambres d'hôtes et des balades à Arles et sa Transrégion à l'image de la coopérative Hôtel du Nord à Marseille ou Bastina à Paris. Il s'agirait d'une offre d'itinéraires liant culture et nature.

Comme le lieu idéal de rencontre entre culture et nature se trouve autour de ce que nous avons thématiqué comme « la cuisine en partage », nous pourrions dans ce domaine ouvrir de multiples possibilités.

Nous pourrions accueillir les visiteurs dans les exploitations agricoles et leur proposer une offre de restauration, mutualiser les AMAP, mettre en place des « pharmacies » alimentaires, des herboristeries nutritives, organiser des repas partagés en créant des cuisines publiques, voire même en installant un immense banquet d'Arles à Salins-de-Giraud, développer des jardins partagés, favoriser l'agriculture locale lors d'événements culturels en conditionnant les financements à l'application d'une charte collective autour de l'approvisionnement local dans les manifestations tout en liant restaurateurs, hôteliers, etc.



Par ailleurs, tous ceux qui souhaitent partager leur savoir ou savoir-faire, tous ceux en demande d'informations et tous ceux susceptibles d'être orientés vers une alimentation plus respectueuse de l'environnement pourraient se retrouver chaque année autour d'États généraux de l'alimentation afin de créer une communauté autour de valeurs gastronomiques partagées.

Le partage quel qu'il soit ne peut se concevoir sans un partage de connaissances et d'émotions dans le cadre d'une éducation circulaire qui intègre toutes formes d'apprentissage, formelles et informelles, et fait appel à toutes les voies d'expression.

Dans l'optique de faire d'Arles et sa Transrégion un territoire pionnier où l'économie verte deviendrait le moteur de son développement économique en transformant des initiatives durables en indicateurs d'une nouvelle valeur verte mesurable, plusieurs projets pourraient être mis en place dans le domaine de l'éducation circulaire.

Nous pourrions approfondir l'identification des cultures/agricultures compatibles avec l'environnement climatique et minéral d'Arles et sa Transrégion. L'ensemble des connaissances acquises dans ce domaine pourrait dès lors être mis à la disposition de tous.

Nous pourrions inciter les artistes à participer à l'activité agricole et encourager les producteurs agricoles à prendre part aux créations artistiques dans un esprit de co-construction grâce, par exemple, à l'organisation d'un festival des hameaux et des villages.

Nous pourrions également envisager de proposer un programme de résidences d'artistes dans les fermes agricoles, y compris celles abandonnées ou encore organiser des événements temporaires dans un cadre naturel à destination de tous les habitants de la Transrégion afin de délocaliser encore davantage les événements culturels. Et cela, en s'appuyant sur le réseau d'acteurs culturels du territoire fort de 500 associations locales enregistrées. Ces acteurs culturels connaissent au demeurant parfaitement le territoire, y compris les parties périphériques et sont sensibilisés aux problématiques écologiques. Des compétences en ingénierie culturelle pourraient à cet égard être développées.

Dramatiser les paysages pour donner envie de sortir d'Arles ou proposer des parcours artistiques le long du Rhône participent aussi de ce partage de connaissances et d'émotions.

Par ailleurs, inclure dans les programmes scolaires la découverte du territoire comme ressource et lieu d'expérimentation pourrait être appliqué avec pertinence à l'ensemble des écoles d'Arles et de sa Transrégion, compte tenu des atouts exceptionnels de ce territoire.

En effet, ce territoire est intégré à un écosystème méditerranéen unique avec des caractéristiques singulières et dispose par ailleurs d'une combinaison d'éléments environnementaux spécifiques — du mistral à la faune en passant par la flore des zones humides — qui constitue un extraordinaire écosystème, classé du reste comme réserve naturelle.

C'est également une Transrégion qui a des traditions ancestrales, des savoir-faire précieux et une culture raffinée qui doivent être documentés, préservés, conservés et valorisés.

Arles est de son côté une ville patrimoniale. Elle a été le berceau de la culture et de l'innovation à travers les siècles et une terre d'accueil faisant d'elle un lieu résilient et unique marqué par la diversité des perceptions et des valeurs.

C'est enfin un espace éloigné des centres de pouvoir géopolitiques actuels, ce qui est un point non négligeable car comment ne pas être convaincu qu'au XXI^e siècle les périphéries seront les nouveaux centres ?

POST GLOBAL LANDSCAPES

Récit et propositions 2

Pour mieux prendre en compte les enjeux de réduction et de valorisation des déchets, nous pourrions créer des composts urbains, des filtrations biologiques dans le Rhône et des canaux de bio-remédiation. Et pour recycler les « mises en scène » issues des manifestations culturelles, nous pourrions imaginer de créer des réseaux de matériaux.

S'agissant de la valorisation des productions agricoles à leur juste coût, ne serait-il pas opportun de créer un contrat de filière des ressources locales, notamment riz, canne, sel et algues avec un comité de pilotage public/privé ? Un fonds de dotation spécifique pourrait également voir le jour afin de favoriser les projets ruraux innovants.

Afin de changer les modes de production, plusieurs voies pourraient être empruntées telles que :

- mettre en place une plateforme de données agricoles qui permette de mieux qualifier les volumes de production agricole, les besoins alimentaires locaux, les « services écosystémiques » rendus par les agriculteurs...;
- développer les pratiques agricoles alternatives au service de l'insertion des jeunes (maraîchages biologiques sur le modèle des jardins de Cocagne, traction animale...);
- développer des unités de transformation mobile pour que les producteurs (y compris les particuliers) puissent parachever leur production (comme par exemple une confiterie ou une conserverie).

Et pour faire émerger une demande locale solide, le développement de services écologiques serait une voie intéressante dans le cadre de nouveaux modèles économiques qui restent à inventer.

Si la mobilité est un enjeu majeur pour la Transrégion aussi bien pour les déplacements quotidiens (sachant que la distance moyenne parcourue est de 30 kilomètres, avec 4,5 déplacements moyens par personne et par jour sur le territoire) que pour les séjours touristiques et participe d'un mieux-vivre et d'un meilleur accueil, assurer une mobilité respectueuse de l'environnement est un défi tout aussi important à relever pour assurer une plus grande attractivité du territoire.

Plusieurs pistes pourraient être suivies sur cette question telles que :

- renforcer les solutions de mobilité depuis et vers les gares, et notamment les vélos à assistance électrique (VAE) qui pourraient être mis par les employeurs à la disposition de leurs employés;
- penser le stationnement de façon mutualisée entre les différents équipements aux abords de la ville tout en mettant en place un service de navette électrique performant;

- soutenir et développer les initiatives de mobilité innovantes existantes comme les vélos-taxis du type Taco&Co;
- développer le covoiturage solidaire en créant un système incitatif, voire un Rézo Pouce local (Rézo Pouce est le premier réseau d'autostop organisé) permettant un tourisme durable;
- proposer une signalétique fédératrice grâce, notamment, à des interventions ou interprétations artistiques dans/de l'espace public et créer un corridor de mobilité interactive.

En effet, Arles et sa Transrégion reçoit 1,5 million de touristes par an dont 85 % sont nationaux. Or, un demi-million de touristes supplémentaires est envisagé chaque année avec l'arrivée de LUMA Arles.

En restant sur ce volet créatif, nous pourrions également créer une architecture adaptable à l'eau pour attirer le public du centre-ville et celui désirent s'installer en périphérie en anticipant les risques liés au changement climatique : inondations, salinisation, réchauffement climatique, épisodes météorologiques plus extrêmes.

Si la qualité de l'accueil se joue à la fois sur la manière de faire circuler les hommes et les informations, l'hospitalité de demain est également liée à la capacité de proposer une alimentation saine autour d'une restauration conviviale.

Nous pourrions dès lors envisager de créer des cantines solidaires ou encore un laboratoire public d'expérimentation culinaire à l'image du potager du roi à Versailles qui abrite l'École nationale supérieure du paysage et dispense des cours de jardinage ouverts à tous.

En effet, la formation, voire plus largement l'éducation circulaire, de pair-à-pair, permet de créer du lien social.

Aussi, pourrions-nous imaginer de créer un centre de formation initiale et continue aux métiers de la ruralité, de la biodiversité et de l'éco-responsabilité ou encore un « atelier paysan » pour permettre l'expérimentation et la valorisation des matières et créer le réflexe Fab-Lab / lieu de réparation dans la population. Inclure la dimension développement durable dans les formations proposées aux organisateurs de manifestations et accompagnateurs, en formalisant un statut d'« éco-référent » serait également un moyen de décloisonner les filières dites manuelles de celles dites intellectuelles.

Nous pourrions également réformer les formations agricoles par la mise en place de dispositifs d'accompagnement des NIMA (personnes non-issues du milieu agricole) et prévoir des dispositifs de formation dédiés à une alimentation sans gluten.

Créée fin 2013, l'association Fermes d'Avenir a pour projet sociétal de promouvoir un nouveau modèle d'agriculture basé sur les principes de l'agro-écologie et tenant compte du contexte socio-économique qui doit évoluer. Fermes d'avenir ambitionne d'évoluer vers une formation certifiante et de développer le compagnonnage.

Afin de sensibiliser et de rendre plus attractif et créatif l'univers de l'agriculture, nous pourrions aussi créer des réseaux ambulants mêlant culture et nature (incluant le prêt de livres et d'œuvres d'art grâce à une bibliothèque et une artothèque ainsi que la vente de produits locaux) ou faire entrer l'art dans les points de vente de produits locaux.

Nous pourrions développer des productions artistiques en se basant sur les ressources de la Transrégion en créant des œuvres musicales à partir des paysages et de leur matérialité (vent, eau, oiseaux...). Et pour sensibiliser davantage la population à l'intérêt du bio sur la Transrégion, la mise en place de plateformes numériques inclusives et collaboratives d'information et de décision serait une façon de partager une culture commune.

OBJECTIFS
COMMONS
CONSOMMATEUR
PRODUCTEUR
ACTEUR PUBLIC

Créer un fonds de dotation
spécifique pour projets ruraux
innovants
(pépinière d'initiatives,
festival de hameaux

Identifier et faire connaître
les cultures/agricultures
compatibles avec l'
environnement climatique et
minéral du Pays d'Irles

Inclure dans les programmes
scolaires la découverte
du territoire comme ressource
et lieu d'expérimentation

Créer un festival
des hameaux et des
villages (voir carte)

TO CREATE A GREEN
Belt/sting/arm
ALONG THE FORMER
RAILWAY (AS A PUBLIC
NOURISHING GARDEN)

CONNECTIONS



PAYSAGE
FIGÉ OU
EN MOUVEMENT
[DELTA]

CULTURES
TERRESTRES
= NOURRIR
CULTURES

CLIMATE CHANGE



MIGRATION



VALUE?

↳ WILDERNESS

↳ POST-PASTORAL

↳ POST-GLOBAL (MAD MAX)

Transition écologique et énergétique.

Biodiversité, agriculture biologique, lobby bio, manger local, agriculture dans la ville.

Système holistique.

Innovation, inclusion, transformation.

Éco-responsabilité et co-production.

Création de valeur post-globale, écologique et esthétique.

Autonomie et connexions.

Coopération énergétique et indépendance.

Conscience, adaptabilité et réversibilité.

Échelle humaine, ouverture aux autres et diffusion de l'expérience.

Diversité territoriale et culturelle, diversité des compétences.

Liaison ville-centre et périphérie. Être dans et hors les murs.

Limites poreuses. Changement climatique et migration.

Faire vivre positivement le changement. Objectifs communs.

Paysages post-globaux. Contemplation. Émotion et histoire.

Recherche de sens et de valeur.

Richesse.
Problématiser au lieu d'imposer des solutions toutes faites.

Temps ville/campagne.

Ville « campus » ?



Cadre de réflexion

Ville du partage des connaissances scientifiques, artistiques, artisanales, Arles peut-elle développer des initiatives formelles ou informelles pour diffuser des savoirs, tout en s'appuyant sur les structures existantes comme l'École nationale supérieure de la photographie (ENSP), l'École d'enseignement supérieur spécialisée dans le film d'animation et d'image de synthèse d'Arles MOPA (Motion Picture in Arles), l'Institut universitaire de technologie (IUT) spécialisé en image numérique, l'Institut universitaire professionnalisé en administration des institutions culturelles (IUP AIC) de l'Université d'Aix-Marseille, les stages et formations des Rencontres internationales de la photographie d'Arles, le programme pédagogique de LUMA Arles ainsi que des structures ou formats innovants de partage de savoirs tels que le premier réseau d'acteurs du territoire avec lequel LUMA Arles a entamé des collaborations fructueuses à travers atelier LUMA ou encore l'Université populaire, l'école du Domaine des possibles, etc. ?

Comment traduire en propositions d'éducation et de formation les compétences arlésiennes dans les domaines de la culture, du patrimoine, de l'environnement, du tourisme ? Peut-on faire d'Arles une ville qui attire les générations créatives de demain en soutenant les expériences, en créant de nouveaux espaces d'échanges ?

Le périmètre urbain étudié, dans le cadre de ce scénario, comprend la zone qui part de Pelletan (au nord), en passant par les Ateliers jusqu'aux Minimes, soit la zone d'aménagement concertée des Minimes réglementée par le plan local d'urbanisme (PLU). Ce périmètre pourrait être l'épicentre d'une Transrégion « campus » qui pourrait se développer en accueillant un ensemble d'écoles tout en prenant comme point de départ les structures existantes citées.



Mise en perspective

Ce scénario met l'accent sur les enjeux de la production, du partage et de la valorisation des connaissances comme capital ou bien commun immatériel essentiel du développement territorial.

Dans une ère post-industrielle, la valeur naît effectivement de la connaissance dans toutes ses dimensions, formelle et informelle, de la créativité et d'une culture collaborative et conviviale. Ce scénario s'inspire de l'esprit « campus » davantage ancré certes sur les territoires américains et canadiens mais qui se diffuse très largement en France dans le cadre de nombreux projets d'aménagement par le regroupement de structures d'études d'enseignement supérieur sur un même site universitaire. Il entend mettre à contribution les participants sur ces questions tout en intégrant à la réflexion le principe de l'éducation circulaire qui constitue le point nodal de l'économie de demain et la garantie de l'émancipation individuelle et collective.

En effet, la détection, la formation et la valorisation des talents, y compris pour leur personnalité, leur imagination, leur capacité à mobiliser l'intelligence collective ou à préserver des savoirs et savoir-faire en voie de disparition est essentielle dans un monde nouveau. Il faut pouvoir être certes reconnu dans l'ensemble de ces dimensions mais il importe tout autant d'être acteur, et cela de manière continue, de son propre parcours intellectuel, culturel, personnel et professionnel afin de pouvoir mieux dessiner, voire définir les contours de son (ses) métier(s) actuel(s) et futur(s).

Pour cela, il est essentiel de pouvoir s'inscrire dans des parcours, non pas de formation mais de transformation afin de pouvoir agir dans la complexité en modifiant nos modes d'action et de pensée par la pratique de la transdisciplinarité et la mise en réseau de la connaissance à travers des communautés de pairs pour une meilleure compréhension systémique du nouvel état du monde. Seule la formation d'un « paysage cognitif » commun peut permettre, à travers une nouvelle posture, d'agencer le monde autrement en opérant localement grâce à « une politique des gestes » tout en relevant dans le même temps des défis globaux.

Cette nouvelle posture suppose de s'aventurer hors des sentiers battus, en allant au-delà des cadres de pensée existants, en apprenant à désapprendre, en étant ouvert à l'inattendu, à l'insolite, à l'étrangeté, en décalant son regard, en opérant des passerelles entre différents domaines, en faisant preuve de résistance au conformisme, en se forgeant un esprit libre et indépendant, en étant en éveil permanent, à l'écoute, curieux, bienveillant, tolérant et confiant dans ses intuitions, en dialoguant, en intégrant et en fédérant par la concertation, la collaboration, la coopération et la participation, en expérimentant, en encourageant la prise de risque et d'initiative ainsi que le droit à l'erreur, en testant, en



ajustant. L'éducation circulaire, levier incontournable pour s'adapter aux mutations en cours et s'engager dans une démarche résiliente est également fondamentale pour renforcer le lien social et permettre une plus grande inclusion de l'Autre — dans sa langue, son histoire, son expérience, son regard, sa singularité, sa subjectivité, sa sensibilité — afin d'assurer une réelle mise en capacité de tous en ayant à cœur de faire vivre la diversité.

Une ville « campus », c'est ainsi, entre autres, une ville qui favorise l'échange, promeut ses écoles (élèves et professeurs), est inventive dans les parcours de formation qu'elle propose (classes inversées, workshop, camp, masterclass...), encourage le partage de connaissances et la création de programmes pédagogiques dans tous les lieux, y compris dans les lieux culturels, associatifs et institutionnels ou les tiers-lieux, et se met en réseau avec des pôles de connaissance dans sa région et dans le monde. Les LUMA days peuvent du reste être considérés comme un exemple de camp que LUMA Arles a souhaité expérimenter avec le New Museum de New York.

De même que pour le scénario 1, il s'agit, dans le cadre de ce travail prospectif de prendre en considération plusieurs aspects tels que les différentes formes de savoirs : technique, philosophique, vernaculaire, etc. et d'envisager, notamment, l'impact sur le logement, les transports et autres services.

Si Arles et sa Transrégion possèdent des atouts indéniables grâce aux nombreuses structures de renommée internationale citées en début de chapitre, il souffre néanmoins d'un manque de formations adaptées dans plusieurs domaines.

Or des partenariats pertinents pourraient être mise en place notamment avec les structures de son environnement immédiat telles que The Camp, campus d'innovation, de formation et d'expérimentation, premier campus européen consacré aux nouvelles technologies et aux nouveaux usages dédiés à la ville intelligente et durable dont l'ouverture est prévue à l'automne 2017 à Aix-en-Provence.

Par ailleurs, des passerelles avec les universités d'Aix-Marseille, Nîmes, Avignon et Montpellier pourraient être judicieusement créées dans des domaines où la synergie des acteurs du territoire est à renforcer.

Récit et propositions 1

Plusieurs idées ont été jugées comme nécessaires pour favoriser une éducation circulaire avec au premier chef :

La création d'un laboratoire transdisciplinaire d'installation du « nouvel arrivant » afin de proposer un panel d'offres éco-responsables en termes d'hébergement, de mobilité et de restauration en lien avec les acteurs du territoire, cette offre devant être enrichie par la production de nouveaux services ou l'amélioration des services existants en retour par ces entrants.

Rétablir le lien des étudiants avec la Ville d'Arles en développant les services essentiels apparaît, en effet, pour beaucoup comme un enjeu fondamental.

Plus globalement, la volonté de développer l'interdisciplinarité ainsi que l'apprentissage intergénérationnel et intercommunautaire est au cœur des perspectives tracées pour ce scénario.

Cette volonté pourrait se concrétiser à travers le développement de lieux d'échanges et de débats contradictoires, d'espaces de pratique et d'expérimentation, ainsi que dans l'invention de nouveaux formats d'apprentissage et l'usage de pédagogies alternatives afin de former notamment tous les étudiants à « la pensée design » ou *design thinking*.

La « pensée design » ou *design thinking* est tout simplement le terme utilisé pour désigner l'ensemble des méthodes et des outils qui aident, face à un problème ou un projet d'innovation, à appliquer la même démarche que celle qu'aurait un designer. C'est une approche de l'innovation et de son management qui se veut une synthèse entre la pensée analytique et la pensée intuitive. Il s'appuie beaucoup sur un processus de co-créativité impliquant des retours de l'utilisateur final et les collaborateurs dans la diversité de leurs expertises.

Par ailleurs, le développement de partenariats entre les établissements scolaires (écoles et universités) eux-mêmes et les divers organismes du territoire ainsi que la création de passerelles entre filières existantes telles que celles de l'art, du patrimoine et de la création-tradition relèvent de la même volonté de parler d'une voix commune.

Une voix enrichie d'horizons divers et s'enracinant dans des savoirs à préserver et à transmettre de génération en génération en poursuivant la mission de l'Académie d'Arles et celle de l'Université populaire d'Arles.

Au-delà du partage, c'est l'ouverture qui serait la posture la plus adaptée pour développer ce scénario dans toutes ses dimensions.

WHO?
888

Ouverture de nouvelles formations initiales (dans le domaine du tourisme, de l'artisanat, de l'apprentissage de la langue provençale), ouverture de formations professionnalisantes et peu qualifiées (hôtellerie, restauration, sécurité...), ouverture à de nouveaux secteurs (étendre les formations du secteur agricole à l'agro-écologie, aux traditions équestres...), ouverture à de nouveaux formats et pédagogies.

Il existe une vraie nécessité d'anticiper les besoins en termes de formations et de nouvelles compétences à développer en améliorant la qualité des formations et en proposant de nouveaux horizons de formation même pour les métiers peu qualifiés.

En effet, la formation de tous et à tous les niveaux est cruciale.

L'éducation est effectivement un enjeu de taille sur Arles et sa Transrégion, la sous-qualification des populations locales et la sortie précoce du système scolaire importante par rapport aux moyennes nationales étant une des difficultés majeures de ce territoire. Excepté dans la vallée des Baux-de-Provence, les personnes peu ou pas diplômées sont surreprésentées sur le territoire, tout comme les CAP/BEP. Un quart de la population est sans diplôme et le taux de chômage est important, résultant en grande partie du déclin industriel des années 80 (fermeture des ateliers SNCF, des papeteries Étienne et de l'usine Lustucru) et de la contraction de l'activité salinière à Salins-de-Giraud. À l'inverse, les personnes titulaires du « bac ou plus » sont sous-représentées.

Par ailleurs, deux types de territoires bien différents peuvent subir aujourd'hui un effet de relégation : les quartiers prioritaires de la ville (QPV) — Barriol, Trébon, Griffeuille à Arles, les Ferrages à Tarascon, puis les villages (principalement camarguais) mal reliés au centre. Leur contexte géographique et sociologique sont différents. Ainsi les premiers sont plutôt jeunes (un tiers de moins de 25 ans à Barriol), les seconds plutôt vieillissants. Mais ils sont en tous cas éloignés des logiques « d'excellence culturelle » développées par la ville-centre sachant qu'il existe également trois zones urbaines sensibles à Arles.

Prendre la mesure du risque de créer un territoire à deux vitesses par le développement d'une économie créative et culturelle est donc à considérer.

Par ailleurs, l'éducation des enfants et la sensibilisation de ces derniers aux questions écologiques en valorisant leur créativité dans le cadre de partenariats culturels scolaires seraient une des voies qui pourrait être activée simplement et de façon assez immédiate pour agir sur le présent tout en pensant aux générations futures.

La créativité est fondamentale et serait à valoriser à tous les niveaux et à tous les âges de la vie.

En d'autres termes, il s'agirait de favoriser le développement d'organisations apprenantes, c'est-à-dire toute organisation qui met en œuvre un ensemble de pratiques et de dispositions pour rester en phase avec son écosystème.

Plus globalement, pour faire vivre ce scénario, il s'agirait de faire d'Arles une ville apprenante, en favorisant aussi bien la transmission des savoirs dans le cadre d'espaces de co-construction pluridisciplinaire que l'émergence des générations créatives de demain — au sens large.

Si nous nous attachons à la question proprement dite, ce que nous avons thématiqué comme « produire (dans) la ville », nous pourrions envisager de créer dans le cadre de ce scénario un lieu d'incubation ou une pépinière d'entreprises à Arles en le connectant au « campus » étudiant afin que les étudiants deviennent des créateurs d'emplois locaux. Cela permettrait de créer une économie qui ne dépendrait pas uniquement du tourisme.

Veiller que la ville « campus » n'engendre ni une gentrification, ni un élitisme qui ne feraient que segmenter la population arlésienne dont une partie est déjà en grande difficulté, resterait une question importante à traiter.

Ainsi, au-delà d'espaces de travail de co-construction pluridisciplinaire, nous pourrions envisager de créer des espaces publics de qualité et accessibles à tous facilitant l'échange.

Nous pourrions créer un fonds d'investissement pour permettre à des familles d'acquérir du matériel technologique de manière à faire évoluer les formes de productions locales et à en développer de nouvelles sachant que les savoir-faire liés aux métiers industriels se perdent et qu'ils pourraient être réactivés autrement.

Développer l'achat groupé de machines pour produire en commun pourrait également être envisagé.

Pour améliorer le partage de connaissances et la circulation des savoirs, il importe de prendre en considération tout le territoire de la Transrégion.

Nous pourrions dans ce cadre-là créer un réseau d'« éco-trucks » électriques autour d'activités, de services ou de contenus afin d'irriguer le territoire avec l'appui des associations en considérant la Ville d'Arles comme une plateforme de savoirs et de compétences.

Et pour créer cette ville « campus », nous pourrions recommander d'agir en premier lieu sur le logement, en particulier le logement étudiant, en proposant de limiter la professionnalisation des loueurs Airbnb par des moyens juridiques afin d'éviter la désertification du centre-ville soumis à la pression des logements saisonniers plus rentables que les logements à l'année.

L'accueil et la vie des étudiants sur une ville « campus » supposent le développement de nouveaux services comme nous l'avons indiqué en introduction en proposant en premier lieu une restauration de qualité.

Pour inciter les restaurateurs à être parties prenantes d'un réseau d'ambassadeurs de la ville, nous pourrions davantage valoriser la cuisine du territoire dans sa diversité, ses terroirs et ses talents, aux côtés des structures existantes telles que les conservatoires par exemple.

Pour cela, nous pourrions nous appuyer sur les ressources locales afin de réinventer une cuisine populaire et mettre en place des systèmes indépendants de livraison de produits locaux.

Et pour instaurer des moments de convivialité et de partage, nous pourrions créer des cours de cuisine ou encore organiser un festival de la gastronomie dans un site patrimonial. Cela serait une possibilité offerte aux étudiants de produire une partie de leur nourriture et de leur apprendre à cuisiner.

Pour sensibiliser les étudiants à une gestion durable des déchets et induire de nouveaux réflexes de recyclage tout en distillant dans le même temps « l'esprit *maker* » auprès de cette population, une journée « propreté » pourrait être organisée ainsi qu'une journée « fabrication ».

Pour inscrire plus durablement ces gestes dans la conscience collective, il serait souhaitable que la culture du zéro déchet, zéro gaspillage puisse être portée au travers de politiques publiques — de la politique de la ville à la politique éducative.

Récit et propositions 2

Comment, en effet, envisager une ville « campus » sans des partenariats plus forts entre les universités existantes et les écoles présentes à Arles, sans une collaboration renforcée entre les divers organismes et institutions du territoire, sans l'organisation de programmes d'échanges universitaires, y compris internationaux ? L'un des objectifs visés étant de mieux former pour mieux produire localement tout en créant un autre pôle d'excellence autre que les métiers de l'image.

Mais bien plus qu'un « campus » ou un système décentralisé de diffusion du savoir, il semblerait que la création d'un réseau régional d'éducation serait préférable. Ce réseau qui pourrait s'apparenter à un réseau distribué pourrait venir compléter ce premier maillage de partenariat et de collaboration et cette itinérance de contenus mobiles.

Mais alors comment concrétiser ce réseau régional d'éducation ?

- En créant un réseau à plus petite échelle entre des personnes de générations ou classes sociales différentes.
- En créant un réseau entre des acteurs locaux et des communautés externes au territoire afin de développer des initiatives communes en s'appuyant sur les associations locales tout en donnant plus de visibilité à ces dernières et en valorisant les compétences arlésiennes à l'extérieur.
- En intégrant la formation continue dans des « tiers-lieux ».
- En créant un événement annuel sur le site des Ateliers dans le cadre d'un programme de rencontres entre professionnels.

Afin de décentraliser le savoir sur le territoire arlésien, plusieurs options pourraient être retenues telles que la création d'une université basée sur l'échange de savoirs via un réseau de structures mobiles et électriques.

Par ailleurs, la constitution d'un tel réseau d'éducation régional suppose de réfléchir à l'émergence de nouveaux métiers qui permettent de faire le lien entre divers secteurs professionnels tels que « facilitateur de la transversalité ».

Tout en pensant la création d'un réseau régional d'éducation et tout en favorisant la formation tout au long de la vie en s'appuyant sur les associations locales, il serait intéressant de permettre aux étudiants d'avoir une connaissance approfondie de leur futur secteur d'activités et d'encourager le plus possible les initiatives personnelles.

Et pour former les étudiants arlésiens au *design thinking*, nous pourrions créer des « résidences » de production et d'apprentissage à Arles et dans sa Transrégion en construisant un circuit de mobilité autour des savoir-faire

= ST'ARLES UP © crowdfunding platform

locaux, organiser des forums informels et masterclass pratiques entre « mentors » et « porteurs de projets » une fois par semaine. Repérer les connaissances manquantes et les acquérir ou faire appel à des expertises externes comme pratique à intégrer pour acquérir cette « pensée design » serait également une posture à promouvoir.

Reste à savoir comment attirer des chercheurs compte tenu de capacités d'accueil limitées ? Et comment faire pour que la recherche de sens et d'utilité sociale soient au cœur de toute démarche de projet assurant ainsi sa légitimité ?

Favoriser l'interdisciplinarité pourrait également être encouragé assez simplement à travers des activités collectives (comme par exemple dans le cadre d'orchestre) durant les formations étudiantes.

Le croisement des cultures personnelles et professionnelles étant une clé non seulement de réussite mais également d'épanouissement et d'enrichissement, plusieurs pistes pourraient être expérimentées pour mieux « produire (dans) la ville ».

Nous pourrions, en effet, plus largement constituer des communautés leaders autour d'objectifs quantitatifs et qualitatifs communs à atteindre, mettre en lien des designers ou des créateurs avec des producteurs locaux.

Face au nouvel état du monde, il importe plus que jamais de prendre en compte la multiplicité des facettes des questions complexes qui se posent et d'y répondre par l'action collective. Or il y a plusieurs façons d'organiser l'action collective. La voie de la coordination régule et organise le travail collectif « par le haut » alors que celle de la coopération privilégie une dynamique d'autonomisation, de contre-pouvoir et de prise d'initiatives. Aussi, aujourd'hui, le choix de la collaboration et de la coopération s'impose car l'innovation n'émergera qu'*in vivo*, dans les interactions entre pairs, dans le débat et dans la diversité des points de vue mais elle doit lutter contre les spécialistes et les organigrammes désincarnés. Par ailleurs, ces processus de coopération génèrent de la confiance, de la complicité, de la prise de risque et de l'envie d'entreprendre, faisant chacun de nous des citoyens autonomes, responsables, émancipés et capables d'agir, des créateurs de ce siècle.

Au-delà de la mise en réseau et du développement de processus de coopération, le soutien et la valorisation des porteurs de projets seraient dans le même esprit à encourager.

Nous pourrions dans ce domaine créer un partenariat entre le « campus » et la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Arles afin de mettre en place des formations à la création d'entreprises pour les jeunes diplômés, pour les étudiants futurs entrepreneurs.

Michel Bauwens, théoricien du pair-à-pair, parle non pas d'entrepreneurs mais d'« entredeneurs », concept développé dans le cadre de l'économie de partage basée sur une logique d'utilité sociale et solidaire qu'il propose.

Nous pourrions également organiser des visites d'entreprises, voire de start-up et des rencontres avec des chefs d'entreprise de petites et moyennes entreprises ayant fait la preuve de leur dynamisme et de leur culture du risque, développer des workshops et créer des journées dédiées à l'innovation.

Si la question de la création d'emplois, voire la création de son propre emploi, est essentielle, de nombreux dispositifs pourraient être développés pour qu'Arles retienne ses talents créatifs :

- création de « tiers-lieux » qui seraient à la fois des espaces offrant des services alternatifs, permettant l'expérimentation et l'incubation, et favorisant les échanges formels et informels ;
- mise en place d'une plateforme virtuelle d'échanges de services et de savoir-faire, d'expériences, de compétences dédiés à Arles et sa Transrégion (à destination des « particuliers » et des « professionnels », sur le modèle du pair-à-pair) ;
- mise en place d'un espace en ligne de *crowdfunding* intitulé « ST'ARLES UP » ;
- création de « villages d'entreprises » pour favoriser le démarrage de nouvelles activités.

Plusieurs questions demeurent en suspens. Comment faire pour attirer les start-up et faire en sorte qu'elles créent des emplois pour les Arlésiennes/Arlésiens ? Comment la ville peut-elle investir dans les nouvelles idées et l'entrepreneuriat ?

Il serait souhaitable de repérer les modèles d'économie innovants et les adapter au territoire tout en mettant en valeur les économies positives déjà présentes dans Arles et sa Transrégion et en ayant à l'esprit de créer une valeur économique et culturelle différente. Faire d'Arles et sa Transrégion un pôle incontournable de rayonnement international en promouvant un modèle économique basé sur un nouveau paradigme, sociale et solidaire, serait une des voies recherchées par ce scénario de ville « campus ».

L'attractivité d'Arles et sa Transrégion repose ainsi aussi sur sa capacité à proposer un accueil de grande qualité.

Nous pourrions nous appuyer dans ce domaine sur les étudiants de façon à ce qu'ils jouent un rôle actif dans l'accueil des publics à Arles et sa Transrégion. Former des groupes d'étudiants à la connaissance de la ville, les encourager à accompagner les touristes dans la découverte de la ville et du territoire, et cela en plusieurs langues, serait une piste intéressante à suivre. Ils pourraient recueillir les avis et les commentaires des touristes sur

FOOD FESTIVAL in THE HERITAGE SITE

un outil qu'ils pourraient créer de manière à mieux définir les contours d'un « label qualité » spécifique à Arles et sa Transrégion.

Au-delà des touristes, l'accueil de tout nouvel arrivant sur Arles et sa Transrégion pourrait être amélioré en créant une association dédiée à ce sujet. Celle-ci pourrait proposer des services en lien avec ce que nous avons thématisé comme « l'hospitalité de demain ».

Et pour améliorer réellement l'hospitalité sous tous ses aspects, nous pourrions développer une plateforme de mobilité qui soit lisible et qui permette de voir toutes les ressources disponibles à plus grande échelle (TGV, covoiturage, transport public, pistes cyclables...).

Nous pourrions agir sur la fiabilité des transports publics (collectifs) et la qualité de l'interopérabilité tout en repensant le cheminement des transports en commun (navette du centre-ville à densifier et périmètre à élargir).

Nous pourrions également développer la mobilité douce en aménageant les voies cyclables en centre-ville tout en veillant à préserver le piéton et à équilibrer la circulation, en améliorant la piétonisation du centre-ville, en installant des parcs de location d'équipement roulant (vélos, vélos électriques, trottinettes, skates, rollers...).

Nous pourrions remettre le Rhône à l'honneur, en développant notamment un service de navettes fluviales électriques que l'on pourrait combiner par exemple avec des vélos à assistance électrique en se basant déjà sur ce que fait la Compagnie des canotiers, et pourquoi pas, en créant un téléphérique entre les deux rives du Rhône.

Nous pourrions mettre en place des parcs de location de chevaux en zone urbaine et rurale.

Le développement de déplacements de courte durée pourrait être privilégié. Par ailleurs, l'amélioration de la liaison entre le centre-ville et les villages permettrait d'y développer le logement, y compris étudiant et d'inciter ainsi tout nouveau arrivant à visiter Arles et sa Transrégion.

Et pour permettre ainsi à chacun de mieux connaître et savourer ce territoire si riche culturellement, nous pourrions créer des jardins/potagers et des cuisines partagées, y compris intégrés aux résidences étudiantes tout en mettant en place un système de tutorat par des jardiniers et des cuisiniers.

Au-delà de la population étudiante proprement dite, nous pourrions créer des circuits-courts à tous les niveaux, de la terre à l'assiette, en préservant et en valorisant les savoir-faire agricoles, culinaires et artisanaux, inventer des

« manja lou » provençaux bios utilisant les produits du terroir et surtout réinvestir le marché d'Arles comme véritable lieu de vie.

Et pour valoriser l'exceptionnelle diversité de produits, de spécialités et de savoir-faire d'Arles et sa Transrégion tout en réfléchissant à l'alimentation de demain et en agissant pour la santé et le bien-être de chacun, il serait intéressant de créer un pôle d'excellence et d'innovation sur l'alimentation.

Nous pourrions valoriser l'usage de nouveaux matériaux de façon à ce que la récupération de matières soit prise en compte notamment dans les filières d'apprentissage technique. Nous pourrions aller jusqu'à créer un pôle d'excellence sur les matériaux pour la rénovation.

mettre en lien
des designers ou des
créateurs avec
des producteurs
locaux.

HOSPITALITY Groupe 2

COMMENT EVITER LA
DESERTIFICATION DU CENTRE
VILLE SOUS LA PRESSION
DES LOGEMENTS SAISONNIERS
PLUS RENTABLES QUE LES
LOGEMENTS A L'ANNEE

COMMENT UTILISER
LES ASSOCIATIONS
POUR CONTINUER
A S'EDUQUER
TOUT AU LONG
DE LA VIE ?

①
HOW TO ENCOURAGE
STUDENTS TO ADOPT
THE SPIRIT OF BEING
DIFFERENT "MAKERS" ?

~~FORMATION~~ EMPLOI

- INTEGRER LA FORMATION CONTINUE
DANS LES "TIERS LIEUX" PLUTOT
QUE DANS UN CAMPUS

How to HELP ^{or} YOUNG
TALENTS (STUDENTS + WORKERS) ③
TO HAVE THE FINANCIAL
MEANS TO STAY AND
LEAD PROJECTS IN ARLES
AND REVITALIZE THE
CITY CENTER ?

What kind of knowledge is already
in the context (Arles).
Find out about disappearing, fading
knowledge, see what is its
potential for being fused, transformed,
into THE NEW...

CRÉER UN FONDS
D'INVESTISSEMENT
POUR PERMETTRE A DES
FAMILLES D'ACQUERIR
DU MATERIEL TECHNOLOGIQUE
POUR FAIRE EVOLUER
LES FORMES DE
PRODUCTIONS LOCALES
ET EN DEVELOPPER
DES NOUVELLES

~~1.~~

SPECIFIC TRAINING RATHER THAN
MASS EDUCATION (THE WORD CAMPUS
MIGHT SUGGEST), ~~REASON~~

NO CAMPUS BUT AN ECOSYSTEM
OF SMALL-SCALE NETWORKED INITIATIVES

- between generations
- between social classes
- between the local and the incoming

EXPERIENTIAL
EXCHANGE
LEARNING

①

②
EDUCATION

Revenu universel.

Babel ville.

Droit à l'expérience. Droit à l'erreur.



Ville usine
du XXI^e siècle ?

Cadre de réflexion

Une ville dont le passé industriel est ancré dans les mémoires vivantes peut-elle inventer l'usine de demain ? À l'heure de la transformation numérique, que peut-on produire dans une ville moyenne ? Arles peut-elle développer une production locale ou micro-locale grâce à la mise en réseau, grâce aux circuits courts, grâce aux *Fab Labs* (laboratoires de fabrication) ?

Arles peut-elle inventer la manufacture 3.0 en (ré)activant des savoir-faire existants et en développant de nouvelles compétences, notamment grâce à la technologie ?

Le périmètre urbain étudié, dans le cadre de ce scénario, comprend la zone des Minimes et celle des papeteries Étienne, deux sites qui pourraient accueillir de nouveaux modes de production en lien avec le territoire.

La réhabilitation des papeteries Étienne, autour des métiers de la culture et de l'économie créative, est un projet dont la philosophie pourrait s'apparenter à celle qui a présidé à la requalification de l'Ile de Nantes.

Soulignons cependant trois risques pour le futur de cette ville usine du XXI^e siècle. Celui d'une ville trop marquée « village d'entreprises » à l'image de ce qui existe au Nord de la ville ; celui d'une ville trop enfermée dans une économie culturelle qui pourrait rester confidentielle par rapport aux flux économiques et au nombre d'emplois ; celui d'une ville trop restreinte par rapport aux autres activités présentes. Ces risques sont bien évidemment à prendre en compte dans la projection de ce scénario 3.



Mise en perspective

Le fil conducteur de ce scénario est celui de la révolution ou de l'hybridation des savoir-faire.

En effet, si la production a été « parquée » dans des usines pendant l'ère industrielle, puis délocalisée, la révolution des outils numériques (imprimante 3D, etc.) la relocalise, redistribue les compétences et valorise les savoir-faire sur tout le territoire. C'est la troisième révolution industrielle annoncée par Jérémy Rifkin où la ville se constelle de micro-unités de production qui, mises en réseau, permettent la création d'une manufacture 3.0.

En effet, selon l'économiste et prospectiviste américain, cette troisième révolution industrielle jugée nécessaire et urgente pour, notamment, répondre à la diminution de la production de pétrole et pour une transition vers un développement plus soutenable basé sur une « économie décarbonée » doit être fondée sur une production d'énergie non plus « centralisée », mais « distribuée », l'énergie circulant dans le réseau de manière « intelligente » grâce aux nouvelles technologies. En effet, Internet a permis d'instaurer un modèle horizontal et non vertical de communication et de collaboration ainsi que la formation d'une constellation de petits sites de production au sein des villes et entre elles. C'est donc, selon Jérémy Rifkin, la conjonction de l'Internet et des énergies renouvelables qui, au XXI^e siècle, donnerait lieu à une troisième révolution industrielle.

Ces évolutions technologiques participeraient indéniablement d'une nouvelle culture « start-up » qui irriguerait le territoire à travers le déploiement de micro-projets locaux et du développement de l'économie collaborative. Cette nouvelle logique de production devrait permettre de résoudre des problèmes de société en termes de santé, d'éducation, d'environnement, de mobilité, etc. Aussi n'importe quel projet étudiant, artistique ou associatif, ancré localement, pourrait être considéré à sa juste valeur comme œuvrant à la concrétisation d'un territoire résilient. En effet, ces réponses proactives, participatives et créatives permettent aux territoires de cultiver les exigences de solidarité et d'équité qui prévalent dans la transition.

Ce scénario est l'occasion d'interroger cette « culture lab », cette culture de l'expérimentation, du *Do It Yourself* (DIY), de l'atelier et du workshop, du design de « projet » et du prototypage de solutions dans tous les domaines.

Il envisage également d'aborder la question de la mise en place d'« ateliers de production hybrides » qui combindraient les nouveaux outils de production numérique à ceux plus traditionnels, donneraient la part belle au design, à l'artisanat, à la créativité, au sur-mesure, à l'expérimentation, à l'invention de nouveaux usages et expériences partagées. De nouveau, le partage de connaissances, l'apprentissage de pair-à-pair, la culture collaborative et l'économie circulaire

VILLE À DELTA (SMART)

sont essentiels pour créer, à partir de l'expérimentation, une valeur économique, environnementale, culturelle et sociétale d'un nouveau genre.

En effet, afin de construire cette ville usine du XXI^e siècle, des « tiers-lieux » pourraient être implantés, permettant ainsi de mettre en perspective les nouvelles formes de travail. Il existe à l'heure actuelle plusieurs types de lieux de ce type. Les *Fab Labs* pour *FABrication LABoratory* ou laboratoires de fabrication — ateliers composés de machines-outils pilotées par ordinateur pouvant fabriquer rapidement et à la demande des biens de nature variée — ; les *Maker Spaces* — ateliers de fabrication numérique, ouverts au public et mettant à disposition des machines-outils et machines-outils à commande numérique habituellement réservées à des professionnels dans un but de prototypage rapide ou de production à petite échelle — ; les *Hack Labs* ou *Hacker Spaces* — sorte de laboratoires communautaires ouverts où des gens (les *hackers*) peuvent partager ressources et savoirs, le plus souvent autour de points d'intérêts communs notamment portant sur des questions liées aux logiciels libres, au *hardware* libre, aux médias alternatifs ainsi que des bureaux partagés ou espaces de coworking qui essaient partout en France. Ces espaces se trouvent essentiellement en milieu urbain. S'agissant des zones rurales, il s'agit de *Tech Farms* ou fermes numériques, centres de ressources sur les nouvelles technologies et services innovants pour le déploiement d'une agriculture intelligente ou *smart agriculture* ayant comme objectifs principaux une meilleure compétitivité des élevages, un travail facilité et attrayant ainsi qu'une préservation de l'environnement et des ressources énergétiques.

Or le potentiel d'Arles et de sa Transrégion est intéressant de ce point de vue là, puisque ce territoire compte de nombreuses friches industrielles qui pourraient être réinvesties et métamorphosées, dispose d'un artisanat local très riche (notamment en matière de ferronnerie et de maroquinerie ainsi que dans le domaine de l'artisanat du textile et de la confection de costumes) et peut se prévaloir d'une population dont la richesse culturelle peut être valorisée à travers sa diversité.

Le Parc des Ateliers est d'ailleurs déjà le témoin de cette volonté de redonner vie à une friche industrielle ancrée dans les mémoires arlésiennes afin d'ouvrir non seulement un nouvel espace accessible à tous pour penser le futur d'Arles et de sa Transrégion tout en cultivant l'esprit critique grâce à une programmation artistique et intellectuelle, riche et diversifiée mais également de disposer d'un nouvel équipement structurant sur le territoire, d'une plateforme de confrontation d'idées, de savoirs et savoir-faire, de recherche, d'expérimentation, de production en invitant les acteurs locaux à prendre part à des projets communs.

Pour changer nos pratiques, nos modes de décision, il faut une prise de risque et du courage, de l'énergie supplémentaire, et cela exige de l'engagement. Or l'engagement s'appuie moins sur des connaissances, que sur des croyances

en des valeurs que l'on veut servir et qui nous guident : ces valeurs peuvent être explicitées et analysées mais pour qu'elles puissent provoquer engagement et passage à l'action, il faut qu'elles résonnent et fassent vibrer en chaque personne sa sensibilité intérieure.

Aux côtés des autres acteurs du territoire, LUMA Arles entend travailler ainsi à la fois au développement économique d'Arles et sa Transrégion en accompagnant des projets locaux répondant à des enjeux globaux et à cette sensibilité intérieure par une programmation culturelle engagée, défendant des projets artistiques qui, par leur implication sur des problématiques contemporaines, interpellent la capacité de jugement du visiteur dans son propre rapport au monde. Un monde qui, aujourd'hui, est de plus en plus fragmenté et soumis à l'obscurantisme et au fanatisme et qui suppose que chacun puisse se le réapproprier de façon critique et inventive afin de briser les menaces actuelles de standardisation qui pèsent sur les imaginaires partagés.

À l'image des deux premiers scénarii, certains éléments de réflexion pourraient, par ailleurs, être pris en compte afin d'affiner ce scénario, telle l'influence du modèle économique développé par l'entreprise chinoise Taobao, principal site web de vente en ligne, qui encourage la complémentarité des compétences et l'hybridation des savoir-faire artisanaux et technologiques plutôt que l'accumulation et la compétition.

→ Décentraliser l'accès
↳ Chaque habitant!

Récit et propositions 1

Pour construire ce futur souhaitable d'une ville usine du XXI^e siècle, les talents locaux seraient à valoriser afin de créer de nouvelles opportunités.

Nous pourrions élaborer dans un premier temps une charte favorisant l'emploi local au sein des entreprises et organismes publics du territoire et organiser pour cela un « marché » des métiers, des talents et des compétences sur la place du marché, le samedi.

Pour encourager les associations de compétences plutôt que leur réplique et faire d'Arles une ville de production locale, il serait utile de créer des espaces de coworking de manière à favoriser cette transdisciplinarité, ou encore des lieux d'échanges et de création tels que des *Living Labs* associant les citoyens de tous horizons afin d'expérimenter des solutions concrètes, les tester, les évaluer avant de passer à la phase de production.

Un *Living Lab* regroupe des acteurs publics et/ou privés, des entreprises, des associations, des utilisateurs individuels, dans l'objectif est de tester « grandeur nature » des services, des outils ou des usages nouveaux. Il s'agit de sortir la recherche des laboratoires pour la faire descendre dans la vie de tous les jours, en ayant souvent une vue stratégique sur les usages potentiels de ces technologies. Tout cela se passe en coopération entre des collectivités locales, des entreprises, des laboratoires de recherche, ainsi que des utilisateurs potentiels. Le but est de favoriser l'innovation ouverte, de partager les réseaux et d'impliquer les utilisateurs dès le début de la conception. L'innovation est dès lors non plus centrée sur l'utilisateur mais relève du projet porté par l'utilisateur, enrichi de la participation de « communautés créatives et artistiques ».

En effet, à un problème nouveau, mode de pensée nouveau, démarche et mode de gestion différents, c'est-à-dire outils nouveaux permettant l'intelligibilité du monde, la compréhension des autres, l'entrée en dialogue et la mise en place de projets co-construits afin de conduire la mutation vers des sociétés durables.

Pour cela, des espaces sans fonction préalablement établie pourraient être mis à disposition dans une optique de plurifonctionnalité des locaux, notamment ceux sous-utilisés tels que des salles de médiathèques ou de mairies en milieu rural à l'instar de Relais Entreprises ou des friches elles-mêmes et ainsi devenir des espaces de (ré)création à l'image du Centquatre à Paris.

Utiliser la paille de riz dans les constructions pourrait par exemple faire l'objet d'un *Living Lab*, notamment dans le cadre de la démarche initiée par atelier LUMA, considéré comme un espace de co-création et de co-production et qui utilise le potentiel de différents déchets agricoles et électroniques pour

expérimenter, dans le cadre des projets lancés en 2016, de nouveaux produits ayant un impact écologique, social et économique reconnu.

Il s'agit, en considérant une telle conception de la ville usine d'adapter, en effet, la production aux besoins afin d'éviter les surplus en utilisant les nouvelles technologies et les données pour concevoir de manière responsable produits et services. On parle à ce titre d'éco-conception en intégrant la notion de cycle de vie du produit ou du service, c'est-à-dire en repensant son usage et non sa consommation de manière plus dynamique et plus ouverte. Cette nouvelle façon de produire doit par ailleurs viser la satisfaction de l'utilisateur plutôt que la maximisation des profits. L'identification des besoins non satisfaits des utilisateurs finaux est dès lors primordiale tout comme la création de nouveaux services adaptés à tous les publics.

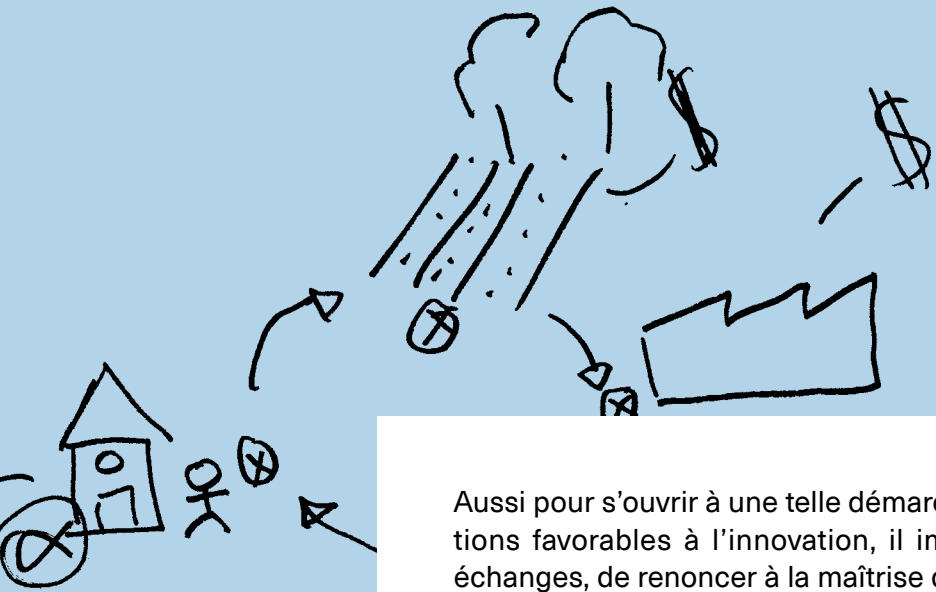
Mettre l'utilisatrice/l'utilisateur au cœur des processus post-industriels dans le cadre d'une économie collaborative et circulaire serait ainsi le leitmotiv de la ville usine du XXI^e siècle. Et pour lui permettre de participer à son tour, dans une forme de réciprocité et dans un esprit de co-création, à ce processus, nous pourrions généraliser l'usage des outils juridiques libres de droits (*creative commons*) plutôt que d'avoir recours aux brevets.

En donnant ainsi à l'utilisateur/l'utilisatrice l'envie et la possibilité de participer à la définition même de sa ville, de ses usages et de ses services, nous lui reconnaissons le droit de peser dans les décisions et contribuons à forger un esprit de co-responsabilité sociétale territoriale face aux défis du XXI^e siècle.

Pour projeter, partager et réaliser le projet territorial d'Arles et sa Transrégion, les principes et les valeurs d'une responsabilité commune (co-responsabilité) doivent être posés au regard de la société et de l'environnement (sociétale). Cette co-responsabilité s'exerce en conscience des enjeux globaux et en prise avec la réalité de la situation et des capacités locales (territoriale).

Intrinsèquement, la co-responsabilité sociétale se doit donc d'être œuvre de bien commun. Et, de fait, la recherche d'une société plus juste, plus solidaire et plus sobre visant l'épanouissement de tous les êtres humains ne peut qu'être également œuvre de communalité dans une perspective de co-responsabilité et d'alliance.

La co-responsabilité sociétale territoriale situe donc chaque acteur au regard des enjeux du territoire dans les leviers qu'il peut, voire qu'il doit, actionner à son échelle, en tant que co-responsable de la mise en œuvre de solutions qui lui sont propres. C'est aussi permettre à chacun d'agir là où les enjeux sont les plus importants, là où la part respective de chacun compte vraiment. C'est aussi se situer dans un écosystème plus large, plus intégré où chacun bénéficie des efforts des autres faisant en sorte de dépasser la sommation des actions pour aller vers une réelle transformation.



Aussi pour s'ouvrir à une telle démarche de co-construction et créer les conditions favorables à l'innovation, il importe de faciliter la coopération et les échanges, de renoncer à la maîtrise du résultat, d'accorder de l'importance au processus, d'encourager des démarches itératives, d'autoriser l'erreur. Et pour inscrire l'esprit de responsabilité sociétale conjointe aussi bien au niveau des individus eux-mêmes qu'au sein des organisations, la formation est un enjeu important.

Au niveau individuel, il s'agit de prendre ses responsabilités en cherchant à concevoir son propre parcours de formation et d'activité professionnelle malgré les difficultés économiques que traversent les sociétés post-industrielles.

Encourager juridiquement les sociétés à investir une partie de leur richesse dans la formation serait également une piste à suivre pour rendre celle-ci accessible à tout actif qui souhaite en bénéficier.

Par ailleurs, favoriser l'engagement et la participation de chacun à chaque étape du processus de production, de la conception au produit fini, permettrait de créer une nouvelle valeur basée sur la collaboration. Celle-ci pourrait aller jusqu'à faire de chaque membre d'une entreprise une partie prenante, avec participation financière au capital si besoin, sans qu'il soit pour autant un employé à proprement dit.

En réalité, il s'agit de faire de chacun un acteur de ce siècle, un créateur de valeurs à part entière. Bien plus que le « consulter » ou « le faire participer », c'est reconnaître sa compétence dans une relation d'équivalence. C'est l'aider à se former, à formuler son propre point de vue sans qu'il se laisse imposer la langue et les critères techniques ou technocratiques, l'ancrer dans un processus créatif où il n'est pas seulement entendu mais écouté.

Ces nouvelles formes de travail collaboratif, en prise avec les enjeux de la société contemporaine, pourraient être appliquées aux relations inter-entreprises en incitant, financièrement ou non, le développement de start-up ou de plusieurs start-up mutualisées au sein d'une entreprise ou usine traditionnelle de manière à partager culture et savoir-faire différents, à créer des organisations horizontales basées sur le modèle des coopératives, et surtout de poser de nouvelles règles du jeu collectif.

En effet, si l'enjeu est d'accompagner la transition des villes vers un monde différent dont (sciemment ou indirectement) nous ne pouvons pas posséder la vision précise, il devient fondamental d'accepter l'incertitude et la complexité, d'assumer la nécessité d'une déconstruction, d'une expérimentation et d'une co-construction d'une vision partagée souhaitable.

L'interconnexion et l'accélération des enjeux climatiques, sociaux, énergétiques, écologiques et économiques dans un monde imprévisible, complexe et, de plus

en plus, numérique, nous obligent ainsi à changer de paradigme pour imaginer d'autres formes d'intelligence collective, d'organisation et de coopération afin de prendre en compte l'articulation des différentes échelles, locale, régionale, nationale et mondiale et d'adopter une stratégie à très long terme en raison de la lenteur des transformations. Et cela, sans perdre de vue l'interdépendance à tous les niveaux : interdépendance des politiques et des dispositifs ; interdépendance des acteurs publics et privés ; interdépendance des systèmes humains avec la biosphère ; interdépendance des civilisations. C'est à cette seule condition que nous pourrions construire une nouvelle intelligibilité et cohérence du monde.

Encourager la prise d'initiatives éthiques en confortant l'entrepreneuriat social et solidaire participe de cette même volonté de développer une économie positive, générative, créatrice d'une valeur d'une nature toute autre, fondée sur le bien-être des populations ou bien une préservation des ressources naturelles et de tendre vers une société des communs. Plusieurs dispositifs pourraient être mis en place pour inscrire cette culture entrepreneuriale plus durablement et au sein du territoire dans son ensemble.

Un fonds pour favoriser l'entrepreneuriat non délocalisable pourrait ainsi être créé de même qu'une bourse annuelle de création d'entreprises sociales et solidaires, ou encore un « prix de la meilleure start-up culturelle » ainsi qu'un « prix de la meilleure entreprise de design éco-responsable » pourraient aussi voir le jour.

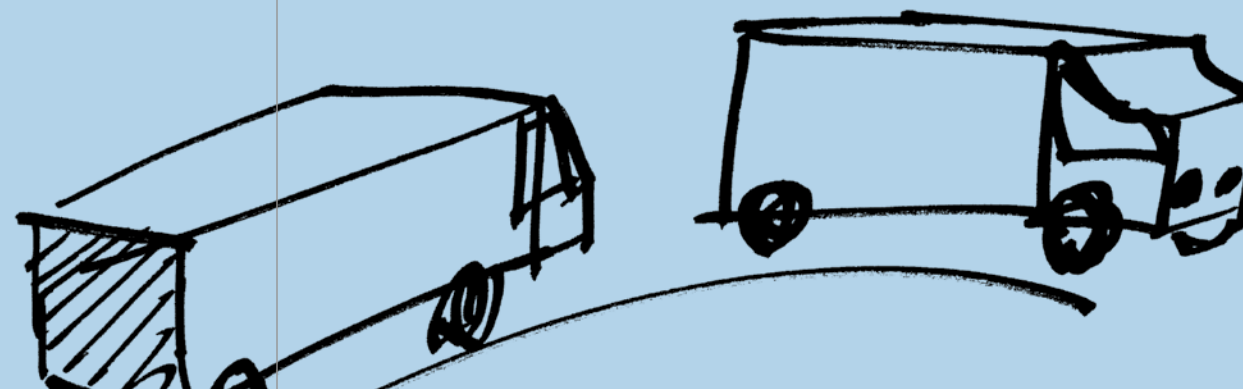
S'agissant de l'entrepreneuriat rural, des questions restent cependant en suspens : Comment valoriser les qualités de la Camargue pour encourager les investissements ? Comment orienter le financement public destiné à l'agriculture intensive vers l'agriculture biologique, les petites exploitations agricoles et les jeunes agriculteurs ? Comment créer une économie adaptée aux saisons ?

Cette production irait de pair avec le renforcement de l'économie circulaire afin de produire le plus possible sur place, LUMA Arles pouvant être sollicitée pour contribuer à faire levier sur l'économie locale existante afin de maintenir et développer une production locale de qualité et diversifiée.

Au-delà de la monnaie locale, la Roue, nous pourrions proposer des « box » informatives dans les lieux culturels sur l'usage de la monnaie locale et, pourquoi pas, inventer une monnaie virtuelle à l'image du Bitcoin.

En outre, nous pourrions mettre en place un système de certification de base, peu coûteux, non contraignant administrativement, légal et compréhensible par les acteurs du secteur productif.

Des portraits de chefs d'entreprise (de très petites et moyennes entreprises) ainsi que de start-up particulièrement intéressants en raison de leur profil



atypique et de leur démarche inventive permettraient, par ailleurs, à chacun de trouver une forme d'inspiration qui pourrait le guider dans son parcours.

Si certain(e)s femmes/hommes et leurs actions peuvent être sources d'inspiration, certains lieux désuets ont également un pouvoir évocateur, une personnalité, une âme, une sensualité.

Végétaliser la ville usine serait aussi probablement une manière de séduire tous ceux qui — émus par ces lieux ainsi réinvestis par la nature, une certaine forme de sensible — pourraient passer imperceptiblement de la rêverie à une envie de contribuer à la fabrique urbaine en y apportant leur coloration personnelle, en ré-ouvrant par exemple de façon innovante et selon une esthétique propre les sites industriels fermés. Les friches peuvent être de ce point de vue-là un moyen formidable pour le territoire de se retravailler sachant que le classement UNESCO de la Ville d'Arles d'une part, le Plan de prévention des risques inondations (PPRI) d'autre part et les risques d'inondations en général limitent la constructibilité du territoire. Sur un territoire de 750 000 km², seul 3 % de la superficie générale est exploitable. La valorisation de l'existant s'avère de ce fait prioritaire.

« Quand tu veux construire un bateau, ne commence pas par rassembler du bois, couper des planches et distribuer du travail mais réveille au sein des hommes le désir de la mer grande et belle » dit Antoine de Saint-Exupéry dans *Citadelle*.

Donner des opportunités d'exprimer ce désir de mer, vivifié par de nouveaux voyages peut se faire en partageant les rêves de voyage, en évoquant ensemble les destinations possibles... C'est en somme permettre à chacun de donner libre cours à l'expression de sa responsabilité dans un avenir souhaitable, dans des futurs désirables où il aurait son rôle à jouer. Ce n'est pas tant donner du sens que de créer des occasions où chacun peut trouver son sens, dans un jeu collectif en misant sur le besoin de solidarité et de fraternité qui anime profondément chaque être humain, et nous fait dire de quelqu'un doté de ces qualités « qu'il est humain ».

L'éducation est à ce titre fondamentale pour faire grandir ce désir de sens et permettre à chacun de prendre conscience de son pouvoir d'expression et de transformation pour dessiner en commun un monde meilleur.

Mais il s'agit de privilégier l'éducation circulaire, de favoriser les échanges informels, de valoriser l'expérience et l'auto-apprentissage plutôt que la formation classique. Des modèles d'éducation informelle basée sur la rencontre et l'expérience tels que les Escuela de Garaje pourraient être convoquées et adaptées au territoire d'Arles et sa Transrégion.

Nous pourrions établir des partenariats entre l'Éducation nationale et les associations locales ainsi qu'avec les producteurs et artisans locaux. Des

ateliers pratiques, pédagogiques et informatifs pourraient par exemple être développés afin de sensibiliser les habitants dès le plus jeune âge au cycle de l'alimentation ainsi qu'à la nécessité de « bien manger ».

Le traitement des déchets pourrait également être systématiquement inscrit dans tout atelier pratique de manière à effectuer une gestion des déchets plus résiliente.

Pour favoriser l'économie circulaire, nous pourrions identifier, répertorier, géolocaliser les lieux de production de déchets et inventer des plateformes physiques et numériques, sortes de « supermarchés de déchets ». En mettant en place un tel dispositif, nous pourrions à la fois toucher les professionnels et les particuliers.

La nouvelle usine pourrait, en effet, trouver ses matières premières dans l'environnement local (dans une zone de proximité de 50 km). Dans le même temps, chacun d'entre nous pourrait disposer de déchets à valoriser et pourrait ainsi s'impliquer dans une meilleure consommation participative et responsable des ressources disponibles.

Pour développer un modèle de transport facilitant la fabrication distribuée sur plusieurs sites et favorisant les livraisons « éco-logiques » des marchandises, nous pourrions inventer des « Fab mobiles » tout au long de l'année, sorte d'ateliers au sein de structures mobiles qui rayonneraient sur le territoire avec un contenu différent chaque mois. Nous pourrions également créer une plateforme multimodale de transports, mettre en place un système de co-voiturage de marchandises, notamment dans les hameaux.

La mobilité est, en effet, un enjeu crucial, aussi bien au niveau de la circulation des marchandises que celle des hommes et des savoirs sur ce territoire qui possède la commune la plus étendue de France métropolitaine. Arles, avec une superficie de 750 000 km² est, en effet, sept fois plus grande que Paris alors qu'elle dispose d'une population d'à peine plus de 52 000 habitants qui se répartit entre l'agglomération centrale et onze villages dont le plus éloigné se situe à près de 40 km du centre-ville.

Plusieurs propositions pourraient ainsi voir le jour pour améliorer cette mobilité.

Des tarifs SNCF spéciaux pourraient être proposés dans la région à l'image de ce que fait la Région Languedoc-Roussillon afin de faciliter la mobilité des personnes au niveau régional.

Nous pourrions avoir l'ambition de faire d'Arles le premier et non le dernier arrêt fluvial avant la mer en étoffant les activités touristiques autour du Rhône.

La mobilité rejoint également la question de l'hospitalité, le tourisme étant une forme d'accueil à développer dans ses différentes dimensions.

Nous pourrions aussi développer le tourisme d'affaires puisque ces visiteurs ont un fort pouvoir d'achat — à défaut de pouvoir construire un grand Centre des congrès, il s'agirait de mieux « mettre en réseau » les lieux du centre-ville (hôtels, restaurants et potentiellement l'auditorium de LUMA qui pourra accueillir jusqu'à 130 personnes).

Pour garantir un accueil de plus grande qualité et assurer ainsi un tourisme « à grande valeur ajoutée », nous pourrions proposer de nouvelles formes d'hospitalité en développant un réseau d'hospitalité arlésien pour voyageurs et actifs nomades, c'est-à-dire en proposant une logique d'accueil de pair-à-pair par corps de métier, spécialité, sensibilité... Une offre originale d'hébergement chez les particuliers pourrait être élaborée.

Nous pourrions également concevoir une charte du « touriste citoyen » afin de favoriser de nouveaux comportements qui permettraient d'induire de nouveaux types d'échanges entre touristes et habitants. Les touristes ou plutôt les voyageurs et actifs nomades qui signent cette charte intégrant des engagements environnementaux et sociaux recevraient un kit d'accueil basé pour partie sur des éléments d'information fournis par les acteurs locaux afin de faire connaître davantage la richesse du territoire et de ses habitants. Cela serait une manière d'appréhender l'hospitalité autrement que comme un produit de consommation.

Qui dit hospitalité dit convivialité, laquelle pourrait se concrétiser autour de repas partagés.

Nous pourrions, à cet égard, encourager les coopératives alimentaires pour mieux faire connaître la cuisine provençale et camarguaise et valoriser les multiples produits du territoire, dont six ont déjà été labellisés en appellation d'origine contrôlée (le Taureau de Camargue, le Riz de Camargue, le Vin et l'Huile d'Olive de la vallée des Baux-de-Provence, l'Olive Verte Cassée ou encore l'Olive Noire) et d'autres comme l'Agneau de la Crau qui rejoindront sans doute ce club très sélectif.

Récit et propositions 2

Si nous dressions le portrait de cette ville usine du XXI^e siècle, inventer, en premier lieu, de nouveaux modèles de coopération serait très certainement ce qui serait à imaginer avec tous afin de rompre avec les modèles imposés et standardisés.

Nous pourrions par exemple regrouper plusieurs entreprises au sein d'un même pôle afin de permettre le partage de savoir et de savoir-faire. Intégrer plusieurs start-up au sein d'une coopérative où chaque individu pourrait proposer ses compétences à plusieurs d'entre elles, que ce soit dans le domaine du design, de l'art, des nouvelles technologies... serait aussi une voie plus fine à explorer.

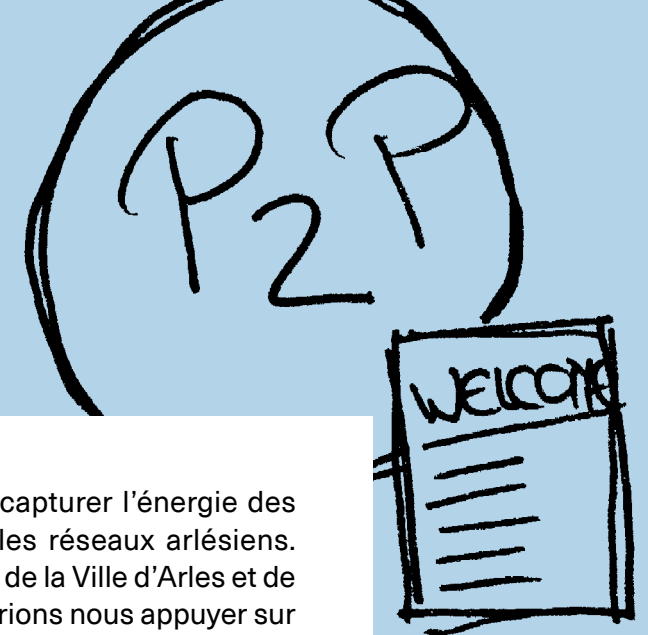
Au-delà des structures proprement dites, nous pourrions mettre en réseau les talents et les savoir-faire locaux sans les dénaturer et les galvauder afin de les valoriser tout en les inscrivant dans un cycle d'innovation vertueux.

Pour cela, il s'agirait avant tout de les identifier, de les cartographier et de les rendre visible à l'échelle du territoire à travers un site web. Nous pourrions ensuite organiser des ateliers créatifs en mode *Living Lab* et des rencontres avec les designers locaux.

Faire d'Arles et sa Transrégion une ville usine du XXI^e siècle, c'est aussi en faire un lieu de fabrication à partir de machines innovantes (au-delà des imprimantes 3D proprement dites).

Un label « Made in Arles » pourrait être créé. Adossé à un système de traçabilité des productions (chaîne de valeur de la production jusqu'à la vente, en passant par la collecte, la transformation et la distribution), ce label permettrait de rendre immédiatement reconnaissables les productions locales dans les points de distribution et de mettre en valeur des productrices/producteurs locaux en les faisant figurer notamment sur les emballages.

Pour cela, nous pourrions rassembler petits et grands acteurs économiques et culturels, les fédérer autour de valeurs communes et d'une culture partagée, identifier enjeux et bénéfices d'un label potentiel, définir ses critères (cahier des charges), mettre en place un comité de « synergie » et non de sélection et le pérenniser, définir un outil de valorisation des propositions. Ce label « Made in Arles » pourrait être reconnu en appliquant les principes des différents labels du terroir arlésien existants ou futurs (AOC : appellation d'origine contrôlée; AOP : appellation d'origine protégée; IGP : indication géographique protégée).



Ce label pourrait être également un tremplin pour faire émerger de nouvelles filières de production. Nous pourrions, à cet effet, inventorier de nouvelles ressources à exploiter de façon responsable, mettre en place des pépinières d'entreprises liées aux spécificités locales (matériaux, produits locaux, savoir-faire) de manière à ce que les richesses du territoire deviennent des investissements pour l'emploi local.

Par ailleurs, il serait utile de créer une plateforme agrégeant les données du territoire pour mieux savoir ce qui est proposé localement et ce qui est demandé par les consommateurs de manière à relocaliser la production, la transformation, la distribution et la consommation. L'objectif, en effet, est de réaliser des innovations profitables aux habitants et aux entreprises locales en termes de services et d'usages. La constitution d'un tel réseau de consommateurs et de producteurs permettrait dans le même temps de centraliser l'accès aux services.

Pour privilégier la consommation de produits « Made in Arles », nous pourrions nous appuyer sur une monnaie locale, la Roue, initiée par Pays d'Arles en transition et soutenir du même coup les démarches et actions lancées par cette dernière.

Enfin, à l'heure du tout numérique, une question intéressante pourrait se poser : Comment dématérialiser les produits créés ou créer des produits immatériels ?

Si la collaboration est la pierre angulaire de cette ville usine du XXI^e siècle, la question de l'éducation circulaire est importante pour ancrer cette pratique au quotidien tout en ayant à cœur de garantir la transmission du patrimoine matériel et immatériel d'un territoire d'exception.

Plusieurs dispositifs pourraient être proposés comme transmettre un savoir adaptable aux identités locales et à la diversité des individus, permettre un enseignement de base axé sur la culture générale et locale avec une formation professionnelle continue et adaptée aux nouvelles technologies, favoriser un continuum éducatif par des passerelles entre temps formel (école, travail...) et temps informel afin de développer le pair-à-pair, cela dans tous les domaines, et notamment dans les pratiques culturelles.

Reste à savoir comment favoriser ensuite l'implantation des entreprises issues des filières de formation locales classiques (écoles, universités, IUT, BTS) ?

Éduquer, conserver les savoir-faire et favoriser l'innovation, cette triple exigence serait de toute façon à distiller durablement dans l'esprit de chacun tout en favorisant l'apprentissage des langues étrangères pour assurer une plus grande réactivité au monde extérieur. S'agissant de cette relation à l'extérieur, elle est complexe. Arles est certes une ville qui jouit d'une réputation internationale mais le territoire dans sa globalité souffre selon beaucoup d'une « culture insulaire ».

Nous pourrions à ce propos réfléchir à la manière de capturer l'énergie des créatifs extérieurs afin de la mettre en relation avec les réseaux arlésiens. Cette mise en connexion permettrait de travailler l'image de la Ville d'Arles et de la Camargue. Au-delà du marketing territorial, nous pourrions nous appuyer sur les artistes pour concevoir des marqueurs territoriaux qui restent à définir clairement et une fictionnalisation territoriale sensible et authentique en prenant garde de ne pas imposer de récit de territoire.

Nous pourrions créer des ateliers de réflexion avec une offre attractive de questions citoyennes et destinées à un public varié, une offre qui serait interdisciplinaire et intergénérationnelle afin de valoriser une culture de la créativité dans la production de services pour tous. Un soutien financier aux associations qui organisent des débats, des conférences, des événements pourrait être envisagé.

Des actions pourraient être mises en œuvre afin d'améliorer la mobilité, notamment la lisibilité de l'offre de transports existante et la régularité de la desserte en zone rurale, tout en pensant l'articulation de l'offre publique et privée.

En effet, la mobilité, au sens mental et physique, est le deuxième frein à l'accès à l'emploi après le logement à Arles et sa Transrégion. Pour de nombreux jeunes, il existe un blocage psychologique : peur de se projeter dans un trajet inconnu dans le cadre de l'obtention d'un nouvel emploi ou d'une formation en apprentissage. Mais ces difficultés sont renforcées par le fait que les lieux de formation par rapport aux bassins d'emplois sont situés en dehors d'Arles et sa Transrégion, ce qui multiplie les ruptures (en raison de l'absence de coordination de la politique de mobilité, notamment en termes tarifaires).

Nous pourrions ainsi encourager le développement d'aides à la mobilité pour les jeunes, notamment ceux en formation, en alternance, en insertion (création de foyers de jeunes travailleurs, mise en place de systèmes d'échanges entre personnes âgées et jeunes, hébergement contre menus services, etc.)

Par ailleurs, les villages du territoire sont insuffisamment desservis par les transports en commun et sont donc fortement dépendants de l'automobile. Le transport en soirée est, quant à lui, inexistant en dehors de la fêria (le service s'arrête autour de 19 h pour ENVIA).

Ces difficultés de mobilité génèrent des réponses spontanées et informelles de la part de la société civile, en particulier du covoiturage. Mais le développement du covoiturage fait émerger des « aires de covoiturage » (et de stationnement) sauvages.

La question de la mobilité est donc cruciale.

Learning by making.

Au-delà de la problématique du stationnement assez prégnante sur le territoire à proximité immédiate des sites touristiques, historiques et naturels qui pénalise leur qualité paysagère et les milieux écologiques, ou encore celle des aménagements des zones économiques et commerciales, nous pourrions accompagner en priorité la réflexion sur la mobilité en centre-ville.

En effet, l'accueil d'emplois et de population dans le cadre de la future ville usine du XXI^e siècle est à penser dans le cadre d'une politique d'accès au territoire, particulièrement au centre-ville, et de stationnement cohérent.

Nous pourrions envisager la création de parking de délestage/relais pour désengorger le centre-ville tout en proposant une navette électrique de liaison avec une fréquence élevée. Des services d'auto-partage pourraient, en outre, être développés pour éviter l'usage systématique, pour tout déplacement, de la voiture individuelle sachant que ce mode de transport est utilisé localement à 64 %.

Nous pourrions, par ailleurs, dynamiser les déplacements en les associant aux possibilités de stationnement grâce une application géolocalisée mobile qui permettrait de voir en temps réel les places disponibles.

Il serait aussi souhaitable de mieux baliser les places de stationnement pour personnes à mobilité réduite (PMR) de manière à assurer une équité d'accès.

Il existe à ce propos deux visions pour intégrer les PMR dans la ville, l'une spécifique, l'autre intégrée. La première propose des aménagements spécifiques, « des greffes » sur les espaces : ascenseurs réservés, annonces sonores par télécommande, transports spécialisés. La seconde tente d'aménager des espaces et de proposer des services capables de répondre aux besoins du plus grand nombre d'utilisateurs, services qui maximisent l'autonomie de chacun. On parlera ainsi de « conception universelle » ou d'*universal design*. Dans cette acception, l'accessibilité n'est plus un enjeu réservé aux personnes handicapées. Nous sommes tous, à un moment ou à un autre, concernés par des difficultés motrices, cognitives, visuelles, linguistiques, économiques.

La mobilité vertueuse va de pair avec le développement d'une mobilité douce.

Nous pourrions contribuer au développement des services de taxi-vélo en centre-ville à l'image de Taco&Co et de Vélib, favoriser l'aménagement de pistes cyclables supplémentaires, même dans les points éloignés de la ville.

La question de la mobilité interroge également celle de l'attractivité du territoire du point de vue de son développement économique et rejoint celle de l'hospitalité. Aussi, l'accueil des futurs actifs sédentaires ou nomades est important à prendre à compte dans le cadre de nouvelles formes d'hospitalité.

Nous pourrions transformer les locations Airbnb en location de chambres chez l'habitant, louer des appartements pendant la période hivernale à des entreprises du secteur numérique qui cherchent à loger leurs employés à des prix modérés, créer un label « Loc'Arles », sensibiliser les professionnels de l'accueil à la qualité des pratiques (amabilité, souplesse, horaires d'ouverture...) par des formations, du tutorat, des échanges interprofessionnels dans le cadre d'ateliers en petits groupes pour que les entreprises se sentent accueillies et accompagnées lors de leur implantation.

En dehors de leur activité professionnelle, ces actifs nomades cherchent aussi pendant leur séjour à découvrir le territoire à travers une expérience touristique qui les mènerait hors des sentiers battus.

Nous pourrions, dans le cadre du développement d'un tourisme expérientiel, explorer davantage le territoire qui regorge de balades et de voies paysagères encore sous-exploitées ou encore proposer une offre touristique alternative privilégiant la transmission des savoir-faire locaux des habitants (à l'image du *woofing*, acronyme de WWOOF, *World Wide Opportunities on Organic Farms*, signifiant littéralement « occasions dans des fermes bio du monde entier »).

Pour faire découvrir les saveurs provençales et camarguaises à ces actifs nomades ainsi qu'à tous ceux de passage à Arles, nous pourrions proposer, sur le marché du centre-ville, des stands de cuisine et de dégustation tout en s'assurant de la traçabilité des produits alimentaires. Ces derniers pourraient être tenus par de jeunes agriculteurs ou des étudiants. Nous pourrions également créer un parcours itinérant de produits locaux/biologiques sur Arles et sa Transrégion.

Pour les actifs résidents à l'année, un panier saisonnier basé sur des produits locaux de qualité pourrait être proposé sur le marché directement afin de renforcer les liens de confiance entre producteurs et consommateurs et revitaliser le centre-ville.

Faire ensemble est fondamental quel que soit notre horizon d'origine.

Nous pourrions dans cette optique mettre en lien les habitants avec les associations qui travaillent au contact du public de manière à échanger savoir et savoir-faire. Nous pourrions également impliquer directement le public en utilisant de nouvelles façons de créer empruntées au design, à l'art contemporain et aux autres champs artistiques.

Apprendre à produire par soi-même serait dans le même temps une voie à encourager afin de permettre autonomie, responsabilisation, développement du pouvoir d'agir et émancipation de chacun.

Nous pourrions créer une boîte à outils avec un mode d'emploi pour des auto-fabrications peu coûteuses et temporaires.

L'acquisition et le partage de savoirs et savoir-faire devant être sans cesse renouvelés, il importe de s'assurer néanmoins que chacun puisse recycler ses savoir-faire grâce à la formation continue de manière à s'adapter aux nouveaux enjeux et aux technologies du moment et continuer à faire preuve de créativité et d'inventivité.

La jeunesse est, de ce point de vue, très prompte à répondre aux défis de notre temps par sa compréhension intuitive des nouvelles technologies mais une partie d'entre elle est bien moins armée intellectuellement car moins formée aux humanités. Tout en encourageant la jeune création, nous aurions tout à gagner à ce que l'éducation soit plus souple, plus adaptée à la diversité des profils et plus inclusive sans renoncer à la qualité des propositions pour améliorer la fréquentation dans les écoles périphériques et ainsi associer le plus grand nombre, évitant par là-même de créer une ville à double vitesse.

~~Par la création d'aggrégats~~
Par le regroupement de plusieurs
entreprises sur un même pôle (x)
qui permettrait un partage des
savoirs être et des savoirs faire.



#3 Produ°

Produ°

Espaces ~~multifonctionnels~~ (x)
à disposition, sans fonction
préalablement établie →
parier sur le multi-usages.
(ex: Ralle du 104 à Paris)

FAIRE SE RENCONTRER DES (x)
ACTEURS HETEROGENES A
L'ECHELLE DU TERRITOIRE
(ex living lab) pour expérimenter
des solutions concrites à tester,
evaluer puis produire. ^{LIENS DE} RENCONTRE
ex: utiliser la paille de riz dans la construction #1 Produ°



VILLE
— PARTAGÉE
VIES PARTAGÉES
"La ville en partage"

LABEL MADE IN ARLES (DIA)

Fédérer les acteurs autour de valeurs communes, d'une image de la ville (marqueurs à définir - culture, patrimoine...) et s'appuyer sur les artistes pour valoriser cette image et raconter la ville -

#1660

Pour créer un label "Made in Arles":

- Rassembler grands & petits acteurs économiques & culturels.
- Identifier enjeux & bénéfices d'un label potentiel → (dépôt de marque?)
- Définir critères (cahier des charges)
- Comité de ~~sélection~~ ^{co-élaborer} synergie
- Définir outil de valorisation des propositions (présence web!)
- ^{le faire vivre dans le temps}

#2610

ARLES...

7^{CR} ou dernier

ARRÊT FLUVIAL

AVANT LA MER

NOT IMPOSING A NARRATIVE IN THE TERRITORY

Elaborer la charte du touriste "citoyen" et offrir à ceux qui la signent un kit d'accueil (plans, vocabulaire de base pour les étrangers), produits locaux, bons plans, agenda des manifestations, ...

#1660

~~Comment une start-up peut aider une usine traditionnelle~~
Comment faire pour qu'une start-up puisse aider une usine traditionnelle à se développer?

BALISER LES PLACES DE STATIONNEMENT PMR ET PROPOSER UNE APPLICATION GÉOLOCALISÉE MOBILE POUR VOIR EN TEMPS RÉEL LES PLACES DISPONIBLES

Parking app

start-up

Ville (smart) delta.

Sens « commun ».

Ville partagée, ville en partage, ville pour tous, vies partagées, partage des savoirs, partage et mutualisation des outils.

Collaboration, faire ensemble, co-construire.

Identité, local.

Lien, échange, interconnectivité.

Responsabilité, cadre juridique et cadre informel, transparence.

Fertilisation, hybridation.

Friche comme site témoin.

Intergénération.

Culture Lab, prototypage de solutions.

Zone compost, recyclage des déchets.

Usine, source de vie.

Lien limpide et horizontal entre production et commercialisation.

Connaître le territoire et son histoire.

Économie collaborative, réseau d'entreprises.

Ville UNESCO 3.0 ?



Cadre de réflexion

Une ville de taille moyenne inscrite au Patrimoine mondial de l'UNESCO peut-elle créer un modèle alternatif de « ville intelligente » ou *Smart City*? La technologie peut-elle faire d'Arles une ville pilote pour les services urbains? Comment Arles peut-elle conjuguer des usages technologiques avancés dans des sites du patrimoine classé?

Comment le numérique peut-il répondre à des enjeux comme le lien avec les espaces éloignés du centre ou avec les publics en situation de précarité? Quelles applications pourraient améliorer la vie quotidienne des Arlésiens, par exemple dans le domaine du télétravail ou de la démocratie participative?

Le site urbain étudié, dans le cadre de ce scénario, concerne le périmètre de la gare au musée départemental de l'Arles antique le long du Rhône, en passant par le passage piéton sous le pont de l'autoroute jusqu'au Parc des Ateliers et le retour à la gare avec une possibilité de mise en lumière connectée et « augmentée » du cœur de la Ville d'Arles pour la faire rayonner bien au-delà de ses frontières via le web.



Mise en perspective

L'ensemble de ces questions interroge la problématique de l'augmentation de la ville musée.

Si la labellisation UNESCO tend à muséifier la ville, c'est-à-dire à la figer et à maintenir habitants, résidents nomades, visiteurs dans une position passive de spectateurs, les potentiels du numérique, de la « ville augmentée » et de la « ville intelligente » permettent de la réinvestir de manière dynamique et vivante. Il s'agit, en effet, d'offrir un deuxième espace virtuel public et citoyen, propice à la convivialité et à l'engagement, et qui peut être vu comme une forme de « Transrégion numérique et cognitive » où les flux d'informations participent à l'écosystème naturel, social et imaginaire.

Ce second espace public virtuel est devenu d'ailleurs un nouvel eldorado où bourgeonnent les start-up. De nouveaux services publics, collaboratifs et alternatifs ainsi que de nouveaux usages culturels et citoyens émergent, liés notamment à la mobilisation citoyenne et au développement des technologies civiques (*civic-tech*) c'est-à-dire l'ensemble des procédés, outils et technologies qui permettent d'améliorer le lien démocratique entre les citoyens et les administrations. La transition numérique permet, en effet, non seulement un foisonnement de solutions de services urbains qui améliorent le quotidien de tous et recréent du lien social, géographique et intergénérationnel, mais aussi favorise la création d'emplois.

Ce second espace virtuel s'incarne au travers de différents formats, au demeurant forts résilients car il s'agit pour la plupart d'entre eux de plateformes (plateformes de collaboration et de partage ou de mobilisation de l'intelligence collective, voire de revalorisation des mémoires, tribunes d'engagement et d'expression citoyenne, plateformes de financement participatif ou *crowdfunding*...) qui font réellement office de relais « intelligents » et « accélérateurs » de tous les scénarii que l'on puisse imaginer.

Ce scénario permettrait ainsi d'envisager la question du partage des données et celle de la mise en place de programmes open data. Or, penser le futur de ce territoire comme « Transrégion numérique et cognitive » favoriserait le développement de l'entrepreneuriat digital et collaboratif et participerait à la promotion de son patrimoine. Pour cela, la formation de « communautés créatives » dédiées à la valorisation de l'intelligence collective de toute la Transrégion, et bien au-delà à travers le monde, serait un point essentiel à intégrer.

Afin d'explorer plus en profondeur ce scénario, plusieurs perspectives pourraient également être étudiées au travers d'un certain nombre de questions : Comment envisager le rôle de l'Internet des objets (extension d'Internet à des choses et à des lieux du monde physique)? Quelle place donner au concept



de « ville apprenante » basée sur la mémoire collective et les histoires individuelles attachées à un lieu ? Quelles sont les impacts des logiques ascendante (*bottom-up*, c'est-à-dire basée sur les usagers) et descendante (*top-down*, c'est-à-dire basée sur les systèmes en place) et comment penser leur interaction ? Comment réfléchir la ville comme nouveau concept muséal ?

Le potentiel d'Arles est sur cette question indéniable. C'est pourquoi, dans le cadre du programme national *French Tech*, une candidature provençale s'est structurée, avec notamment Arles, Nîmes et Avignon, autour de la thématique « Numérique et Culture ». La *French Tech Culture* a ainsi comme objectif de favoriser sur ces territoires l'émergence de projets et d'activités liées aux technologies numériques ainsi que de nouveaux usages attachés aux domaines culturels et patrimoniaux. Sur le territoire d'Arles, c'est le Pôle Culture & Patrimoines qui anime cette démarche, avec le soutien de la Mairie d'Arles, de la Communauté d'agglomération Arles-Crau-Camargue-Montagnette (ACCM) et de la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Arles. Par ailleurs, un partenariat avec CISCO, leader mondial de la transformation numérique, des technologies de l'information et des réseaux, mécène de nombreuses start-up à travers la planète a été conclu.

Or, il importe de savoir que les besoins dans ce domaine sont importants sur Arles et sa Transrégion tant au niveau de la revitalisation par le web des commerces de proximité que sur le plan de la création d'une offre complémentaire aux services publics existants. Plusieurs applications pourraient être envisagées telles qu'approfondir le travail archéologique réalisé par le musée départemental de l'Arles antique, et cela grâce aux nouvelles technologies à l'image de ce qui est proposé avec la modélisation en 3D.

Nous devons cependant être vigilants sur certains points tels que l'association potentielle entre *Big Data* (mégadonnées) et *Big Brother*, en d'autres termes toute la problématique liée à l'atteinte des libertés individuelles et être attentif aux critiques formulées à l'égard du concept de « ville intelligente ». Aussi importe-t-il sur ce dernier point de questionner et d'analyser les principes d'une « ville intelligente ». Sur le territoire d'Arles et sa Transrégion, la relation de l'usager et des collectivités locales serait par ailleurs à appréhender avec plus de précision afin de projeter de nouvelles interactions possibles.

Récit et propositions 1

Afin de faire d'Arles une ville UNESCO 3.0 qui puisse proposer un modèle alternatif et inclusif de « ville intelligente », nous pourrions imaginer des processus d'apprentissage qui favorisent la « capacitation » ou *empowerment* des participants, c'est-à-dire les processus par lesquels des individus parviennent à prendre conscience de leur capacité d'agir, notamment à travers le développement d'aptitudes à observer, à questionner, à combiner savoirs explicites et savoirs tacites issus des apprentissages antérieurs.

Une « ville intelligente », c'est avant tout une ville où chacun devient intelligent. Une « ville intelligente », c'est avant tout aussi une ville apprenante qui permet de développer des lieux de socialisation, de partage et d'échanges d'idées entre habitants et producteurs de services, de débats contradictoires féconds créant ainsi un écosystème d'apprentissage. Une ville proposant des espaces de dialogue où l'on peut écrire les leçons de l'expérience que chacun peut se réapproprier, des espaces de capitalisation physiques mais aussi virtuels pour relier les territoires.

Dans ce mode d'apprentissage, le savoir et la décision se construisent non seulement dans l'échange mais aussi dans l'action. Un tel apprentissage favorise, en effet, la création de services nouveaux et de réponses collectives aux usages de la ville et du territoire ainsi que le renouvellement constant des connaissances et des compétences construites par les acteurs eux-mêmes ; ces derniers étant invités à réinventer sans cesse leur ville en intégrant les nouveaux enjeux, les innovations techniques et sociales tout en valorisant la production vernaculaire.

Dans cet esprit, nous pourrions ainsi créer un centre civique d'échange de savoirs à l'image des centres civiques à Barcelone. Et de façon plus décontractée mais tout aussi sérieuse, organiser un « apéro des compétences » au bord du Rhône ou créer une belle et attrayante installation dans les quartiers posant la question « Parlez-moi de vous ? » dans l'idée d'identifier les compétences individuelles et locales non répertoriées, de les collecter, de les cartographier et de les valoriser en imaginant un laboratoire des métiers encore inconnus liés à la spécificité d'Arles et sa Transrégion.

L'objectif recherché étant de faire d'Arles et sa Transrégion un modèle basé sur l'originalité de l'identité locale. Un modèle basé sur la vie des gens ordinaires en s'appuyant sur leur pouvoir d'expression et de transformation, et sur leur désir de sens. Un modèle de partage des cultures au sens large et d'apprentissage fondé sur l'expérience en inventant une approche intégrant tous les citoyens.

Un tel réseau coopératif basé sur le pair-à-pair pourrait, dans un esprit de co-construction avec la Ville d'Arles, contribuer à la rénovation urbaine de

(inclusive history) Shared Narrative

ce territoire et au développement de son urbanisme (logement, lieux publics de partage) ainsi que de son activité économique (commerce, activités au sein des friches industrielles) en usant des nouvelles technologies grâce à la création d'une application dédiée.

Par ailleurs, profitant de ce réseau constitué, une plateforme digitale d'économie collaborative locale reposant sur une monnaie locale, telle que la Roue d'Arles, pourrait être créée pour diversifier les modèles économiques et créer du lien social.

Lien social qui pourrait être renforcé, dans une ville telle qu'Arles, riche d'un patrimoine exceptionnel, par l'organisation de manifestations culturelles d'un nouveau type. Cela permettrait de relier également Arles à d'autres territoires.

Nous pourrions ainsi envisager de proposer des visites insolites et guidées par des acteurs locaux mais aussi organiser un dîner de rue pour toute la ville à l'image des repas de fête en plein air proposés lors du *Palio* de Sienne en Toscane, course traditionnelle de chevaux montés à crue qui se tient les 1^{er} juillet et 15 août : chaque *contrada* (quartier médiéval de la ville) organise, en effet, un repas sur des tables à tréteaux dans la rue ou sur la place principale du quartier le soir précédant la course. Pour assister à ce repas, toute personne peut se présenter un ou deux jours avant la course au quartier général de la *contrada* qu'elle a décidé de supporter. Une telle initiative pourrait être travaillée dans ses formats en collaboration avec Sienne de manière à proposer une offre inédite. Pour financer cette programmation culturelle plus riche en propositions et censée augmenter les nuitées, nous pourrions créer une taxe touristique spécifique en la présentant clairement et de manière transparente aux visiteurs.

Les arts numériques pourraient également être sollicités pour promouvoir le centre-ville et son patrimoine. Nous pourrions par ailleurs faire appel aux nouvelles technologies afin de répondre aux enjeux d'élargissement aux publics prioritaires et d'accès à certains espaces éloignés. Décentrer les manifestations, les outils d'accès à la culture (bibliobus...) vers l'ensemble du territoire (comme le font le Festival des Suds, les Rencontres internationales de la photographie) participent du reste de ce même esprit d'ouverture.

Le numérique pourrait également être judicieusement utilisé pour donner plus de visibilité à l'ensemble des voies cyclables — qui devraient au préalable être constituées en réseau et connectées au centre historique d'Arles, à sa périphérie et à la nouvelle voie cyclable entre le pont Van Gogh et Mas-Thibert — ainsi qu'aux voies navigables qui méritent d'être davantage valorisées, facilitant ainsi l'accès aux ressources du territoire.

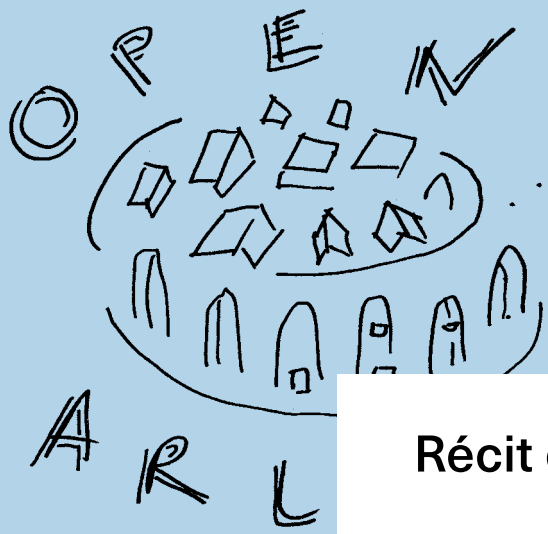
Les ressources sont effectivement multiples dans le territoire et gagneraient à être mieux mises en lumière. Dans le registre culinaire, nous pourrions

organiser « une journée restauration » pour créer des ponts entre les cultures locales et les visiteurs et lier le patrimoine UNESCO au patrimoine naturel et culinaire.

Plus globalement, nous pourrions inciter les pouvoirs publics à proposer, aussi bien dans les cantines des écoles que dans les maisons de retraite, 100% des menus en produits biologiques et/ou issus de circuits-courts à l'image de la ville de Barjac.

La décision de la commune de Barjac de mettre en place dans ses cantines scolaires une alimentation biologique basée sur les produits cultivés localement a permis, en effet, de transformer en profondeur les métiers qui y participent : celui des agriculteurs, mais aussi bien sûr celui des cuisiniers, celui de Barjac renouant avec son savoir-faire de cuisinier jusque là confisqué par les produits agro-alimentaires. Bien plus que de revenir à l'essence même du métier — « cette fonction de service tourné vers les autres » selon les termes du philosophe Patrick Viveret — une telle décision contribue fortement à l'éducation du goût des enfants et leur apprend à acquérir un regard critique et éclairé sur la nourriture.

Tout en conciliant tradition et modernité, nous pourrions créer de nouveaux produits alimentaires représentant le patrimoine d'Arles et sa Transrégion dans un mouvement liant nature et culture tout en contribuant à fabriquer de nouveaux souvenirs pour les visiteurs.



Récit et propositions 2

Faire d'Arles une ville UNESCO 3.0, ce serait imaginer une ville fluide dans ses interactions de quelque nature qu'elles soient en prenant en compte son insertion dans un territoire problématisé plus vaste. En effet, considérer la ville portuaire de Marseille ainsi que le port de Fos-sur-Mer permettrait de mettre davantage en perspective les enjeux liés aux migrations, à la diversité, à la compétitivité... sur le territoire d'Arles. Et pour mieux intégrer ces interactions, nous pourrions créer un outil de visualisation des liens existants entre LUMA Arles, plus spécifiquement atelier LUMA, la Ville d'Arles et cet environnement élargi.

Les interactions doivent se penser et se vivre dans tous les domaines y compris dans le champ de la production. Sans forcément se mettre en mode start-up, intégrer la culture de l'échange et de la transversalité est primordial.

Pour favoriser cette intégration, nous pourrions créer une cartographie dynamique des compétences sur le web ainsi qu'une plateforme d'échanges de compétences avec un indicateur de confiance.

Nous pourrions aussi proposer une plateforme de télétravail dans un espace de coworking pour permettre un mode de travail collaboratif non contraint géographiquement tout en offrant des services numériques de qualité.

Plus globalement, il s'agirait de favoriser la production collaborative tant au niveau de la production matérielle qu'intellectuelle pour que la main rejoigne l'esprit.

Afin de développer une production micro-locale tout en jouant du patrimoine classé d'Arles, nous pourrions réinventer plusieurs espaces de création dans différents endroits de la ville, laissés vacants, sur des thèmes variés (art, alimentation...), y proposer des activités, notamment pendant les périodes creuses de l'année et faire en sorte que les locaux vacants, à remettre à neuf uniquement, deviennent des projets communs.

Solides ambassadeurs potentiels de cette future ville UNESCO 3.0, les jeunes, riches de passions joyeuses qui ne demandent qu'à s'exprimer, devraient être mieux valorisés à travers une éthique des différences.

La culture populaire pourrait ainsi être davantage prise en compte, notamment dans les programmations des lieux culturels. Et pour valoriser le patrimoine d'Arles et les lieux culturels existants, nous pourrions faire appel à leurs compétences pour utiliser la fiction et les nouvelles écritures comme outils de médiation favorisant une expérience accessible et sensible.

Nous pourrions dans le même temps projeter la nuit des images de ces jeunes talents dans un lieu spécifique de la ville tel le tunnel sous le pont de

l'autoroute ou dans le centre-ville rendu entièrement aux piétons de façon à ce que le patrimoine soit mieux valorisé auprès des jeunes. Cela permettrait probablement aussi de faire d'Arles une étape logique dans la migration internationale des « classes créatives ».

Nous pourrions également développer des projets artistiques (musicaux par exemple) récurrents pour permettre la création d'emplois ciblant les jeunes et ouvrir une salle de cinéma virtuelle pour partager propositions de tous bords.

Si l'ouverture aux autres est fondamentale, à la jeunesse particulièrement pour leur donner la chance de se mettre en mouvement, il est tout aussi important d'ouvrir le territoire sur l'extérieur en améliorant la mobilité.

Il s'agirait non seulement de mieux penser l'intraville en reliant les quartiers (pour les résidents) et les points touristiques (pour les touristes), mais aussi de mieux penser Arles et son territoire en reliant Arles à ses villages qui font partie de son patrimoine et aux communes de son territoire — pour créer, par exemple un fil conducteur entre productions agricoles et culturelles—, en reliant également Arles aux métropoles.

Nous pourrions à ce propos ré-ouvrir une ligne de train entre Arles et Mas-Thibert, développer des modes de transports doux et proposer des mini-croisières de jour de manière à ce qu'Arles utilise le Rhône comme artère de circulation.

Et pour contribuer à la fluidité de la future ville UNESCO 3.0, nous pourrions créer une application assez simple pour aider les individus à déterminer leurs besoins en termes de mobilité.

Mais au fait, avons-nous besoin de nous déplacer pour voyager ?

Si la question provoque des digressions auxquelles tout un chacun peut se livrer, il est vrai cependant que le voyage aujourd'hui prend différentes formes et suppose de réfléchir à l'hospitalité de demain en prenant mieux en compte l'accueil de personnes provenant de l'international.

Nous pourrions créer un réseau d'hospitalité en mettant les compétences des Arlésiens en commun afin d'améliorer la qualité de l'accueil de ce que nous préférons appeler « voyageurs » ou « résidents nomades » et non « touristes ». Pour cela, nous pourrions proposer une formation pédagogique à l'accueil de ces nouveaux publics. Cela permettrait de mieux concilier l'idée d'une ville hospitalière depuis près de 2 500 ans avec l'ambition d'être exemplaire en termes d'hospitalité.

Nous pourrions également varier les propositions de découverte du patrimoine local en organisant des activités nocturnes, en modifiant les hôtels



touristiques en espaces d'échanges culturels, en renforçant le tourisme fluvial et nautique, en modernisant l'offre touristique liée à la tradition. Les bénéfices recherchés étant un tourisme moins exploitant, ayant un impact positif sur le territoire en faisant en sorte que la rencontre entre la culture locale d'une ville ou d'un village et celle plus internationale de population extérieure soit profitable pour tous. Un des indicateurs pouvant être l'augmentation des nuitées par « voyageur ».

Mais la dé-saisonnalité est-elle si importante pour une ville, pourrions-nous nous demander ?

Ce qui est sûr c'est que l'amélioration en continue de la qualité de l'accueil participe d'une fréquentation plus régulière, elle-même favorisant par ricochet la réflexion d'une offre plus étoffée et plus structurée sur l'année.

En effet, l'hospitalité est profondément liée à la question de l'altérité. De l'Autre, du plus jeune au plus vieux, résidant dans un pays, une ville, un village, un quartier, une rue, un immeuble, une maison semblable ou différente. Aussi, penser l'hospitalité de demain, c'est penser Arles et sa région comme étant simultanément attractive pour les visiteurs et les habitants eux-mêmes.

Nous pourrions dans ce cas inventer un service « d'aide de vie intergénération » à l'image de ce qui existe déjà à Paris. Créé en 2004 et reconnu d'intérêt général Loi 1901, Le Pari Solidaire valorise l'entraide et les liens entre générations à travers le développement de solutions innovantes d'habitat intergénérationnel, en partenariat avec les bailleurs sociaux et les villes, institutionnalisant et sécurisant la cohabitation entre un senior et un jeune au domicile du senior.

Plus radicalement, nous pourrions déployer une stratégie « *burning man* » dans une rizière de Camargue à sec en référence au festival *Burning man*, existant depuis les années 80, qui a lieu chaque année dans le désert *Black Rock* du Nevada aux États-Unis et qui réunit des dizaines de milliers de personnes pendant une semaine, classée sous le signe de la créativité qu'elle soit artistique, physique ou mentale.

En effet, dans une ville éphémère construite pour la semaine dans laquelle sont proposées toutes sortes d'activités (expositions, concerts, fêtes, etc.) et de services (hôpital, poste, etc.), les participants sont invités à se déguiser, à faire preuve d'imagination et de créativité pour être sans cesse plus étonnant que son voisin.

Le *Burning Man*, c'est avant tout dix principes à respecter, et c'est là que l'événement prend tout son sens.

1. *Radical inclusion* : tout le monde peut y participer, et tout le monde est accueilli de la même manière; 2. *Gifting* : il n'y a aucun échange d'argent et les participants

Immateral heritage digital platform

partagent gratuitement nourriture, boisson, services...; 3. *Decommodification* : pas de marque, de présence marketing ou d'échanges financiers; 4. *Radical self-reliance* : les participants sont encouragés à être autonomes, physiquement, mentalement et matériellement; 5. *Radical self-expression* : il n'y a aucun jugement de la part de l'autre au *Burning Man*. L'expression personnelle est donc sans limites et chacun peut s'exprimer comme il le souhaite; 6. *Communal effort* (l'effort en commun) : les participants doivent mettre en commun leurs forces pour s'entraider; 7. *Civic responsibility* : ce qui implique le respect des règles élémentaires et de la vie en communauté; 8. *Leaving no trace* : chaque participant se doit de repartir avec ce qu'il a apporté, les seules choses autorisées à rester sont les traces de pas dans le sable; 9. *Participation* : tous les participants sont les propres acteurs de l'événement, chacun participe à la création de la ville et de la communauté; 10. *Immediacy* : vivre l'instant présent, car celui-ci est éphémère, comme la ville dans laquelle ils sont.

Plus globalement, nous pourrions inventer de nouvelles formes d'hospitalité de manière à ce que les habitants acceptent avec enthousiasme la diversité présente dans leur ville. Pensons à l'habitat participatif que nous pourrions faire évoluer en proposant une nouvelle typologie d'habitat « acclimatée » c'est-à-dire à la fois adaptée au changement climatique et à un contexte culturel précis.

Le partage se fait également autour d'une table et de produits sains.

Nous pourrions ainsi, au cours de manifestations culturelles, sensibiliser les participants aux cuisines étrangères dans des moments privilégiés de partage, enrichir les échanges culturels dans le cadre d'ateliers de cuisine ou encore créer une « cuisine éphémère », sorte de cantine que des petits groupes peuvent « louer » le soir pour tester de nouvelles « idées » culinaires sur la population.

Pour encourager la production locale et inciter à la consommation de produits locaux, nous pourrions créer un label « Loc'Arles » qui serait utilisé par les commerçants tout en nouant un partenariat avec Solid'Arles.

La demande en produits biologiques étant de nos jours importante, il serait intéressant de créer des collectifs de produits biologiques types AMAP (associations pour le maintien d'une agriculture paysanne, véritables partenariats de proximité entre un groupe de consommateurs et une exploitation locale, généralement une ferme, pour un partage régulier de la récolte, composée des produits de la ferme), d'élargir le spectre des AMAP à d'autres produits de consommation et de proposer un système AMAP accessible à tous et souple en essayant d'équilibrer les prix entre produits biologiques et non biologiques.

Nous pourrions également organiser des collaborations internationales dans le domaine agricole.

Par ailleurs, inventer les futurs emplois liés à une alimentation saine pourrait se concrétiser en créant une école tournée vers les nouveaux métiers de la restauration.

Pour impliquer les Arlésiens de tous quartiers dans une consommation responsable, nous pourrions « ubériser » la gestion des déchets, c'est-à-dire créer de nouveaux services permettant aux professionnels et aux habitants de se mettre en contact direct, de manière quasi instantanée, grâce à l'utilisation des nouvelles technologies. Ces déchets pourraient ensuite être recyclés dans le cadre d'une recyclerie à l'aide de chantiers d'insertion et d'industries technologiques. Les déchets pourraient être utilisés pour la création de nouveaux produits ou pour la construction de bâtiments, pensons à la paille de riz puisque l'enveloppe pailleuse correspond à 20 % du poids du riz et peut être valorisée pour fabriquer des briquettes qui protègent contre le froid, la chaleur et le bruit. Arles et sa Transrégion pourraient également devenir la référence du recyclage total des hautes technologies.

Le recyclage devrait en tout cas pouvoir être visible afin de l'intégrer plus durablement dans nos gestes quotidiens.

Pour cela, nous pourrions mettre en place des programmes de formation afin de réduire à la source la création de matières et la réduction au minimum des déchets.

Nous pourrions enfin faire une stratégie « *burning man* » des déchets de l'été.

Des touffes hardies
entre deux pierres...

⑤
SUBJECTIVE TOURS
(BY LOCALS, IN DIFFERENT
PARTS OF THE CITY).

start-up
CREER UN RESEAU "INTERNET
DES OBJETS" SUR L'ENSEMBLE DE
LA CANTARGUE ET DE LA CRAU
POUR RAPPROCHER LA TECHNOLOGIE
DES EXPLOITATIONS AGRICOLES ET
FAVORISER L'EMERGENCE DE NOUVELLES
FILIERES
(Digital platform to sell agricultural products
online and create new f)

LOCAL HEROES

INCLUDING THE LOCAL
POPULATION.

- Élargir le périmètre existant avec de nouveaux monuments modernes et contemporains.
- Inventer une nouvelle circulation à travers tout ces monuments pour un parcours + fluide.
- Inventer une signalétique adaptée grâce à une application digitale.
- ANNE- (X)

→ PINBOARD /
DIGITAL PLATFORM.
For sharing family histories
& personal stories
creating new narratives
enabling dynamic identity in
time

⑨ (CREATE THE
MEDITERRANEAN
UNESCO TOUR
WITH PROCEEDS FOR THE SITES (X)

Economy

X
RELANCER LES PRODUCTIONS
TEXTILES (LAINES MERINOS, LIN, COTON,
CHANVRE, ETC.....)
ACTIVITÉS MANUFACTURÉES -

Production

Il ne suffit pas d'un tas
de maisons pour faire une ville.
Il faut des visages et des cerises,
des hirondelles bleues et
des danseuses folles...
Tahar Ben Jelloun

A VOUS!

⑩ EDUCATION ①

Comment mettre en
situation les jeunes
pour être à la fois
des connaisseurs intimes
du patrimoine et des
ambassadeurs ouverts / mondés?

Diversité / biodiversité, diversité culturelle, lumières d'Arles, *Comviv'Arles* (commun / vivre / Arles).

Culture, savoir et échanges, ville d'échanges, banque des temps.

« La République humaine d'Arles », rencontres, forum, artisans, artistes, designers.

Néo-nomadisme, vie temporaire, vie communautaire, nouvelles technologies, open city data.

Développement, collaboration, éco-participation, partenariat, de la consommation à la co-crédation, économie circulaire et expérimentale, « castor-ville ».

Expérimenter, réinventer, ville d'incubation, hub, ville d'avant-garde.

Proximité de Marseille et de la Métropole, représentation cartographique des propositions pour Arles et la Camargue valable pour les territoires limitrophes : Gard et Vaucluse.

Accessibilité, visibilité, reconnaissance, inclusion.

Villes exemplaires, quelle définition ?

Local et global, provincial et international : fracture, opposition, désordre, confrontation, pression ? cartographie des problématiques.

Agir global, penser local / Agir local, penser global.

Arles, village global ? Concept non adapté à Arles et à sa région.

Incertitude, vision à long terme, ouverture, régulation.

Fonctionnement en tandem de deux niveaux de développement.

Risque d'homogénéisation, préservation de l'identité, des traditions, de la culture, de la vie sauvage, de la nature, enracinement, se sentir arlésien.

Production automatisée, open structure, distribution vertueuse et économiquement viable, compostage.

Mobilité sur le fleuve, système de mobilité automatisée et partagée, utopie d'une ville sans voiture et d'un accès gratuit pour tous.

Village global ?



Cadre de réflexion

Face à l'uniformisation du monde, Arles peut-elle incarner la ville de demain dans une version humaine et durable ? L'histoire d'Arles et de son patrimoine sont-ils des atouts pour inventer de nouvelles façons de travailler et de vivre ?

Comment rendre Arles attractive toute l'année en s'appuyant sur la richesse de sa Transrégion ? Comment faire d'Arles une plateforme pour imaginer le futur de l'hébergement, du commerce, de l'emploi, etc. ? Comment Arles peut-elle conserver son authenticité tout en étant connectée aux enjeux nationaux et internationaux ?

Le périmètre urbain étudié, dans le cadre de ce scénario, est le centre-ville qui pourrait être le point de départ d'une « plateforme » dynamique de nouvelles manières de travailler et de vivre avec le passé tout en se tournant vers le futur, pour éviter l'image d'un site touristique UNESCO/village de vacances « temporaire ».



Mise en perspective

L'idée clé de ce scénario serait d'inventer un modèle de mini-globale ville connectée et « de charme » afin de proposer une alternative à la saisonnalité et à la prédation du tourisme de masse.

Le web, la mondialisation, la mobilité à bas prix (*lowcost*) tendent à homogénéiser les modes de vie et les villes, que ce soit par les chaînes de boutiques qui se dupliquent à l'infini ou les plateformes en ligne qui standardisent notre imaginaire et nos usages. De même, le tourisme de masse muséifie, gèle, ségrègue et dépossède les résidents de leur ville. L'amplification actuelle d'un nouveau mode de vie créatif et nomade, où l'on peut travailler facilement loin de chez soi grâce aux nouveaux outils collaboratifs en ligne sur le modèle des campus de Google ou du *Rainmaker* village et en s'appuyant sur des réseaux tels que *WeWork*, réseau mondial d'espace de travail, et où les échanges internationaux font partie du quotidien, laisse entrevoir la possibilité d'une nouvelle forme de mini-globale ville plus vertueuse.

Quand le visiteur reste en résidence pour six mois pour un « projet » mi-professionnel, mi-personnel (artistique, académique ou autres), il n'est ni tout à fait un touriste, ni tout à fait un « local », et souhaite une « expérience de vie singulière » (plutôt qu'une aventure) n'étant pas en vacances. Il a besoin pour cela de s'inclure, ce que les rendez-vous culturels lui offriront. Cette population, hyper-connectée, cultivée, créative et entreprenante, aux revenus parfois très inégaux, n'est pas seulement la cible marketing d'un nouveau « tourisme d'expérience » qui inclut des processus collaboratifs locaux, mais un vivier de potentiels partenaires capables de prendre part et même d'investir dans la transformation urbaine et le bien commun. Cette nouvelle économie de la résidence urbaine est bien plus résiliente, inclusive, durable et fertile, que l'accélération dramatique du tourisme conventionnel. Elle estompe les phénomènes de saisonnalité et stimule le développement de services collectifs quotidiens et inclusifs, au bénéfice de tous (également au bénéfice de la population locale ou migrante) tout en incitant à la valorisation de la singularité de la ville.

Or, plusieurs nouveaux projets à fort potentiel y sont développés. Au-delà de la Fondation Van Gogh et de l'implantation de LUMA Arles dont l'ouverture est prévue en 2019, un Cluster d'innovation pédagogique et numérique (CIPEN) sera inauguré en 2018. Ce vaste campus dédié au numérique réunira sur un même site, celui des anciennes papeteries Étienne dans le quartier de Trinquette en cours de requalification, l'École d'enseignement supérieure spécialisée dans le film d'animation et l'image de synthèse d'Arles, le MOPA (Motion Picture in Arles, ex-Supinfocom), l'Institut de régulation et d'automation (IRA), un incubateur de jeunes entreprises et un centre de recherche et de développement. D'autres projets tels que le pôle de production audiovisuelle, filière économique autour de l'image de synthèse sera également inauguré prochainement.

Arles et sa Transrégion, terres d'accueil depuis des millénaires, auraient ainsi à gagner à intégrer dans les meilleures conditions ces visiteurs de nouvelle génération afin de développer l'attractivité de ce territoire d'exception toute l'année tout en relevant également le défi propre à chaque saison. Il serait intéressant à cet égard d'envisager l'impact sur les commerces du centre-ville et les locaux vacants (près de 300 à 500 appartements vides) ainsi que sur tous les autres lieux insolites de la Transrégion. Plusieurs applications pourraient voir le jour en réinvestissant les exploitations agricoles sans repreneurs, en faisant d'Arles et sa Transrégion une terre de tournage...

Récit et propositions 1

L'économie liée au tourisme occupe une place prépondérante à Arles et sa Transrégion puisque qu'environ un tiers des revenus du territoire en découle. Deux millions de touristes par an sont accueillis dont 85 % sont nationaux et 500 000 touristes supplémentaires sont envisagés avec l'arrivée de LUMA Arles en 2019.

Or la saison touristique semble s'étaler seulement sur six mois (avec un creux de novembre à mai). En réalité, l'offre touristique hors saison existe mais il importe de la structurer, de la valoriser et de mieux la faire connaître, voire d'élaborer d'autres propositions.

Nous pourrions développer un tourisme de niche en s'appuyant sur le patrimoine naturel et culturel exceptionnel d'Arles et sa Transrégion.

Au-delà du Rhône, la Camargue est un terrain particulièrement propice au développement d'un éco-tourisme à condition de limiter le flux de touristes et de développer les moyens d'accès propres (liaisons en bus à renforcer). Des acteurs tels qu'Orange avec FluxVision proposent déjà des solutions de visualisation des flux à l'occasion de grands événements grâce aux données mobiles.

Le tourisme spirituel serait une voie à explorer davantage, la Voie d'Arles aussi appelée *Via Aegidiana* (route de Saint-Gilles), ou *Via Arlatensis* ou encore *Via Tolosana* (voie toulousaine) permettant de rejoindre Saint-Jacques de Compostelle.

Outre le risque du développement effréné du tourisme de masse en pleine saison et de la gentrification (augmentation des prix du foncier, « ville Airbnb » sachant qu'Arles était la première ville en 2016 dans le palmarès Airbnb), la dé-saisonnalité, ou en tout cas l'atténuation de l'effet de saisonnalité, est d'abord un enjeu d'économie et d'emploi — les demandeurs d'emplois sur Arles et sa Transrégion pourraient passer de 9 000 à 6 000 entre l'hiver et l'été. Il suffirait, en effet, de prolonger la saison de deux mois pour transformer des emplois précaires en emplois stables.

L'une des solutions pourrait consister à se tourner vers des logiques de tourisme durable et inclusif.

Nous pourrions proposer une offre de visites guidées et de parcours hors des sentiers battus dans différents endroits de la ville en s'appuyant sur les acteurs locaux tout en développant des mobilités douces.

Nous pourrions mettre en place des incubateurs touristiques.

ARLES BECOMES A MODEL

Nous pourrions également créer des concepts innovants dans le cadre d'activités nocturnes tels que « la nuitée bas prix » afin de développer un tourisme expérientiel. Il s'agirait de faire découvrir les principaux monuments d'Arles en donnant la possibilité aux visiteurs d'y dormir et en proposant de les accompagner, en instaurant un Bureau du temps tout en renforçant, pour faciliter leur séjour, la mobilité nocturne entre Arles et ses alentours.

Nous pourrions par ailleurs positionner, grâce à une sorte « d'agenda partagé », des propositions touristiques et culturelles sur les temps libres. Cela nécessiterait une véritable coordination du milieu associatif et un renforcement des liens entre la ville-centre et la Camargue.

Pour cela, les acteurs concernés auraient à se réunir plus souvent autour de la même table. Des espaces d'échanges et de réalisation de projets communs, même en hiver, seraient à créer.

Les connexions physiques (transport public/transport à la demande) mériteraient d'être améliorées tout en veillant à ce que les territoires ruraux (et notamment les Manades) puissent bénéficier d'un accompagnement particulier (par la création d'un poste d'un animateur par exemple).

De véritables compétences en événementiel et en ingénierie culturelle, au-delà des métiers de la création artistique seraient nécessaires. L'Institut universitaire professionnalisé en administration des institutions culturelles (IUP-AIC) de l'Université d'Aix-Marseille pourrait dans ce cadre là étoffer son offre de formation.

Pour créer cette mini-globale ville « de charme » tout en favorisant un tourisme durable :

Nous pourrions imaginer un modèle de ville digitale en open source à l'aide de start-up et avec l'appui des visiteurs de manière à ce que ces derniers soient des co-producteurs de la ville. Favoriser l'implantation de petites entreprises dynamiques et développer l'open data pourraient en effet permettre le développement de nouveaux services telles que des visites virtuelles inédites de la ville.

Afin de mieux faire connaître ces nouvelles offres au public, plusieurs sites de niche pourraient être intégrés au site web de la Ville d'Arles.

Les nouvelles technologies pourraient également être au service d'une meilleure inclusion des jeunes, le volet social étant souvent le parent pauvre du tourisme durable.

Nous pourrions créer un site web où les personnes, et spécialement les jeunes, posteraient des vidéos démontrant la réalisation d'un travail d'utilité

sociale et bénéficieraient en retour d'une gratuité de services ou d'offres culturelles (entrées dans les équipements municipaux, visites de monuments, etc.).

Dans le même objectif d'inclusivité nous pourrions davantage mêler spectacles et loisirs populaires à la programmation culturelle proposée (en veillant à un juste équilibre entre folklore et tradition tout en la valorisant comme une richesse du territoire) tout en intégrant la problématique de l'éloignement géographique.

Par ailleurs, comment faire d'Arles une mini-globale ville de « charme » sans réfléchir à la revitalisation des commerces en centre-ville qui est un enjeu primordial non seulement pour l'accueil touristique mais également pour redynamiser le cœur historique de ce territoire ?

Or, cette revitalisation est d'autant plus importante que 76 % des dépenses des ménages arlésiens sont effectuées sur le territoire de la communauté d'agglomération Arles-Crau-Camargue-Montagnette. Même s'ils consomment 8 % de moins qu'au niveau national, les ménages arlésiens souffrent du manque de vitalité en centre-ville. Une sécurisation renforcée de ce périmètre urbain serait toutefois à prévoir dans ce cadre-là.

En effet, Arles bénéficie de nombreux atouts, au-delà du très fort ensoleillement qui participe de la qualité de vie et constitue un élément majeur d'attractivité du territoire, puisqu'elle dispose de rues apaisées et piétonnes, d'un patrimoine historique exceptionnel, de six associations de commerçants, d'une offre commerciale très dense en centre-ville, plus fragile dans les quartiers prioritaires de la ville mais plusieurs limites sont identifiées.

Un problème d'amplitude horaire avec des commerces qui ferment entre 12 h et 14 h et parfois dès 19 h même en période estivale.

L'hybridation pourrait sur ce point être une solution pour diversifier l'offre et étendre les heures d'ouverture. Des commerces (par exemple un opticien) pourraient accueillir d'autres services (vente d'œuvres d'art par exemple), voire des services publics.

L'entrepreneuriat pourrait également être facilité, notamment grâce aux « boutiques à essai ».

De nombreuses surfaces délabrées et/ou vacantes (800 m² disponibles ont été identifiés), notamment sur le boulevard Victor Hugo, pourraient permettre de tester des concepts et les modèles économiques afférents pendant une durée déterminée.

La taxe touristique pourrait servir à développer l'entrepreneuriat dans les commerces vacants.

Par ailleurs, les surfaces supérieures à 100 m² sont rares et pour l'instant inexploitable en l'état alors qu'il existe 300 à 500 appartements vides qui pourraient faire l'objet d'appels à projets.

Une première étape consisterait à cartographier le foncier disponible, les zones en tension et à effectuer un diagnostic des manques sur le territoire en termes d'offre commerciale ainsi que des potentiels innovateurs et porteurs de projets en se dotant d'outils de veille.

S'agissant de l'offre nocturne, elle est quasiment inexistante et les zones « festives » limitées.

Les friches industrielles pourraient être des opportunités de fêtes et de soirées, à condition qu'elles soient sécurisées, notamment hors saison.

À cela s'ajoute le fait que certains propriétaires de commerces vieillissent tandis qu'une nouvelle génération s'installe (incluant des nouveaux arrivants). La transmission des savoir-faire n'est pas pensée à l'heure actuelle.

Nous pourrions y remédier en développant des liens intergénérationnels à travers des ateliers de formation réciproque.

Il n'existe pas non plus de poste d'animateur du commerce, ni de manager de centre-ville chargé de coordonner l'activité commerciale et de limiter l'évasion vers Nîmes et Avignon. C'est le groupement des commerçants qui se charge de cette tâche aujourd'hui en animant un site internet (Arles shopping), en partageant un agenda des événements et en encourageant la participation d'une centaine de commerçants au festival Arelate. Or, l'évasion commerciale vers Nîmes et Avignon est effectivement forte, en particulier pour l'habillement et pour la maison.

Par ailleurs, de nouvelles surfaces concurrentes viennent d'ouvrir (Village de marques à Miramas) avec une communication réussie.

Arles pourrait trouver un positionnement différenciant (par rapport au Village de marques par exemple) en valorisant l'artisanat et les savoir-faire locaux tels les costumes traditionnels, en travaillant à leur évolution, à leur hybridation avec de nouveaux matériaux.

En effet, le métier dont le philosophe Patrick Viveret nous rappelle sa construction latine à partir des mots « ministère » et « mystère » peut être repensé en se fondant sur ses missions initiales mais en intégrant les gestes professionnels adaptés aux nouveaux enjeux et aux technologies du moment, en faisant appel, autant que possible, aux potentialités créatrices de chacun.

Plus largement, nous pourrions privilégier de valoriser des « strates d'identités » plutôt qu'une identité unique et générique arlésienne.

En outre, en période estivale, le « surplus » de consommation généré par le tourisme est, pour une part, absorbé par des commerçants temporaires qui ne sont pas installés à Arles et qui captent une partie de la valeur sans la redistribuer sur le territoire.

La Roue d'Arles, monnaie locale, pourrait permettre de valoriser les initiatives durables.

Les commerces biologiques, locaux et/ou éthiques pourraient pour leur part bénéficier d'un label valorisant et visible à la fois des résidents et des touristes.

Nous pourrions notamment créer un label « Made in Arles » en référence à des produits locaux faits à partir de matériaux issus du territoire de manière à valoriser l'emploi local. Ces produits pourraient être vendus à la fois dans les commerces et en ligne.

Des synergies seraient également à imaginer entre agriculture, artisanat et commerce.

Nous pourrions nous inspirer de la ville de Lodève qui a créé un Office du commerce, de l'artisanat et de l'agriculture.

Nous pourrions par ailleurs créer un réseau « Internet des objets » sur l'ensemble de la Camargue et de la Crau pour rapprocher la technologie des exploitations agricoles et favoriser l'émergence de nouvelles filières.

Des alliances agiles et solides de tous les acteurs économiques et culturels autour de ces questions d'attractivité et de saisonnalité seraient, cependant, à travailler plus activement pour permettre une plus grande cohérence en interne et visibilité en externe des actions et projets entrepris sur Arles et sa Transrégion. Tout en gardant à l'esprit la nécessité d'une amélioration en continue de la qualité de l'offre.

Des artistes pourraient être sollicités pour proposer une nouvelle signalétique de la ville, favorisant ainsi une meilleure circulation.

Des paysagistes pourraient de leur côté être invités à créer des espaces verts, même réduits, en centre-ville.

Et de manière plus globale, les compagnies d'artistes et les créateurs devraient pouvoir être confortés financièrement afin qu'ils puissent proposer à la fois une offre importante en centre-ville et sur le reste du territoire.

«THE ARLES»

Les objectifs étant d'éviter la « fracture » entre Arles et ses villages périphériques et de construire un lien plus fort entre les territoires.

Et pour faire en sorte que les Arlésiens deviennent des ambassadeurs de leur territoire, il serait nécessaire d'engager une démarche plus structurante afin de les fédérer tous autour de valeurs communes. Il s'agit, en effet, d'inventer collectivement de nouvelles formes adaptées aux réalités de la vie et aux références culturelles des acteurs locaux afin que ces derniers deviennent acteurs de la transformation dans un écosystème de co-responsabilité.

Cet esprit de co-responsabilité s'acquiert dès le plus jeune âge. Faire apprendre, en multipliant les sources de connaissance, à tous et dès l'enfance, l'histoire et le patrimoine d'Arles de manière à ce que chaque Arlésienne/Arlésien puisse défendre sa ville.

Pour répondre, plus précisément à la curiosité des visiteurs, nous pourrions proposer des ateliers de création autour des questions patrimoniales en prenant appui sur une base numérique issue des collections patrimoniales mutualisées publiques et privées. Un « kit » de l'ambassadeur de la ville pourrait être offert aux visiteurs étrangers.

Faire appel à des artistes, designers, comédiens, cinéastes, musiciens en résidence sur le territoire serait également une voie à explorer pour sensibiliser le public au patrimoine d'Arles.

S'agissant de la mobilité, le projet de piétonnisation déjà engagé dans le centre-Ville d'Arles, contribuant à une visite paisible, semble amené à devoir se renforcer ; il s'agirait donc de réfléchir aux usages futurs des espaces ainsi libérés de la circulation automobile.

En attendant, le stationnement et la mobilité en centre-ville pourraient être mieux articulés.

En effet, les places proposées, qu'elles soient gratuites ou payantes, étaient jusqu'à maintenant même durant les périodes hivernales, sur-occupées. L'important taux d'occupation mettait en évidence trois problèmes pénalisant le bon fonctionnement du centre-ville : la saturation du centre-ville en voiture, la difficulté de trouver rapidement une place pour stationner (25 % des usagers mettent plus de 5 minutes à trouver une place) et une augmentation du stationnement illicite.

À cela s'ajoutaient des problèmes spécifiques comme l'utilisation du parking de la gare pour le stationnement des personnes travaillant à proximité et non dans le cadre de l'intermodalité. Une offre de stationnement adaptée a ainsi été mise en place, notamment en canalisant la demande autour de pôles de stationnement.

Mais il importe d'ores et déjà d'anticiper les flux générés par l'implantation de LUMA Arles.

Aussi, en dehors des 230 places de stationnement prévues, nous pourrions imaginer de mutualiser les places de stationnement avec d'autres structures telles que des bureaux et des commerces.

S'agissant de la mobilité, nous pourrions mettre en place une navette électrique qui relierait les parkings actuels et futurs (gare maritime, *Ground control*, les Minimes) au centre-ville avec une fréquence élevée (dix minutes maximum) tout en tenant compte de la saisonnalité des stationnements dans l'aménagement des parkings.

Nous pourrions également faciliter l'usage de modes doux.

Nous pourrions organiser une « Journée sans voiture » pour sensibiliser le public.

Nous pourrions mettre en place un service Vélib à la gare d'Arles, à Trinquetaille et à Fourchon.

S'agissant des infrastructures, l'adaptation du réseau routier à une circulation douce ainsi que l'aménagement de zones de charges électriques seraient à encourager.

Le Rhône est également une voie de circulation ou de transition importante qui pourrait être valorisée autrement.

Nous pourrions créer des vaporettos (bateaux-bus) pour acheminer le public de la gare vers le centre-ville et relier les différents musées (musée départemental de l'Arles antique, musée Réattu...), ou proposer d'autres moyens de transports tels qu'un téléphérique pour relier les deux rives du Rhône.

Au-delà des voies fluviales, les voies ferroviaires sont aussi des voies importantes à valoriser ou à réactiver compte tenu de leur portée symbolique et culturelle sur le territoire.

Sans oublier les accès aux plages qui, dans une mini-globale ville « de charme » au bord de la splendide mer Méditerranée, sont un atout indéniable et méritent d'être à la portée de tous !

L'accès à tous étant une manifestation concrète d'une hospitalité en acte, faire découvrir la cuisine provençale et camarguaise dans toute la richesse de sa palette autour de repas partagés est aussi une façon d'inviter l'autre.

Mais bien plus qu'une invitation à la découverte, c'est une incitation à prendre part à la défense d'une alimentation de qualité qu'il s'agirait d'ailleurs d'encourager plus fortement.

Pour développer une « cuisine du monde » ou *world food* locale et accessible, nous pourrions favoriser la participation active de chacun d'entre nous à une plateforme alimentaire afin d'éviter que nous soyons pour certains d'entre nous que de simples consommateurs et faire en sorte que nous soyons des acteurs pleinement responsables de notre alimentation.

Et pour aller vers le « zéro déchet », au-delà de la mise à disposition de dispositifs classiques encore largement insuffisants, un travail pédagogique serait à entreprendre plus activement pour inciter le plus d'individus à abandonner l'usage du plastique, à ne pas jeter les déchets sur la voie publique, à développer le compostage tout en leur donnant aussi la possibilité du « sans emballage ». Car comment entrevoir une mini-globale ville « de charme » sans engagement fort sur l'esthétique de la ville qui passe aujourd'hui par une prise de conscience de l'impact de nos gestes quotidiens ?

Récit et propositions 2

En imaginant construire une telle mini-globale ville « de charme », nous pourrions explorer la manière dont le patrimoine peut générer une économie en propre. Plusieurs pistes pourraient être étudiées.

Nous pourrions monter une tournée UNESCO en Méditerranée en s'appuyant sur les sites référencés en collaboration avec l'École d'enseignement supérieur spécialisée dans le film d'animation et l'image de synthèse d'Arles MOPA (Motion Picture in Arles), afin de promouvoir autrement le label UNESCO Patrimoine mondial de l'humanité.

Tout en s'appuyant sur un financement participatif spécifique, sorte de Kickstarter ou KissKissBankBank UNESCO, nous pourrions créer un outil qui proposerait des visites à la carte avec des informations précises et nous pourrions mettre en place des bornes Wi-Fi pour des visites virtuelles.

Une telle tournée sur le territoire d'Arles et sa Transrégion supposerait certains investissements des pouvoirs publics notamment pour la restauration du patrimoine.

Dans l'attente d'une telle participation, nous pourrions créer des applications afin de visualiser sur une carte les problématiques de conservation des bâtiments et de propreté urbaine, photos à l'appui de façon à responsabiliser les citoyens.

Une telle tournée devrait permettre également de favoriser le développement d'emplois de proximité du tourisme d'accueil sachant que le « touriste » doit pouvoir bénéficier d'un accueil privilégié.

Pour cela, il serait utile de déployer des formations techniques à tous les niveaux, en améliorant notamment l'apprentissage des langues étrangères de manière à proposer des services multilingues aux voyageurs étrangers.

Nous pourrions profiter aussi de cette tournée pour élargir le périmètre patrimonial existant en intégrant de nouveaux monuments modernes et contemporains.

Pour inventer une nouvelle circulation à travers tous ces monuments, nous pourrions créer une application digitale qui permettrait un parcours plus fluide et proposer une signalétique adaptée.

Au-delà de la découverte proprement dite, nous pourrions créer un tiers-lieu dédié au patrimoine au sein d'un site patrimonial qui serait ouvert à l'innovation et capitaliser connaissances, retour d'expériences, etc. dans un

← GARD

Ne se limite pas
Au pays d'Arles

→ VANCINSE

espace commun de données afin de construire parallèlement un patrimoine immatériel.

Et pour créer une économie valorisant l'ensemble des filières existantes — patrimoine, environnement, tourisme et culture — nous pourrions solliciter l'implication, la plus large possible, des acteurs économiques du territoire.

Nous pourrions relancer les productions textiles (laines mérinos, indiennes, lin, chanvre, etc.) et les activités manufacturées.

Nous pourrions également concevoir une charte de qualité de production et de vente dans le cadre du label « Made in Arles ».

La mise en place d'une couveuse avec la possibilité d'héberger de jeunes entreprises créées par des étudiants arlésiens permettrait pour sa part de développer cette économie selon des directions variées. Une telle économie devrait pouvoir promouvoir d'autres modalités de travail, une forme « d'horizontalité hiérarchique ».

Aux côtés de cette offre culturelle spécifique d'une tournée UNESCO en Méditerranée, nous pourrions également étaler l'offre culturelle sur l'année tout en restant dans une économie de loisir qualitative et développer la présence des artistes dans les écoles.

En effet, l'éducation est fondamentale pour faire des petits Arlésiens les futurs ambassadeurs de leur ville et leur région. Plusieurs voies seraient envisageables pour mettre les jeunes en situation d'être à la fois des connaisseurs intimes du patrimoine et des ambassadeurs ouverts sur le monde.

Nous pourrions effectivement proposer une pédagogie spécifique et innovante de sensibilisation au patrimoine dans les écoles et les lycées à travers des jeux individuels et collectifs, des applications dédiées... tout en valorisant les savoirs sous toutes ses formes (savoirs de l'Académie d'Arles, savoir-faire existants et historiques du territoire) et en reprenant la devise de l'Académie d'Arles : « *LAETABOR GENUISSE PARES* » (je me réjouirai d'en avoir engendré de pareils).

Nous pourrions aussi améliorer la fréquentation des musées par les jeunes en offrant la possibilité d'y organiser des opérations à moindre coût tels que des anniversaires ou en proposant des visites adaptées en dehors des programmes scolaires.

Comme les voyages forment la jeunesse, nous le savons tous, nous pourrions encourager les échanges et les voyages pour que les jeunes découvrent le monde dans son épaisseur historique et sa modernité tout en les incitant à devenir des « faiseurs » ou *makers* et des « producteurs de la pensée design »

ou *design thinkers* par une éducation qui allierait indissociablement savoir, savoir-faire relationnel — en cultivant bienveillance et empathie — et savoir-faire — en favorisant sur ce dernier volet leur capacité à agir, en reconnaissant leur pouvoir d'agir et en leur permettant l'expression de leur volonté d'agir dans un contexte précis.

Et pour valoriser le patrimoine d'Arles, plusieurs pistes :

Nous pourrions créer un site web dédié ainsi qu'une page Facebook spécifique tout en prenant soin de rendre visible l'histoire d'Arles et de sa région, non pas seulement dans ses aspects artistiques mais également sociaux.

Nous pourrions également intégrer à ce site une plateforme digitale recensant les histoires familiales et personnelles des Arlésiens pour faire vivre autrement ce site, voire créer de nouvelles narrations évolutives et dynamiques.

Intégrer le passé pour mieux penser le futur et faire vivre le présent dans une continuité historique tout en faisant preuve d'inventivité, une telle posture pourrait d'ailleurs irriguer toutes les activités de la vie sociale, culturelle et économique du territoire.

Nous pourrions installer des ginguettes au bord du Rhône, notamment côté Sud à Trinquetaille à condition qu'une navette soit mise en place vers le centre-ville pour faciliter les déplacements entre les deux rives du Rhône et que des services nouveaux soient proposés dans un esprit convivial.

Et pour rendre l'accueil plus chaleureux encore, nous pourrions proposer d'autres formules pour l'aménagement des chambres d'hôtes afin d'éviter une forme de standardisation en faisant appel à des artisans locaux ou en créant une sorte de « meublothèque », offre de matériaux locaux ou de pièces de mobilier usagées qui pourraient être restaurées par l'intermédiaire d'entreprises d'insertion. Nous pourrions dans ce cadre-là créer un label d'originalité et d'authenticité.

Au-delà de l'aménagement proprement dit, c'est la qualité de l'offre locative et touristique dans son ensemble qui mériterait une attention particulière.

Aussi, toujours dans cet esprit de convivialité et de partage, nous pourrions mettre en place des « camions alimentaires » ou *foodtrucks* sur Arles et sa région, soit en dehors du centre ancien afin d'éviter une concurrence avec les restaurateurs (avec un périmètre d'exclusion qui reste à définir), soit en les positionnant comme des annexes des restaurants existants. Dans ce cas, leur emplacement pourrait être déterminé en fonction des monuments d'Arles, qui du reste compte le plus de monuments romains après Rome, tout en prenant soin de ne pas altérer la vue de ces derniers et sans dénaturer les sites protégés. Nous pourrions décider de choisir des camions écologiques,

électriques et silencieux, dont l'habillage serait à l'image du monument et de privilégier une gastronomie locale lors de la rédaction du cahier des charges tout en maximisant le recyclage par la mise en place de composants connectés et le développement des circuits-courts.

Afin de permettre une mobilité plus vertueuse en accentuant l'usage des modes doux, des voies cyclables pourraient être aménagées sur les ponts.

Et pour décroisonner le territoire qui reste un des enjeux importants afin de relier les villages au centre ancien et les villages entre eux, plusieurs pistes pourraient être explorées telles que l'amélioration de la fréquence du bus, la mise en place d'un système de service de covoiturage au niveau des arrêts de bus voire de taxi privé.

Et si, pour construire cette mini-globale ville « de charme », nous réveillions les imaginaires de la mobilité en co-construisant des visions pour l'avenir, à l'instar du projet artistique du « métro d'Arles » ?

Le projet « à dimension poétiquement sociale » comme le définissait son porteur de projet Pascal Schaefer a été lancé via l'association « 2 si 2 la » avec une vingtaine de petits Arlésiens et petites Arlésiennes âgé(e)s de 8 à 12 ans et de 12 à 16 ans habitant respectivement dans le centre-ville et dans le quartier de Barriol. Ces derniers ont ainsi été encouragés à s'intéresser au territoire de leur ville, à sa géographie, et donc son histoire afin d'inventer le « métro d'Arles ». Parmi les plus connus dans le monde, le métropolitain parisien a pu être une source d'inspiration bien que les spécificités arlésiennes soient restées une préoccupation constante... Avec pour objectif de lancer le métro en 2020. Ou pas... Ou seulement d'imaginer « *la première ligne. Celle qui nous relie.* »

OPEN
CITY
DATA.

REINVENT TOURIST HOTELS
INTO CULTURAL EXCHANGE
PLACES

HOSPITALITY

NETTRE  100%
DES MENUS DES ~~CA~~
CANTINES EN BIO ET/ou
EN CIRCUITS COURTS
↳ BARJOL 

Co

e

CREATION D'UN FONDS
POUR FAVORISER
L'ENTREPRENEURIAT
[NON DEW CAUSABLE]

réutiliser la paille de riz;
Trouver des solutions pour le
séchage.
renforcer l'économie circulaire.
produire le $\oplus$ possible sur place
matières locales
constructⁿ de bâtiments

How to make Arles a
logical step in the international
migration of the "creative classes?"

Une plateforme
digitale de l'économie
collaborative locale
. App de la ville?

COMMUN
VIVRE
ARLES
Conviv'Arles

Y-a-t-il
une gentrification
positive?

SEE IT BIGGER
AND LOOK IN THE
DIRECTION OF MARSEILLE
HARBOUR / FOS (1th in FRANCE)
> MIGRATION
> SUPERDIVERSITY
> PART OF HUGE CHALLENGE
PLACE IN EUROPE

MOBILITY:

How can we reuse and restructure the
existing architecture (like the railway)
and encourage new sustainable methods
of transportation (like biking)?

ENGAGER un système ANAP
dans d'autres produits
de consommations
et le rendre accessible
à tous et en
souplesse
ELARGIR SPECTRE ANAP

EDUCATION:

How can we make education more
flexible and adaptable so that it is
more inclusive? What are new
ways of learning in a city?

CRÉER UN
CENTRE CIVIQUE
D'ÉCHANGE DE
SAVOIRS
"CENTRO CIVICO BARCELONA"

City wall, Open Arles, ville forte et dynamique, modèle de ville futuriste et innovante, création d'une nouvelle ville et d'un nouveau département et non d'un village global.

Territoire résilient, résilience émotionnelle, sociale, environnementale et immatérielle.

UNESCO&CO, écosystème.

Valeur universelle et désappropriation, valeur qui n'appartient plus au local, qui rattache le local à d'autres points du monde, qui place la ville dans le monde avec les nouveaux moyens d'information, qui impose de partager et d'échanger.

UNESCO 3.0 : patrimoine vivant, en mouvement, à partager, pour tous, compréhensible et accessible au plus grand nombre, petits et grands monuments, art de vivre, lumière, façon de faire, lieux de vie et de rencontres.

Culture contemporaine, histoire inclusive, héros locaux.

Se doter d'objectifs tenant compte des enjeux de développement durable dans une optique d'utilité sociale, produire des solutions, collaboration participative, volonté politique.

Développement touristique et culturel, tourisme local 3.0, place centrale de l'art, rayonnement culturel.

Inverser les hiérarchies, nouvelles règles, confrontation et opposition des points de vue, nouvelle démocratie participative, adaptation, expérimentation, circuits d'innovation.

Réinterpréter les monuments, inventer de nouvelles narrations, nouvelles communications numériques, passé et futur, utiliser le passé et prévoir l'avenir, fluidité, héritage et réalité augmentée.

Oser, imaginer sans se limiter.

Traditions et identités régionales, patrimoine vernaculaire, culture locale, « Provencitude », transmission, intergénérationnalité.

Patriarcat industriel, utopie, production locale, initiative, nouveau modèle.

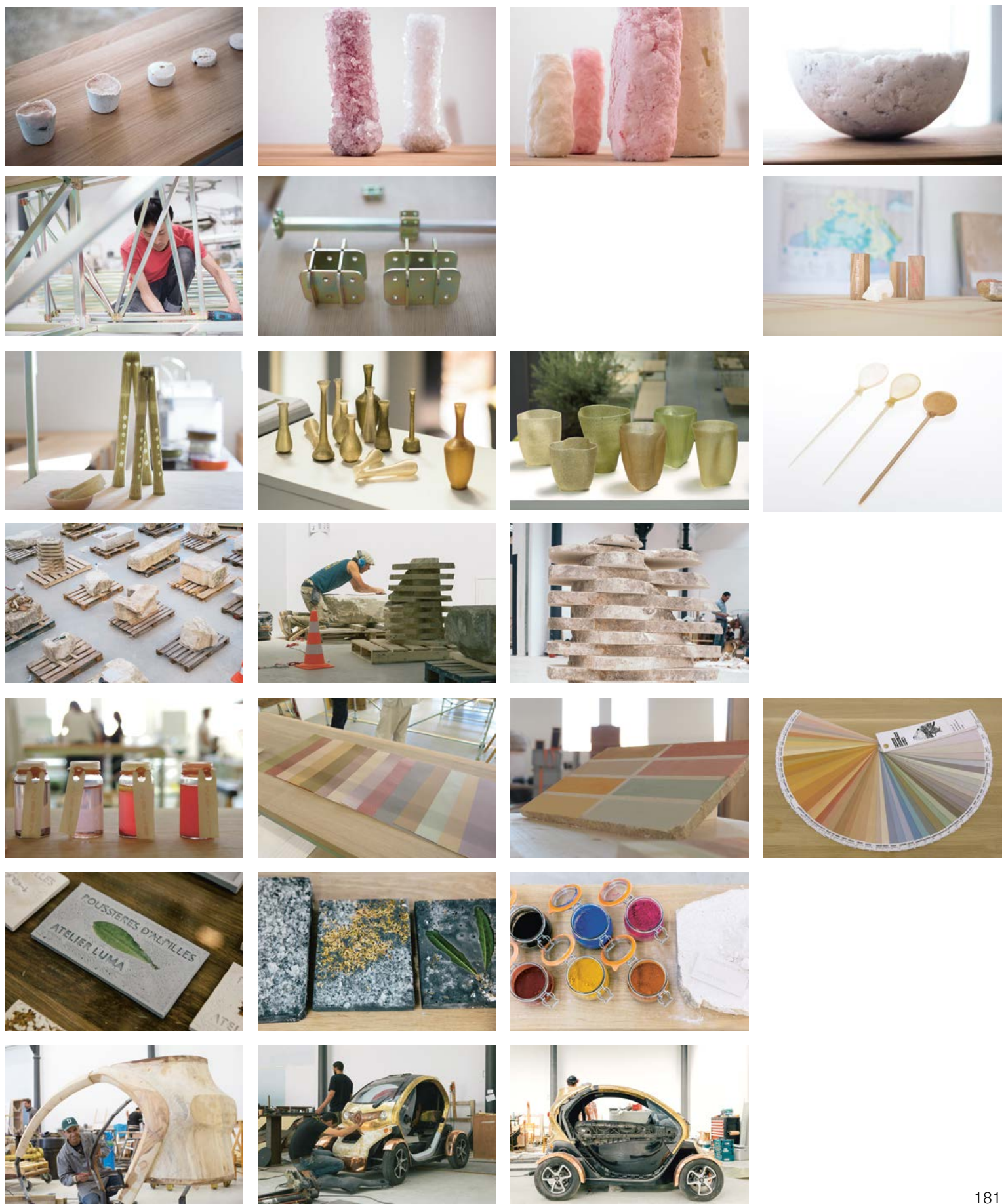
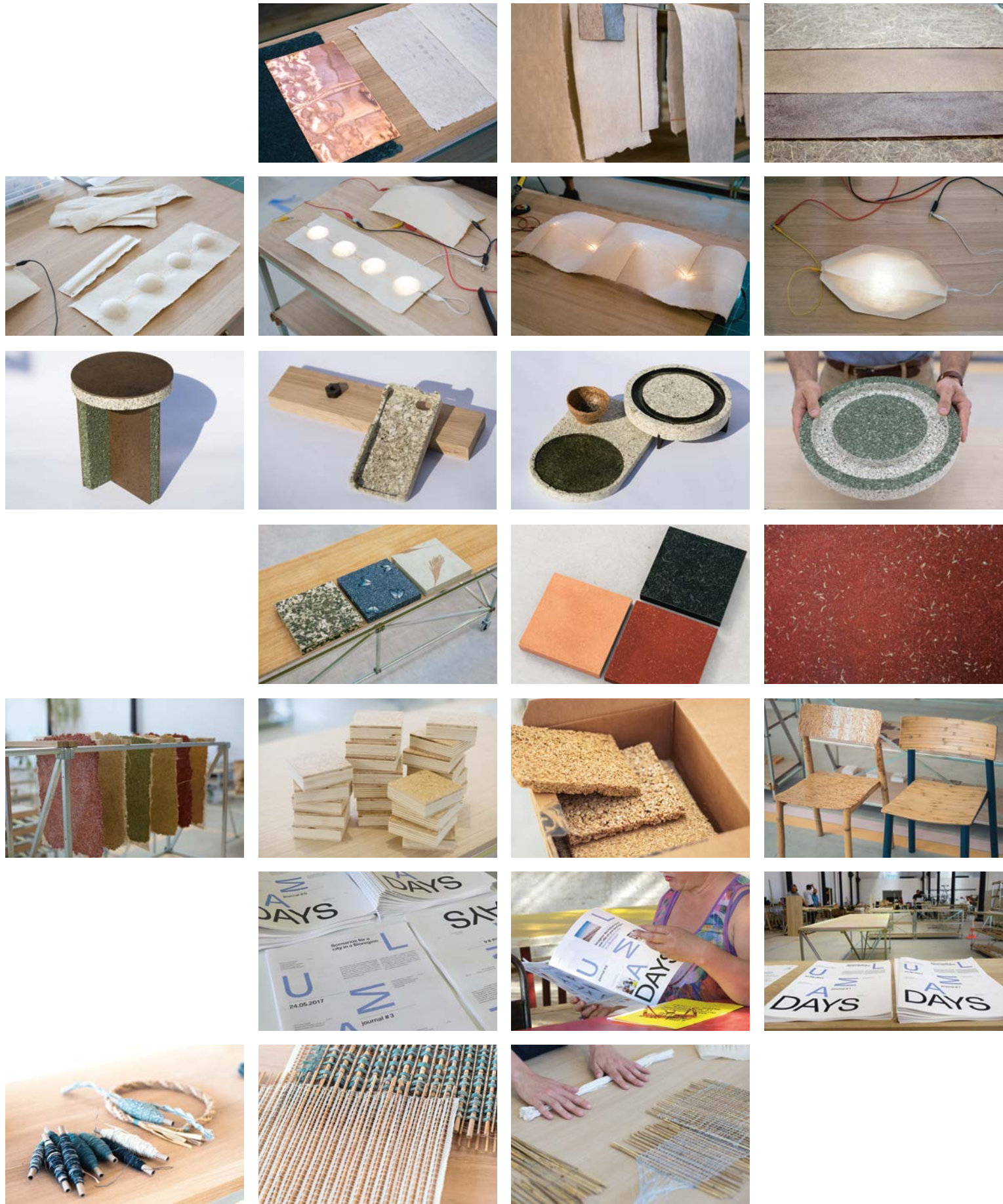
Conservation et mise en valeur, promotion patrimoine bâti, éducation, sensibilisation et formation, partage des savoirs et des compétences, savoir ouvert, diffusion, alliance centre-bourg, inclusion.

Transition, s'ancrer dans le territoire, urbain-rural-centre, penser global.

Bien-être, réparer, voir autrement, réapprendre à écouter, dialoguer, réactiver, ouverture sur le monde, *do it yourself*.

Synthèse de la démarche par thème, tous scénarii confondus





Propositions 1

- 1 Conditionner l'octroi des financements à l'application d'une charte de bonnes pratiques environnementales et l'utilisation des biens recyclés et biosourcés.
- 2 Créer une « Journée propreté ».
- 3 Intégrer la culture du zéro déchet dans les politiques de la ville, l'éducation et la pratique et la diffuser sur tout le territoire.
- 4 Organiser une journée « Fabrication ».
- 5 Effectuer une gestion des déchets plus résiliente.
- 6 Identifier, répertorier, géolocaliser les lieux de production de déchets et inventer des plateformes physiques (supermarchés de déchets) et numériques (plateforme, cartographie) pour la mise à disposition des ressources pour les professionnels et les particuliers.
- 7 Former le personnel municipal dédié et celui de la communauté d'agglomération Arles-Crau-Camargue-Montagnette ainsi que les élus à l'intérêt du tri sélectif et aux critères de performance dans ce domaine pour que les déchets des « usines » de demain soient une ressource pour la ville.
- 8 Engager contractuellement plusieurs acteurs locaux à produire zéro déchet d'ici 2025.
- 9 Mettre en place une démarche continue de réduction des déchets en évaluant chaque année les progrès réalisés par chaque acteur.
- 10 Organiser une journée annuelle à Arles sur le « zéro déchet ».
- 11 Mettre des dispositifs classiques (poubelles), encore insuffisants aujourd'hui.
- 12 Donner la possibilité du « sans emballage ».
- 13 Encourager le « zéro déchet » en abandonnant l'usage du plastique, en expliquant qu'il ne faut pas jeter ses déchets sur la voie publique, en développant le compostage.

Propositions 2

- 1 Créer des composts urbains.
- 2 Créer des réseaux de matériaux.
- 3 Créer des filtrations biologiques dans le Rhône et des canaux de bio-remédiation.
- 4 Développer le recyclage dans le Pays d'Arles.
- 5 Sensibiliser les étudiants au recyclage et à la valorisation des déchets dans le cadre d'une journée dédiée avec présentation des équipements mis à leur disposition et organisation d'ateliers de compostage.
- 6 Développer l'usage des nouveaux matériaux.
- 7 Améliorer la transparence dans la gestion du traitement des déchets d'un bout à l'autre de la chaîne vis-à-vis du citoyen.
- 8 Limiter le volume de production de déchets par les industries et les institutions, prendre des mesures contre le non-respect des seuils fixés.
- 9 Adapter ce principe aux particuliers ou les inciter à produire zéro déchet en diminuant leur taxe d'ordures ménagères.
- 10 Créer un pôle d'excellence sur les matériaux pour la rénovation.
- 11 Modifier le système de collecte, de tri, de transformation, de stockage et de valorisation des déchets.
- 12 Développer le tri participatif avec compactage.
- 13 Organiser régulièrement un « défi des familles zéro déchet » (sur le modèle de celui porté par Pays d'Arles en Transition en 2016).
- 14 Recycler les déchets dans le cadre d'une recyclerie à l'aide de chantiers d'insertion et d'industries technologiques.
- 15 Rendre le recyclage visible et l'intégrer dans nos gestes quotidiens.
- 16 Faire une stratégie « *burning man* » dans une rizière de Camargue à sec.
- 17 Réutiliser la paille de riz, trouver des solutions pour le séchage.
- 18 Utiliser les matières locales pour la construction de bâtiments.
- 19 Ubériser la gestion des déchets.
- 20 Maximiser le recyclage en mettant en place des composteurs connectés et en développant les circuits-courts.



PRODUIRE (DANS) LA VILLE

Propositions 1

- 1 Fédérer l'ensemble des acteurs compétents à la mise en œuvre d'une pépinière d'initiatives rurales.
- 2 Créer un lieu d'incubation ou une pépinière d'entreprises à Arles et le connecter au campus étudiant.
- 3 Créer un lab transdisciplinaire d'installation du « nouvel arrivant » afin de proposer un panel d'offres éco-responsables en termes d'hébergement, de mobilité et de restauration en lien avec les acteurs du territoire, cette offre devant être enrichie par la production de nouveaux services ou l'amélioration des services existants en retour par ces entrants au cours de leur séjour à Arles.
- 4 Créer une charte favorisant l'emploi local au sein des entreprises et organismes publics du territoire.
- 5 Faire de chaque membre d'une entreprise une partie prenante avec participation financière au capital si besoin sans qu'il soit un employé à proprement dit.
- 6 Favoriser l'engagement et la participation à chaque étape du processus de production, de la conception au produit fini : créer une valeur basée sur la collaboration.
- 7 Concevoir son propre parcours de formation et d'activité professionnelle.
- 8 Créer sur la place du marché le samedi un « marché » des métiers, des talents et des compétences.
- 9 Préférer les outils juridiques libres de droits (creative commons) plutôt que les brevets.
- 10 Viser la satisfaction de l'utilisateur plutôt que la maximisation des profits.
- 11 Favoriser les organisations de travail horizontales.
- 12 Adapter la production aux besoins : éviter les surplus, utiliser les nouvelles technologies et les données pour concevoir de manière responsable produits et services (éco-conception).
- 13 Végétaliser les cours d'école, plus globalement la ville et proposer des ateliers jardinage.
- 14 Créer des lieux d'échanges et de création tels que des *Living labs* associant les citoyens de tous horizons afin d'expérimenter des solutions concrètes, les tester, les évaluer avant de passer à la phase de production (ex. utiliser la paille de riz dans les constructions).
- 15 Mettre à disposition des espaces sans fonction préalablement établie pour permettre une plurifonctionnalité des locaux, notamment ceux sous-utilisés (à l'image du Centquatre-Paris) et créer des espaces de coworking.
- 16 Encourager juridiquement les sociétés à investir une partie de leur richesse dans la formation et le matériel.
- 17 À l'instar du financement de la formation, créer une dépense nouvelle pour le développement d'une start-up ou de plusieurs start-up mutualisées au sein d'une entreprise.
- 18 Créer des portraits inspirants de chefs d'entreprises de PME et de start-up.
- 19 Identifier les besoins non satisfaits et créer de nouveaux services adaptés à tous les publics.
- 20 Démontrer que les manifestations culturelles permettent un gain financier.
- 21 Mettre en place un système de réseau coopératif basé sur le pair-à-pair et sur une monnaie locale.
- 22 Créer une plateforme digitale d'économie collaborative locale (application de la Ville d'Arles).
- 23 Développer l'urbanisme de la ville (logement, commerce, activités au sein des friches industrielles, voies de communication, lieux publics de partage).
- 24 Valoriser la production vernaculaire.
- 25 Créer des liens technologiques grâce aux données et statistiques (visites, tournées) et aux interactions visuelles.
- 26 Créer un label « Made in Pays d'Arles » : produits faits à Arles et à partir de matériaux localisés dans le territoire de manière à valoriser l'emploi local.
- 27 Créer un réseau « Internet des objets » sur l'ensemble de la Camargue et de la Crau pour rapprocher la technologie des exploitations agricoles et favoriser l'émergence de nouvelles filières.
- 28 Créer une plateforme digitale pour vendre les produits agricoles en ligne.
- 29 Créer un modèle de ville digitale en open source à l'aide de start-up et avec l'appui des visiteurs.
- 30 Intégrer plusieurs sites de niche sur le site web de la Ville : créer des visites virtuelles, développer l'open data, favoriser l'implantation de petites entreprises dynamiques développant de nouvelles offres au public.
- 31 Créer un site web où les personnes et spécialement les jeunes peuvent poster des vidéos montrant la réalisation d'un travail d'utilité sociale et peuvent bénéficier en retour d'une gratuité de services ou d'offres (entrées dans les équipements municipaux, visites de monuments...).

Propositions 2

- 1 Créer un contrat de filière ressources locales riz, canne, sel et algues avec un comité de pilotage public/privé.
- 2 Créer un fonds de dotation spécifique aux projets ruraux innovants.
- 3 Créer des services écologiques.
- 4 Créer de nouveaux modèles économiques.
- 5 Développer les partenariats, travailler en réseau.
- 6 Associer les personnes ressources ou identifiées comme telles du territoire et les mettre en relation avec les habitants.
- 7 Organiser des workshops et créer des journées dédiées à l'innovation.
- 8 Créer un partenariat entre le campus et la Chambre de Commerce et d'Industrie afin de mettre en place des formations à la création d'entreprises pour les jeunes diplômés.
- 9 Créer des services d'aide à la création d'entreprises : lieu d'incubation ou « villages d'entreprises » pour favoriser le démarrage de nouvelles activités.
- 10 Mettre en lien des designers ou des créateurs avec des producteurs locaux.
- 11 Créer des espaces de coworking.
- 12 Créer des « tiers-lieux » qui soient à la fois des espaces offrant des services alternatifs, permettant l'expérimentation et l'incubation, et favorisant les échanges formels et informels.
- 13 Rétablir le lien des étudiants avec la Ville d'Arles en développant les services essentiels.
- 14 Favoriser la création d'emplois, y compris pour les jeunes et les handicapés.
- 15 Faire d'Arles un pôle incontournable de rayonnement international.
- 16 Faire des visites d'entreprises et organiser des rencontres avec des chefs d'entreprise ayant fait la preuve de leur dynamisme et de leur culture du risque.
- 17 Créer une plateforme de crowdfunding : ST'ARLES UP.
- 18 Constituer des communautés leaders autour d'objectifs quantitatifs communs à atteindre et créer une plateforme où chacun peut proposer ses compétences dans le cadre d'un échange de service « temps qualifié ».
- 19 Créer sur le toit de la tour de LUMA Arles un programme de rencontres avec des professionnels internationaux et l'équipe du SIPPA.
- 20 Mutualiser les moyens locaux.

- 21 Créer un fonds d'investissement pour permettre à des familles d'acquérir du matériel technologique de manière à faire évoluer les formes de productions locales et à en développer de nouvelles.
- 22 Créer une université mobile basée sur l'échange de savoir via un réseau de structures mobiles et électriques.
- 23 Valoriser la communauté d'agglomération dans ses domaines de compétences pour compléter l'offre de la ville campus.
- 24 Repérer les modèles d'économies innovants et les adapter au territoire tout en mettant en valeur les économies positives déjà présentes dans le Pays d'Arles.
- 25 Donner de la visibilité aux associations pour qu'elles aient plus d'adhérents.
- 26 Faire d'Arles et sa région un lieu de fabrication à partir de machines innovantes (hors imprimantes 3D).
- 27 Organiser des rencontres avec les designers locaux.
- 28 Créer des pépinières d'entreprises liées aux spécificités locales (matériaux, produits locaux, savoir-faire) afin de faire émerger de nouvelles filières de production.
- 29 Regrouper plusieurs entreprises au sein d'un même pôle afin de permettre le partage de savoir et de savoir-faire.
- 30 Intégrer plusieurs start-up au sein d'une coopérative où chaque individu peut proposer ses compétences à plusieurs d'entre elles, que ce soit dans le domaine du design, de l'art, des nouvelles technologies... : chacun pouvant devenir membre d'une partie du capital de plusieurs start-up.
- 31 Créer un réseau de consommateurs et de producteurs afin de créer des services adaptés aux besoins et centraliser l'accès aux services.
- 32 Créer une monnaie locale.
- 33 Intégrer la notion d'« éco-conception » et de cycle de vie dans la production d'un produit tout en repensant son usage et non sa consommation de manière plus dynamique et ouverte.
- 34 Inventer de nouveaux modèles de coopération : rompre avec les modèles imposés et standardisés.
- 35 Valoriser les talents et les savoir-faire locaux en les identifiant, en les cartographiant et en les rendant visible à l'échelle d'un territoire à travers un site web et proposer des ateliers créatifs en mode *Living lab*.
- 36 Créer une plateforme agrégeant les données du territoire pour mieux savoir ce qui est proposé localement et ce qui est demandé par les consommateurs afin de relocaliser la production, la transformation, la distribution et la consommation.

- 37 Faire et produire des innovations profitables aux habitants et aux entreprises locales en termes de services et d'usages.
- 38 Organiser et subventionner des audits croisés entre start-up et autres entreprises locales.
- 39 Rassembler petits et grands acteurs économiques et culturels et les fédérer autour de valeurs et d'une culture communes, identifier enjeux et bénéfices d'un label potentiel, définir ses critères (cahier des charges), mettre en place un comité de « synergie » et non de sélection et le pérenniser, définir un outil de valorisation des propositions afin de créer un label « Made in Arles » qui pourra être reconnu en appliquant les différents labels du terroir arlésien existants ou futurs (Appellation d'Origine Contrôlée, Appellation d'Origine Protégée, Indication Géographique Protégée).
- 40 Soutenir Pays d'Arles en transition.
- 41 Proposer des cours de bricolage.
- 42 Créer un outil de visualisation des liens existants entre atelier LUMA et la Ville d'Arles ainsi que sa région.
- 43 Prendre en compte Marseille et le port de Fos-sur-Mer afin de considérer les enjeux liés à Arles et à la Camargue de façon plus large (migration, diversité, compétitivité...).
- 44 Intégrer la culture de l'échange et de la transversalité sans forcément se mettre en mode startup.
- 45 Mettre en place le prix de la meilleure start-up culturelle et un rendez-vous annuel avec un prix de la meilleure entreprise de design éco-responsable.
- 46 Créer une bourse annuelle de création d'entreprise sociale et solidaire.
- 47 Créer une cartographie dynamique des compétences sur le web et une plateforme d'échanges de compétences avec un indicateur de confiance.
- 48 Créer une plateforme de télétravail dans un espace de coworking.
- 49 Renforcer l'économie circulaire, produire le plus possible sur place.
- 50 Proposer des services numériques de qualité.
- 51 Favoriser l'entrepreneuriat rural.
- 52 Inventer une monnaie virtuelle à l'image du Bitcoin.
- 53 Favoriser la production collaborative à l'image... des castors !
- 54 Créer un fonds pour favoriser l'entrepreneuriat non délocalisable.
- 55 Profiter du projet de la Fondation LUMA pour faire levier sur l'économie locale existante.
- 56 Créer une tournée UNESCO en Méditerranée s'appuyant sur les sites référencés.
- 57 Favoriser les emplois de proximité du tourisme d'accueil.

- 58 Accompagner le touriste avec un accueil privilégié.
- 59 Proposer des services multilingues pour les étrangers.
- 60 Valoriser les filières existantes : patrimoine, environnement, tourisme et culture.
- 61 Promouvoir le label UNESCO Patrimoine mondial de l'humanité.
- 62 Impliquer les acteurs économiques.
- 63 Faire en sorte que les impôts locaux permettent des investissements dans la ville.
- 64 Étaler l'offre culturelle sur l'année.
- 65 Rester dans une économie de loisir qualitative.
- 66 Développer les formations techniques à tous les niveaux.
- 67 Améliorer l'apprentissage des langues étrangères pour répondre aux besoins des étrangers.
- 68 Développer la présence des artistes dans les écoles.
- 69 Relancer les productions textiles (laines mérinos, indiennes, lin, chanvre, etc.) et les activités manufacturées.
- 70 Créer un tiers-lieu dédié au patrimoine tel qu'un site patrimonial équipé de capteurs et ouvert à l'innovation.
- 71 Créer des applications afin de visualiser sur une carte les problématiques de conservation des bâtiments et de propreté urbaine, photos à l'appui de manière à responsabiliser les citoyens.
- 72 Mettre en place une couveuse avec la possibilité d'héberger de jeunes entreprises créées par des étudiants arlésiens tout en proposant les services suivants : bureau dédié, accès à un espace de coworking, pack numérique, mentoring éventuel par la Fondation LUMA.
- 73 Créer un outil de visites à la carte avec informations précises ainsi que des hot spots pour des visites virtuelles.
- 74 Créer un espace commun de données (patrimoine immatériel) afin de capitaliser connaissances, retour d'expériences...
- 75 Créer un kickstarter UNESCO.
- 76 Concevoir une charte de qualité de production et de vente dans le cadre du label « Made in Pays d'Arles ».



Propositions 1

- 1 Développer le transport fluvial comme mode de déplacement et de découverte de la ruralité aussi bien pour le transport des habitants et des touristes tout en prévoyant une intermodalité (bus, vélo, cheval...) que pour le transport de marchandises.
- 2 Créer une coulée verte le long de la voie ferrée en faisant un jardin public nourricier.
- 3 Développer un système d'Autolib / Vélib / « Chevalib ».
- 4 Créer des sentiers de randonnées à cheval partant du centre-ville vers la campagne ainsi qu'un système de location de chevaux.
- 5 Développer les pistes cyclables.
- 6 Créer un réseau d'« éco-trucks » électriques autour d'activités, de services ou de contenus afin d'irriguer le territoire avec l'appui des associations en considérant la Ville d'Arles comme une plateforme de savoirs et de compétences.
- 7 Proposer des tarifs SNCF spéciaux dans la région à l'image de ce que fait la Région Languedoc-Roussillon afin de faciliter la mobilité des personnes au niveau régional.
- 8 Créer des fab mobiles : ateliers mobiles tout au long de l'année, dans des structures mobiles sur le territoire avec un contenu différent chaque mois.
- 9 Faire d'Arles le premier ou le dernier arrêt fluvial avant la mer.
- 10 Développer une plateforme multimodale en favorisant les transports et les livraisons « éco-logiques » des personnes et des marchandises.
- 11 Mettre en place un système de co-voiturage de marchandises, notamment dans les hameaux.
- 12 Créer un réseau de l'ensemble des voies cyclables en connectant le centre historique d'Arles à sa périphérie et à la nouvelle voie cyclable entre le pont Van Gogh et Mas-Thibert.
- 13 Valoriser les voies fluviales.
- 14 Multiplier les parkings périphériques (gare maritime, *Ground control*, les Minimes) en les reliant par des navettes fréquentes.
- 15 Proposer d'autres moyens de transports tels qu'un téléphérique pour relier les deux rives du Rhône.
- 16 Tenir compte de la saisonnalité des stationnements dans l'aménagement des parkings.
- 17 Aménager des zones de charges électriques.

- 18 Créer des vaporettos pour acheminer le public de la gare vers le centre-ville et relier les différents musées (musée départemental de l'Arles antique, musée Réattu...).
- 19 Proposer un service Vélib à la gare d'Arles, à Trinquetaille et à Fourchon.
- 20 Améliorer l'accès aux plages.
- 21 Utiliser les voies fluviales et ferroviaires existantes.
- 22 Mettre en place un réseau routier adapté à une circulation douce.

Propositions 2

- 1 Proposer une signalétique fédératrice grâce, notamment, à des interventions ou interprétations artistiques dans/de l'espace public.
- 2 Créer un corridor de mobilité interactive.
- 3 Améliorer et étoffer l'offre de transports publics.
- 4 Repenser le cheminement des transports en commun en centre-ville (navette à densifier et périmètre à élargir).
- 5 Aménager les voies cyclables en centre-ville tout en préservant le piéton et en équilibrant la circulation.
- 6 Améliorer la piétonnisation du centre-ville.
- 7 Créer un mode de déplacement doux entre les deux rives du Rhône (téléphérique).
- 8 Développer le transport fluvial.
- 9 Installer des parcs de location d'équipement roulant (vélos, vélos électriques, trottinettes, skates, rollers...).
- 10 Mettre en place des parcs de location de chevaux en zone rurale.
- 11 Repenser le cheminement des transports en commun (navette du centre-ville à densifier et périmètre à élargir).
- 12 Créer des moyens de transport sur de courtes distances.
- 13 Améliorer la liaison avec les villages pour permettre d'y développer le logement étudiant.
- 14 Créer une université mobile basée sur l'échange de savoirs via un réseau de structures mobiles et électriques.
- 15 Proposer des services d'auto-partage et de Vélib, même dans les points éloignés de la ville.
- 16 Proposer un service de taxi-vélo.
- 17 Aménager davantage de pistes cyclables.
- 18 Améliorer la lisibilité de l'offre de transports existante, favoriser l'articulation de l'offre publique et privée.
- 19 Améliorer la régularité de la desserte en zone rurale.
- 20 Favoriser les circuits-courts.
- 21 Organiser et modifier la mobilité active afin de dynamiser les déplacements et les associer aux possibilités de stationnement.

- 22 Baliser les places de stationnement pour personnes à mobilité réduite (PMR) et proposer une application géolocalisée mobile pour voir en temps réel les places disponibles.
- 23 Utiliser l'hologramme comme moyen d'être matériellement et non physiquement en plusieurs lieux différents.
- 24 Améliorer la circulation entre le centre historique de la Ville d'Arles et la Camargue pour plus de fluidité.
- 25 Créer des liens avec les quartiers périphériques.
- 26 Rouvrir une ligne de train entre Arles et Mas-Thibert.
- 27 Créer une application assez simple pour aider les individus à déterminer leurs besoins en termes de mobilités.
- 28 Piétonniser la ville.
- 29 Proposer des mini-croisières de jour.
- 30 Penser l'intraville : relier les quartiers pour les résidents et les points touristiques pour les touristes.
- 31 Penser Arles et son territoire : relier Arles à ses villages et aux communes de son territoire, relier Arles aux métropoles.
- 32 Développer les modes de transport doux.
- 33 Mettre en place des *foodtrucks* si possible en dehors du centre ancien (périmètre d'exclusion à définir) afin d'éviter une concurrence avec les restaurateurs ou les positionner comme annexes de restaurants existants. Déterminer l'emplacement en fonction des monuments en prenant soin de ne pas altérer la vue de ces derniers, établir un cahier des charges autour d'une gastronomie locale, opter pour des camions écologiques, électriques et silencieux, avec un habillage en rapport avec le monument.
- 34 Relier les villages au centre ancien.
- 35 Améliorer la fréquence et l'usage du bus dans le territoire.
- 36 Mettre en place un système de taxi privé dans le territoire.
- 37 Proposer un service de covoiturage au niveau des arrêts de bus.
- 38 Réserver des voies cyclables sur les ponts.



Propositions 1

- 1 Créer des coopératives d'habitants proposant des séjours en chambres d'hôtes et des balades à Arles et sa région à l'image de Hôtel du Nord à Marseille.
- 2 Limiter la professionnalisation des loueurs Airbnb par des moyens juridiques.
- 3 Créer des espaces publics de qualité et accessibles à tous facilitant l'échange.
- 4 Développer le pair-à-pair en décentralisant l'accueil au niveau de chaque habitant.
- 5 Renforcer la qualité de l'accueil en favorisant les hébergements chez l'habitant.
- 6 Élaborer une charte du « touriste citoyen » et offrir à ceux qui la signent un kit d'accueil (plans, informations essentielles, liste de produits locaux, agenda des manifestations...).
- 7 Faire connaître davantage la richesse du territoire.
- 8 Proposer des visites insolites avec des acteurs locaux comme guides.
- 9 Organiser un dîner de rue pour toute la ville à l'image des repas de fête en plein air proposés lors du *Palio* de Sienne en Toscane, course traditionnelle de chevaux montée à crue qui se tient le 1^{er} juillet et le 15 Août : chaque *contrada* (quartier médiéval de la ville) organise un repas sur des tables à tréteaux dans la rue ou sur la place principale du quartier le soir précédant la course. Pour assister à ce repas, toute personne peut se présenter un ou deux jours avant la course au quartier général de la *contrada* qu'elle a décidé de supporter.
- 10 Promouvoir l'habitat participatif.
- 11 Faire un récit du territoire.
- 12 Créer une taxe touristique pour permettre d'augmenter les nuitées en proposant une programmation culturelle plus riche.
- 13 Créer le concept de « la nuitée bas prix » afin de découvrir les monuments principaux d'Arles tout en y dormant et accompagner le visiteur.
- 14 Créer des parcours hors des sentiers battus à l'aide d'acteurs locaux dans différents endroits de la ville.
- 15 Proposer des activités nocturnes : visites des monuments la nuit.

Propositions 2

- 1 Créer une architecture adaptable à l'eau pour attirer le public du centre-ville.
- 2 Former les groupes d'étudiants à la connaissance de la ville, les encourager à accompagner les touristes dans la visite, en plusieurs langues, de la ville (*Greeters*) et du territoire, à recueillir avis et commentaires des touristes sur un outil à créer.
- 3 Créer une association d'accueil pour favoriser l'intégration des nouveaux arrivants.
- 4 Transformer les locations Airbnb en location de chambres chez l'habitant.
- 5 Louer des appartements pendant la période hivernale à des entreprises du secteur numérique qui cherchent à loger leurs employés à des prix modérés.
- 6 Sensibiliser les professionnels de l'accueil à la qualité des pratiques (amabilité, souplesse, horaires d'ouverture...) par des formations, du tutorat, des échanges inter-professionnels dans le cadre d'ateliers en petits groupes.
- 7 Développer une offre de tourisme alternative privilégiant la transmission des savoir-faire locaux des habitants (à l'image du *woofing*).
- 8 Accueillir des « voyageurs » ou « résidents » et non des « touristes ».
- 9 Valoriser l'originalité de l'identité locale.
- 10 Améliorer la qualité de l'accueil et la valoriser.
- 11 Proposer des activités nocturnes.
- 12 Refuser toute nouvelle construction dans les espaces vacants, n'accepter que les remises à neuf.
- 13 Modifier les hôtels touristiques en espaces d'échanges culturels.
- 14 Renforcer le tourisme fluvial et nautique.
- 15 Moderniser l'offre touristique liée à la tradition.
- 16 Créer un service « d'aide de vie inter-génération » à l'image de ce qui existe déjà à Paris.
- 17 Créer un réseau d'hospitalité arlésienne avec mise en commun des compétences pour l'accueil des nomades (touristes, résidents...).
- 18 Proposer une formation pédagogique à l'accueil.
- 19 Aménager les hébergements de manière authentique et pratique en évitant le style IKEA : favoriser l'artisanat local à moindre coût, faire appel à des entreprises d'insertion, utiliser des matériaux locaux ou mobilier usagé intégré dans un projet original (« meublothèque ») pour les chambres d'hôtes. Créer un label d'originalité et d'authenticité.

- 20 Installer des ginguettes au bord du Rhône, notamment côté Sud à Trinquetaille à condition qu'une navette soit mise en place vers le centre-ville.
- 21 Créer une plateforme digitale recensant les histoires familiales et personnelles, créer de nouvelles narrations évolutives et dynamiques.
- 22 Élargir le périmètre patrimonial existant en intégrant de nouveaux monuments modernes et contemporains, inventer une nouvelle circulation à travers tous ces monuments pour un parcours plus fluide, inventer une signalétique adaptée grâce à une application digitale.



Propositions 1

- 1 Partager les cultures culinaires afin de créer une communauté de valeurs gastronomiques : créer des cuisines publiques, créer un banquet d'Arles à Salins-de-Giraud.
- 2 Favoriser l'agriculture locale lors d'événements culturels, conditionner les financements à l'application d'une charte favorisant l'approvisionnement local dans les manifestations.
- 3 Accueillir les visiteurs dans les exploitations agricoles et leur proposer une offre de restauration.
- 4 Mutualiser les AMAP.
- 5 Créer des « pharmacies » alimentaires, des herboristeries nutritives.
- 6 Organiser des États généraux de l'alimentation.
- 7 S'appuyer sur les relais excentrés comme le Parc naturel régional de Camargue afin de réinventer une cuisine populaire à partir des ressources locales.
- 8 Créer des cours de cuisine et des systèmes indépendants de livraison de produits locaux.
- 9 Créer un festival de la gastronomie dans un site patrimonial.
- 10 Inciter les restaurateurs à être partie prenante d'un réseau d'ambassadeurs de la ville.
- 11 Encourager les coopératives alimentaires.
- 12 Développer les activités d'atelier (pratique de jardinage ou de cuisine bio) et de sensibilisation autour de la qualité de vie (nourriture/environnement).
- 13 S'engager dans la transition vers une société du « bien-manger » en inventant de nouveaux modèles.
- 14 Proposer 100 % des menus des cantines en bio et/ou en circuits courts à l'image de la ville de Barjac aussi bien dans les écoles que dans les maisons de retraite.
- 15 Proposer des banques alimentaires.
- 16 Créer des jardins partagés (avec composteur).
- 17 Créer de nouveaux produits alimentaires représentant le patrimoine d'Arles.
- 18 Organiser « une journée restauration » pour créer des ponts entre les cultures locales et les visiteurs.
- 19 Participer activement à une plateforme alimentaire afin d'éviter d'être un simple consommateur.

Propositions 2

- 1 Créer des cantines solidaires.
- 2 Créer un laboratoire public d'expérimentation culinaire (tel le jardin du roi à Versailles).
- 3 Utiliser le marché d'Arles et le réinvestir comme véritable lieu de vie.
- 4 Créer des jardins/potagers et cuisines partagées, y compris intégrés aux résidences d'étudiants avec un système de tutorat par des agriculteurs locaux et des personnes « qualifiées ».
- 5 Développer des postes de jardinier et de cuisinier dans les établissements d'enseignement supérieur.
- 6 Créer des « manja leu » provençaux bios utilisant les produits du terroir.
- 7 Créer des circuits-courts à tous les niveaux, de la terre à l'assiette, en préservant et en valorisant les savoir-faire agricoles, culinaires, artisanaux.
- 8 Créer un pôle d'excellence et d'innovation sur l'alimentation.
- 9 Proposer, sur le marché d'Arles, un stand de promotion de produits locaux et le faire tenir par des jeunes lycéens ou étudiants qui seraient à même de cuisinier et d'offrir une dégustation.
- 10 S'assurer de la traçabilité des produits alimentaires proposés sur le marché.
- 11 Proposer un panier saisonnier basé sur des produits locaux.
- 12 Développer des activités pédagogiques autour de l'alimentation dans les écoles : cours de cuisine, jardin partagé, transformation de produits bruts, visite de fermes pédagogiques.
- 13 Développer l'agroécologie et la rendre accessible aux enfants et aux adultes.
- 14 Organiser des collaborations internationales dans le domaine agricole.
- 15 Créer des collectifs de produits biologiques types AMAP, élargir le spectre des AMAP à d'autres produits de consommation et créer un système AMAP accessible à tous et souple.
- 16 Encourager la production locale et inciter à la consommation de produits locaux en créant un label « Loc'Arles » qui peut être utilisé par les commerçants. Les produits proviennent d'Arles et de la Camargue. Créer un partenariat avec Solid'Arles.
- 17 Enrichir les échanges culturels d'ateliers cuisines, accompagner les manifestations culturelles de sensibilisation aux cuisines étrangères dans des moments privilégiés de partage.
- 18 Créer une « cuisine éphémère » : cantine que les petits groupes peuvent « louer » le soir pour essayer leurs idées culinaires sur la population.



Propositions 1

- 1 Faire participer les artistes à l'activité agricole et les producteurs agricoles aux créations artistiques dans un esprit de co-construction (par ex. création d'un festival des hameaux et des villages).
- 2 Créer un programme de résidences d'artistes dans les fermes agricoles, y compris celles abandonnées.
- 3 Identifier et faire connaître les cultures/agricultures compatibles avec l'environnement climatique et minéral du Pays d'Arles.
- 4 Inclure dans les programmes scolaires la découverte du territoire comme ressource et lieu d'expérimentation.
- 5 Organiser des événements temporaires destinés à tous les habitants de la région dans un cadre naturel.
- 6 Créer des passerelles entre les filières Arts, Patrimoine, Création-Tradition au niveau institutionnel mais aussi au niveau de la formation initiale et continue.
- 7 Développer de nouvelles formations initiales et continues dans le domaine du tourisme, de l'artisanat, de l'apprentissage de la langue provençale et étendre les formations du secteur agricole à l'agro-écologie, aux traditions équestres...
- 8 Créer de nouveaux formats d'apprentissage et favoriser les organisations apprenantes.
- 9 Développer l'interdisciplinarité et l'apprentissage intergénérationnel.
- 10 Multiplier les lieux d'échanges, d'expérimentation, de pratique et d'apprentissage.
- 11 Créer des partenariats culturels scolaires afin de développer la créativité des enfants sur les questions écologiques.
- 12 Donner la possibilité financière à chacun de s'accorder une année sabbatique.
- 13 Apprendre par la pratique. Valoriser l'expérience et l'auto-apprentissage plutôt que la formation universitaire, favoriser la formation tout au long de la vie, favoriser les échanges informels. Concevoir son propre parcours professionnel. S'inspirer de modèles d'éducation informelle basés sur la rencontre et l'expérience tels que Escuela de Garaje.
- 14 Établir des partenariats entre l'Éducation nationale et les associations locales ainsi qu'avec les producteurs et artisans locaux pour sensibiliser les jeunes et les adultes au bien-manger au travers d'ateliers pratiques qui se doivent d'être tout à la fois pédagogiques et informatifs afin de sensibiliser les habitants dès le plus jeune âge au cycle de l'alimentation.

- 15 Décentrer les manifestations, les outils d'accès à la culture (bibliobus...) vers l'ensemble du territoire (ex. Festivals des Suds, Rencontres internationales de la photographie).
- 16 Créer une belle et attrayante installation dans les quartiers posant la question « Parlez-moi de vous ? » dans l'objectif de collecter des compétences individuelles et locales.
- 17 Baser l'apprentissage sur l'expérience.
- 18 Créer un centre civique d'échange de savoirs à l'image des centres civiques à Barcelone.
- 19 Organiser un « apéro des compétences » au bord du Rhône.
- 20 Faire d'Arles un modèle de partage des cultures.
- 21 Créer des ateliers de création dotés d'une base numérique issue des collections patrimoniales publiques et privées mutualisées.
- 22 Faire travailler les artistes sur une nouvelle signalétique favorisant une meilleure circulation.
- 23 Inciter des paysagistes à créer des espaces verts même réduits en centre-ville.
- 24 Sensibiliser le public au Patrimoine d'Arles par la création contemporaine avec des artistes, designers, comédiens, cinéastes, musiciens en résidence sur le territoire.
- 25 Conforter en permanence les compagnies d'artistes et les créateurs afin de proposer une offre importante en centre-ville, d'éviter la « fracture » avec les villages qui ne sont pas desservis par des équipements et créer ainsi du lien entre les territoires.
- 26 Apprendre à tous et dès le plus jeune âge l'histoire et le patrimoine d'Arles afin de défendre sa ville en multipliant les sources de connaissance.

Propositions 2

- 1 Créer un centre de formation initiale et continue aux métiers de la ruralité, de la biodiversité et de l'éco-responsabilité.
- 2 Créer des réseaux de savoirs.
- 3 Créer un « atelier paysan » pour permettre l'expérimentation, la valorisation des matières et l'éducation.
- 4 Inclure la dimension développement durable dans les formations proposées aux organisateurs de manifestations et accompagnateurs (statut d'« éco-référent »).
- 5 Créer des réseaux ambulants (bibliothèque, artothèque, itinérance de vente de produits locaux).
- 6 Créer des œuvres musicales à partir des paysages et de leur matérialité (vent, eau, oiseaux...).
- 7 Faire entrer l'art dans les points de vente de produits locaux.
- 8 Créer des plateformes numériques inclusives et collaboratives d'informations et de décisions.
- 9 Expérimenter des pédagogies alternatives et de nouveaux formats, favoriser la transdisciplinarité.
- 10 Créer un réseau de savoir inter-communautaire et partager ce savoir.
- 11 Mettre en place un programme de formation intergénérationnelle gratuite et ouverte à tous.
- 12 Inciter à la collaboration entre les divers organismes et institutions du territoire.
- 13 Créer des partenariats entre les universités existantes et les écoles présentes à Arles.
- 14 Créer une offre universitaire spécifique et thématique adaptée.
- 15 Organiser des programmes d'échanges universitaires, y compris internationaux.
- 16 Organiser des débats contradictoires.
- 17 Créer un réseau régional d'éducation plutôt qu'un campus.
- 18 Créer un réseau à plus petite échelle entre personnes de générations ou classes sociales différentes, et entre des acteurs locaux et des personnes extérieures au territoire afin de créer des initiatives communes.
- 19 Inciter les associations locales à se rencontrer pour partager problématiques et pistes de solutions et favoriser la mise en relation de ces acteurs locaux avec des communautés externes au Pays d'Arles.
- 20 Valoriser les compétences arlésiennes à l'extérieur.

- 21 Permettre la transmission du savoir détenu par les anciens aux générations futures selon de nouvelles modalités. Préserver les savoirs.
- 22 Intégrer la formation continue dans des « tiers-lieux » plutôt que dans un campus.
- 23 Favoriser l'émergence de métiers qui permettent de faire le lien entre divers secteurs professionnels tels que « facilitateur de la transversalité ».
- 24 Créer des contenus mobiles.
- 25 Développer des activités collectives (ex. orchestre) durant les formations étudiantes.
- 26 Favoriser la formation tout au long de la vie.
- 27 Organiser des forums informels et masterclass pratiques entre « mentors » et « porteurs de projets » une fois par semaine.
- 28 Permettre aux étudiants d'avoir une connaissance approfondie de leur futur secteur d'activités.
- 29 Créer des « résidences » de production et d'apprentissage dans le Pays d'Arles en construisant un circuit de mobilité autour des savoir-faire locaux.
- 30 Offrir un cadre légal afin d'encourager les comportements éco-citoyens.
- 31 Encourager les initiatives personnelles.
- 32 Travailler moins pour s'éduquer plus.
- 33 Repérer les connaissances manquantes et les acquérir ou faire appel à des expertises.
- 34 Éduquer, conserver les savoir-faire et favoriser l'innovation afin de réussir la transmission d'un patrimoine matériel et immatériel.
- 35 Créer des ateliers de réflexion avec une offre attractive de questions citoyennes et destinées à un public varié, interdisciplinaire et intergénérationnel afin de valoriser une culture de la créativité dans la production de services pour tous.
- 36 Favoriser un continuum éducatif par des passerelles entre temps formel (école, travail...) et temps informel afin de transmettre un savoir adaptable aux identités locales et à la diversité des individus.
- 37 Permettre un enseignement de base axé sur la culture générale et locale avec une formation professionnelle continue et adaptée aux nouvelles technologies.
- 38 Ne pas imposer de récit de territoire mais s'appuyer sur les artistes pour valoriser l'image de la Ville d'Arles et de la Camargue à travers des marqueurs qui restent à définir clairement.
- 39 Développer le pair-à-pair dans l'apprentissage des arts et des pratiques culturelles.

- 40 Soutenir financièrement les associations qui organisent des débats, des conférences, des événements.
- 41 Favoriser l'apprentissage des langues étrangères.
- 42 Valoriser les lieux culturels existants.
- 43 Créer plus d'espaces de rencontres, réinventer plusieurs espaces de création dans différents endroits de la ville, laissés vacants, sur des thèmes variés (art, alimentation...) afin de proposer des activités, notamment pendant les périodes creuses de l'année.
- 44 Encourager la jeune création.
- 45 Inclure la culture populaire (loto, pétanque, tauromachie...) dans les programmations des lieux culturels.
- 46 Créer une salle de cinéma virtuelle.
- 47 Établir des échanges de données bi-directionnels.
- 48 Proposer des « box » informatives dans les lieux culturels sur l'usage de la monnaie locale.
- 49 Mettre en lien les habitants avec les associations qui travaillent au contact du public de manière à échanger savoir et savoir-faire.
- 50 Apprendre à produire par soi-même. Créer une boîte à outils avec un mode d'emploi pour des auto-fabrications peu coûteuses et temporaires.
- 51 Développer des projets artistiques (musicaux par exemple) mettant la nature au centre et qui soient également récurrents pour permettre la création d'emplois.
- 52 Améliorer la fréquentation dans les écoles périphériques.
- 53 Préserver la qualité de l'éducation.
- 54 Créer une école tournée vers les métiers de la restauration.
- 55 Utiliser la fiction comme outil de médiation favorisant une expérience accessible.
- 56 Projeter la nuit des images d'étudiants dans un lieu spécifique tel le tunnel sous le pont.
- 57 Proposer une pédagogie spécifique et innovante de sensibilisation au patrimoine : jeux individuels et collectifs, tablettes, applications...
- 58 Mettre en place un site web sur le patrimoine avec un échange de cartes correspondant aux différents monuments ainsi qu'une page Facebook spécifique.
- 59 Faire des Arlésiens des ambassadeurs de leur ville.
- 60 Améliorer la fréquentation des musées par les Arlésiens.

- 61 Proposer des opérations à moindre coût tels que des anniversaires dans les musées.
- 62 Cultiver les filières archéologiques et patrimoniales dans les écoles et les lycées.
- 63 Encourager les échanges et les voyages.
- 64 Offrir un coffret à l'étranger : le « kit » de l'ambassadeur de la ville.
- 65 Proposer aux enfants des visites adaptées dans les musées en dehors des programmes scolaires.
- 66 Valoriser les savoirs (Académie d'Arles, savoir-faire existants et historiques du territoire).



QUESTIONS EN SUSPENS

Propositions
à recueillir...
Une histoire
en marche...



Précieux déchets

Recyclage optimisé
Économie circulaire
Circuit-court
Démarche de durabilité
Valorisation créative des déchets

Scénario 4
• Comment faire pour que la gestion fine/ tri des déchets se fasse sans dénaturer visuellement le patrimoine bâti ?

Produire (dans) la ville

Emploi
Travail VS emploi
Fonction sociale et rôle dans la société
Salarié ou indépendant
Statut et hiérarchie
Chômage VS / et revenus
Fonctionnaire ou emploi privé

Économie / Financement
Investissement
Mécénat et subventions
Monnaie locale et système d'échanges locaux
Politique européenne
Emprunt et taux zéro
Économie circulaire, coopérative, pair-à-pair
Économie participative : nouvelle économie (crowdfunding), Block-chain, Fintech'

Start-up potentiel
Nouvelles technologies et nouveaux services
2.0, 3.0, algorithmes, intelligence artificielle et DATA science
Codage et horizontalité hiérarchique
Entrepreneuriat social et solidaire

Production
Fabriquer = transformer
Créer et produire
Soutenir et développer
Industriel VS artisanal
High tech, low tech & no tech

Scénario 1
• Comment faire pour financer la transition vers la culture Bio ?
• Comment faire pour créer des AMAP culturelles ?
• Comment faire pour créer des nouveaux modèles d'entrepreneuriat social locaux ?
• Comment faire pour fonder une silicone-Camargue ?
• Comment faire pour inciter les « capital riskers » à investir dans la Culture ?

Scénario 2
• Comment faire pour aider les étudiants à générer des revenus à partir de leurs productions de fin d'études ?

- Comment faire pour trouver des financements aidant les jeunes pousses de l'économie sociale et solidaire ?
- Comment faire pour que chaque niveau d'étude débouche sur un emploi qualifié et qualifiant ?
- Comment faire pour inciter les étudiants à dépenser en monnaie locale ?

Scénario 3

- Comment faire pour réinventer une « classe ouvrière » 3.0 ?
- Comment faire pour intégrer les sites de production à la ville et aux institutions ?
- Comment faire pour que les nouveaux espaces de production (FabLab, Techshop, Hacklab, Makerspace) deviennent des nouveaux lieux d'emploi ?
- Comment faire pour trouver un modèle économique innovant lié à l'artisanat 3.0 ?
- Comment faire pour créer un fonds de soutien à l'investissement 3.0 ?

Scénario 4

- Comment faire pour inventer les bâtiments du futur classement UNESCO ?
- Comment faire pour taxer les touristes de passage (UNESCOmmunisme) ?
- Comment faire pour inciter l'Europe à investir davantage dans les territoires protégés ?
- Comment faire pour que le patrimoine d'Arles soit numérisé et accessible à tous ?
- Comment faire pour que des hackathons investissent les lieux patrimoniaux ?
- Comment faire pour que les citoyens prennent part à l'entretien de leur patrimoine et y trouvent une compensation ?
- Comment faire pour que les nouveaux métiers du Patrimoine naissent à Arles ?
- Comment faire pour créer une passerelle entre les métiers techniques et ceux du Patrimoine ?
- Comment faire pour que les nouvelles technologies permettent de revaloriser et protéger le patrimoine historique ?

Scénario 5

- Comment faire pour rendre intéressant fiscalement la construction écologique ?
- Comment faire pour soutenir les commerces ouverts à l'année ?
- Comment faire pour encourager le développement de l'immobilier solidaire ?
- Comment faire pour qu'Arles soit un pôle d'excellence pour les métiers qui n'existent pas encore liant le local et l'international ?
- Comment faire pour que toute forme « d'ubérisation » ne touche pas l'intégrité du patrimoine d'Arles ?

Mobilité vertueuse

Déplacement fluide et multi-modal
Place des personnes à mobilité réduite et accessibilité des lieux
Connectivité des villages avec le centre-ville
Fiabilité des transports publics et connexions
Utilisation des voies fluviales
Mobilité douce
Covoiturage et mutualisation
Stationnement et entrée de ville
Se rendre en ville de l'aéroport, de la gare...

Scénario 1

- Comment faire pour favoriser la mobilité professionnelle entre les univers des productions culturelles et agricoles ?
- Comment faire pour accroître l'itinérance des expositions vers la périphérie du territoire ?

Scénario 5

- Comment faire pour s'inspirer de la tradition des roulottes pour créer un village global toujours en mouvement ?
- Comment faire pour atteindre Arles depuis le monde entier ?

Hospitalité de demain

Ville Airbnb / IKEA
Hôtels design VS hôtellerie « classique »
Formation à l'accueil des touristes
Le geste en plus et le sourire
Vivre de façon inclusive et égalitaire
Bienveillance pour les exclus

Scénario 1
• Comment faire pour créer une offre d'hébergement dans les lieux de culture ?

Scénario 3
• Comment faire pour valoriser le passé industriel de la ville en y créant des nouveaux espaces d'hébergement ?

Scénario 4
• Comment faire pour transformer de façon éphémère et respectueuse les sites classés en espaces d'hébergement sophistiqués ?

Scénario 5
• Comment faire pour développer en douceur la pratique des langues étrangères parmi la population arlésienne ?
• Comment faire pour faciliter administrativement le séjour des classes créatives sur Arles ?

Cuisine en partage

Nourritures terrestres et spirituelles
Respecter les cycles de production naturels
Circuit-court et durable
L'assiette comme mode d'action, « consomm'acteur »
« Incroyables comestibles »

Scénario 1
• Comment faire pour utiliser des pratiques artistiques dans les habitudes de consommation locale ?

Scénario 3
• Comment faire pour utiliser les ressources du numérique pour améliorer la gestion de notre consommation de nourriture ?

Éducation circulaire

Culture-Création

Classes créatives, freelance

Artistes / artisans

Brainstormings, « design thinking »

Génération Y — sens et utilité

Nomadisme

Érudition et nouvelle académie

Éducation

Formation et filières d'apprentissage

Savoir-faire et savoir-être

Interculturalité et civilité

Life long Learning / formation continue

Formation qualifiante

Scénario 3

- Comment faire pour que le travail industriel relève du choix personnel ?
- Comment faire pour que l'usine de demain soit nomade et inspirante ?
- Comment faire pour créer une filière d'enseignement technique de haut niveau en résonnance avec le territoire ?

Scénario 4

- Comment faire pour que la Ville d'Arles accueille des friches créatives ?
- Comment faire pour qu'Arles devienne un centre de formation pour les architectes et urbanistes spécialisés dans les protocoles UNESCO ?
- Comment faire pour former une nouvelle génération de spécialistes en restauration 3.0 ?
- Comment faire pour former les nouvelles compétences liant technologie et patrimoine ?

Scénario 5

- Comment faire pour que les architectes réinventent les cités d'Arles ?
- Comment faire pour encourager la création d'une confrérie internationale valorisant le savoir-vivre arlésien ?
- Comment faire pour créer un environnement inclusif autour des métiers de l'innovation ?





JEAN PROUVÉ
ARCHITECTE DES
JOURS MEILLEURS

↑ Cité Ivan Aubouy
Parc des Auliers →



1. Paroles d'élus
2. Paroles d'acteurs
3. Participants



LUMA DAYS IDEAS CITY 25-05-2017

Les LUMA days s'inscrivent dans une démarche de concertation avec les actrices/acteurs locaux menés avec l'appui du cabinet Chronos. Dès le mois de janvier 2017, des rencontres avec la société civile, élus, techniciens de la Ville d'Arles et de la Communauté d'agglomération Arles-Crau-Camargue-Montagnette ont été organisées. Puis du 25 au 28 avril 2017, atelier LUMA a invité des acteurs locaux en groupes de travail pour discuter des enjeux du territoire autour de quatre notions : Précieux déchets, Produire (dans) la ville, Mobilité vertueuse, Hospitalité de demain. Ces ateliers préparatoires qui mettent en résonance des enjeux urbanistiques, économiques et sociologiques ont eu pour vocation de favoriser l'émergence de projets réalisables à court, moyen et long termes, et de créer une collaboration active des parties prenantes.

L'annexe 1 est une analyse synthétique des entretiens menés avec les élus de l'agglomération Arles-Crau-Camargue-Montagnette et de la Ville d'Arles.

L'annexe 2 est le compte-rendu et l'analyse des ateliers mobilisateurs avec un panel d'acteurs locaux.

L'annexe 3 est la liste de l'ensemble des participants des LUMA days dont une grande partie a assisté aux ateliers préparatoires et mobilisateurs du printemps 2017.

1. PAROLES D'ÉLUS

Analyse synthétique des entretiens menés avec les élus de l'Agglomération Arles-Crau-Camargue-Montagnette et de la Ville d'Arles

1. UN IMAGINAIRE PARTAGÉ DE LA STRUCTURATION DU TERRITOIRE

Un certain nombre d'élus débute l'entretien par le rappel de la structuration du Pays d'Arles en trois pôles « idéaux », qui correspondent à une réalité économique (racontée de manière simplifiée) :

- La culture, symbolisée par Arles.
- L'agriculture et l'agroalimentaire, concentrés autour de Tarascon et du Marché d'Intérêt National. Le Pays d'Arles est un lieu « nourricier » (il nourrit en particulier la métropole d'Aix-Marseille).
- La logistique à Saint-Martin-de-Crau, qui traite les arrivages de Fos-sur-Mer.

Autour du Pays d'Arles, les principaux pôles considérés alternativement comme concurrents et partenaires sont Nîmes (communauté d'agglomération et non Métropole au sens administratif), Avignon (communauté d'agglomération), la Métropole d'Aix-Marseille bien sûr, puis Montélimar et Montpellier dans un second temps.

Le territoire est connecté à des axes forts (Rhin/Rhône), il bénéficie d'une situation de carrefour (à mi-distance entre l'Espagne et l'Italie).

2. LES ATOUTS ET LES FAIBLESSES DU PAYS D'ARLES RACONTÉS PAR LES ÉLUS

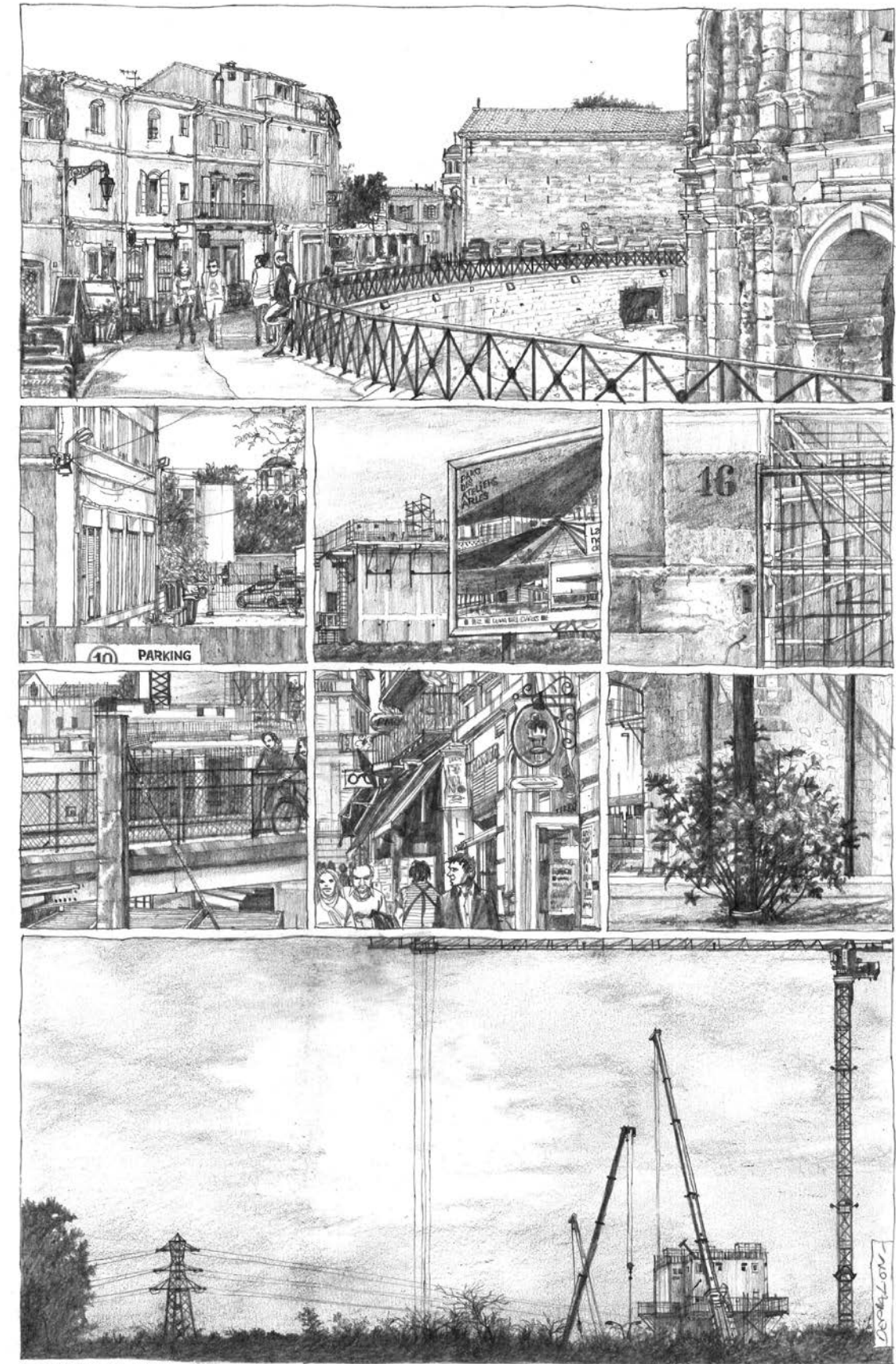
A. Les atouts du Pays d'Arles : des « héritages » sur lesquels capitaliser

Des identités de territoire très fortes, à différentes échelles (identités de quartiers et de villages, elles-mêmes transcendées par une identité Camarguaise). La tradition camarguaise s'incarne dans des pratiques, des fêtes, un patrimoine matériel et immatériel : la tauromachie, l'élevage des chevaux, la reine d'Arles, la féria, etc.

Cette identité produit à la fois une cohésion sociale, une visibilité forte depuis l'extérieur, tout en légitimant une structuration politique qui s'incarne dans des institutions et des projets : « *Les traditions et le folklore légitiment une structuration politique.* » Il ne semble toutefois pas y avoir d'identité « Pays d'Arles » qui transcenderait les autres : « *les gens se revendiquent avant tout camarguais, saliniers...* »

Un climat clément tout au long de l'année (très fort ensoleillement), notion souvent associée à la « qualité de vie » qui est un élément majeur d'attractivité : « *la qualité de vie sans être non plus déconnectés du monde.* » Cette constance du climat (hormis le mistral ponctuel) donne un argument supplémentaire à ceux qui souhaiteraient atténuer la saisonnalité.

Un patrimoine culturel, historique et environnemental exceptionnel (la Ville d'Arles est classée au Patrimoine mondial de l'UNESCO, elle est entourée par deux Parcs Naturels Régionaux intégrant des réserves naturelles). Les élus évoquent à plusieurs reprises la notion d'esthétique et de pay-



FONDATION LUMA / ARLES / OCTOBRE 2015

sage (le bâti ancien fait la beauté de la ville-centre, l'agriculture et les Marais façonnent le paysage, etc.) — contribuant aussi à « dramatiser » le territoire qui devient une scène. *« Le patrimoine constitue une des premières entrées en recettes de la ville ».*

Un tissu associatif assez fort et une capacité à « faire peu avec moins ». Les élus évoquent la capacité des petits acteurs culturels à proposer des événements avec des budget entre 5 000 et 8 000 euros. Par ailleurs les acteurs culturels connaissent très bien le territoire, y compris les parties périphériques (Ilotopie, Arles en Féria, les Suds). Arles est un *« terreau d'acteurs locaux favorable à la transition écologique et énergétique ».*

B. Les faiblesses du territoire : le manque d'un projet consensuel à l'échelle du Pays d'Arles

Une « terre de contrastes ». Alternativement employée comme un atout et une faiblesse du territoire, plusieurs élus mettent en avant les « contrastes » ou « l'éclectisme » du Pays d'Arles. À la fois urbain et rural, le territoire concentre la beauté d'une ville UNESCO tout comme des entrées de ville laides, une industrie en déclin compensée en partie par un tourisme florissant ; une déconnexion entre la Camargue faisant l'objet de toutes les attentions et la Ville d'Arles *« où la relation à l'écologie est assez pauvre »* ; sans compter les trois zones Urbaines Sensibles concentrées sur la ville.

Une faible culture de la coopération et une difficulté à travailler « en mode projet ». Chaque commune redoute en effet la ville-centre qu'elle perçoit comme une entité hégémonique, doublée d'une gestion financière complexe. Les projets communs tardent à émerger, voire n'émergent pas. Le terme qui revient souvent est celui de « blocage psychologique ». Exemple : *« Pour le SCOT, obligation légale, on a mis 10 ans pour accoucher de trois-quatre pages... ».* Au-delà des difficultés à faire collaborer les territoires, certains élus parlent « d'anomalie de fonctionnement » entre acteurs du territoire : *« On devrait travailler ensemble en permanence et ce n'est pas le cas, c'est regrettable ».*

De faibles marges de manœuvre, tant au niveau physique que budgétaire. Les budgets sont très limités ; cette aridité

budgétaire serait due à trois facteurs concomitants : une mauvaise gestion financière de la part des équipes municipales (passées et actuelle), un faible taux de ménages imposables (autour de 40 % seulement), une faible présence de sièges sociaux d'entreprises. Par ailleurs, le classement UNESCO d'Arles d'une part, le PPRI et les risques d'inondation en général d'autre part, limitent la constructibilité du territoire : *« sur un territoire de 750 000 km², on peut ne jouer sur pas plus de 3 % de la superficie générale ».*

Des difficultés économiques et sociales persistantes : le territoire est marqué par un taux de chômage important (13 % localement) qui résulte, selon la plupart des élus, du déclin industriel des années 1980. Le souvenir des fermetures d'usines et fabriques est toujours fort : les Ateliers SNCF, les papeteries Étienne, l'usine Lustucru principalement reviennent de manière récurrente dans les discours, ainsi que la contraction de l'activité salinière à Salins-de-Giraud. Plus inquiétant encore, la sous-qualification des populations locales et la sortie précoce du système scolaire évoquées par tous. À ce titre, certains mettent en garde contre le risque, avec le développement de l'économie créative et culturelle, de développer une ville à deux vitesses : *« La culture, c'est bien, mais nous avons aussi besoin de métiers peu qualifiés ».*

Un éloignement de certains publics : éloignement physique (les villages les plus éloignés sont à 35-40 km d'Arles), éloignement social et culturel (barrières symboliques à l'accès à la culture, et même au service public) — « éloignement entre l'administration et les publics en difficulté ». Plus particulièrement, les formations peu qualifiées (agent de sécurité, lycée agricole...) sont situées en dehors du Pays d'Arles, occasionnant des déplacements compliqués.

3. LES ENJEUX DU FUTUR PÔLE D'ÉQUILIBRE TERRITORIAL ET RURAL ET SON LIEN AVEC LE CONCEPT DE BIOREGION

Le principal projet politique cité par les élus est celui du Pôle d'équilibre territorial et rural. Les pôles d'équilibre territoriaux et ruraux, créés par loi du 27 janvier 2014, ont vocation à être des outils de coopération

entre EPCI sur les territoires situés hors métropoles, ruraux ou non. Ils sont en quelque sorte le pendant des pôles métropolitains. Les PETR doivent élaborer des « Projets de territoire » (projets de développement économique, écologique, culturel et social). La création du PETR du Pays d'Arles a été annoncée par le Maire en janvier 2017.

Ce PETR regrouperait les 29 communes qui composent actuellement les trois intercommunalités : la communauté d'agglomération Arles-Crau-Camargue-Montagnette (ACCM), la communauté de communes de la Vallée des Baux-Alpilles (CCVBA) et la communauté d'agglomération Terre de Provence (TPA). Ces intercommunalités constituent aujourd'hui le syndicat mixte du Pays d'Arles. Le contenu du « Projet de territoire » qui sera porté par le PETR n'est pas connu à ce jour, mais les éléments fournis par les élus donnent des pistes de réflexion.

Il existe en tous cas un fort consensus sur la volonté de ne pas rejoindre la métropole : *« Pour ma part, je ferai tout pour ne pas rentrer dans la métropole, on ne veut pas être fondu dans un conglomérat dans lequel nos intérêts seraient complètement dilués ».* *« L'objectif est d'avoir un espace structuré pour entretenir des relations avec un Grand Nîmes, un Grand Avignon ».*

Le périmètre de ce PTER recouvre en fait la dénomination de « Biorégion » proposée par LUMA Arles. Il participe pour un certain nombre d'élus à la vision systémique qu'il est nécessaire de porter sur le territoire, au-delà de la ville et de l'agglomération. *« Je pense qu'aujourd'hui il y a une nécessité d'avoir une vision de territoire pour mutualiser des missions, permettre un rééquilibrage dans les missions public-privé (équilibre qui doit permettre d'être positif). Dans la complexité d'un territoire très varié, il me semble qu'on a suffisamment d'atouts à mettre ensemble ».*

4. LES DÉFIS POUR LE FUTUR TELS QUE FORMULÉS PAR LES ÉLUS

A. Enjeux d'aménagement du territoire

À l'échelle du centre-Ville d'Arles, deux enjeux principaux ressortent des entretiens avec les élus. Le premier est de sécuriser

l'animation et le dynamisme du centre-ville, en facilitant notamment l'implantation de nouveaux commerces et services. Il existe « 300 à 500 appartements vides » qui pourraient faire l'objet d'appels à projets. Par ailleurs le projet de piétonisation déjà engagé dans le centre-Ville d'Arles semble amené à devoir se renforcer, il s'agit donc de réfléchir aux usages futurs des espaces libérés de la circulation automobile.

Puisque les capacités d'aménagement sont limitées par les contraintes financières et techniques, les projets évoqués sont relatifs à la valorisation de l'existant : réhabilitation des Papeteries Étienne, valorisation du paysage et des balades qui existent déjà, notamment les voies ferrées abandonnées. *« Je suis partant pour innover à partir de l'existant ».* *« Il faut faire le lien entre l'agriculture et le paysage ».* *« Les friches sont un formidable moyen pour la ville de se retravailler ».*

Les enjeux de mobilité sont par ailleurs régulièrement pointés comme primordiaux, à la fois pour des problématiques d'accès aux ressources du territoire, mais également de pollution et de congestions notamment dues aux afflux de touristes : *« La notion de déplacements va évoluer, il faut réapprendre aux gens à circuler, stationner, peut-être s'orienter vers l'auto-partage ».* *« Une trop grande place est accordée à la voiture dans la ville et il n'y a même pas de place pour des pistes cyclables ».* *« 500 000 visiteurs en plus, ça se gère très mal. Je suis assez inquiet : quelles sont les infrastructures ? plans de circulation ? que décidons-nous ? Nous risquons d'avoir une ville congestionnée ».*

B. Enjeux économiques

Il semble décisif d'anticiper les compétences nécessaires sur le territoire. Cet enjeu est souligné très fortement par plusieurs élus : *« Il existe un vrai besoin d'anticiper les besoins en termes de formations et de nouvelles compétences à développer ».* Cet axe s'incarne dans un dossier urgent ; celui de la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, pour anticiper les besoins en termes de main d'œuvre. *« L'activité est plutôt tirée par le haut avec l'arrivée de chercheurs ou encore de start-up, mais il faudrait par ailleurs prévoir une formation de meilleure qualité ».*

Cela renvoie à l'arrivée potentielle de 500 000 touristes supplémentaires chaque année grâce à LUMA Arles — le territoire ne semble pas en capacité aujourd'hui d'accueillir ce type de touristes. Plusieurs élus parlent de faire des Arlésiens des « ambassadeurs de leur territoire » et de développer la culture de l'accueil. Parmi les compétences à développer, on note l'hôtellerie, la restauration, les métiers manuels et l'artisanat, les nouvelles technologies, l'agriculture bio.

La transformation d'emplois précaires en emplois stables repose en partie sur l'atténuation de l'effet de saisonnalité, en développant l'activité économique (notamment l'agriculture et les services) et le tourisme hors-saison et en donnant de la cohérence à l'ensemble de l'offre. Le problème n'est pas tant la programmation en saison creuse (une multitude d'événements existent, à l'instar des Drôles de Noël), mais leur valorisation et leur communication sont à améliorées. Plusieurs élus évoquent le développement d'un tourisme de niche (tourisme ornithologique, tourisme d'affaires, tourisme spirituel, tourisme nature). Or, *« on prétend attirer une population qui s'attend aux Alpilles sans en avoir les moyens »* (le « standing » de l'offre ne serait pas assez élevé).

C. Enjeux sociaux et d'inclusion

Mieux intégrer les quartiers et les villages dans les dynamiques du Pays d'Arles. Deux types de territoires bien différents peuvent subir aujourd'hui un effet de relégation : les quartiers prioritaires de la ville (QPV) — Barriol, Trébon, Griffeuille à Arles, les Ferrages à Tarascon, puis les villages (principalement Camarguais) mal reliés aux centralités. Leurs contextes géographiques et sociologiques sont différents. Ainsi, les premiers sont plutôt jeunes (37 % de moins de 25 ans à Barriol), les seconds plutôt vieillissants. Mais ils sont en tous cas éloignés des logiques « d'excellence culturelle » prônées par la ville-centre.

Le vote FN en augmentation (28 % aux élections présidentielles au 1^{er} tour 2017) est perçu comme un véritable risque pour la ville et pour les acteurs culturels au premier chef : *« Le FN surfera sur la dichotomie ville incluse/ville exclue — c'est un risque important, pas un fantasme »*. *« Je n'imagine pas une ville gérée par le FN »*.

Les villages camarguais représentent également la « tradition ». Une partie des élus parle de trouver le juste équilibre entre tradition et folklore. La Région (LR) semble vouloir favoriser les associations et manifestations qui exaltent les traditions et les coutumes. Ce qui transparaît du discours de certains élus, c'est qu'il ne devrait pas y avoir de « monopole de droite voire d'extrême droite » sur la tradition. *« On a beaucoup de stéréotypes sur les milieux traditionnels Camarguais (ils seraient intolérants, fermés) — j'ai dû insister pour m'y faire accepter. C'est un milieu extraordinaire, et beaucoup de choses sont possibles avec eux »*. D'autres élus évoquent la tradition comme une richesse du territoire, mais qui reste figée dans le temps, sans actualisation.

D. Enjeux environnementaux

Les enjeux liés à l'environnement n'apparaissent que ponctuellement dans le discours des élus. Il ne semble pas y avoir de « vision globale » sur le développement durable du Pays d'Arles (excepté pour les PNR), mais des enjeux futurs et des risques qui sont pressentis, notamment du fait du PPRI. Les terminologies « circuits-courts » et « économie circulaire » sont valorisés par les élus, au-delà des appartenances politiques, même si elles ne recouvrent pas toujours les mêmes réalités. Il peut s'agir à la fois de privilégier les acteurs locaux dans la commande publique comme de développer l'agriculture de proximité : *« Ce chantier est tellement énorme qu'il n'apparaît paradoxalement pas dans les priorités »*. La commande publique est souvent citée comme l'acteur qui doit initier cette démarche (exemplarité).

5. LA STRATÉGIE DE LA VILLE SUR LA CULTURE

Selon la majorité des élus, la stratégie d'Arles est de miser son futur sur la Culture de manière générale — ce choix stratégique n'est pas remis en cause, mais ses modalités de mise en œuvre sont critiquées. Du point de vue des moyens : seuls 11 % du budget global de la Ville sont consacrés à la culture (légèrement supérieur à la moyenne nationale qui est de 8-9 %).

Du point de vue du portage politique et de la pédagogie, d'autres élus déplorent le manque d'explication de cette stratégie auprès des habitants : *« Il faut arrêter de dire que le développement d'Arles ne passera que par la culture — ce discours agace »*. Plus particulièrement, le lien entre culture et création d'emplois n'est pas suffisamment explicité : *« Peu de gens savent par exemple qu'Actes Sud est la plus grande entreprise du territoire. Ce lien entre culture et économie/emploi, c'est à nous de le rendre plus pédagogique »*.

6. LES RETOURS SUR LES DIFFÉRENTS SCÉNARIIS

A. Ville de culture et d'agriculture

- *« Lien fort entre la question de l'agriculture et celle du paysage. »*
- *« Concrètement : Il nous faut une légumerie et des relais qui permettent de stocker des fruits et légumes pendant 1 jour pour les agriculteurs de proximité + RDV paysans en centre-ville. »*
- *« Ce chemin doit aller des Alyscamps jusqu'au Pont Van Gogh. La balade passe sur la voie ferrée abandonnée, jusqu'à Mas Thibert. »*
- *« C'est un scénario qui me parle beaucoup — il a trait à l'identité du territoire et des gens. Il s'agit de rapprocher ces identités de la culture et de l'agriculture au sens large, qui sont deux économies fortes de la ville. »*
- *« Il n'y a rien de nouveau sous le soleil. Cette ligne existe déjà. La question est : est-ce qu'on transforme la voie de chemin de fer pour mobilités douces ou est-ce qu'on fait une trame qui dessert au passage un quartier ? »*
- *« La demande a été faite à la SNCF récemment de pouvoir se réapproprier les anciennes lignes de chemin de fer : ligne de Camargue et pont de Lunel. Il faut démarrer les rétrocessions pour une ré-appropriation par le public et les habitants. »*
- *« Sur les pointillés, je rêve d'une passerelle qui permettrait de faire un cheminement depuis la gare jusqu'au musée. »*

B. Ville usine du XXI^e siècle

- *« Les premières propositions ne seront pas forcément les bonnes. Il ne faut pas agir*

dans l'urgence, mais avancer plutôt de manière incrémentale. Le but n'est pas de « Remplir des cases vides » ! »

- *« La réhabilitation des papeteries Étienne, autour des métiers de la culture de l'économie créative, est un projet qui a la même philosophie que pour le projet de l'Île de Nantes. »*
- *« J'ai une mauvaise perception de la ville usine, car je l'assimile au village d'entreprises au Nord de la ville, qui est pour moi un Far West, c'est mort, pas de vie, y'a rien, beaucoup de doutes sur le long terme de ce genre de concept. »*
- *« Ville usine, ça reste trop culturellement marqué, il ne faut pas oublier les autres activités dans la ville : centre hospitalier, services publics, eux font l'économie de la ville, certains d'entre eux, on en parle à travers la culture, mais il ne faut pas parler que de ça, on ne les embarquera pas forcément. »*
- *« C'est un axe qu'il faut absolument travailler mais il risque de rester confidentiel par rapport aux flux économiques, au nombre d'emplois : est-ce que ça va modifier en profondeur une économie locale ? Ça ne veut pas dire qu'il ne faut pas le faire ! Eco-fabrik est en train de réfléchir à un fablab, il y a des coopératives agricoles, des logiques de mutualisation. »*
- *« Il n'y a pas de revalorisation des savoir-faire anciens à faire, en tout cas pas sur les papeteries. Éventuellement, sur les anciennes verreries de Trinquetaille (rapport au verre). »*
- *« Intérêt d'avoir un fablab pour regrouper des gens qui ont un vrai savoir sur les questions d'économie, de production de connaissance. »*
- *« Ouverture de la Fabrique en zone nord : réunion de start-up, de logiques de circuits courts. »*
- *« Comment conserver ou maintenir les compétences au-delà de la fluctuation de l'activité économiques ? »*

C. Ville Campus

- *« Je crois moins à la ville Campus qui va trop segmenter entre élite et reste du monde. »*
- *« La zone des Minimes est réglementée par le PLU, c'est une zone tampon. Les élus ont déjà réfléchi à des projets sur cette zone. »*
- *« Ce scénario ouvre des perspectives intéressantes autour de la transmission des savoirs, de l'agriculteur à l'urbain et vice*

versa, du vieux au jeune et du jeune au vieux. Mais il faut plutôt faire d'Arles une ville qui génère les générations créatives de demain (aucun problème sur l'attractivité, il faut penser aux populations en elles-mêmes). »

- « Il faut rassembler l'ensemble des acteurs qui puissent échanger sur leurs créations, favoriser le partage d'expériences... faire en sorte d'avoir des espaces de co-construction pluridisciplinaires. »
- « Je vois que LUMA a bien intégré nos discussions sur les Minimes. C'est un cadre intelligent mais il va falloir adapter la zone, hormis le parking. Si on fait ça, on ne peut pas avoir de loisirs, on sera autour de la formation. C'est une bonne idée, par contre il faut garder le cheminement de la gare au pont Van Gogh. »

D. Ville UNESCO 3.0

- « Il faut que les gens se sentent bien là où ils vivent, donc ce scénario doit absolument être lié à la rénovation urbaine. »
- « Numérique et patrimoine, oui bien sûr, mais ça me semble également restrictif, pas assez fédérateur, le numérique n'est qu'un outil, il ne fait pas une vision, il se met au service du patrimoine, mais ça n'est pas un objectif politique. »
- « Paysage et art de vivre sont deux axes que l'on pourrait rajouter. »
- « On travaille avec des sociétés pour la valorisation numérique du patrimoine, mais on est prudent sur les innovations technologiques »
- « Je pense que le classement UNESCO rassemble tout donc il faut le préserver et l'honorer. Et ça ne concerne pas que la partie monumentale, les arènes... Cela oblige à une façon de penser qui de fait a une répercussion sur l'ensemble de la ville. Si on est à la hauteur de ce classement et qu'on se sert des réflexions, décisions, aménagements pour penser la ville au-delà du patrimoine, c'est intéressant. »
- « Élément moteur à prendre en compte : projet de contournement autoroutier. On a aujourd'hui une voie rapide à quelques mètres de monuments historiques. »
- « Il est également nécessaire de créer des parkings de délestage/relais pour désengorger le centre-ville. »
- « L'accès aux publics précaires est une vraie question : je suis pour une tarification symbolique car la culture est à la base de tout. »

- « Autre point dans le cadre de l'accès à ces monuments : on n'a pas une utilisation du fleuve telle qu'elle pourrait être prévue. Les études pour faire des navettes n'ont pas démontré la viabilité économique de ce type de projet. »
- « Mon rêve est qu'on ne parcourt qu'à pieds tout ce périmètre rouge. Pour le moment, nous ne faisons rien sur la smartcity et le numérique. »

E. Village global

- « L'attractivité tout au long de l'année, et tous les jours [est travaillée]. La saison estivale est complète, il y a les événements « drôle de Noël », etc. Deux sens au mot attractif [à mon sens] : pour s'installer à long terme vs. touriste occasionnel. Je partage l'idée de lisser l'activité économique et d'éviter le côté Disneyland. »
- « [S'agissant de] ces questions d'attractivité, de saisonnalité, cette synergie fait défaut aujourd'hui. Il faut que les responsables de LUMA Arles puissent montrer le chemin vis-à-vis de cette nécessaire évolution des temps dans l'année. »

F. Retours généraux sur les scénarii

- « Je ne comprends pas le lien entre les descriptions des scénarii (que je trouve très porteuses de sens) et les périmètres d'expérimentation, très réducteurs. »
- Plusieurs élus trouvent l'expression « faire d'Arles... » dérangeante car elle fait fi des projets et réflexions déjà menés par les élus.
- « Il me manque ici une dimension humaine, parfois en filigrane mais pas assez convoquée ».

LEXIQUE

ACCM Communauté d'Agglomération Arles-Crau-Camargue-Montagnette

Biorégion Territoire dont les limites ne sont pas définies par des frontières politiques mais par des limites géographiques qui prennent en compte tant les communautés humaines que les écosystèmes.

CCVBA Communauté de communes Vallée des Baux-Alpilles

DDTM Direction départementale des territoires et de la mer

Manade Une manade est un troupeau libre de taureaux, de vaches ou de chevaux conduit par un gardian, notamment en Camargue.

Manager de centre-ville Le management de centre-ville réunit l'ensemble des acteurs économiques publics et privés du centre-ville (Ville, CCI, CMA, associations à vocation économique, commerçants, etc.) et peut regrouper autour de ce partenariat d'autres acteurs tels que : EDF, France Télécom, la Poste, l'Office de Tourisme, les cinémas, les sociétés bancaires et immobilières, les acteurs culturels... L'objectif général de ce type de dispositif est de faire que l'ensemble des acteurs et partenaires locaux donnent aux consommateurs les raisons objectives de rester et de revenir en centre-ville.

Marais du Vigueirat Site naturel protégé de 1 200 hectares à la jonction de 2 écosystèmes remarquables que sont le delta du Rhône et la plaine steppique de la Crau, les Marais du Vigueirat constituent l'une des propriétés les plus remarquables du Conservatoire du littoral en Camargue. On peut y découvrir une grande diversité floristique avec une mosaïque de milieux naturels humides, et l'on y recense plus de 2 000 espèces animales et végétales. 5 élevages de taureaux et chevaux de race Camargue pâturent à l'année sur le domaine. Le patrimoine naturel des Marais du Vigueirat est reconnu à l'échelle nationale et internationale, bénéficiant notamment d'un classement en Réserve Naturelle Nationale, et constitue une zone centrale de la Réserve de Biosphère de Camargue.

Mas-Thibert Village de 1 498 habitants rattaché à la commune d'Arles

Métropole Aix-Marseille La loi MAPTAM du 27 janvier 2014 a entériné la création de la Métropole Aix-Marseille Provence (AMP). La loi NOTRe du 7 août 2015 précise le régime de cette métropole. La Métropole Aix-Marseille Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), regroupe 92 communes et compte 1,8 million d'habitants, soit 93 % de la population des Bouches-du-Rhône et 37 % de la région PACA. Elle couvre une superficie particulièrement importante, plus étendue que les métropoles de Lyon et du Grand Paris réunies.

PETR Les pôles d'équilibre territoriaux et ruraux, créés par loi du 27 janvier 2014, ont vocation à être un outil de coopération entre EPCI sur les territoires situés hors métropoles, ruraux ou non. Ils sont en quelque sorte le pendant des pôles métropolitains.

PLU plan local d'urbanisme

PPRI Plan de prévention du risque inondation

PPRIa Plan de Prévention du Risque Inondation anticipé

SCOT Schéma de cohérence territoriale

SDAN Schéma directeur d'aménagement numérique

SIG Système d'information géographique, mis en place à la communauté d'agglomération d'ACCM et qui a été créé en novembre 2010. Il s'agit d'une compétence transférée, c'est-à-dire qu'elle est mise en œuvre par l'ACCM pour les services communautaires, mais aussi pour l'ensemble des services des communes de son territoire.

Terres de Provence Communauté de communes des Terres de Provence

Zone blanche Zone non desservie par un réseau (télécommunications par exemple)

2. PAROLES D'ACTEURS

Ateliers mobilisateurs Compte rendu et analyses 25-28 avril 2017

1. RAPPEL DE LA DÉMARCHE

LUMA Arles organise au Parc des Ateliers du 22 au 27 mai 2017, la première édition des LUMA days, un forum annuel qui se présente comme un festival d'idées et de l'innovation. Organisé dans le cadre du programme atelier LUMA initié en 2016 pour valoriser les ressources et les talents du territoire et de la ville, ce forum a pour sujet en 2017 « Imaginer des futurs pour une ville et une Biorégion ».

Afin de nourrir la réflexion, LUMA Arles a organisé avec le concours de Chronos une série d'ateliers préparatoires qui se sont déroulés à l'enclos Saint-Césaire du mardi 25 au vendredi 28 avril 2017.

Ce document restitue les principaux échanges et idées qui ont émergé au cours de ces ateliers.

2. MÉTHODOLOGIE MISE EN PLACE

Rassemblant une centaine d'acteurs du territoire, les ateliers préparatoires se sont organisés autour de 4 grandes journées thématiques. Chacune des journées s'organisait de la manière suivante : intervention de deux conférenciers le matin, travail en sous-groupes (ateliers) l'après-midi.

« Précieux déchets » (25 avril 2017), une journée dédiée à l'économie circulaire et aux démarches « zéro gaspillage, zéro déchet », avec Frédéric Linget (Auxilia) et Flore Berlingen (Zero Waste France)

« Mobilité vertueuse » (26 avril 2017), une journée dédiée à la mobilité (physique et

numérique), avec Bruno Marzloff (Chronos) et Mireille Apel-Muller (Institut pour la ville en mouvement)

« Produire (dans) la ville » (27 avril 2017), une journée dédiée à l'agriculture et au commerce, avec Hélène le Teno (Fermes d'avenir) et Pierre Creuzet (Centre-ville en mouvement)

« Hospitalité de demain » (28 avril 2017), une journée dédiée au tourisme durable et à l'inclusion, avec Guillaume Cromer (ID Tourism) et Romain Minod (Agence 14).

3. LE BILAN DES ATELIERS MOBILISATEURS DE MAI

A. Précieux déchets

Notre économie industrielle repose sur un modèle linéaire : extraction de matières premières, production, consommation, déchets. L'économie circulaire cherche à réinventer ce modèle en introduisant des pratiques de recyclage, de réemploi, de réusage... En matière d'écologie, comment impliquer les entreprises sans recourir systématiquement à la contrainte ? Comment produire et consommer différemment en prenant en compte le développement de l'économie collaborative ? Cet atelier fut l'occasion d'aborder les démarches territoriales d'économie circulaire, et le développement de l'économie collaborative.

Points clés des interventions

Frédéric Linget, consultant « économie circulaire » chez Auxilia, a présenté les grands principes de l'Écologie industrielle et territo-

riale (EIT) ainsi que des projets d'économie circulaire territorialisés et réussis.

À RETENIR

L'EIT repose sur une approche pragmatique qui considère qu'à une échelle géographique donnée (zone industrielle, agglomération, département...), et quel que soit son secteur d'activité, chacun peut réduire son impact environnemental en essayant d'optimiser et/ou de valoriser les flux (matières, énergies, personnes...) qu'il emploie et génère. L'EIT s'appuie donc sur l'étude de la nature, de la provenance et de la destination des flux pour identifier et développer des synergies industrielles, initier de la mutualisation de moyens et de services, du partage d'infrastructures. (ADEME).

Des acteurs agricoles, industriels ou même des entreprises de services peuvent récupérer de l'énergie (ex. chaleur fatale), mutualiser des équipements (ex. véhicules) à condition que le bénéfice économique soit explicite et que la confiance soit bien installée entre acteurs (cela passe souvent par la création d'un poste d'animateur des démarches d'EIT). QUESTION : Quel échelon territorial est sensé jouer le rôle de chef de file dans une démarche d'EIT ?

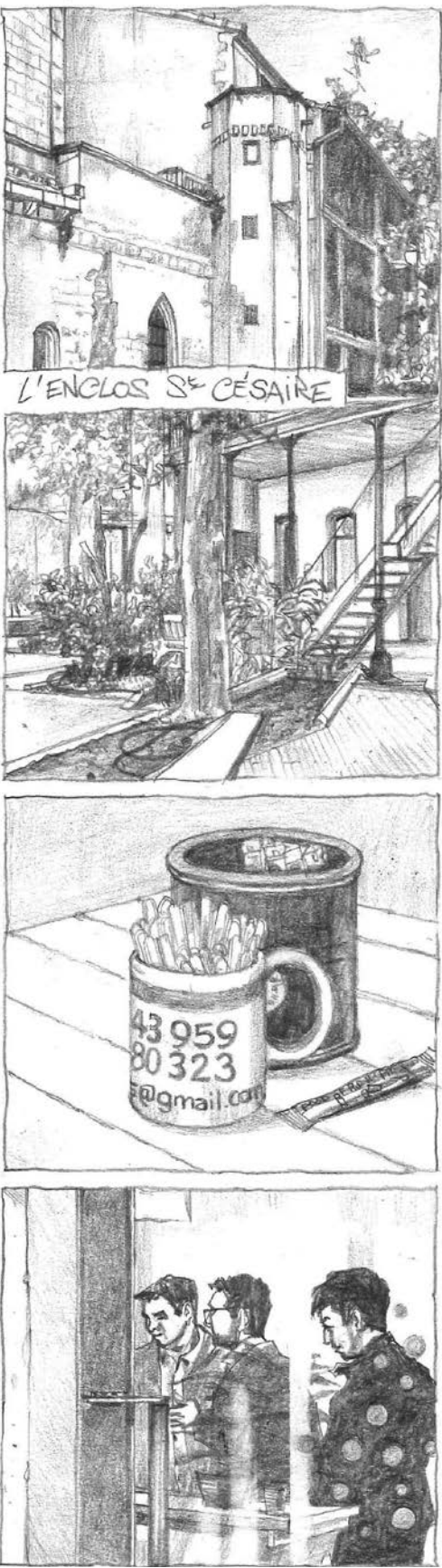
> Aujourd'hui, les Régions sont en charge des plans de réduction des déchets (obligation légale), mais ces projets peuvent être portés par d'autres acteurs : la DREAL, les municipalités, les agglomérations...

Flore Berlingen, co-fondatrice de OuiShare et directrice de Zero Waste France, a présenté les enjeux de la réduction des déchets et quelques bonnes pratiques et facteurs de réussite de projets « zéro déchet » en France et à l'étranger.

À RETENIR

Notre modèle de production et de consommation arrive à bout. En 2016, la Terre avait consommé au 8 août toutes ses ressources pour l'année selon le *Global Footprint Network*.

Chaque année en France, un habitant produit 354 kg d'ordures ménagères résiduelles selon le Centre national d'information indépendant sur les déchets. Il est, selon Flore Berlingen, relativement facile de descendre en dessous de 100 kg — certaines villes parviennent même à descendre en-dessous (53 kg pour Trévise).



La réussite d'une démarche « zéro déchet, zéro gaspillage » sur un territoire dépend de trois facteurs principaux : inclusion de tous les acteurs, portage politique d'une vision positive (et non culpabilisante/décliniste), établissement d'un plan d'actions concrètes avec passage à l'acte rapide (pour ne pas faire retomber la mobilisation).

QUESTION : Comment faire en sorte que ces démarches bénéficient également à des populations précaires ?

> Il existe un véritable enjeu à toucher au-delà des populations aisées de centre-

DONNÉES DE CADRAGE

80 %
Pourcentage de déchets du second œuvre de la filière bâtiment qu'on peut recycler sans surcoût (contre 35 % actuellement) — source ADEME

500 000
Nombre d'emplois que pourrait générer l'économie circulaire en France — étude du Club de Rome

7 %
Part des 60 milliards de tonnes de matière brute extraite de terre annuellement qui est recyclée — The Guardian

80 %
Pourcentage d'objets utilisés par les particuliers moins de 3 fois par an

SUR ARLES

126 000
Nombre de tonnes de déchets ménagers par an en pays d'Arles

60 %
Pourcentage de déchets allant directement dans les décharges

30 %
Pourcentage de déchets valorisés ou recyclés

12 %
Pourcentage de déchets compostés

- Compétence déchets transférée à l'ACCM depuis le 1^{er} janvier 2017
- Programme de compostage chez l'habitant
- Aide à l'acquisition de réflexes de recyclage à travers la Ressourcerie, Emmaüs...
- Taco&Co et la collecte de déchets recyclables dans le centre-ville d'Arles

ville. Comment impliquer des familles à petit budget dans le zéro déchet ? Le challenge « Familles zéro déchet » à Roubaix, l'une des villes les plus pauvres de France, est parvenu à relever ce défi (valorisation de ménages défavorisés).

Principaux enjeux exposés par les participants l'après-midi

Les participants ont travaillé sur deux défis : « Tendre vers le zéro déchet, zéro gaspillage » et « Initier une démarche d'EIT » en Pays d'Arles. En voici les principaux retours :

Les initiatives qui existent déjà en Pays d'Arles

1. Sur le zéro déchet à l'échelle des habitants :

- Les participants soulèvent des problématiques relatives au traitement des déchets sur le Pays d'Arles. Le tri sélectif est insuffisamment expliqué, si bien que nombre d'habitants le pratique peu/mal. Par ailleurs, les moyens alloués à la récolte et au traitement des déchets est le même l'été et l'hiver alors que les touristes font augmenter la masse de déchets à traiter.
- Pays d'Arles en transition a lancé un défi « Familles zéro déchet » en impliquant 15 familles, avec l'objectif de réduire les déchets résiduels de 10 %.
- Des initiatives relatives à l'économie circulaire existent déjà sur le territoire. L'AMAP du Rouinet produit, par exemple, des paniers à légumes à partir de matières recyclées.
- La Ville de Miramas a initié une démarche zéro déchets.
- L'association Petit à Petit travaille à l'installation de composteurs dans le quartier de la Roquette.

2. Sur l'Écologie Industrielle et Territoriale :

- Le Réseau Écologie Industrielle et Territoriale est en cours de constitution en PACA : la Région structure et anime un réseau de lauréats ayant répondu à un appel à manifestation d'intérêt pour la mise en œuvre de démarches EIT sur la Région.
- Un projet de Pôle Territorial de Coopération Économique sur le réemploi est en cours sur le territoire du Pays d'Arles ainsi qu'un Projet alimentaire territorial (PAT) qui peut prendre en compte des actions relatives au « zéro déchet », au niveau régional cette fois.

- Le projet européen LEADER (développement rural en Pays d'Arles) comprend un volet sur les éco-matériaux.
- Le plan Climat du Pays d'Arles (2015-2021) prévoit le développement des filières de valorisation matière de la biomasse, en s'appuyant notamment sur le programme LEADER et sur les actions prévues dans le secteur du bâtiment.
- Le cluster Bâtiments durables en Méditerranée ainsi qu'EcoBat travaillent également sur ces sujets.
- Enfin la CCI du Pays d'Arles a organisé une journée dédiée à l'économie circulaire en 2014.

Comment aller plus loin ?

- La restauration collective est l'un des champs d'application possibles d'une démarche zéro déchet. À l'heure actuelle dans le Pays d'Arles, 470 000 repas par an sont préparés, ils génèrent en moyenne entre 100 et 120 grammes de déchets par repas et par enfants. Les premiers retours des démarches « zéro déchet » montrent que le registre de la culpabilisation est contre-productif et qu'il faut plutôt travailler autour de l'émulation positive (concours).
- La sensibilisation des enfants est une des premières actions à mener, en développant notamment l'éducation alimentaire et les potagers dans / autour des écoles. En réorganisant par ailleurs l'approvisionnement scolaire, on peut réduire de 10 % les déchets produits.
- La formation (à destination des étudiants comme des professionnels du bâtiment, de la restauration, etc.) est un point-clé à développer pour sensibiliser à l'économie circulaire. Un axe est à développer autour des métiers verts, qu'on pourrait définir ainsi : « métier dont l'une des finalités est d'avoir un impact positif sur l'environnement. Il peut y avoir d'autres finalités, mais l'impact environnement est un impondérable dans les choix de l'entreprise, aussi important que d'avoir une bonne rentabilité économique. » Beaucoup de ces métiers ont trait à l'agriculture et à l'alimentation (Fermes d'Avenir, LoveYourWaste) mais ils peuvent aussi concerner le bâtiment, l'industrie ...
- Du côté de l'EIT, il peut être intéressant d'organiser des petits-déjeuners de l'économie circulaire dans la lignée des journées organisées par la CCI afin de faire se rencontrer les acteurs, etc.

Trois besoins concrets ressortent :

- Faire un état des lieux des pratiques d'économie circulaire et des flux existants sur les zones d'activités, en valorisant notamment les jeux de données publiques et privées existants.
- Évaluer les gains potentiels en termes d'économies et d'emplois générés par une démarche d'EIT. Comprendre en quoi le changement climatique peut impacter le développement de l'économie circulaire (prendre en compte le SCOT et le PPRI).
- Le riz est une matière intéressante pour développer des expérimentations autour du zéro déchet et de l'économie circulaire. L'enveloppe pailleuse, soit 20 % du poids du riz, du grain, peut être valorisée pour fabriquer des briquettes qui protègent contre le froid, la chaleur et le bruit.

B. Mobilité vertueuse

À l'heure où les métropoles réduisent drastiquement la place de la voiture en ville, quels sont les défis qui attendent les plus petites villes et les territoires ruraux ? Comment trouver un équilibre entre un usage raisonné de la voiture, un transport public efficace et la valorisation des modes actifs ? Et comment les nouveaux entrants (acteurs du numérique, start-up de mobilité) viennent-ils impacter le paysage de la mobilité ? Cette conférence évoquera les enjeux de partage de l'espace public, de desserte des territoires peu denses, de services spécifiques à certains publics — (touristes, personnes éloignées de l'emploi, mobilité inclusive, etc.), pour une mobilité choisie et désirable.

Points clés des interventions

Mireille Apel-Muller, directrice de l'Institut pour la Ville en Mouvement, a présenté les grands principes sur le « droit à la mobilité » et ses implications concrètes en termes d'accès à la l'emploi et de partage de l'espace public.

À RETENIR

L'infrastructure et les services de transport ne suffisent pas à garantir l'accès de tous à l'emploi, à la sociabilité, à la consommation. Les freins à la mobilité peuvent être physiques, économiques, culturels, cognitifs... et l'éloignement aussi bien physique que social / culturel.

DONNÉES DE CADRAGE

4,5

le nombre de déplacements moyens par personne et par jour sur le Pays d'Arles

30 km

la distance moyenne parcourue

64 %

des déplacements quotidiens effectués en voiture

10 %

la part de la mobilité quotidienne dans les consommations d'énergie finale du territoire

19 %

sa part dans les émissions de CO² du territoire

Source : PCET du Pays d'Arles, diagnostic 2014

La mobilité doit de fait être considérée comme un droit qui conditionne les autres droits.

En France, environ 20 % des adultes en âge de travailler peuvent être concernés par des difficultés sociales et professionnelles qui ont un impact sur leur mobilité. Les principaux freins à l'accès à l'emploi en Pays d'Arles sont le logement, la mobilité et la garde d'enfant.

Plus particulièrement, les déplacements entre Arles et certaines zones d'activité autour de Saint-Martin-de-Crau, éloignées de la gare, l'accès aux territoires agricoles autour de Châteaurenard, mal desservis en transports en commun, occasionnent des difficultés de mobilité. Cela est dû notamment à la structuration politique du territoire (3 EPCI pour un même Pays d'Arles...).

Bruno Marzloff, fondateur de Chronos, a raconté l'évolution du paradigme de la mobilité depuis le début du vingtième siècle jusqu'à aujourd'hui, en insistant sur la nouvelle place à accorder à la voiture — non pas sa disparition pure et simple, mais la rationalisation de son usage grâce au partage et au numérique.

À RETENIR

L'automobile représente toujours un poids important dans les pratiques de mobilité : 92 % des ménages en possèdent au

moins une et 60 % des individus l'utilisent quotidiennement selon l'Observatoire des mobilités émergentes en 2016.

En même temps, l'appétence pour l'autopartage, le covoiturage, le vélo et la marche se développe.

Certaines villes envisagent des scénarii sans voiture individuelle à horizon 2025 (Oslo) ou 2050 (Paris). En territoire dense, cette perspective est de plus en plus plausible, cela implique notamment que l'espace public continue à être rendu aux piétons et aux cyclistes, que les promoteurs immobiliers imaginent des alternatives au stationnement (cf. San Francisco). Mais cela nécessite une coordination avec les espaces moins denses pour éviter l'exclusion : renforcement du transport public, développement du covoiturage, développement des itinéraires cyclables (un plan vélo national à 500 millions d'euros représenterait 4,2 % du budget routier). Les travaux de la Fabrique écologique sont intéressants à ce propos.

QUESTIONS :

Comment intégrer davantage les PMR dans la ville ?

> On peut distinguer deux visions, l'une spécifique, l'autre intégrée. La première propose des aménagements spécifiques, « des greffes » sur les espaces : ascenseurs réservés, annonces sonores par télécommande, transports spécialisés. La seconde tente d'aménager des espaces et de proposer des services capables de répondre aux besoins du plus grand nombre d'utilisateurs, services qui maximisent l'autonomie de chacun. On parlera ainsi d'universal design ou de « conception universelle ». Dans cette acception, l'accessibilité n'est plus un enjeu réservé aux personnes handicapées. Nous sommes tous, à un moment ou à un autre, concernés par des difficultés motrices, cognitives, visuelles, linguistiques, économiques.

N'y-a-t-il pas un enjeu à « lisser l'heure de pointe » et ainsi réduire les congestions, en permettant aux salariés de décaler leurs horaires voire de faire du travail à distance ?

> De telles expérimentations ont été menées à Rennes et également à Plaine Commune. Dans le cas de Plaine Commune (Seine Saint Denis), le RER subissait des taux de remplissage à 250 %... Si ces expériences sont intéressantes, elles



LUMA DAYS ATELIER/WORKSHOP ARLES MAHTOUBA PROTOTYPE, SALT 02

sont limitées par deux choses : 1. Les impondérables hors-travail (ex. emmener les enfants à la crèche ou à l'école) 2. Le fait que la culture du « contrôle » et le présentéisme sont encore très présents en France et que les entreprises ont du mal à lâcher du lest sur ce sujet.

Comment des acteurs tels que l'immobilier, qui travaillent sur le temps long, se saisissent-ils de ce sujet ?

> Les promoteurs commencent à intégrer des innovations relatives à la ville sans voiture. C'est le cas au Japon où des systèmes d'autopartage sont intégrés aux résidences, à San Francisco où Uber noue des partenariats avec des promoteurs immobiliers pour proposer des trajets aux résidents, ou dans des projets comme à Seattle où des étages de stationnement sont prévus pour être convertis en logements à plus long terme. Reste que là encore, les plus gâtés sont encore davantage gâtés (ces solutions se déploient là où l'offre de mobilité est déjà abondante).

Principaux enjeux exposés par les participants l'après-midi

Diagnostic & initiatives existantes :

- En Pays d'Arles, la mobilité est un frein à l'accès à l'emploi (c'est le deuxième après le logement). Pour de nombreux jeunes, il existe un blocage psychologique : peur de se projeter dans un trajet inconnu dans le cadre de l'obtention d'un nouvel emploi / apprentissage. Ces difficultés sont renforcées par le fait que des lieux de formations / des bassins d'emplois sont situés en dehors de l'EPCI du Pays d'Arles, ce qui multiplie les ruptures (pas de coordination de la politique de mobilité, notamment en terme tarifaires). Les solutions apportées par la Mission Locale et Pôle Emploi sont limitées, surtout depuis que la Région a supprimé le crédit mobilité.
- Les villages sont également insuffisamment desservis par les transports en commun (Mas Thibert, etc.) et sont donc fortement dépendants de l'automobile. Le transport en soirée est quant à lui inexistant en dehors de la feria (le service s'arrête autour de 19h pour ENVIA).

- Ces difficultés de mobilité génèrent des réponses spontanées et informelles de la part de la société civile, en particulier du covoiturage informel. Le développement du covoiturage fait émerger des «aires de covoiturage» (et de stationnement) sauvages. Mais aussi des réponses innovantes proposées par Taco&Co pour les touristes comme pour les résidents ou encore cette association de personnes âgées qui se propose de «covoiturer les jeunes vers l'emploi».
- Les touristes sont relativement «mal» accueillis depuis l'aéroport comme depuis la gare SNCF. L'office du tourisme n'est pas facilement repérable.
- En même temps, le territoire regorge de balades et des voies paysagères sous-exploitées.

Comment aller plus loin ?

- Développer le vélo pour les trajets courts et notamment le prêt de vélos et le VAE, notamment au sein de zones d'activités, voire en relais depuis les gares (gare d'Arles, gare de Saint-Martin-de-Crau notamment).
- Tester des systèmes d'autopartage ruraux.
- Mettre en place un service de covoiturage local basé sur des incitatifs «valorisant», peut-être en lien avec la monnaie locale en lancement à Arles.
- Anticiper les flux générés par l'implantation de LUMA : en dehors des 230 places de stationnement prévues, quels dispositifs imaginer ? La mutualisation du stationnement avec des bureaux/commerces attenants est une piste de solution.
- Développer les aides à la mobilité pour les jeunes, notamment ceux en formation, en alternance, en insertion (Foyers de jeunes travailleurs, systèmes d'échanges entre personnes âgées et jeunes - hébergement contre menus services, etc.).
- Réveiller les imaginaires de la mobilité et co-construire des visions pour l'avenir, à l'instar du projet artistique du «métro d'Arles».

C. Produire (dans) la ville

Crise du modèle agricole, morosité du commerce dans les centres des villes moyennes... Comment repenser la valorisation de la production locale, depuis le centre

historique jusqu'aux espaces agricoles ? Comment se réinventent aujourd'hui l'agriculture et la distribution commerciale ? Cet atelier était l'occasion d'aborder les enjeux de production agricole durable, de ville nourricière, mais aussi de renouvellement des commerces, depuis les enjeux logistiques jusqu'aux points de contacts avec les consommateurs finaux.

Points clés des interventions

Hélène le Teno, directrice d'Auxilia et pilote du plaidoyer Fermes d'Avenir, a présenté les enjeux d'une agriculture biologique et d'une alimentation saine et accessible à tous.

À RETENIR

Notre modèle actuel de production agricole n'est plus viable — le coût de la pollution agricole (environ 60 milliards d'euros) équivaut plus ou moins à la valeur de la production agricole française ! En même temps, l'appétence des consommateurs pour le bio et le local augmente — un autre modèle est possible (cultures en plein sol, petites surfaces, respect de la biodiversité) Un objectif de 25 000 fermes bio et en permaculture, générant 100 000 emplois et nourrissant un tiers de la population française (contre 5 % actuellement), est réaliste ! Les leviers sont notamment le foncier, le financement (y compris participatif), l'évolution des formations agricoles.

QUESTIONS

La croissance actuelle du bio en France se fait-elle en valeur ? En volume ? Quelles populations concerne-t-elle ? > Les deux. Biocoop a déjà ouvert 140 magasins et prévoit d'en ouvrir 40 autres l'an prochain, avec un chiffre d'affaires en hausse de 25 %. La consommation de bio dépend davantage du niveau d'instruction et de la culture alimentaire familiale que du revenu.

Qu'est-ce que le « Paiement pour services écosystémiques » ?

> Cela revient à considérer que les agriculteurs créent des externalités positives et rendent service au collectif, par exemple en préservant la biodiversité, voire en produisant autre chose que des produits agricoles (la ferme de Figeac produit par exemple des énergies renouvelables). L'idée est de pouvoir rémunérer

(par l'acteur public, par les entreprises, par des dons / du financement participatif) ces services rendus.

Les formations agricoles sont encore construites par rapport à un modèle agricole extensif... Comment former les nouvelles générations et en particulier les « NIMA » (non-issus du milieu agricole) ? > C'est en effet un véritable défi. Le profil de Maxime de Rostolan (ex-ingénieur devenu président de Fermes d'Avenir) est un cas d'école encourageant. Nous souhaiterions évoluer vers une formation certifiante (dans Fermes d'Avenir) et développer le compagnonnage.

Pierre Creuzet, directeur de Centre-ville en mouvement, a présenté ensuite les grands défis qui attendent les centres-villes des communes françaises en termes de réaménagement et de renouvellement de l'offre commerciale.

À RETENIR

Centre-ville en mouvement est une plateforme de ressources et de rencontres pour les élus locaux qui souhaitent dynamiser leur centre-ville, en travaillant notamment sur le développement durable, le renouveau du commerce, et la mobilité Les Français sont attachés à leur centre-ville, 72 % d'entre eux s'y rendent au moins une fois par semaine. Voir notamment le Baromètre réalisé par CSA sur le sujet La redynamisation des centres-villes peut s'appuyer sur des Managers de centre-ville, des « boutiques à essai » mises en place pour les jeunes commerçants, des projets de piétonnisation, des enseignes qui capitalisent sur le web-to-store...

Principaux enjeux exposés par les participants l'après-midi

Défi 1 : Des centre-bourgs et centres-villes qui vivent toute l'année — Le diagnostic sur le Pays d'Arles

- Le commerce en centre-ville se retrouve à la croisée des chemins...
- L'offre commerciale en centre-ville est très dense, mais plusieurs limites sont identifiées : un problème d'amplitude horaire avec des commerces qui ferment entre 12h et 14h et parfois dès 19h même en période estivale. L'offre nocturne est qua-

DONNÉES DE CADRAGE AGRICULTURE

40 % la surface du territoire du Pays d'Arles occupée par l'agriculture

50 % des emplois agricoles du département se situent dans le Pays d'Arles Entre 7 et 8 % des emplois sur le Pays d'Arles (22 % pour l'agroalimentaire)

LES DÉFIS

42 % des exploitations sans successeur en 2010 > Transmission des savoirs et des compétences

Inondations, salinité, changement climatique : les températures ont augmenté à Arles, en particulier depuis les années 1980 (+1,1°C depuis 1951). Le réchauffement devrait se poursuivre (+2,2 en 2050 sur le Pays d'Arles), avec des sécheresses au printemps et en été, et des pluies plus intenses en automne et en hiver. Sources : Diagnostic réalisé par la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône en 2012 et PCAET du Pays d'Arles 2015-2021

LES PROJETS

Des projets de valorisation de l'agriculture en circuits courts (2012) Un Projet Alimentaire Territorial sur les Bouches-du-Rhône (2017) Depuis quatre ans, un agriculteur sur deux s'installe en bio dans le Pays d'Arles.

COMMERCE

Arles bénéficie de nombreux atouts : des rues apaisées et piétonnes, un patrimoine historique exceptionnel, un animateur de commerce et 6 associations des commerçants, une offre commerciale très dense en centre-ville. Cependant cette offre est plus fragile dans les quartiers prioritaires de la ville. Les ménages consomment 8 % de moins qu'au niveau national (en valeur). Quant aux 1,5 million de touristes annuels, ils dépensent en moyenne 59 € par personne et par jour. Source : CCI du Pays d'Arles — Enquête comportements d'achat des ménages, 2014



LA RÉUNION SE PRÉPARE / THE MEETING IS PREPARING



siment inexistante, et les zones « festives » limitées.

- Certains propriétaires de commerces vieillissent tandis qu'une nouvelle génération s'installe (incluant des nouveaux arrivants). La transmission des savoir-faire n'est pas pensée à l'heure actuelle.
- Il n'existe pas à l'heure actuelle de poste d'animateur du commerce, ni de manager de centre-ville. C'est le Groupement des commerçants qui anime cette tâche à l'heure actuelle (2 jours de travail / semaine, ce qui est beaucoup). Actions entreprises : site internet (Arles shopping), agenda des événements. Au cours du festival Arelate, une centaine de commerçants revêt la toge romaine traditionnelle.
- L'évasion commerciale vers Nîmes et Avignon est forte, en particulier pour l'habillement et pour la maison. De nouvelles surfaces concurrentes viennent d'ouvrir (Villages des marques à Miramas) avec une communication réussie.

- En période estivale, le « surplus » de consommation généré par le tourisme est en parti absorbé par des commerçants temporaires qui ne sont pas du Pays d'Arles et qui captent une partie de la valeur sans la redistribuer sur le territoire.
- Les surfaces supérieures à 100 m² sont rares au pour l'instant inexploitable en l'état.
- Une monnaie locale est en cours de lancement. Elle sera expérimentée dès juillet.

Des pistes de solutions

- Une première étape consisterait à cartographier le foncier disponible, les zones en tension, et à effectuer un diagnostic des manques sur le territoire en termes d'offre commerciale ainsi que des innovateurs et porteurs de projets (se doter d'outils de veille).
- L'hybridation est une solution avancée par les participants pour diversifier l'offre et étendre les heures d'ouvertures. Des com-

merces (ex. opticien) pourraient accueillir des œuvres d'art (deuxième fonction de galeries) et pourquoi pas des services (services publics notamment). L'entrepreneuriat devrait être facilité, notamment grâce aux « boutiques à essai » (libérer du foncier pour du test de concepts et leurs modèles économiques afférents pendant 6 mois voire 1 an).

- Les commerces biologiques, locaux et/ou éthiques pourraient bénéficier d'un label valorisant et visible à la fois des résidents et des touristes
- Arles peut trouver un positionnement différenciant (par rapport au Village de marques par ex.) en valorisant l'artisanat et les savoir-faire locaux : les costumes traditionnels et leur évolution (cf. Christian Lacroix), les boutiques éphémères. Quelques éléments de l'identité arlésienne à valoriser dans le commerce : la romanité, la culture, la folie (privilégier des « strates d'identités complexes » plutôt qu'une identité unique et générique...).
- Les friches industrielles peuvent être des opportunités de fêtes et de soirées, à condition qu'elles soient sécurisées (cf. fermeture de l'Estello suite à un concert sauvage de Laurent Garnier). En ce qui concerne les commerces expérimentaux, les participants citent le Boulevard Victor Hugo qui fait la jonction entre le centre-ville et les Ateliers et où de nombreuses surfaces sont délabrées et/ou vacantes (800 m² disponibles)
- L'articulation entre le stationnement et la mobilité en centre-ville doit être mieux pensée, avec une navette électrique qui relie les parkings au centre-ville avec une fréquence élevée (10 min. max.) Sur le volet Mobilité, une « Journée sans voiture » pourrait être organisée.
- Plus largement, des synergies sont à imaginer entre agriculture, artisanat et commerce. Lodève a ainsi créé un Office du commerce, de l'artisanat et de l'agriculture.
- Des démarches de co-construction sont déjà initiées sur le territoire à l'instar d'Eureka Arles porté par la CCI du Pays d'Arles en cofinancement avec le Département. Eureka Arles a pour objectif de dynamiser le centre-ville en faisant émerger, à partir de dispositif de consultation et de créativité, les produits et services qui seront nécessaires demain. Alimentation, mobilité, loisirs, consommation : un livrable

dresse l'état des lieux et propose des pistes de solutions.

Défi 2 : Une agriculture qui permette à tous de mieux manger

- Sur le volet production, le Pays d'Arles est bien sûr un territoire très puissant en termes d'agriculture. Ses vulnérabilités ne sont cependant pas négligeables :
- L'irrigation est impactée par le coût d'entretien des canaux dans la Crau, et par la salinisation.
- Le maraîchage est très intensif en main d'œuvre (85 % du CA), la précarité des travailleurs est forte.
- En termes de distribution, les participants notent qu'il existe peu de producteurs locaux qui ont des commerces visibles en centre-ville.
- Le Syndicat mixte du Pays d'Arles, en partenariat avec les PNR des Alpilles et de Camargue et la Chambre d'Agriculture 13, développe une stratégie pour valoriser les productions agricoles en circuits-courts de proximité, grâce au soutien du programme LEADER. Ce programme poursuit deux axes : 1. mieux sensibiliser et orienter les particuliers et établissements privés vers les produits agricoles locaux disponibles en circuits courts, 2. accompagner la restauration collective vers un approvisionnement local.

Des pistes de solutions

- Donner davantage de visibilité aux producteurs bio / locaux en centre-ville (« vitrines » commerciales, espaces alloués sur des zones très passantes),
- Vendre localement en circuit-court au « juste prix » qui permet de rémunérer correctement l'agriculteur et les salariés. Difficulté : si on monte le prix des paniers de 5 ou 10% par exemple, on risque d'exclure une partie des consommateurs locaux. Pistes : diversifier les débouchés, mutualiser la commercialisation en circuits-courts avec d'autres producteurs du territoire.
- Établir un diagnostic de l'approvisionnement alimentaire d'une famille type.
- Permettre aux familles de faire de l'auto-production.
- Mettre en place un dispositif d'accompagnement des « NIMA » qui souhaiteraient se lancer dans la production agricole, avec des procédés de transmissions « ancienne > nouvelle génération ».

D. Hospitalité de demain

Points clés des interventions

Guillaume Cromer, fondateur de ID-Tourism et président de l'association Acteurs du tourisme durable, a présenté les principes du tourisme durable et exposé des bonnes pratiques en termes de tourisme respectueux de l'environnement et des cultures locales.

À RETENIR

Les Nations-Unies ont nommé 2017 « l'année du tourisme durable ». Derrière ces déclarations d'intention, on retrouve surtout des stratégies concrètes mises en place par des villes et des territoires — toutes nécessitent un portage politique fort.

DONNÉES DE CADRAGE

TOURISME & INCLUSIVITÉ

Le Pays d'Arles reçoit 1,5 million de touristes par an, un demi-million en plus chaque année est envisagé avec l'arrivée de la fondation LUMA. Environ 85 % sont des touristes nationaux.

Source : PCET du Pays d'Arles, Diagnostic, 2014

Le Pays d'Arles est en moyenne plus fragile que le reste du territoire national : le taux de chômage y est de 16 %. Les jeunes, les seniors et les femmes sont les plus touchés par le chômage. Le taux de pauvreté est de 22 %. En 2013, environ 48 % des ménages fiscaux seulement étaient imposés.

Privé ou public, enseignement général ou professionnel, 11 établissements sont présents en Pays d'Arles. L'offre de formation est considérée comme insuffisante.

À part dans la vallée des Baux, les personnes peu ou pas diplômées sont sur-représentées sur le territoire, tout comme pour les CAP/BEP. À l'inverse, les personnes titulaires du « bac ou plus » sont sous-représentées, et cela s'accroît avec l'augmentation du niveau. Un quart de la population (de 15 ans ou plus, non scolarisée) en Pays d'Arles est sans diplôme.

Source : Maison de l'emploi du Pays d'Arles - Diagnostic partagé 2012

QUELQUES EXEMPLES CONCRETS

> Limiter / encadrer les développements hôteliers et l'influence d'Airbnb — Barcelone interdit ainsi la construction de nouveaux hôtels et impose à Airbnb de limiter les annonces de location.

> Développer des visites guidées faites par les habitants et en dehors des sentiers battus, à l'instar de Bastina à Paris et de la coopérative Hotel Nord à Marseille.

> Développer l'innovation touristique & durable à travers des incubateurs touristiques tels le Welcome City Lab à Paris. Renforcer les mobilités douces et en particulier le vélo (cf. Eurovelo 8 — liaison cyclable européenne qui longe la Méditerranée)

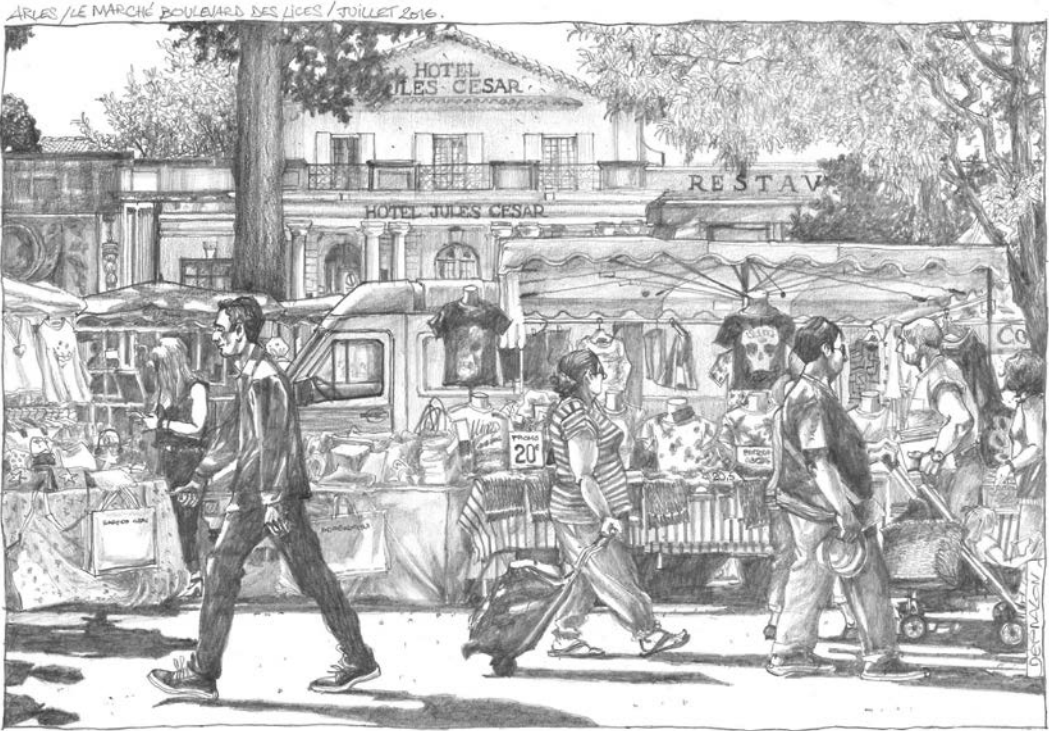
REMARQUES : la Camargue est un terrain particulièrement propice au développement d'un tourisme de niche (tourisme ornithologique dans la Crau par exemple) à condition de limiter le flux de touristes et de développer les moyens d'accès propres (liaisons en bus à renforcer). Des acteurs tels qu'Orange avec FluxVision proposent déjà des solutions de visualisations des flux à l'occasion de grands événements grâce aux données mobiles...

À Arles, le risque du développement effréné du tourisme est aussi celui de la gentrification, de la captation de la valeur par les plateformes, et de la monétisation des échanges informels dans le contexte d'une population locale précarisée (faut-il faire payer les touristes pour une visite « spontanée » de la ville ?).

Romain Minod, fondateur de l'Agence14, a présenté des projets d'architecture sociale et solidaire à Montreuil (réhabilitation des murs à pêches) et à Paris (co-conception et co-construction d'espaces publics à Paris) ainsi que les principes de l'architecture « open source ».

À RETENIR

> Le projet du mur à pêches à Montreuil permet à la fois de réhabiliter un patrimoine historique délaissé par l'acteur public, et d'apporter une réponse à des situations de précarité extrême (bidonvilles). Deux dispositifs sont particulièrement intéressants : l'implication de publics peu habitués à ces problématiques (étudiants d'HEC, salariés de KPMG) pour apprendre des habitants, et le modèle de la coopérative pour valoriser



le foncier disponible. Pour en savoir plus : Ville de Montreuil.

> Projet « Réinventer nos places » à Paris : la Mairie a sélectionné des agences d'architecture pour transformer 14 places emblématiques de la capitale. L'Agence 14 se retrouve confrontée à une logique administrative « en silos » au sein de l'équipe municipale et effectue un travail de co-construction du futur des places avec les habitants. Romain Minod met en avant : la maîtrise d'usage (considérer les habitants comme des experts des espaces qu'ils traversent), les logiques apprenantes (mettre en capacité les gens de faire), la poésie et le rêve au service de l'envie de changement (facteur de cohésion de groupe, peut-être plus pertinent que le mot-valise « inclusion »). L'architecte devient alors un facilitateur, qui n'est pas forcément propriétaire de l'œuvre construite (c'est la logique de l'architecture open source). Cela implique que l'architecture soit reproductible, et qu'elle puisse évoluer dans le temps. En revanche, il faut éviter de tomber dans le travers des constructions « bricolées » ou « bohème » — les usagers ont le droit à des finitions très qualitatives ! Voir également : Yes We Camp.

QUESTION : le projet de tour de Frank Gehry ne va-t-il pas complètement à l'encontre de ces principes-là ?

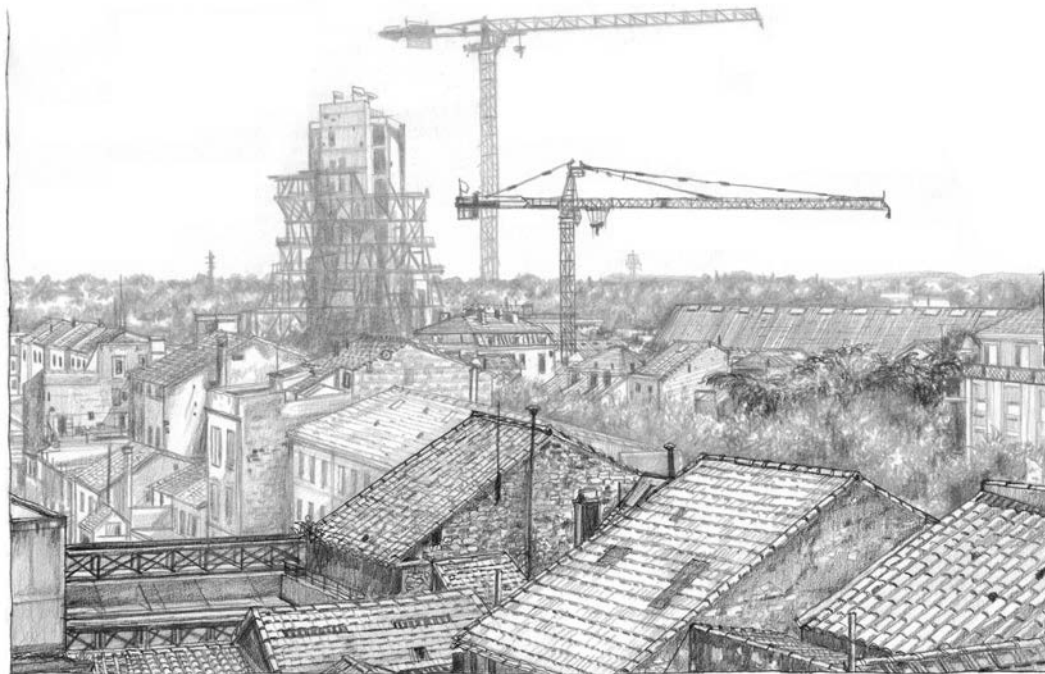
> Romain Minod pense au contraire qu'un tel « signal » est justement nécessaire pour amener à la fois des visiteurs internationaux et des « curieux » plus locaux. Il faut donner envie avec une signature prestigieuse. En revanche, il faudra imaginer des projets plus sobres, plus petits, qui font le lien avec les quartiers alentours...

Principaux enjeux exposés par les participants l'après-midi

Défi 1 : Atténuer l'effet de saisonnalité

• Des « creux » sont identifiés, à l'échelle des journées (la nuit, entre midi et deux) et des saisons (d'octobre à mai). Mais la saison a tendance à se rallonger depuis quelques années (jusqu'à début novembre). Cette désaisonnalité est d'abord un enjeu d'économie et d'emploi - les demandeurs d'emplois sur le Pays d'Arles peuvent passer de 9 000 à 6 000 entre l'hiver et l'été. La question du logement de ces travailleurs saisonniers reste entière.

• Parallèlement, la capacité hôtelière ne peut pas être développée en raison des



restrictions imposées par le PPRI. Airbnb peut être une aubaine, à condition que son usage soit régulé (Arles figure parmi les premières villes les plus recherchées sur la plateforme).

- « Il suffirait de prolonger la saison de 2 mois pour transformer des CDD en CDI »

Pistes de solutions

- Scénariser et dramatiser des paysages, et en premier lieu le Rhône et la Camargue, dans la lignée des travaux du Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (développement d'activités culturelles, pédagogiques et environnementales le long du Rhône) — voir notamment les actions prévues pour 2017. À ce titre les initiatives de Nantes (parcours pérenne Estuaire), de la Saône (projet artistique des Rives de Saône) sont autant de bonnes pratiques citées par les participants.
- Proposer des événements « petits mais qualitatifs » hors saison (expos, concerts, foires, stages et master class), à l'instar de ce que fait le festival des Suds avec son édition Re-Vivre. La multiplication des séjours courts (tendance touristique globale) permettrait de proposer des offres touristiques sur 3 à 4 jours en hiver. Cela peut être proposé en mode « test » auprès d'une cible régionale (Marseille, Avignon,

Montpellier...) dans un premier temps.

- Développer le tourisme d'affaires puisque ces visiteurs ont un fort pouvoir d'achat — à défaut de pouvoir construire un grand Centre des congrès, il s'agirait de mieux « mettre en réseau » les lieux du centre-ville (hôtels, restaurants et potentiellement l'auditorium de LUMA qui peut accueillir jusqu'à 130 personnes).
 - Positionner sur une sorte « d'agenda partagé » des propositions touristiques et culturelles sur les temps libres
- Cela nécessite :
- Des véritables compétences en événementiel et en ingénierie culturelle, au-delà des métiers de la création artistique. Cela passe notamment par le renforcement de l'IUP.
 - Davantage de liens entre la ville-centre et la Camargue, à la fois en réunissant plus souvent ces acteurs autour de la même table, mais en améliorant également les connexions physiques (transport public / transport à la demande). Les territoires ruraux (et notamment les Manades) ont besoin d'un accompagnement (poste d'animateur ?).
 - « L'art et les artistes doivent rester des vecteurs de contestation sociale, de subversion... »

Défi 2 : Une ville inclusive

- « Le volet social est souvent le parent pauvre du tourisme durable »
- La culture telle qu'elle est formulée par les porteurs de projets et les élus est parfois vécue comme élitiste par une partie de la population qui ne s'y retrouve pas.
- Les spectacles et loisirs populaires (autour de la tradition) sont parfois méprisés (le Toro-Piscine par exemple). L'éloignement géographique est également un problème — les « Plages à un euro » en bus sont une première solution mais ne suffisent pas.

CONCLUSIONS

En bref, la semaine d'ateliers mobilisateurs aura permis de faire émerger une série de questionnements communs aux acteurs du territoire participants, et de préfigurer des pistes de solutions. De nombreux projets sont actuellement en cours, qu'il s'agisse de grandes stratégies « officielles » (Plan Alimentaire Territorial, PTCE réemploi, Plan Climat) comme de projets locaux portés par des acteurs volontaristes (Université populaire, AMAP, Groupement de commerçants...). Les lieux de rencontre et d'échanges formels sont encore rares.

Les participants font remonter plusieurs besoins et envies pour l'avenir :

- Un besoin relatif à la connaissance du territoire — qu'il s'agisse des locaux vacants, du potentiel en agriculture biologique, des pratiques de mobilité, de l'évasion commerciale : cette connaissance existe souvent (rapports officiels, portails open data) mais est rarement centralisée ni facilement accessible. Des lieux et des moments partagés sont souhaités (petits-déjeûners ? rencontres récurrentes ? instances de retours d'expérience ?), de même que la mise en commun de ressources documentaires pour mieux appréhender le territoire.
- La formation et la pédagogie sont deux axes de travail qui traversent toutes les thématiques abordées. Cela recouvre à la fois la question des formations institutionnelles (les établissements éducatifs sont-ils à même de former les jeunes du Pays d'Arles aux métiers du futur, qu'il s'agisse de métiers qualifiés comme de métiers peu qualifiés ?) et la question de la transmission des connaissances et savoir-faire

(artisanat, agriculture, avec un accent sur les métiers verts et verdissants).

- Un besoin de « décroissement » du territoire en termes de mobilité — la desserte des villages camarguais et plus largement celle des pôles générateurs d'activité (Saint-Martin, Avignon, Aix) est à renforcer — qu'il s'agisse de repenser l'offre de transport public (Transport à la demande, navettes électriques) comme de développer les solutions alternative (VAE + infrastructure cyclable continue et de qualité, covoiturage et autopartage)
- Une envie d'expérimenter encore davantage en matière de commerces, de tourisme et de culture. Cela peut être facilité par des systèmes de boutiques à essai, par le test d'horaires/de périodes d'ouverture élargie, de lieux hybrides (commerces-galeries), de labellisation/renforcement des produits locaux et/ou biologiques. L'expérimentation (sur des périodes courtes, de manière incrémentale) peut rassurer les porteurs de projets, qui doivent cependant être accompagnés financièrement et humainement (ingénierie culturelle, animation).
- « L'hiver, c'est le bon moment pour se rencontrer »
- « Les contraintes budgétaires sont réelles, mais l'argent arrive sur les projets dès lors que les énergies se fédèrent »

POUR ALLER PLUS LOIN

Sélection de liens cliquables en ligne sur le site des LUMA days où la revue sera téléchargeable

Documents généraux

- Projet de PCAET d'Arles 2015-2021
- CCI Pays d'Arles — Livre blanc du commerce en centre-ville
- CCI Pays d'Arles — Enquête comportements d'achat des ménages
- Maison de l'emploi du Pays d'Arles — Diagnostic partagé

Précieux déchets

- Région PACA — Les projets alimentaires territoriaux
- Pays d'Arles — Le projet LEADER
- PCET du Pays d'Arles, diagnostic 2014
- ADEME — Économie circulaire
- Actu environnement — Ce 8 août, l'humanité a consommé ses ressources naturelles de l'année

- CNIID — Les déchets en France
- Pays d'Arles en transition — Challenge familles zéro déchet
- Ville de Miramas — Projet zéro déchet
- Arles — La restauration collective en chiffres
- Site d'Auxilia
- Site de Zéro Waste France

Mobilité vertueuse

- CEREMA — Mobilités et équité, cuisine nouvelle ou vieilles recettes ?
- IVM — En route, premier jeu vidéo d'apprentissage de la mobilité
- Passages — Espaces de transitions pour la ville du 21^e siècle
- Observatoire des mobilités émergentes, 2016
- Wired — To Win the War on Cars, San Francisco Weaponizes Real Estate
- Wired — It's Time to Think About Living in Parking Garages
- Olso — The journey to car free
- La Fabrique écologique — Mobilité
- Transilien — L'heure de pointe
- Chronos — Au Japon, le quartier pense courte distance et mobilités intégrées
- Projet du Métro d'Arles
- Site de l'Institut pour la Ville en Mouvement
- Site de Chronos

Produire (dans) la ville

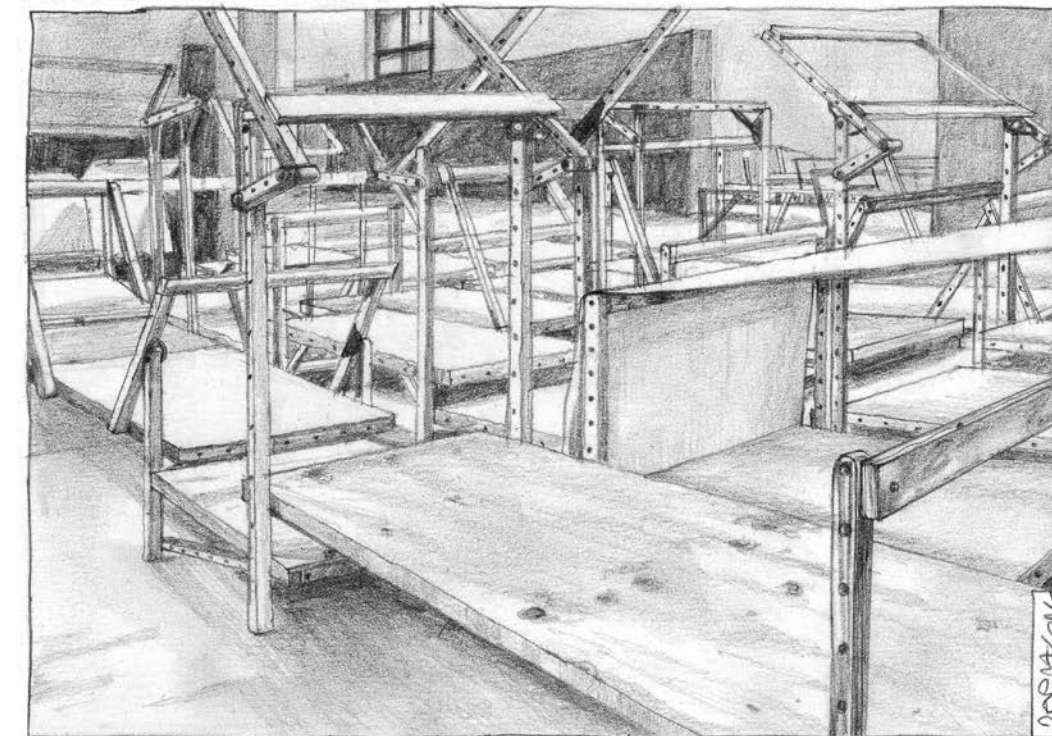
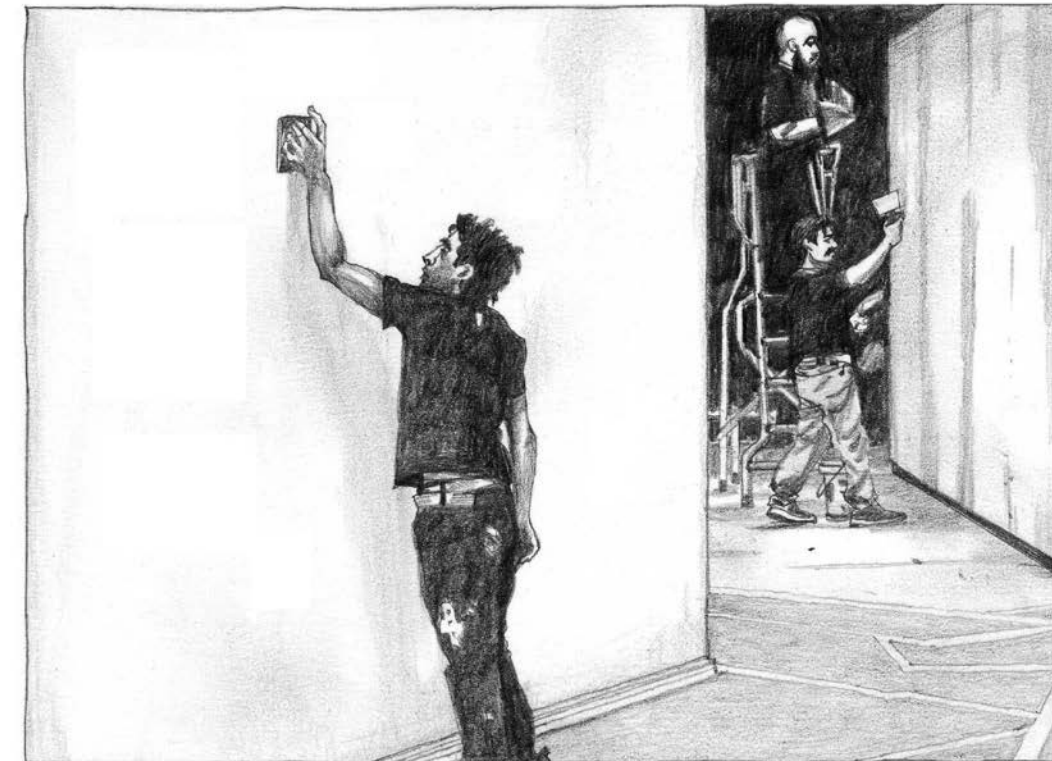
- Diagnostic réalisé par la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône en 2012
- Fermes d'Avenir
- Mission économie biodiversité — Comprendre les paiements pour services écosystémiques
- Pour en savoir plus sur Fermes d'Avenir : site officiel et Plaidoyer, informations sur le FAT Tour.
- Baromètre CSA sur le commerce en centre-ville
- L'Express — Le manager de centre-ville, un promoteur du commerce de proximité
- Les Echos — « Boutiques à l'essai » : trouver un local à moindre coût
- Journal du net — Comment les commerces de proximité utilisent (ou pas) Internet
- Agence bio — Chiffres-clés
- La Provence — La Roue, une monnaie locale arlésienne sur les rails
- Site d'Eureka Arles
- Site d'Auxilia
- Site du Centre-ville en mouvement

Bibliographie spécifique « Agriculture » (Hélène le Teno)

- Carolyn Steel — Ville affamée Comment l'alimentation façonne nos vies
- Manuel pratique de la culture maraîchère à Paris
- Hervé Pillaud — Agronumericus, Internet est dans le pré
- Mc Kenzie Funk — Windfall. The booming business of global warming

Hospitalité de demain

- UNESCO — Année du tourisme durable
- France TV info — Barcelone en guerre contre les hôtels
- La Tribune — Airbnb limite drastiquement les annonces à Barcelone
- Ville de Montreuil — Les murs à pêche
- Paris — Réinventer nos places
- CPIE Rhône Pays d'Arles — Actions 2017
- Les Suds — Les Suds, en hiver
- Le nombriil du monde, Pougne-Hérissou, exemple de festival dans un territoire rural
- Université Populaire d'Arles



INSTALLATION IDEAS CITY 10-05-2017

3. PARTICIPANTS

Maja Hoffmann
Fondatrice et présidente
de la Fondation LUMA,
créatrice de LUMA Arles

Laurent Barelrier
Chef de projet, Pôle veille
et analyse stratégique,
Chronos

Yannick Barré
Chargé des affaires
publiques, LUMA Arles

Clara Bastid
Chargée du
développement,
LUMA Arles

Caroline Bianco
Responsable recherche
et développement,
atelier LUMA

**Raphaëlle Bidault-
Waddington**
Artiste, Fondatrice
du LIID Future

Jan Boelen
Directeur artistique,
atelier LUMA

Mustapha Bouhayati
CEO, FDD LUMA Arles

Cloé Castellás
Responsable
de communication,
atelier LUMA

Pierre Collet
Chargé des relations presse,
LUMA Arles

Thomas Corolleur
Coordinateur général,
atelier LUMA

Frédérique de Saint-Seine
Comptable, LUMA Arles

Tom Eccles
Directeur exécutif, Center for
Curatorial Studies Bard

Maria Finders
Directrice de la stratégie,
LUMA Arles

Christophe Florio
Assistant opérations,
LUMA Arles

Julien Frydman
Directeur des partenariats
stratégiques, LUMA Arles

Liam Gillick
Artiste

Sanjiv Gomez
CFO, FDD LUMA Arles

Joseph Grima
Directeur d’IdeasCity,
New Museum de New York

Tony Guerrero
Régisseur des espaces,
LUMA Arles

Luz Gyalui
Productrice des
expositions, LUMA Arles

Claire Huberson
Chef de projet, consultante,
Chronos

Matthieu Humery
Chargé des programmes,
LUMA Arles

Nathalie Israélian
Responsable accueil
et médiation, LUMA Arles

Sarah Lahrichi
Rédaction et suivi éditorial
LUMA days

Caroline Monti
Chargée du juridique,
LUMA Arles

Astrid Nou
Chargée des relations
publiques, LUMA Arles

Hans Ulrich Obrist
Directeur artistique,
Serpentine Gallery

Philippe Parreno
Artiste

Lisa Phillips
Toby Devan Lewis Director,
New Museum de New York

Costanza Profumo
Coordinatrice LUMA days

Sandra Roemermann
Chargée de communication,
Fondation LUMA

Beatrix Ruf
Directrice,
Stedelijk Museum

Rémi Sabouraud
Consultant en créativité,
Goutdidées

Sylvia Segura
Responsable programmation
et projets culturels,
atelier LUMA

Vere Van Gool
Directrice adjointe
IdeasCity Arles

Henriette Waal
Directrice déléguée,
atelier LUMA

Judith Wollner
Chargée de
communication,
LUMA Arles

Karen Wong
Directrice déléguée,
directrice des affaires
externes, New Museum
de New York

Kunlé Adeyemi
Architecte, Architectes NLÉ

Teju Adisa-Farrar
IdeasCity Arles

Hamina Afkir
Élu Ville d’Arles

Cécile Alonso
ADDAP 13

Amale Andraos
Architecte, éducateur,
WORKac

Mireille Apel-Muller
Institut pour la ville
en mouvement

Sébastien Apffel
Pays d’Arles en transition

Armand Arnal
La Chassagnette

Bérangère Arnold
Smart Cities Orange

Francois Arnoul
atelier LUMA

Santiago Artozqui
Collège des traducteurs
ATLAS-CITL

Salome Asega
IdeasCity Arles

Isabelle Aubin
Retraitée

David Ayala-Alfonso,
IdeasCity Arles

Lucia Babina
atelier LUMA

Christina Badal
IdeasCity Arles

Chantal Bailly
Élu Mairie d’arles

Catherine Balguerie
Région PACA

Muriel Barneoud
ACSEL

Marine Baudry
Communauté agglomération
ACCM

Alain Baumont
Communauté agglomération
ACCM

Michel Bauwens
Auteur, économiste,
Fondateur de Peer-to-Peer
Alternatives

Olivier Bedu
IdeasCity Arles

Thomas Bekkers
Région PACA

Amina Belghiti
IdeasCity Arles

David Ben Haim
Ici Marseille

Flore Berlingen
OuiShare,
Zero Waste France

Christophe Berthonneau
Groupe F

Sophie Berton
Ilotope

Laetitia Bertrand
Pôle Culture et Patrimoines

Franck Bianco
Direccte

Vincent Bimbard
Communauté
d’agglomération ACCM

Olivier Blanc
Architecte des Bâtiments
de France

Jacques Blondel
Académie d’Arles

Jean-Pierre Bœuf
Office de tourisme d’Arles

Catherine Bollini
Association des
Amis du FRAC PACA

Frédéric Bon
Manade Jacques Bon

Marie-Hélène Bonafé
Université Populaire d’Arles

Grégoire Borelle
Association Capacité

José Bosque
Solid’Arles

Laure Bou
Parc Naturel Régional de
Camargue

Patrick Bouchain
Architecte

Antoine Boudin
atelier LUMA

**Jean-François
et Françoise Boudin**
Olivades

Laurent Boy
Inter-made

Hicham Bouzid
IdeasCity Arles

Evelien Bracke
atelier LUMA

Jean-Jacques Bravais
Tour du Valat

Thibault Brevet
atelier LUMA

Julien Brinet
Syndicat mixte
du Pays d’Arles

Anne Brotot
MOPA

Robert Brun
Conseil des sages

Floriane Brunel
atelier LUMA

Ahmed Bukhamseen
IdeasCity Arles

Marine Buu
Solid’Arles

Christophe Cachera
Mairie d’Arles

Jean-Paul Capitani
École du Domaine
du possible

Eduardo Cassina
IdeasCity Arles

Odile Caylux
Conservateur du patrimoine

Camille Chanson
Faber Place

Patrick Chauvin
Élu Ville d’Arles

Jean-Francois Chougnnet
MUCEM

Nathan Clark
We Work

Anne Clergue
Galleriste, conseillère
artistique

Christine Collange
Syndicat mixte
du Pays d’Arles

Matthieu Collin
Longo Mai

Jean-Christophe Combe
Croix-Rouge Française

Éric Costa
Citynove/Galleries Lafayette

Ophélie Couillahac
Théâtre d’Arles

Véronique Coulomb
Pays d’Arles en transition

Eva Coutaz
Harmonia mundi

Stéphane Crandal
Animateur

Pierre Creuzet
Centre-ville en mouvement

Sophie Croquette
Syndicat mixte
du Pays d’Arles

Guillaume Cromer
ID Tourisme —Acteurs
du tourisme durable

Henri Cuer
ADEAR 13

Bice Curiger
Fondation Vincent Van Gogh

Frédéric d'Agay
Fédération historique
de Provence (FHP)

Jean-Francois Daures
Archivision

Bruno de Almeida
IdeasCity Arles

Adrian de Causans
LUMA Arles

Éric de Chassey
Institut de l’histoire de l’art

Marie DeFalco
AVEC

Henri de Pazzis
Pro-Natura

Julie de Pimodan
Flui.City

Bruno Defour
Communauté agglomération
ACCM

Patrick Deloustal
CCI d'Arles

Fabrice Denise
Musée départemental
de l'Arles antique

Sophie Deramond
Agence Chartier Dalix

Nicolas Detrie
Yes We Camp

Valérie Deulin
Théâtre d'Arles

Stéphanie Dick
Zéro Waste Provence

Laurent Didailler
Pias

Chloé Dore
LAFÉ association étudiante

Marianne Dos Reis Martin
Pays d'Arles en transition

Floris Dreesman
WHY GmbH — AudiCity

Anne Drillaut
Association Petit à Petit

Maartje Dros
atelier LUMA

Paul Duan
Bayes Impact

Grégoire Ducret
LUMA

Géraldine Dufournet
Voies off

Patrick Duport
À Cloche pied

Cécile Dupré La Tour
Startup du territoire

Claudie Durand
Élu Ville d'arles

Olivia Erlanger
IdeasCity Arles

Lisa Ernoul
Tour du Valat

Stéphane Fabre
EcoFabrik

Stéphane Faure
Mairie d'Arles

Rémy Fenzy
ENSP

Thibault Franc
IdeasCity Arles

Maxime Frerot
Cinéma Le Méjan

Paul Gabriel
Communauté
d'agglomération ACCM

Gabriele Garavaglia
IdeasCity Arles

Mathilde Gardien
Marseille Solutions

Cécile Gasc
Mairie d'Arles

Eric Gatté
Mairie d'Arles

Jean-Pierre Gautier
Symadrem

Joël Gayet
Sciences Po

Eric Geboers
atelier LUMA

Didier Geneteaud
Pôle Emploi Arles

Léna George
IdeasCity Arles

Muriel Giraud
Communauté
d'agglomération ACCM

Sébastien Gontal
atelier LUMA

Anne-Claire Gosselin
Marseille Solutions

Béatrice Gourvil
Association Convibicy

Isabelle Gremillet
L'Oiseau indigo

Ciel Grommen
IdeasCity Arles

David Grzyb
Élu communauté
d'agglomération ACCM

Felipe Guerra
IdeasCity Arles

Jean-Marc Guesne
Ashoka

Jean-Claude Guigue
Conseil des sages

Lucille Guyomarc'h
ENSP

Cyril Hadji-Thomas
Bookwitty

Gaël Hamon
Art Graphique et Patrimoine

Amira Hanafi
IdeasCity Arles

Cédric Hardy
Département des Bouches-
du-Rhône

Sylvain Hartenberg
Production workshop

Monique Hascoet
Prémices du Riz

Marc Heijmans
Académie Arles

Sylvie Hernandez
Syndicat mixte
du Pays d'Arles

Fabienne Hoffmeyer
Direccte

Marc Honnorat
ESAT des abeilles

Hervé Hôte
Oasis — collectif

Jesse Howard
Production workshop

France Hureaux
Faber Place

Rory Hyde
IdeasCity Arles

Mariana Idiarte
Consultante

Frédéric Imbert
Office des sports

Nicolas Issart
Mairie d'Arles

Frédéric Jacquemin
Hôtel Calendal

Laudine Jacquet
Glaneurs/Glaneuses

Marc Jacquin
Phonurgia nova

Gerhard Jäger
ABC (Art Basics for Children)

Alexis Jakubowicz
Galleries Lafayette

Marc Jalabert
Manadier, exploitant
agricole

Jean Jalbert
Tour du Valat

Lionel Jarmasson
Canopée

Rasu Jilani
IdeasCity Arles

Anisha Jogani
IdeasCity Arles

Indy Johar
Impact Hub

Perrine Jouk
Théâtre d'Arles

Cyril Juglaret
Élu Ville d'Arles

Marie-Josée Justamond
Les Suds

Sara Kamalvand
IdeasCity Arles

Daniel Kennedy
Château La Coste

Tryeb Kerboub
Pays d'Arles en transition

Bouchra Khalili
Artiste, Cinémathèque
de Tanger

Navine G. Khan-Dossos
IdeasCity Arles

David Kirschthaler
Mairie d'Arles

Eric Klarenbeek
atelier LUMA

Rem Koolhass
Architecte, OMA/AMO

Tristan Kopp
atelier LUMA

Alexandre Kouchner
Animateur

Nicolas Koukas
Élu Ville d'Arles

Jessica Kwok
IdeasCity Arles

Louis Laboret
Conseil des sages

Jérémy Lachal
Bibliothèques sans
Frontières

Thierry Laffont
ADEME PACA

Julie Lafforgue
IdeasCity Arles

Christophe Laloi
Voies Off

Hannes Lammler
Longo Mai

Elisabeth Lara
atelier LUMA

Magdaléna Lataillade
Pôle Culture et Patrimoines

Dominique Le Coq
CFA Charles Privat

Dominique Le Guillou
Mairie d'Arles

Claude Lecat
Élu Ville d'Arles

Gilbert Le Guen
Géographe

Antonin Leonard
OuiShare

Marie Lesavre
Université populaire d'Arles

Christophe Lespilette
Mairie d'Arles

Hélène Le Tené
Auxilia

Hélène Levy
Association Capacité

Simon Lilament
Tecno bam

Frédéric Linget
Auxilia

Natasha Marie Llorens
IdeasCity Arles

Damien Lopez
Mairie d'Arles

Marcelo López-Dinardi
IdeasCity Arles

Alizée Lozac'hmeur
SensCube/MakeSense

Emmanuel Lubrano
Mairie d'Arles

Jean-Laurent Lucchesi
Marais du Vigueirat

Jacques Mailhan
Association des Manadiers

Annie Maillis
Écrivaine, chercheuse

Sébastien Marot
Harvard GSD

Federico Martelli
IdeasCity Arles

Aline Marin
Mairie d'Arles

Gilles Martinet
Archeomed

Yvon Martinet
DS Avocats

Philippe Martinez
Élu Ville d'Arles

Bruno Marzloff
Chronos

William Massey
IdeasCity Arles

Tiff Massey
IdeasCity Arles

Bertrand Mazel
Syndicat des riziculteurs

Nora Mebarek
Élu Ville d'Arles

Roberto Meloni
Association Petit à Petit

Jean-Bernard Memet
A-Corros

Michel Mialhle
Hôtel Arlaten

Anne-Sophie Michas
Animatrice

Lionel Minassian
THE CAMP

Romain Minod
Quatorze

Frédéric Mison
APRA (Association
partenaire des riverains
des Ateliers)

Régis Mittifiot
Régie de quartier REGARDS

Frédéric Mocco
À Cloche pied

Claire Mole van Rissk
Animatrice

Nathanael Molle
SINGA

Damien Monteux
Taco&co

Christian Mourisard
Élu Ville d'Arles

Karim Moussaoui
Mission Locale du Delta

Miki Nectoux
Graphiste

Rosette Nicolai
IUP Administration des
Institutions Culturelles

Laurence Nicolas
Pays d'Arles en Transition

Françoise Nyssen
Actes Sud

Luis Javier Ortega Govela
IdeasCity Arles

María Elena Ortiz
IdeasCity Arles

Djina Ouharzoune
Solid'Arles

Abdel Oustad
IdeasCity Arles

Aurélie Padovan
LUMA Arles

Jean-Marc Pailhole
Cargo de nuit

Stéphane Parys
L'Or Magazine

Roland Pastor
Conseil des sages

Peter Paulich
Environmentaliste

Claire Paupert
Pays d'Arles en transition

Anne-Marie Peilizzari
AMAP du Rouinet

Anne-Guylaine Perillon
EPARCA

Clément Périssé
IdeasCity Arles

Marylou Petot
atelier LUMA

Eva Pfannes
Ooze Architect

Loïc Picard
Conseil des sages

Philippe Picquier
Éditeur

Véronique Ponze
CCAS d'Arles

Roland Portela
Élu Communauté
d'agglomération ACCM

Eric Pringels
Animateur

Cyrille Putman
Expert en art, galeriste,
écrivain

Michelle Quaix
Festiv'Arles

Aurélie Quencez
CPIE

Joke Quintens
Designer et facilitateur

Mohamed Rafai
Élu Communauté
d'agglomération ACCM

Vincent Ramon
Amis du vieil Arles

Guenola Rasa
Animatrice

Mailis Renaudin
MEDWET

Bettina Reveyron
Thinkers & Doers

Agnès Richi
D.U.T MMI

Gianluigi Ricuperati
Curateur, écrivain

Jean-Marc Rijswick
Designer

Jean-Marc Rocchi
Pays d'Arles en transition

Catherine Rollin
Château des Alpilles

Gilad Rosenzweig
MIT Design X

Carine Rosevegue
Mairie d'Arles

Estelle Rouquette
Parc naturel régional
de Camargue

Daniel Rouvier
Musée Réattu

Olivier Rovellotti
Animateur

Laure Royan
Communauté
d'agglomération ACCM

Patrice Russac
Direccte

Olivier Saby
Juge

Vera Sacchetti
atelier LUMA

Céline Salvetat
Musée Arlaten

Juliana Sánchez
IdeasCity Arles

François Sandoz
La Ressourcerie

Catherine Santis
MUCEM

Alejandra Sarria
IdeasCity Arles

Julien Sauvage
atelier LUMA

Bertrand Schaeffler
Communauté
d'agglomération ACCM

Hervé Schiavetti
Maire d'Arles

Anne-Laurence Schiepan
Le Collatéral

Philippe Schiepan
The Vibrant Project

Mathias Schlosser
Singa

Bruno Schnebelin
Ilotope

Antoine Seguret
Transdev

Dominique Serena-Allier
Muséon Arlatan

Jeremy Siegel
IdeasCity Arles

Brynjar Sigurdarson
atelier LUMA

Malkit Shoshan
IdeasCity Arles

Béatrice Simonet
Friche la Belle de Mai

Claude Sintès
Musée départemental
de l'Arles antique

Amira Solh
IdeasCity Arles

Jon Stam
atelier LUMA

Sam Stourdzé
Rencontres internationales
de la photographie

Fanny Tamisier
Agricultrice

Pier Tardif
Arts et partages

Christine Taris
Fondation Vincent Van Gogh

Wesley Taylor
IdeasCity Arles

Dominique Teixier
Élu Communauté
d'agglomération ACCM

Cécile Teyras
Communauté
d'agglomération ACCM

John Thackara
Doors of Perception

Marc Thomas
BIOSUD

Gilles Thomas
SNCF Réseau

Philippe Thuru
Mairie d'Arles

Mario Timbal
Locarno Film Festival

Henri Tisseyre
RESSPA

Jean-Louis Tourvieille
Inspecteur Éducation
nationale Arles

Domique Trichet
Ilotope

Clément Trouche
Université Aix-Marseille

Marc Troulier
IdeasCity Arles

Isis Truphème
IdeasCity Arles

Natsuko Uchino
IdeasCity Arles

Robert Unterner
DDTM 13 Arles

Thomas Vailly
atelier LUMA

Eric Van Hove
atelier LUMA

Suzanne Vanel
À Cloche pied

Clara Vankerschaver
atelier LUMA

Marie Varenne
Mom'Arles

Tjeerd Veenhoven
atelier LUMA

Rémy Venture
Médiathèque d'Arles

Pierre Vetillart
Élu Ville d'Arles

Cyril Viala
Martingale

Régis Vianet
Parc naturel régional
de Camargue

Ben Vickers
Curateur, écrivain

René Villermy
Conservatoire de Musique

Dominique Vittoz
Pays d'Arles en transition

Stephan Volle
Groupement associations
des commerçants

Johanna Weggelaar
atelier LUMA

Robin Weicherding
IdeasCity Arles

Amanda Williams
Artiste, architecte

Cyril Zimmermann
AdUX

En cas d'oubli, contactez-
nous : info@lumadays.org
pour recevoir la revue
LUMA days #1

Blank lined area for notes on the left page.

Blank lined area for notes on the right page.

DIRECTION
DE LA PUBLICATION
Jan Boelen
Mustapha Bouhayati
Maria Finders
Sarah Lahrichi

GRAPHISME
Droit de regard, Arles

ILLUSTRATIONS
Gérard Depralon

PHOTOS
© Fabien Chaminade
© Florent Demarchez
© Florent Gardin
© Hervé Hôte
© Jean-Baptiste Marcant
© Victor Picon
© Wolfgang Tillmans

IMPRESSION
Escourbiac

ACHEVÉ D'IMPRIMER
Février 2018

Fonds de Dotation
LUMA Arles
7-9-11, rue de la République
13200 Arles
France

